

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES DÉPLACÉS INTERNES EN CHINE : DROIT INTERNE ET
INTERNATIONAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
PHILIPPE TOUSIGNANT

AOÛT 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire fut possible grâce à l'encadrement de ma directrice, professeure Hélène Piquet. Ses judicieux conseils me guidèrent tant sur le plan universitaire que personnel, un soutien inestimable obtenu d'une réelle mentore, source d'inspiration.

Je souhaite également remercier :

Ma conjointe, Émilie Renders, pour son écoute, son soutien inconditionnel, pour avoir été aussi conciliante à travers ce parcours et pour ses innombrables attentions réconfortantes;

Mon père, Gérald Tousignant, qui m'a donné les capacités d'aller plus loin en soutenant toujours mes efforts;

Ma mère, Carole Fortin, pour sa quête du « mot juste », son oreille attentive et ses encouragements;

Amis, collègues, membres de la famille, chargés de cours et professeurs qui ont su chacun à leur manière m'encourager et inspirer des discussions riches en réflexions critiques.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	V
RÉSUMÉ.....	VI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES : LES FLOUS DES CADRES CONCEPTUELS EN DROIT INTERNATIONAL ET EN DROIT CHINOIS.....	6
1.1 Encadrement imparfait en droit international.....	8
1.1.1 Distinction et définition : de réfugié à déplacé interne.....	8
1.1.2 Principales normes pour la protection des déplacés : émergence tranquille.....	16
1.1.3 Responsabilité de protéger : un enjeu de politique étrangère entre ingérence et égalité souveraineté.....	19
1.2 Enjeux clés relatifs aux déplacements de population.....	28
1.2.1 Déplacé interne : un système en crise.....	28
1.2.2 Modèles de développement : internaliser les risques inhérents.....	35
1.2.3 Déplacés du développement : le coût du progrès.....	39
CHAPITRE II	
SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE PERSONNES DÉPLACÉES EN CHINE : LE DÉVELOPPEMENT.....	45
2.1 La Chine, un État mouvementé.....	45
2.2 L'urbanisation et l'industrialisation : les zones grises du développement.....	50
2.3 Mégaprojets, mégadéplacements : les réservoirs	53
2.4 Le déplacement comme voie du développement : le cas du Shaanxi.....	63
CHAPITRE III	
ENJEUX JURIDIQUES EN CONTEXTE CHINOIS.....	73
3.1 Instrument juridiques pertinents en droit chinois.....	73
3.1.1 Désordre juridique interne.....	75
3.1.2 Statut interne du migrant, vecteur de précarité.....	83
3.2 Déplacement forcé, une mesure fondée en droit.....	91
3.2.1 Développement et subsistance : entre réalité discursive et factuelle.....	92
3.2.2 Garanties juridiques : abstention de protection du judiciaire.....	101

CHAPITRE IV	
ÉVALUATION CONSTRUCTIVE ET CRITIQUE DES MODÈLES.....	110
4.1 Droit international en matière de déplacés internes.....	111
4.1.1 Déplacés du développements : particularités distinctes.....	111
4.1.2 Vers un cadre d'analyse global.....	119
4.2. Chine : mutations et choix stratégiques.....	128
4.2.1 Avoir voix pour avoir droit, le droit pour donner voix.....	130
4.2.2 Options pour les autorités : le l'harmonie légitimée à l'harmonie légitime.....	148
CONCLUSION.....	157
ANNEXES.....	163
ANNEXE A	
FLUX MIGRATOIRES INTERPROVINCIAUX.....	164
ANNEXE B	
CATÉGORIES MIGRATOIRES ASYMÉTRIQUES.....	165
ANNEXE C	
CAUSES DES PERTES DE TERRES CULTIVÉES.....	166
ANNEXE D	
FICHE HISTORIQUE DU PROJET D'AQUEDUC GÉANT.....	167
ANNEXE E	
HUKOU : RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.....	168
ANNEXE F	
HUKOU ET STATUT DU MIGRANT.....	169
ANNEXE G	
VERS UN CADRE D'ANALYSE GLOBAL.....	170
BIBLIOGRAPHIE.....	171

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAE – Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine

CICR – Comité international de la Croix-Rouge

CS – Conseil de sécurité des Nations Unies

HCR – Haut Commissariat pour les réfugiés

IDPs – *Internally displaced persons* (Voir aussi PDI et PDIPP)

IRR – *Impoverishment Risks and Reconstruction*

ONG – Organisation non gouvernementale

ONU – Organisation des Nations Unies

PIDCP – Pacte international relatif aux droits civils et politiques

PIDESC – Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels

PDI – Personnes déplacées interne (Voir aussi PDIPP et IDPs)

PDIPP – Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (Voir aussi PDI et IDPs)

PPC – Parti communiste chinois

RPC – République populaire de Chine

RSG-IDP – *Representative of the secretary-general on internally displaced persons*

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur les personnes déplacées par le développement en contexte chinois. En effet, le développement fulgurant de la République populaire de Chine comporte des coûts environnementaux et sociaux importants au cœur desquels se retrouvent les déplacés, victimes du développement. Or, traiter des personnes déplacées *internes* (PDI) en droit *international* relève à première vue d'un paradoxe qui s'explique néanmoins par l'insertion discursive et historique du concept même de PDI, ainsi que de la prise en compte des coûts associés au développement. La prise en compte de ces coûts et du sort des PDI sont liés aux impératifs de légitimité du système et de maintien de l'ordre tant sur le plan international que national.

L'élaboration d'une définition de PDI en *soft law* pose la question de la catégorisation des migrants en fonction de deux critères. La migration doit être interne à l'État et de nature contrainte ou involontaire. Dès lors le caractère subjectif du dernier facteur pose problème quant à la délimitation des catégories juridiques et à l'application concrète de protection aux diverses victimes du développement, révélant les flous du droit international.

Les déplacés sont générés par des projets qui correspondent à des visions particulières du développement. Celles-ci conçoivent le développement soit de manière limitée comme croissance économique, soit de manière holistique comme durable et socialement responsable. Les projets sont classés, dans la présente étude, en fonction du lien entre développement et déplacement. Ce lien comprend le déplacement comme cause directe ou indirecte, mais également comme un moyen de développement.

Le développement repose quant à lui sur des modèles mis en œuvre par des dispositifs juridiques et politico-administratifs qui oscillent entre protection et inclusion, puis exclusion et marginalisation. Le droit chinois apparaît à la fois comme structurant les migrations et comme structuré par celles-ci. Ce droit se retrouve dans le contexte originel causant la migration, parmi les conditions du mouvement et au sein du régime post-réinstallation. Il est donc à la fois agent déclencheur et stabilisateur, en opération dans tous les aspects liés à la migration.

L'étude se termine sur les recours des justiciables qui, dans un contexte de mutations sociales importantes et à l'instar du gouvernement, doivent redéfinir leurs techniques et approches de l'accès à la justice. Dans ce cadre, les justiciables recourent à des moyens judiciaires et extrajudiciaires, tantôt en politisant des questions juridiques, tantôt par la judiciarisation de questions politiques.

Malgré l'harmonie sociale proclamée, près de 80 000 à 100 000 incidents de masse surviennent annuellement selon le gouvernement. Concerné par la stabilité sociale, celui-ci utilise un éventail de moyens juridiques et extrajudiciaires devant promouvoir l'accès à la justice afin de réduire les tensions. Les interventions musclées du gouvernement, hors du droit, même lorsque menées à la faveur des justiciables marginalisent la fonction formelle du système juridique. Ainsi, la recherche de solutions systémiques aux problèmes du développement et de l'accès à la justice reste fondamentale pour société chinoise actuelle et les défis auxquels sont confrontés les déplacés du développement.

Mots-clés : personnes déplacées internes, déplacés du développement, migrations, droit international, droits humains, projet de développement, République populaire de Chine, accès à la justice

INTRODUCTION

La violence généralisée, les conflits armés et les violations de droits humains ont provoqué, en 2010, le déplacement à l'intérieur de leur propre pays de 25,7 millions de personnes, dont 11,2 à 13,7 millions seraient des enfants¹. Ce total est deux fois plus élevé que celui relatif aux individus ayant traversé une frontière² pour les mêmes raisons, d'où l'impératif de se pencher sur les migrations internes aux États. Les causes des migrations ne se limitent toutefois pas aux situations précitées. En effet, le tremblement de terre en Chine en 2008 et à Haïti en 2010³, le tremblement de terre doublé d'un tsunami et d'un désastre nucléaire au Japon en janvier 2011, les inondations en Thaïlande fin 2011, pour ne nommer que ceux-ci, ont généré à leur tour des millions de déplacés. Selon les prévisions, les bouleversements climatiques déplaceront de 25 millions à 1 milliard de personnes⁴ pour 2050. En effet, voilà que depuis les trente dernières années, la quantité de personnes affectées par la sécheresse et les orages violents a doublé⁵. De plus, la montée des eaux fait craindre le pire puisque 10 % de la population mondiale vit dans des zones côtières à moins de dix mètres au-dessus du niveau de la mer⁶. Par exemple, des îles comme les Tuvalu sont

- 1 Internal Displacement Monitoring Center, *Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010*, Genève, IDMC.
- 2 *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*, Doc. off. AG CES NU, 75^e sess., Doc. NU A/65/12 (2010), à la p 2.
- 3 Ouragan Katrina : 1 million de déplacés, dont seulement près de la moitié ont pu regagner leur maison quelques jours après le passage de l'ouragan. Liu, Amy, Bruce Katz, Matt Fellowes, et Mia Mabanta, « Housing Families Displaced by Katrina: A Review of the Federal Response to Date » (2005) The Brookings Institution: Metropolitan Policy Program à la p 1; Ouragan en Asie du Sud-Est : 1,2 millions de sans-abri : Internal Displacement Monitoring Center, *Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2004*, Genève, IDMC, à la p 4. 2,3 millions déplacés, Oxfam International, « Document d'information d'Oxfam », octobre 2010, en ligne : Haïti Live <<http://fr.haiti-live.com/haiti/rapports-situation-haiti/oxfam-planter-maintenant.html>>; Les pluies diluviennes la même année au Pakistan provoquent 10 millions de sans-abris : AFP, « L'ONU demande une aide record de 2 milliards de dollars pour le Pakistan » *Le Monde* (17 septembre 2010), en ligne : <http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2010/09/17/l-onu-appelle-a-une-aide-record-de-2-milliards-de-dollars-pour-le-pakistan_1412791_3216.html>.
- 4 L'estimé la plus citée à 200 millions, mais ce chiffre est bien sûr contesté vu la difficulté de prévoir le changement. Organisation internationale pour les migrations, *Migration, Environment and Climate Change: assessing the evidence*, Genève, OIM, 2009, à la p 43 [OIM, *Migration Environment and Climate Change*].
- 5 OIM, *Migration Environment and Climate Change*, *supra* note 4 à la p 15.
- 6 Jeffrey D. Sachs, « Climate Change Refugees (Extended Version): As Global Warming Tightens the Availability of Water, Prepare for a Torrent of Forced Migration » *Scientific American* (juin

menacées d'inondation, d'érosion et de salinisation des sources d'eau douce⁷.

Selon W. Courtland Robinson, les personnes déracinées par la guerre ou un désastre reçoivent généralement la sympathie du public, l'aide internationale et le soutien des médias⁸. Nous ne pouvons en dire autant de déplacés du développement. Ceux-ci représentent pourtant, depuis 1990, plus de 10 millions de personnes par année⁹ forcées d'abandonner leur foyer par les méga-projets de développement¹⁰. Si le soutien manque, les conséquences auxquelles ces migrants sont confrontés n'en sont pas moins graves.

Au cours des dernières décennies, la vision dominante du développement impliquait de transformer les sociétés « simples et traditionnelles » en États modernes, complexes et occidentalisés. « Seen in this light, large-scale, capital-intensive development projects accelerated the pace toward a brighter and better future. If people were uprooted along the way, that was deemed a necessary evil or even an actual good, since it made them more susceptible to change¹¹. »

Au mieux, les victimes et les exclus sont considérés comme le coût inéluctable du

2007), en ligne : <<http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=climate-change-refugees>>; Alex de Sherbinin, Koko Warner, et Charles Ehrhart, « Casualties of Climate Change: Sea-level Rises Could Displace Tens of Million » *Scientific American* (10 janvier 2011), en ligne : <<http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=casualties-of-climate-change>>.

7 Kara K. Moberg, « Extending Refugee Definitions to Cover Environmentally Displaced Persons Displaces Necessary Protection » (2009) 94 : 3 Iowa L Rev 1107-1136 aux pp 1107-1136.

8 W. Courtland Robinson, « Minimizing Development-Induced Displacement » (janvier 2004), en ligne : Migration Information Source <<http://www.migrationinformation.org/feature/display.cfm?ID=194>>, au para 1 [Robinson, « Minimizing Development-Induced Displacement »].

9 Selon les évaluations parrainées par la Banque mondiale : Michael Cernea, « Risks, Safeguards and Reconstruction: A Model for Population Displacement and Resettlement », in Michael Cernea et C McDowell, dir, *Risks and Reconstruction: Experiences of Resettlers and Refugees*, Washington, World Bank, 2000 [Cernea, « Risks, Safeguards and Reconstruction »]; W. Courtland Robinson, *Risks and Rights: The Causes, Consequences, and Challenges of Development-Induced Displacement*, Washington DC, 2003 à la p 3, en ligne : <<http://www.adb.org/water/topics/dams/pdf/didreport.pdf>> [Robinson, *Risks and Rights*].

10 Michael M Cernea, « Personnes déplacées par des projets de développement et par des conflits : combler l'écart présent dans la recherche » (2007) Hors-série Revue des migrations forcées 25; Michael Cernea, *Resettlement and Development : The Bankwide Review of Projects Involving Involuntary Resettlement, 1986-1993*, Washington, World Bank Environmental Department, 1996; Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 11 : « 1. Water supply (dams, reservoirs, irrigation); 2. Urban infrastructure; 3. Transportation (roads, highways, canals); 4. Energy (mining, power plants, oil exploration and extraction, pipelines); 5. Agricultural expansion; 6. Parks and forest reserves; 7. Population redistribution schemes ».

11 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 10.

développement. Or, l'appauvrissement, la marginalisation et la perte de capacité d'agir¹² forment la règle plutôt que l'exception quant aux personnes déplacées. Dans le pire des cas, dépossédées de leur libre arbitre et de leur qualité d'être humain¹³, elles deviennent victimes de répression¹⁴ pour avoir cherché un remède à leur situation ou avoir tenté de faire entendre leur voix. C'est le « droit d'avoir des droits¹⁵ » qui fait le plus défaut à ces déplacés.

Aujourd'hui émergerait un nouveau paradigme de développement qui promeut la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, la justice sociale et les droits humains¹⁶. Désormais, le développement apparaît comme offrant des bénéfices tout en imposant des coûts. Parmi ses coûts les plus élevés apparaît le déplacement de millions d'individus, marginalisés et appauvris¹⁷.

Quant au monde de la recherche, les études traitant des migrations en lien avec l'environnement entrent progressivement dans le discours et les écrits, mais restent encore minoritaires. Or, encore plus considérable est l'écart à combler¹⁸ dans la recherche portant sur les personnes déplacées par des conflits et celles par des projets de développement.

Bouleversements climatiques, catastrophes naturelles, urbanisation, industrialisation, pollution et projets de développement sont autant de situations génératrices de déplacements présentes en République populaire de Chine (Chine). Ce pays constitue un microcosme exemplaire pour l'étude de l'ensemble de ces phénomènes et des réponses qui leur sont apportées. La qualification de super puissance montante rend d'autant plus intéressant de se pencher sur les choix des autorités chinoises.

C'est dans ce contexte que la Chine, pays retenu pour cette étude, offre un exemple

12 Selon les conclusions d'une étude de plusieurs années de la Commission mondiale sur les barrages : Leopoldo Jose Bartolomé et al., *Displacement, Resettlement, Rehabilitation, Reparation and Development*, WCD Thematic Review Social Issues I.3, Working Paper, Cape Town, World Commission on Dams, 2000.

13 Hannah Arendt, « The Decline of the Nation-State and the End of the Rights of Man » dans *The Origins of Totalitarianism : Imperialism*, Tome 2, Schocken Books, 1951 à la p 253 [Arendt, *The Origins of Totalitarianism*].

14 Aux Chapitres II et III plusieurs exemples seront abordés en ce sens.

15 Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, *supra* note 13 à la p 298.

16 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 10 et voir document de Rio+20 : L'avenir que nous voulons, Résolution adoptée par l'Assemblée générale, Rés AG A/66/L.56, Doc off AG NU, 66e sess, Doc NU A/RES/66/288 (11 septembre 2012) 1.

17 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9, Foreword.

18 M Cernea, « Comblent l'écart dans la recherche », *supra* note 10 à la p 25.

nouveau et relativement peu détaillé¹⁹. En effet, celle-ci connaît un développement économique fulgurant, qui entraîne des mutations sociales et environnementales importantes et qui comporte des coûts élevés pour sa population²⁰. En outre, la Chine compterait des présumés déplacés non seulement en raison des désastres naturels comme les tremblements de terre du Sichuan en 2008 ou au Qinghai en 2010, mais aussi en raison, précisément, de son développement. Pour les cinquante dernières années en Chine, les projets de développement auraient déplacé plus de 40 millions de personnes, dont 13,6 seulement dans les années 1990²¹. Cet État offre un laboratoire fascinant pour l'étude du droit et du développement car différentes conceptions s'y affrontent, non sans heurts, et nous pouvons y observer en pleine action le développement de cette normativité via la construction de l'État de droit.

Ainsi, la présente étude porte essentiellement sur les personnes déplacées dans le cadre du développement en Chine. Le contexte et le système juridique de la Chine posent des questions intéressantes et nouvelles quant au statut de ces individus, aux raisons particulières de leur déplacement tout comme au régime juridique applicable. Tant la qualification de ces individus que l'identification des protections dont ils bénéficient représentent des enjeux de recherche. Ces interrogations mènent donc à la question de recherche suivante : les déplacés chinois peuvent-ils être considérés au regard du droit international comme des personnes déplacées internes, selon la définition en *soft law* ? Quel statut pour les déplacés du développement en Chine ?

Dans le cadre du premier chapitre, il est question du droit international relatif aux personnes déplacées internes et nous poserons les balises du cadre théorique de la présente étude. Or, comme les présumés déplacés demeurent sous la souveraineté chinoise, il faut explorer le cadre national afin de cibler véritablement le régime juridique applicable. Ceci exige pour le volet suivant une étude des causes des déplacements (I). Ainsi, au deuxième chapitre nous explorons les principales situations de déplacement liées au développement en Chine, regroupées en trois catégories : les déplacements causés par le développement de

19 Au moment de l'écriture de cet étude, notons l'absence de statistiques concernant la Chine sur le portail officiel du Internal Displacement Monitoring Center, « IDP World Map » (2013), en ligne : IDMC <<http://www.internal-displacement.org/>>.

20 La Chine reconnaît aisément le coût environnemental du développement dès l'introduction du *Livre Blanc* : République populaire de Chine, CAE, *Environmental Protection in China (1996-2005)*, (Livre Blanc), 2006, en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.

21 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 3.

manière indirecte, de manière directe, puis ceux dont le déplacement est considéré comme la méthode même de développement (II). Le troisième chapitre comprend plus spécifiquement les enjeux juridiques en contexte chinois. D'abord nous ferons le tour des instruments juridiques pertinents en droit chinois. Ensuite, nous traiterons du déplacement forcé comme une mesure fondée en droit, choix d'un modèle de développement (III). Le quatrième et dernier chapitre contient des propositions d'évaluations constructives et de critiques des modèles tant au regard du droit international, qu'à la lumière du contexte de chinois. Dans ce dernier volet, nous nous attardons aux solutions et stratégies envisageables qui seraient compatibles avec le contexte chinois (IV).

CHAPITRE I

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES : LES FLOUS DES CADRES CONCEPTUELS EN DROIT INTERNATIONAL ET EN DROIT CHINOIS

L'essentiel de ce chapitre consiste à situer dans le contexte international la place des personnes déplacées internes (PDI) et l'attention qui leur est portée. Une première section traite donc du cadre international pour la protection des personnes déplacées internes (1.1). Une deuxième section met en exergue certains des principaux enjeux relatifs aux PDI, tout en liant le contexte international au contexte chinois (1.2).

Un passage s'impose sur les sources du droit international afin de cerner leur importance normative et de clarifier la place relative des différents instruments juridiques et extra-juridiques. Les termes « source du droit » se déclinent en trois volets. D'abord, nous pouvons faire appel au concept de « source du droit » en tant que fondement du caractère obligatoire du droit²². Aussi important soit le questionnement à cet égard, notre intérêt relatif aux sources du droit vise dans le cadre de notre étude deux autres notions, soit celles de sources matérielles et de sources formelles.

Les sources matérielles seraient « [l']ensemble des phénomènes empiriques (d'ordre social, économique, scientifique etc) ou idéologiques (engagement moral, religieux, politique etc) qui conduisent à l'existence, à la création ou à la modification des normes dans un ordre juridique donné²³. » En bref, il s'agit des éléments et influences qui déterminent le contenu de la réglementation juridique. La décolonisation, la fin de la Guerre froide, la chute de l'URSS sont autant de phénomènes entrant dans les sources matérielles. La notion de source matérielle nous permet d'incorporer des données d'ordre historique, économique, sociologique, des sciences politiques et des sciences de l'environnement²⁴.

Les sources formelles se rapportent au procédé de formation technique du droit²⁵. Ainsi, en droit international, une norme peut se formaliser et prendre forme dans une

22 *Dictionnaire de droit international public*, Universités francophones, Bruxelles, Bruylant, 2001 à la p 1041.

23 Patrick Daillier et al., *Droit international public*, 8e édition., LGDJ, 2009 au para au para 57.

24 *Ibid* au para au para 58.

25 *Ibid* à la p 124.

convention, une déclaration, dans la coutume ou être comptée parmi les principes généraux de droit. Une déclaration n'a pas une valeur contraignante au même titre qu'un traité librement consenti par les États parties. Toutefois, la Cour internationale de justice (CIJ) lui confère²⁶ le statut de source de droit. Relativement au traité, la signature par les États indique que le texte est arrêté comme authentique et définitif. La signature n'est pas un engagement formel, mais la *Convention de Vienne sur le droit des traités*²⁷ prescrit qu'à partir de la signature, les États ne doivent pas agir à l'encontre de l'objet et des buts du traité avant son entrée en vigueur. C'est plutôt la ratification, l'adhésion ou l'accession, processus par lequel l'État se lie à l'accord, qui finalise son engagement à le respecter et à le mettre en oeuvre dans sa législation nationale. La règle *pacta sunt servanda*²⁸ engage les États à respecter de bonne foi les accords auxquels, de leur libre consentement, ils se sont soumis. Les juristes internationalistes accordent généralement une place fondamentale à la coutume internationale. Elle fut réaffirmée comme source du droit par le statut de la CIJ qui implique que la cour puisse appliquer dans le règlement des différends « la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit²⁹ ». En effet, lorsque les normes contenues dans une déclaration ou un traité sont reprises à répétition, par de multiples instruments et acteurs internationaux ou qu'elles émanent d'une pratique que les États considèrent comme obligatoire, alors elles se frayent un chemin vers la coutume. L'un des éléments clés est la conviction des États que la norme ou la pratique fait partie du droit. Finalement, les principes généraux de droit font référence à un ensemble de normes et de pratiques communément reconnues par les principaux systèmes de droit à travers le monde.

En résumé, aux fins de notre étude, c'est « le processus de formation du droit (le law making process) dans son ensemble qu'il faut prendre en considération³⁰. » En effet, notre sujet vise entre autres un droit en formation, soit le droit émergent relatif aux PDI.

26 Une déclaration faite par un représentant d'un État lors d'une conférence de presse peut être considérée comme une source de droit selon ce qu'a déterminé la CIJ dans *Affaire des essais nucléaires (Australie c France)*, [1974] CIJ rec 253 à la p 259.

27 *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, 1155 RTNU 331 (entrée en vigueur le 27 January 1980), article 26.

28 Les parties sont liées par le traité : certains prêtent à cette règle une valeur coutumière, d'autres affirment même qu'il s'agit de l'un des fondements du droit international. Quoi qu'il en soit, la règle est présente en droit conventionnel : *ibid.*

29 Tous les membres des Nations Unies sont Parties du *Statut de la Cour internationale de Justice*, annexe de la *Charte de l'Organisation des Nations Unies*, 26 juin 1945, 1 RTNU xvi, art 38(1).

30 Daillier et al., *Droit international public*, *supra* note 23 à la p 125.

1.1 Encadrement imparfait en droit international

Dans cette section, nous identifions certains des éléments constitutifs du cadre international touchant la protection des personnes déplacées internes, ainsi que les enjeux afférents. Nous commencerons par délimiter la définition des PDI (1.1). Nous nous pencherons ensuite sur le principal cadre de référence normatif spécifique aux PDI (1.2). Puis, nous traiterons des implications juridiques et extrajuridiques du développement d'un tel cadre normatif à travers le débat sur l'égalité souveraine des États et la protection effective des droits humains (1.3).

1.1.1 Distinction et définition : de réfugié à déplacé interne

Nous aborderons d'abord la distinction entre réfugié et personne déplacée interne. Nous poursuivrons ensuite avec un retour historique sur la prise en compte de ces derniers, afin de préciser la définition formulée et de situer le régime juridique international dans lequel ils se retrouvent.

D'origine humaine ou naturelle, ces déplacements dont les causes sont aussi diversifiées que complexes comportent tous un dénominateur commun. Le déplacement est « forcé » ou « involontaire » et les individus ou communautés en cause sont restés à « l'intérieur » de leur propre pays. Il s'agit là des deux critères de la définition d'une personne déplacée interne (PDI). Déterminer le niveau de contrainte pour qualifier une situation de « forcée » est hautement subjectif. Ainsi, pour sa concision et son exhaustivité, nous recourons à la définition suivante de migration forcée : « individuals or communities compelled, obliged, or induced to move when otherwise they would choose to stay put; the force involved may be direct, overt and focused, or indirect, covert, and diffuse³¹. » Malgré la confusion qui existe dans la littérature et les médias, ces déplacés ne sont pas des réfugiés tels que définis par le droit international³². En effet, cette appellation est exclusive aux individus ayant franchi une frontière internationale et dont le statut de réfugié a été reconnu

31 Nicholas Van Hear, *New Diasporas: The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*, Seattle, University of Washington Press, 1998 à la p 999.

32 Les déplacés internes à Haïti, par exemple, ont pu trouver « refuge » dans des campements, mais ils n'ont pas acquis le statut de réfugié au sens du droit international. Ces déplacés se sont réfugiés sans être des « réfugiés » selon la définition juridique du terme.

au sens de la *Convention relative au statut de réfugié*³³. Celle-ci requiert donc qu'une personne :

craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner³⁴.

En outre, contrairement aux réfugiés, les PDI ne sont pas régies par un instrument international contraignant explicitement spécifique, hormis en Afrique par la Convention de Kampala³⁵. De plus, les PDI restent sous le contrôle de leur État d'origine. Les risques potentiels auxquels elles sont exposées du fait de leur déplacement n'en sont pas moins critiques : perte de revenu, perte des documents d'identité, discrimination et marginalisation, risque d'exploitation et de mauvais traitements, violences sexuelles, travail forcé et esclavage, enrôlement des enfants dans des groupes armés, etc³⁶. À notre époque, le déplacement en soi pose d'énormes défis logistiques et stratégiques en plus de ceux déjà énoncés.

Les PDI ont souvent été confinées dans des camps, parfois pour de longues durées, dans des conditions variables, mais généralement difficiles. Cependant, mis à part le cas des désastres naturels, aujourd'hui, une proportion importante de PDI ne vit plus dans des camps, mais dans d'autres villes ou villages. Il existe en ces lieux divers risques relatifs à leur

33 *Convention relative au statut des réfugiés*, 28 juillet 1951, 189 RTNU 137 (entrée en vigueur : 22 avril 1954) [*Convention relative au statut des réfugiés*].

34 *Ibid.* article 1, A. 2)

35 *Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique*, en ligne : Africa-Union <http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/text/Convention%20on%20eidps_Fr.pdf>.

36 L'appauvrissement est présenté comme l'ultime facteur de l'ensemble des conséquences du déplacement, les risques étant les suivants : la perte de terres, la perte de logement, la perte d'emploi, la marginalisation, l'insécurité alimentaire, l'accroissement de la morbidité et de la mortalité, la perte de l'accès aux ressources collectives, la désorganisation sociale, selon Michael M Cernea, dir, *La dimension humaine dans les projets de développement – Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala, 1999 à la p 218; Voir aussi les six « [...] facteurs particuliers du déplacement interne qui ont tendance à accroître les risques de protection » dans Groupe sectoriel global chargé de la protection, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, Édition provisoire, Genève, 2008, à la p 15, en ligne : Refworld UNHCR <<http://www.unhcr.org/refworld/docid/489981d12.html>> [*Manuel pour la protection*]; en version finale : Inter-Agency Standing Committee, *Handbook for the Protection of Internally Displaced Persons*, Genève, 2010, à la p 9 en ligne : Refworld UNHCR <<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4790cb02.html>> [Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*].

protection, particulièrement pour les zones d'installation surpeuplées. Le déracinement en soi peut poser les problèmes mentionnés précédemment ainsi que : la perte d'accès à la terre et à leurs autres biens, la coupure de leurs moyens de subsistance et de leurs sources de revenus habituels, un accès parfois problématique à une nourriture suffisante, à l'eau potable et aux services publics tels que l'éducation et les soins de santé³⁷. Finalement, la séparation des membres de la famille est hautement préjudiciable aux structures familiales et communautaires déjà ébranlées par le choc du déplacement. Les enfants, les femmes, les personnes âgées et les handicapés deviennent particulièrement exposés à des risques supplémentaires³⁸. Que ces risques surviennent avant, pendant ou après un déracinement, un déplacement ou encore lors de l'insertion dans une nouvelle communauté, il s'agit d'un contexte de précarité. Enfin, toute aide internationale aux PDI dans un pays donné doit composer avec le souci de souveraineté de l'État concerné, ce qui rend parfois l'accès aux PDI très restreint, voire impossible.

Ce sujet de politique interne a atteint la scène internationale par extension de la prise en compte des réfugiés politiques. En effet, au tournant des années cinquante, dans un contexte de migrations principalement interétatiques³⁹ fut rédigé la *Convention relative au statut de réfugié*. La prise de conscience de l'importance des flux migratoires et des perturbations socio-économiques pouvant potentiellement être engendrées sur leur propre territoire, la nécessité des États de fixer les règles des migrations s'en trouvait alors relevée. Cependant, avec la fin de la Guerre froide, l'intérêt politique et stratégique d'accueillir des réfugiés faiblit d'autant que ceux-ci viennent des pays les plus pauvres d'Europe de l'Est. De plus,

As the superpowers abandoned Africa in the 1990s and were no longer jockeying in an ideological war, stability crumbled; refugee numbers continued to fall, but IDP numbers continued to increase⁴⁰.

Même si à l'origine, les PDI n'étaient pas identifiées comme telles et ne relevaient pas du mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)⁴¹, l'extension de

37 Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*, supra note 36 à la p 9.

38 *Ibid.*

39 Thomas George Weiss et David A. Korn, *Internal Displacement: Conceptualization and its Consequences*, Londres, Routledge, Taylor & Francis, 2006 aux pp 11-12 [Weiss et Korn, *Internal displacement*].

40 *Ibid.*

41 Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est l'agence officielle chargée d'intervenir auprès des réfugiés. S'ajoutent le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'UNICEF qui se voient également confier des tâches dans ce chassé-croisé institutionnel :

celui-ci se justifie par « la prise en compte de l'ensemble des personnes ayant besoin d'une protection internationale⁴² », et ce, grâce aux Résolutions n° 2956 et n° 3454 de l'Assemblée générale des Nations Unies, respectivement de 1972 et 1975, qui incluent la protection des personnes se trouvant dans une situation analogue ou similaire à celles des réfugiés⁴³. Cette logique transparait tant dans le discours que la pratique. Dans cette lignée, l'assistance du HCR en Éthiopie en 1985 suite à « la sécheresse et la famine, orchestrées par le gouvernement⁴⁴ » souligne une évolution de son mandat.

Après les années 1990 et constatant les conflits en Europe de l'Est et les crises en Afrique des Grands Lacs, l'approche basée sur la gestion des conséquences des migrations semble insuffisante pour s'attaquer au problème des réfugiés. En effet, la méthode jusque-là préconisée, toujours en réaction aux événements, traitait les symptômes plutôt que de remonter aux causes et d'éviter de nouvelles migrations. Dès lors, la recherche de solutions pour la gestion des réfugiés mène à une approche des causes plutôt que des conséquences. Elle devrait être axée sur la prévention selon les recommandations du *groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés*⁴⁵ dans le cadre de son mandat⁴⁶. Cette approche préventive soutient notamment des programmes nationaux pour réduire les tensions interethniques⁴⁷.

De *facto* la distinction entre PDI et réfugié s'amenuise. En réalité, le déplacement à l'intérieur même des États est encore plus important que sa contrepartie interétatique. Cette donnée se traduit par un ratio de PDI pour réfugié d'environ 2,5 pour 1 en 2010, seulement

Christel Cournil, « L'émergence d'un droit pour les personnes déplacées internes » (2009) 22 : 1 RQDI à la p 13 [Cournil, *Émergence d'un droit*].

42 Christel Cournil, *Le statut interne de l'étranger et les normes supranationales*, Paris, L'Harmattan, 2005 à la p 338 [Cournil, *Le statut interne de l'étranger*].

43 Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Plén AG 2956(XXVII), Doc off AG NU, 27^e sess., supp. n° 12, Doc NU A/8712 (1972), 72; Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Rés. AG 3454(XXX), Doc off AG NU, 30^e sess, supp n° 12, Doc NU A/10012 (1975), 97.

44 Cournil, *Le statut interne de l'étranger*, *supra* note 42 à la p 338.

45 *Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés*, AG Rés 36/148, Doc. off. AG NU, 16 décembre 1981, Doc NU A/ et *Droits de l'homme et exodes massifs*, AG Rés 48/139, Doc off AG NU, 48^e sess, Doc NU A/48/632/Add.2 (20 décembre 1993).

46 Luke T. Lee, « Internally Displaced Persons and Refugees: Toward a Legal Synthesis? » (1996) 9 : 1 J Refugee Stud 27, en ligne : Oxford Journals <<http://jrs.oxfordjournals.org/content/9/1/27.full.pdf+html>>.

47 Pour davantage d'exemples : Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*, *supra* note 36.

pour les questions liées aux conflits armés. Pourtant, les défis auxquels sont confrontées les personnes en situation de déplacement interne et leur précarité n'en sont pas moindres. Ainsi, par extension, les PDI font désormais partie du tableau. La pratique de l'ONU et des autres organisations internationales mène vers une ouverture progressive du droit international par rapport aux PDI d'où émerge une construction plus claire du concept dans les années 1990⁴⁸.

L'histoire récente et plus particulièrement depuis une vingtaine d'années fournit divers exemples de pays qui comptent des PDI. En effet, dans la pratique, le HCR a étendu son rôle jusqu'à couvrir et porter assistance, en 2009, à 14,4 millions de déplacés internes dans 22 pays⁴⁹. Pour la même période 2008-2009, la population mondiale de déplacés internes était estimée à 27 millions⁵⁰.

Depuis 1970 et jusqu'à présent, les appels se sont multipliés pour venir en aide aux PDI, mais en l'absence de moyens et d'argumentation convaincants, ils n'ont pas débouché sur une action concrète. À titre d'exemple, le texte de la résolution 1993/95 sur les PDI, adopté le 1993 par la Commission des droits de l'Homme, était vague et n'impliquait seulement que le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour les personnes déplacées internes poursuive ses investigations⁵¹. Malgré des objectifs plus ambitieux⁵², Francis Deng, à l'époque le représentant, ne disposait pas d'un salaire ou des moyens pour véritablement les accomplir. En fait, l'organisme au sein de l'ONU où était attaché Deng, le *Geneva Centre for Human Rights*, n'avait même pas le budget pour l'embauche d'un employé à temps plein pour se pencher sur problème du déplacement interne⁵³. À l'inverse, un appui considérable de la *Brookings Institution* permet de subventionner son poste autrement bénévole. Mentionnons l'importante contribution de cet institut dans le développement normatif relatif à ce sujet⁵⁴. « The RSG-IDP also lacks the political clout to insist on implementation of recommendations or, indeed, the operational capacity to follow up⁵⁵. » La critique du système onusien était

48 Cournil, « L'émergence d'un droit », *supra* note 41 à la p 3.

49 Haut Commissariat pour les réfugiés. « Personnes déplacées internes » en ligne : UNHCR <<http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d3b0.html>>.

50 *Ibid.*

51 Weiss et Korn, *Internal displacement*, *supra* note 39 à la p 42.

52 *Ibid* à la p 43.

53 *Ibid.*

54 Cet institut sans but lucratif de recherche en politiques publiques concentre et commandite une part considérable des recherches sur les PDI : Brookings « Quality. Independance. Impact. », en ligne : <<http://www.brookings.edu>>.

55 Stephen Castles, Nicholas Van Hear, Jo Boyden, et al. *Developing DfID's Policy Approach to*

claire quant au clivage entre les objectifs et les moyens de les réaliser :

Such is the nature of UN decision-making by consensus and often its only approach to governance, operations, and programming. It permits states that are against an initiative but embarrassed to say "no" instead to say "yes," while being almost guaranteed that nothing will happen. In this respect, the CHR's March 1993 decision to start work on IDPs resembled a host of Security Council "decisions" to ensure security in Somalia or halt Serbian aggression. The Economist described the latter as "confetti resolutions," a useful description for many so-called UN decisions. Among other shortcomings, this qualifies as one of the institutional "pathologies" analyzed by Michael Barnett and Martha Finnemore⁵⁶.

Cette situation illustre le manque d'effectivité du système onusien et le manque de force du droit international alors incapable de véritablement promouvoir de manière efficace la protection des PDI. Malgré ces difficultés apparentes, le HCR, du fait de son expérience et de son investissement sur le terrain, va agir en Colombie, en Somalie, au Soudan, en Iraq, en République centrafricaine et en Géorgie⁵⁷, pour ne nommer que ceux-ci.

Aujourd'hui, il existe dans la *soft law* une définition relative aux personnes déplacées internes (PDI). Plus spécifiquement, le HCR définit « les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays⁵⁸ » comme :

[Des] personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État⁵⁹.

Également, quelques instruments juridiques relevant du domaine de la *soft law* ont été élaborés depuis le milieu de la décennie 1990. Il s'agit entre autres des *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*⁶⁰ et du *Manuel de protection des personnes déplacées internes*⁶¹ du Haut Commissariat des Nations Unies pour

Refugees and Internally Displaced Persons, vol 1, Oxford, Queen Elizabeth House, University of Oxford, 2005 à la p 77.

56 Weiss et Korn, *Internal displacement*, *supra* note 39 à la p 43.

57 Haut Commissariat pour les réfugiés, *supra* note 49.

58 *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, Doc. off. CES NU, 54^e sess., Annexe, point 9, Doc. NU E/CN.4/1998/53/Add.2., en ligne : HCR <<http://www.unhcr.fr/4b163f436.html>> [*Principes directeurs*].

59 *Ibid.*

60 *Principes directeurs*, *supra* note 58.

61 Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*, *supra* note 36.

les réfugiés⁶².

La définition d'une personne déplacée interne mentionnée précédemment repose *a priori* essentiellement sur les situations d'urgence humanitaire, généralement en cas de conflits armés ou de catastrophes diverses. Or, cette définition ne prend pas explicitement en compte les personnes déplacées dans un contexte de paix et dont le déplacement est causé par le développement économique d'un État. Par contre, aux termes du *Manuel*, « la liste n'est pas exhaustive; l'expression "notamment" signifie que cela n'exclut pas que d'autres situations puissent répondre aux deux critères clés du déplacement involontaire à l'intérieur de son pays.⁶³ » Étudier ces situations différentes constitue en soi un enjeu de recherche. L'ouverture qu'offre cette définition est complétée par le principe directeur 6.2(c) qui interdit les déplacements arbitraires « [qui] se produisent dans le contexte de projets de développement de vaste envergure qui ne sont pas justifiés par des considérations impérieuses liées à l'intérêt supérieur du public⁶⁴ ». Cet interdit, issu de la *soft law*, vise une pratique, mais complète parallèlement la définition des PDI en leur étendant d'autres causes de déplacement. Rappelons que la définition d'une PDI fournie par le HCR en est une descriptive plutôt que juridique. En effet, elle « décrit simplement la situation factuelle d'une personne qui est déracinée à l'intérieur de son pays de résidence habituelle. Elle ne confère pas un statut juridique ou des droits spéciaux comme le fait la reconnaissance en tant que réfugié⁶⁵. » Or, dans l'optique d'améliorer la protection offerte aux PDI, il importe de tenter de combler l'écart dans la recherche⁶⁶ en sondant les autres situations de déplacement. Ainsi, la démarche des prochains chapitres sera d'explorer davantage la situation des déplacés du développement.

En résumé, la violence généralisée, les conflits armés et les violations de droits humains ont provoqué, en 2010, le déplacement à l'intérieur de leur propre pays de 25,7 millions de personnes, dont 11,2 à 13,7 millions seraient des enfants⁶⁷. Ce total est deux fois

62 Pour une rétrospective complète et pertinente en la matière voir : Cournil, « L'émergence d'un droit », *supra* note 41.

63 *Manuel pour la protection*, *supra* note 36 à la p 14.

64 *Principes directeurs*, *supra* note 58, principe 6.2(c).

65 *Manuel pour la protection*, *supra* note 36 à la p 14.

66 M Cernea, « Comblant l'écart dans la recherche », *supra* note 10.

67 Internal Displacement Monitoring Center, *Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010*, Genève, IDMC, 2011.

plus élevé que celui relatif aux individus ayant traversé une frontière⁶⁸ pour les mêmes raisons, d'où la pertinence de se pencher sur les migrations internes aux États.

Or, des millions d'autres personnes sans abri pourraient être qualifiées de déplacés internes suite à des catastrophes naturelles⁶⁹, mais le débat reste ouvert quant à l'intervention du HCR. En effet, la réunion du Comité exécutif du HCR, en octobre de 2010, a rappelé que les déplacés internes causés par des désastres naturels n'entraient pas dans son mandat initial. De plus, certains États se sont vivement opposés à une extension de ce mandat⁷⁰. Encore plus délicate serait l'implication auprès desdits déplacés du développement. Ceci met en lumière qu'il existe une distinction fondamentale entre la définition d'une PDI et le champ d'intervention du HCR. La dichotomie entre la situation des personnes en déplacement forcé versus le statut et l'attention qui leur sera accordé semble obéir à la logique de l'historique d'insertion des PDI dans les débats internationaux.

La manière dont le droit international a été organisé et s'est développé a donné lieu à l'émergence de plusieurs catégories non équivalentes de migrants. Mentionnons à titre d'exemple les déplacés climatiques et les déplacés écologiques comptés parmi les déplacés environnementaux, également les migrants économiques, les personnes déplacées internes au sens large, les réfugiés politiques, etc. La qualification se rapporte à des situations pouvant être collectives ou individuelles et dépend de facteurs externes liés à l'environnement, au contexte politique ou socio-économique. Ainsi, le réfugié politique, victime d'une atteinte individuelle possède un statut juridique à l'inverse d'un déplacé du développement ou d'une personne forcée de migration pour cause de désastres naturels, qu'il soit ou non provoqués par l'humain⁷¹. Le prisme du droit international est irrégulier et l'histoire du développement de ce droit explique cette diversification parfois difficilement justifiable sur le plan humain. Quoi qu'il en soit, la problématique des personnes déplacées internes est progressivement entrée dans le discours des dernières années, mais derrière se cache l'épineux débat du regard du droit international sur les pratiques internes aux États. Cette inconfortable situation sera

68 *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*, Doc. off. AG CES NU, 75^e sess, Doc. NU A/65/12 (2010) à la p 2.

69 Haut Commissariat pour les réfugiés, *supra* note 49.

70 « Le HCR pour un partage du fardeau que constituent les 43 millions de réfugiés », en ligne : Centre d'actualité de l'ONU <<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23290&Cr=r%C3%A9fugi%C3%A9s&Cr1=>>>.

71 Voir Annexe B pour un succinct schéma sur les catégories en cause.

développée plus en détail dans la section portant sur les *Principes directeurs* et le choix de cet instrument de *soft law*.

1.1.2 Principales normes pour la protection des déplacés : émergence tranquille

L'inefficacité des instruments généraux de droits humains et l'absence d'un cadre spécifique d'intervention pour les organisations internationales et non-gouvernementales incitent à créer un nouvel instrument particulier aux PDI et ayant une valeur opérationnelle. Restait le choix du moyen et de la stratégie : un traité multilatéral contraignant ou une déclaration ou des principes de valeur non contraignante. Or, les droits et les normes suffisantes à la protection des PDI existaient déjà au sein d'autres instruments internationaux qui avaient été jusque-là inefficaces. De plus, négocier un instrument juridiquement contraignant s'avèrerait difficile, surtout compte tenu de la sensibilité du sujet qui touche explicitement une dynamique interne à l'État. De surcroît, l'urgence de l'action requise rendait inadéquat le fastidieux processus de négociation que requiert l'élaboration d'un traité. En conséquence, ces trois motifs⁷² menèrent vers la rédaction des *Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays*⁷³, laquelle fut confiée à un comité de cinquante experts indépendants.

Cette tâche entreprise par le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées en 1992, Francis Deng, était mue par de considérables défis⁷⁴, dont : traiter avec les sensibilités des gouvernements relatives à la souveraineté, tout en affirmant que cette souveraineté s'accompagne d'une obligation de protéger et « garantir que les normes internationales seraient basées sur un concept rassembleur et consensuel⁷⁵ ». Après des années de collaboration avec l'équipe de spécialistes et de consultations auprès d'organisations non gouvernementales, régionales et internationales, les trente principes furent présentés à l'ONU en 1998. Ceux-ci comprennent des mesures de prévention, d'atténuation des crises, de coopération et devaient permettre de trouver des solutions

72 Roberta Cohen et Francis M. Deng, « Genèse et défis » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 4 à la p 4 [Cohen et M. Deng, « Genèse et défis »].

73 *Principes directeurs*, *supra* note 58.

74 Entre autre la dissension entre la doctrine américaine défendant une approche fondée sur les besoins et l'approche des juristes européens sur la défense des droits fondamentaux : Cournil, « L'émergence d'un droit », *supra* note 41 à la p 6.

75 Cohen et M. Deng, « Genèse et défis », *supra* note 72 à la p 4.

durables⁷⁶. Après certains doutes, États, ONG et organisations internationales ont repris à tour de rôle le discours des *Principes directeurs*, organisant des rencontres et y allant de déclarations réaffirmant leur importance⁷⁷. En 2005, 190 États ont adopté le Document final du Sommet mondial qui reconnaît spécifiquement les *Principes directeurs* comme cadre international primordial pour la protection des PDI⁷⁸. L'Assemblée générale des Nations Unies a souligné le fait qu'un nombre croissant d'acteurs utilisent les *Principes directeurs* comme standards et a encouragé cette diffusion⁷⁹. Ceux-ci auraient gagné une autorité considérable⁸⁰ malgré qu'il s'agisse de *soft law*. « Although the *Guiding Principles* themselves are not a binding legal document comparable to a treaty, they are based on and consistent with international human rights law, humanitarian law, and refugee law by analogy⁸¹. » En effet, plusieurs dispositions des droits de la personne et du droit humanitaire⁸² interdisent le mouvement forcé de personnes. Toutefois, ils permettent certaines exceptions. À titre d'exemple, la liberté de mouvement et de choisir librement sa résidence contenu à l'article 12(3) du *PIDCP* affirme explicitement que ces droits :

ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte⁸³.

-
- 76 Internal Displaced Monitoring Center, le Projet Brookings Bern sur le déplacement interne, et Ministère norvégien des Affaires étrangères, « Réussites, défis et recommandations » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 6 à la p 6.
- 77 Prenons à ce titre, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe : Conseil de l'Europe, Comité des Ministres, 961^e réunion, *Recommandation Rec(2006)6 du Comité des Ministres des États membres relative aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*, en ligne : Conseil de l'Europe <<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=987561&Site=CM&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75>>.
- 78 *Document final du Sommet mondial de 2005*, Rés. AG 60/1, Doc off AG NU, 2005, Doc NU A/60/1 § 132.
- 79 Rés AG 62/153, Doc off AG NU, 2005, Doc NU A/62/153 § 10.
- 80 Walter Kälin, *Guiding Principles on Internal Displacement: Annotations*, n° 32, Studies in Transnational Legal Policy, Washington DC, 2000 à la p vii [Walter Kälin, *Guiding Principles*].
- 81 Francis M. Deng, « Foreword » dans Susan Forbes Martin, dir, *Handbook for Applying the Guiding Principles on Internal Displacement*, New York, Brookings Institution Project on Internal Displacement and Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 1999.
- 82 Une étude du CICR sur la coutume démontre qu'il y a un ensemble de règles qui doivent être respectées par toutes les parties pour tout type de conflit armé, dont l'interdiction du déplacement forcé, voir Cordula Droegge, « Évolution de la protection juridique des PDI », (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 8 à la p 8 [*Évolution de la protection*].
- 83 *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 19 décembre 1966, 999 RTNU 171, art 12(3) (entrée en vigueur : 23 mars 1976) [*PIDCP*].

Ainsi,

It clearly emerges that forced displacement of persons may be allowed in certain circumstances but that these exceptions from protection against displacement are restricted to cases of an ultima ratio which shall be resorted to only if there are no other alternatives. In this regard, the term 'arbitrary' implies that the acts in question contain elements of injustice, unpredictability, and unreasonableness⁸⁴.

Hormis la correspondance entre les *Principes directeurs* et le reste du droit international, soulignons que l'interdiction du déplacement forcé n'est pas complètement absolue. Également, il faut la moduler en fonction des obligations internationale de l'État à l'étude.

Les *Principes directeurs*, comme instrument devant permettre de répondre aux préoccupations des PDI, doivent toutefois être soutenus par d'autres initiatives pour prendre forme. À cet égard, furent aussi rédigés le *Manuel de protection des personnes déplacées internes*⁸⁵ du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en collaboration avec plusieurs autres organisations et le *Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques* de la *Brookings Institution* et de l'Université de Berne. Les documents produits dans le cadre du *Projet sur le déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*⁸⁶, par les mêmes institutions, sont autant d'activités normatives. Sans atteindre le droit positif de manière formelle, ces documents repris par les ONG et les intervenants de terrain participent à la reproduction des standards qui y sont contenus. Cette forme, peut-être la plus souple et diffuse du droit international, si nous pouvons la qualifier comme tel, trouve une application réelle et permet de promouvoir et de rendre effectif la protection réelle des PDI. Le projet, sus-mentionné, sur le déplacement est à juste titre perçu comme un modèle permettant de contourner le « [...] UN's business-as-usual politics and bureaucracy⁸⁷. » L'effort déployé par les acteurs ayant participé à l'émergence du cadre spécifique aux PDI est en ce sens substantiel.

Sur le plan normatif, ajouter un instrument international relatif aux PDI est répétitif et

84 Kälin, *Guiding Principles*, *supra* note 80 à la p 15.

85 Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*, *supra* note 52.

86 Brookings Institution-Université de Berne, *Faire face au problème du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays : cadre normatif précisant les responsabilités des États*, *Projet sur le déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, (avril 2005), en ligne : Brookings Institution <http://www.brookings.edu/reports/2005/04_national_responsibility_framework.aspx>.

87 Weiss et Korn, *Internal displacement*, *supra* note 39 à la p 43.

participe à la fragmentation du droit. Toutefois, cette démarche aura fourni aux intervenants de terrain un véritable guide opérationnel et en quelques années, les PDI sont passées d'une absence quasi-total du discours à une présence affirmée. Cependant, entre le discours et la mise en œuvre, il y a plusieurs degrés de progression jusqu'au moment où ce discours soit intériorisé ou se transforme par un acte de volonté et trouve une application concrète. Le droit international n'est à ce titre pas différent du droit national. Tous deux doivent compter sur la volonté politique de mise en œuvre pour une effectivité optimale. En effet, « la mise en application des normes existantes est plus urgente que la réforme juridique⁸⁸ ».

Il fut clairement identifié que l'objectif des *Principes directeurs* était de réaffirmer les droits humains déjà en vigueur, qui était « éparpillés entre différents instruments⁸⁹ », tout en « clarifi[a]nt les points obscurs pouvant exister et combl[a]nt les lacunes juridiques⁹⁰ », et de participer à l'avancement du droit. Pour ce qui est de la réaffirmation, le contenu des principes se retrouve à la fois dans le droit conventionnel des droits humains, le droit humanitaire et la coutume, légitimant *de facto* les principes puisque que ces derniers réaffirment les droits déjà existants⁹¹. Par contre, l'objectif de l'avancement du droit semble avoir été laissé pour compte⁹².

1.1.3 Responsabilité de protéger : un enjeu de politique étrangère entre ingérence et égalité souveraineté

La présente section porte sur les implications de l'approche préventive, abordée précédemment, et de la responsabilité de protéger. Ceux-ci posent un risque relatif à l'égalité souveraine des États et nourrissent le débat sur l'universalisme des valeurs. Nous débuterons par des considérations générales et poursuivrons avec la politique étrangère chinoise.

Le concept de « déplacé interne » pose explicitement comme cadre juridique l'espace

88 Cela fut avancé en 1998 par Francis Deng, puis réitéré en 2008 par Cordula Droege, « Évolution de la protection juridique des PDI » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 8 à la p 9.

89 *Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la commission : droits de l'homme, exodes massifs et personnes déplacées*, Doc off. CES NU, 54^e sess., Doc NU E/CN.4/1998/53/Add.1 (1998) au para 9.

90 *Ibid.*

91 Walter Kälin, « L'avenir des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays » (2007) Numéro spécial Revue des migrations forcées 4 à la p 5.

92 Droege, « Évolution de la protection », *supra* note 88 à la p 8.

de la souveraineté nationale, concept qu'il importe d'explorer. Le droit international opère encore sous le paradigme de la souveraineté étatique. Bien qu'au regard de l'action des acteurs internationaux et transnationaux nous puissions parfois considérer l'égalité souveraine comme l'état d'exception, la communauté internationale se borne à raisonner à l'intérieur du cadre conceptuel de la frontière, limitant son champ de vision et ses possibilités d'actions. L'effet obtenu est celui d'une sous-catégorisation des déplacés⁹³ et les débats sur leur gestion en reviennent inexorablement à la volonté politique.

L'égalité souveraine des États est l'un des principes de base du droit international. Cependant, il existe des limitations à ce principe. En effet, certaines forces comme le grand capital, les rapports interétatiques asymétriques, le système onusien et le droit international lui-même transcendent, transforment ou limitent tour à tour la souveraineté. La primauté accordée à un principe de droit varie d'un système à l'autre, comme l'application de l'égalité souveraine. Par exemple, au sein du système onusien, l'article 1 de la *Charte des Nations Unies* prévoit que les États oeuvrent ensemble à la jouissance effective des droits humains et l'article 2 pose comme principe de base l'égalité souveraine des États et la non-ingérence dans les affaires internes d'un État. Cependant, en son chapitre VII, la *Charte* applique une restriction relative à l'exercice de la souveraineté en prévoyant des mesures coercitives en cas de menace contre la paix. De manière plus pragmatique, le rapport de force entre l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité (CS) et l'examen des fonctions et pouvoirs, contenu aux chapitres IV et V, incitent à se questionner sur le poids des États qui sont représentés respectivement à l'une ou l'autre de ces instances. Contrairement à l'Assemblée générale, le Conseil de Sécurité bénéficie de la capacité de voter des sanctions en les appuyant de mécanismes de coercition⁹⁴ tel que prévu au chapitre VII. De plus, le droit de *veto* des États membres permanents du CS, dont la Chine fait partie depuis 1971⁹⁵, leur confère une position prédominante pour la prise de décision et l'issue des débats qui s'y déroulent.

L'égalité souveraine se module en fonction de plusieurs facteurs d'ordre politique, économique et militaire. Par exemple, sur l'échiquier mondial, une place prépondérante est accordée aux puissances nucléaires comme la RPC. En tant que force économique montante et du fait de son poids démographique, cet État bénéficie d'une voix qui porte davantage que

93 Ce qui sera abordé au sein des prochains chapitres.

94 *Charte des Nations Unies*, 26 juin 1945, chapitre VII.

95 25 octobre 1971, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2758 (XXVI).

celles d'autres. Même si d'importantes mutations sont appelées à survenir, la RPC est pour l'heure à la fois l'un des plus grands marchés nationaux et l'usine du monde. Ces caractéristiques en font pour certains un partenaire économique incontournable ou du moins une puissance à considérer. La Chine a donc la capacité et le potentiel de faire pencher la balance en sa faveur lors de négociations bilatérales ou multilatérales, surtout par rapport à de plus petits États.

Finalement, nous pouvons douter que la puissance soit encore uniquement du domaine des États. Aujourd'hui, les firmes transnationales transcendent les frontières et peuvent être perçues et se perçoivent elles-mêmes de moins en moins en des termes nationaux. Ainsi, le pouvoir ne se calculerait plus seulement en ces termes. L'allégeance des firmes transnationales, pour lesquelles prime le profit, est avant tout à leurs actionnaires et ceux-ci sont généralement des personnes privées qui ne sont pas tenues d'agir ou d'opérer au nom de la couronne comme au XVI^e siècle⁹⁶. Un bref aperçu sur la souveraineté ayant été effectué, passons aux enjeux de la responsabilité de protéger et de l'approche préventive de la gestion des déplacés.

Les discussions sur les PDI ont toujours été suivies de près par l'idée de responsabilité de protéger ou de souveraineté conditionnée⁹⁷. En fait, la gestion des PDI ouvre une brèche par une redéfinition même de la souveraineté nationale qui impliquerait pour être effective, la responsabilité de protéger⁹⁸. La souveraineté serait alors indissociable du devoir pour l'État d'assurer la jouissance des droits fondamentaux de ses citoyens⁹⁹. Les trois critères de l'État

96 Par exemple, la Compagnie des Indes orientales.

97 Cohen et M. Deng, « Genèse et défis », *supra* note 72 à la p 4.

98 « En 2005, lors du des plus grand rassemblement de Chefs d'États et de gouvernement de l'histoire, les États membres de l'ONU ont adopté un document qui énonce clairement la « responsabilité de protéger » de la communauté internationale, en particulier du Conseil de sécurité, lorsqu'un États se montre incapable ou non désireux de protéger sa population face aux crimes les plus graves (paragraphe 138 et 139 du document final du Sommet mondial de 2005). Les membres de l'ONU ont reconnu que c'est à chaque État qu'incombe ce devoir de protéger sa population contre les cas de génocides, crimes de guerre, nettoyages ethniques et crimes contre l'humanité ; mais c'est à la communauté internationale, dans le cadre de l'ONU, que revient la responsabilité subsidiaire d'assurer la protection contre ces quatre crimes. » Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York, « La responsabilité de protéger », en ligne : La France à l'ONU <<http://www.franceonu.org/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/etat-de-droit-droits-de-l-homme/la-responsabilite-de-proteger/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/etat-de-droit-droits-de-l-homme/la-responsabilite-de-proteger/article/la-responsabilite-de-proteger>>.

99 Francis M. Deng et Roberta Cohen, *Masses in Flight: The Global Crisis of Internal*

souverain, un territoire, une population et un gouvernement, seraient alors complétés par cette notion supplémentaire. Ainsi, aux termes de cette doctrine, un État souverain serait un État protégeant sa population et s'il n'a pas la volonté ou la capacité de le faire, ce serait à la communauté des États de s'en charger¹⁰⁰. Le risque de glissement entre coopération, protection, paternalisme et ingérence, est bel et bien présent, surtout que ceux-ci ne sont délimités que par l'intention et la volonté politiques.

La responsabilité de protéger s'approche d'un autre concept qui est celui du droit d'ingérence, qui fut par exemple invoqué par Bernard Kouchner lors de la 1ère guerre de l'Irak, mais également par les organisations non-gouvernementales Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde¹⁰¹. Malgré leur différence, les deux ouvrent la porte à l'interventionnisme. À ce titre, il n'est pas nouveau de légitimer le recours à la force ou à l'ingérence au nom des droits humains. Dès le XVI^e siècle, Grotius affirme la primauté du droit naturel, si capital qu'il puisse justifier l'ingérence dans les affaires d'un autre État. Le *jus ad bellum*, soit le recours légitime à la guerre, implique le critère d'« une bonne intention ». Ainsi, le prétexte humanitaire ou « de protection des droits humains » se retrouve au titre des justifications de la guerre juste¹⁰². Ajoutons brièvement qu'au sens du *jus in bello*, critère de la conduite légitime de la guerre, nous retrouvons l'immunité du non-combattant¹⁰³. Les violations massives des droits humains des déplacés internes, plus particulièrement en situation de conflits armés, se situent à l'intérieur du cadre de l'un et l'autre des éléments de la guerre juste. Au XIX^e siècle, les puissances européennes avaient utilisé le prétexte « d'intervention d'humanité » auprès des minorités chrétiennes en Turquie pour en réalité déstabiliser le sultan Abdulhamid II, servant de prétexte à des massacres ayant justement pour objectif la prévention de telles atrocités¹⁰⁴. Rappelons que le droit des femmes avait été

Displacement, Brookings Institution Press., Washington, 1998 à la p 414 [M. Deng et Cohen, *Masses in Flight*].

100 Erin Mooney, « Les Principes directeurs et la responsabilité de protéger » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 11 à la p 11.

101 Charles Zorgbibe, *Le droit d'ingérence*, Collection « Que sais-je ? », n°2916, Presse Universitaire de France, 1994.

102 Pour un bilan historique : Michael Howard, George Andreopoulos, et Mark Shulman, *The Laws of War: Constraints on Warfare in the Western World*, New Haven, Yale University Press, 1994.

103 Précisons que la guerre de Sécession aux États-Unis amène pour conséquence la création du Comité international de la Croix-Rouge, sensé protéger l'immunité des non-combattants.

104 Camp. A. Rougier, « La théorie de l'intervention d'humanité », (1910) XVII RG D I P 468 à la p 472.

invoqué par le gouvernement américain pour envahir l'Afghanistan¹⁰⁵. Cette légitimation du recours à la force peut également être mise en relief avec les intérêts géostratégiques indéniablement en jeu pour les États-Unis dans cette région du monde. Bref, l'utilisation des droits humains pour légitimer l'ingérence ou le recours à la force n'est ni nouveau, ni propre aux PDI. Une distinction s'impose donc entre les souhaits des agences humanitaires, l'état du droit international et le jeu des autres acteurs qui reprennent à leur compte l'un ou l'autre.

Douzinan fait la démonstration que les droits humains sont devenus la nouvelle idéologie permettant de justifier l'ingérence¹⁰⁶, tout en raffermissant les frontières par la force¹⁰⁷. Si la responsabilité de protéger peut revêtir un caractère d'ingérence, l'approche préventive soulève le même questionnement. Appréhender les causes du déplacement, qui sont aussi variées que complexes, revient à s'immiscer directement dans les politiques internes d'un État. À titre d'exemple, mentionnons le regard posé sur la gestion des fonds de l'État, l'entretien de ses infrastructures, les politiques internes de sécurité, le traitement des minorités, l'avancement et la définition de l'État de droit, la mise en œuvre du droit au logement et nombre d'autres éléments relevant des prérogatives d'un État souverain. La prévention peut même mener à une dérive considérable : la guerre préventive. Ce registre d'utilisation de la notion de prévention représente toutefois un extrême. L'interventionnisme de nature préventive revêt plutôt, dans les cas précédemment évoqués, un aspect politique et normatif. En effet, la volonté d'ingérence se fait à la faveur certaines valeurs, par exemple l'imposition des droits tels que contenus dans les Pactes internationaux. Cela pose finalement la question de l'universalité des valeurs. À ce questionnement, nous répondons qu'au regard de la propagation du discours des *Principes directeurs*, s'il n'y avait pas consensus à leur égard, celui-ci serait en train de se créer selon leurs partisans¹⁰⁸, au moins quant aux normes minimalement acceptables. Nous reviendrons sur l'universalisme plus en aval.

Même si la responsabilité de protéger promulguée par les *Principes directeurs* pourrait soulever de l'inquiétude, il semble que Francis Deng ait su rallier les partis autour d'une

105 Voir généralement : Kevin J Ayotte et Mary E Husain, « Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil » (2005) 17 :3 NWSA Journal 112 aux pp 112-133.

106 Costas Douzinan, *Human Rights and Empire: The political philosophy of cosmopolitanism*, New-York, Routledge-Cavendish, 2007 aux chapitres 6-7.

107 *Ibid* aux pp 139-140.

108 Voir généralement « Déplacement interne : dix ans de Principes directeurs » (2008) Numéro spécial, Revue des migrations forcées.

conception rassembleuse, tel que mentionné en 1.1.2. Les derniers Représentants du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées ont usé de beaucoup de tactiques et de finesses pour rejoindre leurs objectifs de protection sans que les gouvernements y soient trop réticents¹⁰⁹. Ainsi, tant les *Principes directeurs* que la *Convention de Kampala* ou les multiples déclarations en faveur de l'aide aux PDI réaffirment toujours le respect le plus total de la souveraineté nationale. Malgré les critiques soulevées quant au potentiel d'ingérence de l'approche préventive et de la responsabilité de protéger, les États ont endossé les *Principes directeurs*, principal instrument porteur de ces normes, et peu de voix s'élèvent désormais à leur encontre, selon leurs partisans¹¹⁰.

L'approche préventive, par la gestion des causes, comporte un risque d'empiétement sur les prérogatives étatiques. Or, pour plusieurs États, ces dernières furent difficiles à obtenir ou certains y parvinrent suite à des luttes de libérations nationales durement menées. À défaut d'une volonté hégémonique et interventionniste belliqueuse, le développement de la protection des PDI permet d'ouvrir la porte à une ingérence pouvant être détournée de ses buts humanistes. Cependant, il faut considérer que l'ensemble des normes fourni par les *Principes directeurs* a d'abord eu une implication pratique quant à la protection et à l'aide accordée aux PDI. Si la responsabilité de protéger est effectivement suspecte dans un contexte de rapports de force inégaux entre les États, sa mise en œuvre quant à la protection des PDI semble pour beaucoup être une nécessité¹¹¹. L'impératif de protection est réel comme les drames vécus par les PDI. L'allègement de leurs souffrances devrait être une priorité¹¹² selon Deng et Cohen. Nous convenons aisément que le « fondement éthique d'une pareille proposition est incontestable¹¹³ ». Cependant, pour qu'un tel principe soit mis en application sans dérive considérable, il requiert une assise juridique solide et nécessite un écho favorable des acteurs appelés à s'en servir. La souveraineté étatique doit-elle être redéfinie? Est-elle immuable ou bien l'initiative doit être laissée aux États de concéder une part de leur souveraineté? Dans quelle mesure serait-il souhaitable qu'un État intervienne chez un autre

109 Cohen et M. Deng, « Genèse et défis », *supra* note 72 à la p 4.

110 *Ibid.*

111 Commission du droit international, *La protection des personnes en cas de catastrophe*, Doc. off. AG NU, 2007, Doc. NU A/CN.4/590.

112 M. Deng et Cohen, *Masses in Flight*, *supra* note 99 à la p 414.

113 Philippe Tremblay, « La protection internationale des personnes déplacées: un authentique besoin de développement normatif? » (1998) 11 : 1 RQDI 353 à la p 355 [Tremblay, « La protection internationale »].

sans son consentement? Nous n'apportons pas de réponses à ces questions. Cette étape de notre étude n'implique pas de se pencher sur la *lex ferenda*. Ainsi, tenons-nous en au constat suivant : le droit international émergent relatif aux PDI a le potentiel de servir des intérêts hégémoniques et de légitimer un interventionnisme outrepassant les limites de la souveraineté des États pour des motivations pourtant extérieures à la protection des PDI. Toutefois, c'est une tentative plus que louable de venir en aide au PDI où qu'ils soient.

La responsabilité de protéger pourrait également s'avérer être un couteau à double tranchants¹¹⁴ en permettant aux États de se décharger de leur obligation internationale d'offrir asile selon la *Convention relative au statut de réfugié*¹¹⁵ à laquelle ils ont pourtant consentis. En effet, « la protection des personnes déplacées *in situ*, notamment par le HCR, a pu être utilisée par le passé pour les pays d'asile comme alibi leur permettant de refuser l'accès à leur territoire¹¹⁶. » En ce sens, Roberta Cohen et Francis Deng soutiennent que les moyens déployés afin de soutenir la protection des PDI doivent être vus comme des protections additionnelles à celles déjà existantes et non comme des palliatifs. La responsabilité de protéger ne doit pas permettre de contourner le droit de chercher asile reconnu dans la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*¹¹⁷. Suivant la même logique, plusieurs traités de droits de l'Homme prescrivent que leur contenu ne puisse servir à justifier un nivellement par le bas ou à contrevenir à d'autres droits humains¹¹⁸.

En résumé, la matérialisation d'un devoir d'ingérence à l'échelle internationale reste difficile et sa mise en pratique reposerait essentiellement sur la bonne volonté politique. Malgré ce que suggèrent la responsabilité de protéger et certaines des dispositions déjà existantes au sein de la *Charte des Nations Unies* sur l'action collective, « on sait que les États sont plus réticents à intervenir là où ils ne possèdent pas d'intérêts menacés par le désordre¹¹⁹. » Tel qu'exposée précédemment, l'internationalisation des politiques internes est un rêve pour certains et un cauchemar pour d'autres. Quant à la Chine, celle-ci insiste

114 François Crépeau et Philippe Tremblay, « The Guiding Principles on Internal Displacement : A Double-Edged Sword », (2002) 15 *Journal of Refugee Studies*.

115 *Convention relative au statut de réfugié*, *supra* note 33, art 3.

116 Tremblay, « La protection internationale », *supra* note 113 à la p 359.

117 *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, Rés AG 217(III), Doc off AG NU, 3ème sess, supp n° 13, Doc NU A/810 (1948) 71 au para 14(1).

118 *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, 16 décembre 1966, 993 RTNU 3, (entrée en vigueur le 3 janvier 1976), art 5 [PIDESC].

119 Tremblay, « La protection internationale », *supra* note 113 à la p 359.

constamment sur le respect de la souveraineté dans les discussions entourant la responsabilité de protéger. Ce concept ne se concilie que parcimonieusement ou prudemment avec les énoncés de politique étrangère de la Chine. Cependant, cette-dernière utilise de moins en moins son droit de *veto* au CS pour contrer les interventions internationales¹²⁰.

Il convient désormais d'aborder cet enjeu de politique étrangère plus spécifiquement pour la RPC afin d'en comprendre les positions. L'un des grands piliers de la politique étrangère chinoise est le concept de coexistence pacifique qui fut énoncé en 1953 par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Zhou Enlai. Les principes de cet énoncé furent d'abord contenus dans un traité sino-indien sur le Tibet, ratifié par le premier ministre indien Jawaharlal Nehru et Mao Zedong en 1954. Ceux-ci furent ensuite réitérés lors de la célèbre conférence de Bandung de 1955 qui regroupait l'Afrique et l'Asie autour du mouvement des non-alignés. Les principes de la coexistence pacifique sont les suivants : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires internes d'un autre État, égalités et avantages mutuels et finalement coexistence pacifique.

Ces principes s'intègrent dans une vision holistique de l'émergence pacifique de la Chine pour laquelle il serait souhaitable que l'Occident n'y perçoive pas de sombres desseins ou l'ombre d'une menace. En effet, par ces principes « il s'agissait pour Pékin d'introduire un discours et des méthodes diplomatiques susceptibles de désarmer plus efficacement les craintes extérieures et donc d'améliorer l'image et l'efficacité de sa politique étrangère¹²¹. » La RPC soutient ainsi, en utilisant un argument pragmatique rationnel auquel l'Occident est sensible, qu'un contexte de paix lui est nécessaire pour le développement de son économie¹²². Pris à part, le principe de non-ingérence est généralement invoqué de manière défensive¹²³ afin de repousser un regard occidental jugé comme trop inquisitoire sur ses pratiques internes. Les détracteurs de ces principes les jugent inadéquats pour faire face aux défis mondiaux futurs¹²⁴. Cette interprétation manichéenne contraste avec l'attitude de la RPC qui

120 Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine: Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, SciencesPo. Les Presses, 2010 à la p 61 [Cabestan, *La politique internationale de la Chine*].

121 *Ibid* à la p 62.

122 Voir The Strategy of « Peaceful Rise » dans David C. Kang, *China Rising: Peace, Power, and Order in East Asia*, New-York, Columbia University Press, 2007 aux pp 83-85.

123 Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, *supra* note 120 à la p 67.

124 Henry Kissinger et James Baker sont mentionnés par Cabestan, *Ibid* aux pp 67-68.

a pourtant participé à 18 missions de paix¹²⁵ à l'étranger. La « culture d'opposition » s'efface¹²⁶ et la RPC s'éloigne d'un rôle d'abstentionniste à l'ONU. Jean-Pierre Cabestan observe un glissement en faveur du multilatéralisme plutôt que de la multipolarité. En bref, la RPC tente de projeter l'image d'un acteur international engagé et responsable promouvant le développement et la coopération pour maintenir la paix. Ces positions façonnent la présence internationale de la Chine. La cohérence entre ses énoncés et leur utilisation, vis-à-vis d'elle-même est des autres, sans recul historique reste à vérifier et subir le test du temps.

Outre l'évolution de sa politique étrangère, la Chine a également modifié son discours sur les droits humains. Rejetés durant la période maoïste car taxé de bourgeois et d'impérialistes, la Chine adopte le concept officiellement en 1991 dans le premier *Livre Blanc* sur les droits humains¹²⁷. Puis, la modification constitutionnelle de 2004 marque une autre avancée dans le discours car par celle-ci, la protection des droits humains par l'État y est énoncée. Cependant, cette relative acceptation du concept des droits humains par la Chine va de pair avec une position aux termes de laquelle elle a, avec quelques autres États, articulé une position en faveur des valeurs dites asiatiques. La Chine, avec la Malaisie, Singapour et l'Indonésie, a élaboré la Déclaration de Bangkok¹²⁸ qui affirme le caractère relatif des droits humains. Ce développement s'inscrit dans un contexte où le droit international est parfois dépeint par certains comme étant trop occidental, eurocentrique ou instrument d'impérialisme américain¹²⁹. Ces dernières années, la Chine a continué de contester avec virulence les critiques des pays occidentaux concernant les violations des droits humains qui s'y produisent. Ces contestations s'inscrivent dans le cadre d'un nationalisme montant¹³⁰. C'est ici

125 République populaire de Chine, CAE, *La défense nationale de la Chine*, (Livre Blanc) 2008, en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.

126 Cette culture d'opposition à l'hégémonisme avait été présente depuis la fondation de la RPC : Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, *supra* note 120 à la p 71.

127 République populaire de Chine, CAE, *Human Rights in China*, (Livre Blanc) 1991, en ligne : Office d'information du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine <<http://www.china.org.cn/e-white/7/index.htm>> [RPC, *Human Rights in China*].

128 Déclaration de Bangkok, Conférence régionale sur les droits de l'Homme, 29 mars au 2 avril 1993, retrouvée dans *Report of the Regional Meeting for Asia of the World Conference on Human Rights*, AG NU, doc off, A/CONF.157/ASRM/8 A/CONF.157/PC/59 en ligne : <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/9d23b88f115fb827802569030037ed44?Opendocument>>.

129 Onuma Yasuaki, « Toward an Intercivilizational Approach to Human Rights » dans Joanne R. Bauer et Daniel A. Bell, dir, *The East Asian Challenge of Human Rights*, Cambridge (R-U), Cambridge University Press, 1999, 103 aux pp 104-105.

130 Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », (2005) mai-juin, n°88

tout le rapport de la Chine avec l'Occident qui est en cause. Elle a opté, depuis le XIX^e siècle, pour une importation sélective des concepts occidentaux, tel que l'illustre le slogan « Chinese learning as essence (or substance), and Western learning for application (or as) function (*Zhongxue weiti, xixue weiyong* 中学 □ 体, 西学 □ 用)¹³¹ ». À ce jour, les susceptibilités identitaires restent vives¹³² et doivent être prises en compte dans notre analyse.

Finalement, les détracteurs de la Chine qui craignent un changement international des pôles de pouvoir l'antagonisent et certains médias se complaisent à reprendre allègrement les critiques qui lui sont adressées tant en matière de droits humains, d'économie ou d'environnement. La RPC et sa population restent sensibles à ces manifestations qui suscitent à leur tour des réactions nationalistes et alimentent les questions identitaires¹³³. En somme, le débat sur l'universalisme des valeurs reste ouvert et il convient de le prendre en compte dans notre analyse du contexte interne chinois.

1.2 Enjeux clés relatifs aux déplacements de population

Ce deuxième volet de notre premier chapitre porte sur les principaux enjeux et débats ayant trait au déplacement de population, afin mettre en exergue l'importance de leurs implications et de la pertinence de se pencher sur les déplacés du développement. Ainsi, dans ce volet, nous identifions les enjeux qui jalonnent les débats relatifs aux PDI en trois temps. D'abord, nous présenterons les éléments de fond sur lesquels reposent notre réflexion et qui soutiennent notre démarche de recherche (1.2.1). Ensuite, nous traitons spécifiquement des enjeux du développement, de ses modèles et de leurs impacts afin d'établir le lien avec la catégorie de déplacés sélectionnée pour l'étude (1.2.2). Cette sous-section se veut représentative des défis potentiels des décennies à venir pouvant être mis en lien avec le déplacement. Finalement, nous cloterons ce chapitre en soulignant les enjeux de protection liés aux déplacés ainsi que leur assise juridique internationale (1.2.3).

Perspectives chinoises 28 aux pp 28-42 [Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme »].

131 Werner Meissner, « China's Search for Cultural and National Identity from the Nineteenth Century to the Present » (2006) 68 *China perspectives* 41-54 au para 18.

132 « China: The debate over universal values » *The Economist* (30 septembre 2010), en ligne : <<http://www.economist.com/node/17150224/print>>.

133 Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme », *supra* note 130.

1.2.1 Déplacé interne : un système en crise

Dans la présente section, la réflexion s'organisera comme suit. D'abord, nous établirons le lien entre le déplacé interne et l'*Homo Sacer* tout en expliquant le défi qu'ils posent au droit international. Ensuite, nous identifierons les éléments du discours des autorités chinoises qui nous ont permis d'identifier qu'il existait une conception analogue à celle de l'*Homo Sacer* dans le contexte chinois, posant également les mêmes défis.

L'*homo Sacer*¹³⁴, « homme sacré » expression empruntée de Giorgio Agamben en référence à la période romaine pour parler de l'*homme nu*, peut être mis en parallèle avec le déplacé interne. Cet individu, le plus nu qui soit au sens social, matériel et idéal, est de manière pratique quasi sans droit. Dans les pires cas, il a tout perdu, hormis le fait d'être humain. Nous pouvons avancer qu'il symbolise l'échec du système et remet en question les fondements de l'État et sa légitimité. De la même manière, au sens large, la pauvreté et l'extrême pauvreté indiquent une défaillance du système et peuvent générer toutes sortes de perturbations sociales, économiques et politiques.

Nous pouvons aussi joindre à cette situation le facteur du déplacement. En effet, sur le plan pratique, les perturbations socio-économiques et politiques pouvant être entraînées par des mouvements massifs de populations sont un danger pour l'ordre et la sécurité, tant du citoyen que du maintien de l'État. D'où, comme nous l'avons déjà souligné¹³⁵, l'intérêt pour les États de s'être penchés sur la prévention des mouvements transfrontaliers. En somme, le réfugié, comme la PDI par extension, est une menace pour le système.

Hannah Arendt et Giorgio Agamben poussent plus loin cette réflexion quant aux réfugiés. Même si l'étude ne porte principalement pas sur les réfugiés, il importe de souligner quelques éléments pour lesquels nous pouvons dresser des parallèles pertinents avec les PDI et les éléments sus-mentionnés. C'est d'ailleurs de Hannah Arendt que nous tenons cette idée selon laquelle le réfugié, et par extension le déplacé, est l'expression d'un système en crise¹³⁶.

En effet, dans un système de droits de l'Homme oscillant entre « State-centered » et « individual-centered »¹³⁷ le réfugié atteint un point particulièrement sensible. Pour ces

134 Giorgio Agamben, *Homo Sacer I : Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Le Seuil, 1997.

135 Voir la section 1.1.1.

136 Voir chapitre 9 : Hannah Arendt, « The Decline of the Nation-State and the End of the Rights of Man », in *The Origins of Totalitarianism: Imperialism*, 4e éd., New-York, Harcourt Brace & Co, 1973.

137 Elizabeth E Ruddick, « The Continuing Constraint of Sovereignty: International Law,

auteurs, le concept même du réfugié est problématique. Le réfugié est l'humain le plus nu qui soit, sans biens et sans patrie. Il perturbe le système puisqu'il est l'expression de la rupture identitaire entre le l'humain et le citoyen et entre « nativité » et « citoyenneté »¹³⁸. Simplement, « the refugee throws into crisis the original fiction of sovereignty¹³⁹. » Or, dans un monde d'État, tout un chacun doit être citoyen et plus particulièrement pour voir ses droits être protégés. Le réfugié, par le fait d'être totalement nu, est la contradiction de l'État et plus particulièrement du modèle de l'État-nation¹⁴⁰. Pour paraphraser Arendt, la figure qui aurait dû précisément incarner les droits de l'Homme, le réfugié, constitue en fait la crise radicale de ce concept¹⁴¹.

The conception of human rights, based upon the assumed existence of a human being as such, broke down at the very moment when those who professed to believe in it were for the first time confronted with people who had indeed lost all other qualities and specific relationships-except that they were still human¹⁴².

Agamben réplique à Arendt en ajoutant, ce qui résume l'ensemble des idées précédentes, que « In the nation-state system, the so-called sacred and inalienable rights of man prove to be completely unprotected at the very moment it is no longer possible to characterize them as rights of the citizens of a state¹⁴³ ». Le réfugié constitue une rupture identitaire, il n'est plus un citoyen, il est un humain. Ainsi, le problème du réfugié, selon Arendt, n'est pas tant la perte de droits, mais plutôt la perte de sa citoyenneté ou d'une communauté ayant la volonté et la capacité de garantir des droits.

Cette critique est d'abord adressée au droit naturel émergent du XVIII^e siècle et émancipé du droit de fondement historique. Ainsi, malgré les prétentions du caractère « naturel » du droit, intrinsèque à tout être humain suivant sa naissance, un être humain nu sans communauté est tout de même *de facto* sans droit. Pour Arendt, ce que le réfugié a perdu, c'est le droit d'avoir des droits, le droit de faire partie de l'humanité¹⁴⁴. Cette perte

International Protection, and the Internally Displaced » (1997) 77 : 2 B U L Rev 429 à la p 429, en ligne : <<http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/bulr77&id=443&div=&collection=journals>>.

138 Giorgio Agamben sur « We Refugees » de Hannah Arendt, 1943, en ligne : Roundtable: Research Architecture <<http://roundtable.kein.org/node/399>> au para 3 [Agamben, *Book Review*].

139 Ruddick, « Continuing Constraint of Sovereignty », *supra* note 137 au para 5.

140 Voir chapitre 5 : Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, *supra* note 13.

141 Agamben, *Book Review*, *supra* note 138 au para. 3.

142 Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, *supra* note 13 à la p 299.

143 Agamben, *Book Review*, *supra* note 138 au para. 3.

144 Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, *supra* note 13 aux pp 296-299.

remet en question certains des fondements mêmes du droit international. Cette critique précède l'arrivée de la *Convention relative au statut de réfugié* qui crée en 1951 un statut juridique de réfugié, lui donnant des droits et une forme de « communauté ». Quant au déplacé interne, celui-ci ne perd pas officiellement sa citoyenneté. Toutefois, la situation ayant fait en sorte qu'il devienne un déplacé ou la situation de fait dans laquelle il se trouve, correspond à une perte de droit, voire la perte d'une communauté défendant et garantissant ses droits. Ce qui est en jeu, c'est le droit d'avoir des droits.

La prise en compte de l'humanité est devenue un fait incontournable, non seulement à cause de la capacité de l'Homme d'annihiler toute vie humaine sur terre par ses propres moyens, mais aussi par l'interrelation et l'interconnexion des différentes sociétés. Incidemment, au XX^e siècle, c'est l'humanité qui remplace la nature, ce qui signifierait que le droit de faire partie de l'humanité doit être garanti par l'humanité elle-même. Or, à notre époque, rien n'est moins certain qu'une telle cohésion globale puisse exister pour garantir un tel soutien. Au contraire, le droit international repose encore largement sur le consentement interétatique et un ordre supranational omnipotent tarde à poindre. S'il faut mentionner les forces supranationales, autant souligner la puissance du grand capital pour lequel prime le profit plutôt qu'une quelconque responsabilité sociale¹⁴⁵. En somme, peu importe les fondements du droit, il subsiste des obstacles au droit d'avoir des droits et le réfugié est l'expression de cette brèche.

Nous pouvons désormais dresser deux parallèles pertinents entre le réfugié et le déplacé interne. Le déplacé est toujours dans son État d'origine, mais une situation extrême pourrait jusqu'à exprimer le déni de l'existence d'une forme d'organisation sociale suffisante pour maintenir un minimum de standard de vie et de droit. En ce sens, le déplacé interne n'est pas mieux nanti que le réfugié et s'il n'est pas un homme nu, il est parfois à la frontière de le devenir. Nous opposons ici une réalité humaine à un concept géopolitique semi-tangible, la ligne invisible de la frontière d'un État. En effet, le fait d'avoir traversé une frontière internationalement reconnue joue sur la détermination du statut, cependant la situation

145 Mentionnons Milton Friedman, grand porte parole du libéralisme au XX^e siècle, fondateur de l'École monétariste de Chicago qui soutient que la seule responsabilité sociale des entreprises soit d'accroître ses profits. Selon lui, toute autre vision de l'entreprise est futile, il ne faut pas croire qu'une entreprise puisse avoir une conscience sociale et si elle en avait, cela serait contre nature : Milton Friedman, « The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits », *The New York Times Magazine*, 13 septembre 1970.

humaine en trame de fond, telle que vécue, n'est pas si différente d'un à l'autre. En bref, le potentiel qu'il puisse devenir réfugié et le factuel de sa situation humaine difficile nous renvoient globalement aux premiers éléments de notre analyse selon lesquels le déplacé interne est aussi l'expression d'un système en crise.

Soulignons tout de même qu'il existe plusieurs gradations à la situation du déplacement interne et que le déplacé n'est pas nécessairement *Homo Sacer*. Ce dernier représente l'exacerbation de la situation de pauvreté, des risques pouvant être associés au déplacement ou de la négation des droits, voire même du droit. En effet, une personne en situation de déplacement interne, même forcé, ne voit pas nécessairement tous ses droits lui être niés et ne se retrouve pas nécessairement aux extrémités de l'existence humaine. Toutefois, la gestion de ce risque est inhérente au processus de prise en compte des PDI et légitime le questionnement. À chaque situation de déplacement correspondent des caractéristiques différentes aux impacts divers. La contribution de notre étude sera précisément de fournir des explications quant aux contextes de déplacements causés par le développement.

Cela nous mène à la seconde partie de notre réflexion, soit l'*Homo Sacer* en contexte chinois : les oubliés du développement. Mentionnons l'importance de sélectionner un cadre théorique ayant une correspondance dans le contexte chinois. En effet, certaines critiques du pouvoir ou de l'État, dans la littérature occidentale, pourraient ne pas pouvoir s'appliquer aux formes d'exercice du pouvoir ou à la conception et à l'utilisation qui est faite du droit en Chine. En conséquent, un certain nombre de questions ne seraient pas culturellement pertinentes pour traiter du droit chinois. En fait, le chercheur en sciences humaines s'expose à la partialité de sa propre normativité et de ses valeurs intériorisées. Le choix explicite d'un cadre théorique permet d'extérioriser ces valeurs. Les présupposés sur lesquels s'appuie le cadre théorique et les analyses qui en découlent ne sont pas nécessairement transculturels. Nous identifierons donc les éléments du discours des autorités chinoises qui nous permettent de discerner qu'il existe une conception analogue à celle de l'*Homo Sacer* dans le contexte chinois, soulevant des questions équivalentes à celles provenant du contexte occidental. Nous explorons comment est vu et véhiculé le problème par la RPC à travers consécutivement quatre éléments du discours des autorités.

Premièrement, à la manière de l'*Homo Sacer*, l'extrême pauvreté remet en cause la légitimité du Parti, puisque celui-ci se réclame de pouvoir et devoir assurer un

développement économique soutenu¹⁴⁶. Le type de gouvernement et de pouvoir se justifie, entre autres, par sa capacité à développer l'économie, à diminuer les écarts de richesse dans la société et à lutter contre la pauvreté. En ce sens, le droit au développement¹⁴⁷ a une valeur relativement contraignante, selon la propre conception du Parti à cet égard. Le droit à la subsistance¹⁴⁸, une création chinoise que nous aborderons plus en détail dans les prochains chapitres, implique le même type d'engagement.

Deuxièmement, le mot d'ordre de la société harmonieuse *hexie shehui* 和谐社会, lancé par Hu Jintao en 2005, opère une modification, au moins dans le discours, des priorités du gouvernement. La naissance de ce concept est étroitement liée à la préoccupation du régime envers la stabilité sociale¹⁴⁹. En effet, les réformes ont généré de criantes inégalités sociales qui nourrissent souvent des protestations, surtout, mais non exclusivement, en monde rural¹⁵⁰. La rhétorique de l'harmonie marque en fait la préoccupation croissante du PCC avec les « contradictions sociales », qui génèrent des manifestations¹⁵¹. En fait, l'instabilité sociale augmenterait constamment¹⁵² et l'importance attachée à la stabilité sociale se reflète par l'important budget qui y est consacré¹⁵³.

Dans cette perspective, il importe, pour Hu Jintao, de s'attaquer aux disparités de revenus afin d'établir l'harmonie, soit la paix sociale. Un des moyens pour ce faire réside dans la prise en compte des 若是群体 : *ruoshi junt*, soit les groupes vulnérables, les populations laissées pour compte par le développement économique¹⁵⁴, sous-concept découlant de la société harmonieuse et associé à la préoccupation du PCC pour la justice

146 Voir plus particulièrement les parties II et III de : République populaire de Chine, CAE, *China's Population and Development in the 21st Century*, (Livre Blanc) 2000, en ligne : China's Government's Official Web Portal <http://english.gov.cn/official/2005-07/27/content_17640.htm> [RPC, *China's Population and Development*].

147 Notons néanmoins qu'en droit international public le droit au développement n'est pas contraignant. Pour davantage d'explication, voir le chapitre III.

148 Énoncé dans : RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127.

149 Haitian Lu, « State Channelling of Social Grievances : Theory and Evidence in China » 41 Hong Kong Law Journal 547 à la p 549 [Lu, « State Channelling »]; David L. Shambaugh, *China's Communist Party: Atrophy and Adaptation*, Berkley, University of California Press, 2008 aux pp 116-117 [Shambaugh, *China's Communist Party*].

150 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 aux pp 116-117.

151 *Ibid.*

152 Lu, « State Channelling », *supra* note 149 à la p 571.

153 *Ibid* à la p 549.

154 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 à la p 116.

sociale¹⁵⁵. Notons un parallèle entre « groupes vulnérables » et « population vulnérable », expression couramment utilisée en droit international.

L'utilisation des mots d'ordre « société harmonieuse » par le pouvoir possède une double valeur pour notre étude. D'abord, ce concept implique que le déplacé interne peut effectivement poser un risque de perturbation et ainsi une menace quant à la légitimité du pouvoir. Ensuite, il nous permet de soutenir la nécessité du pouvoir de prendre en compte les déplacés internes¹⁵⁶.

Un autre mot d'ordre du régime présente un intérêt pour nos fins, soit la doctrine du développement scientifique 科学□展 : kexue fazhan. Il s'agit du concept central pour Hu Jintao, Secrétaire général du Parti à l'époque, aux fondements de sa volonté de créer une société harmonieuse¹⁵⁷. Cette doctrine a subtilement mais substantiellement modifié l'agenda des réformes¹⁵⁸. Elle repose sur la critique implicite de l'ère Jiang Zemin, axée sur la croissance économique sans tenir compte des coûts sociaux et environnementaux¹⁵⁹. La prise en compte de ces coûts est donc prônée dans le processus du développement économique de la Chine et vise explicitement la réalisation de l'harmonie sociale par la redistribution égalitaire de la richesse et la prise en compte des moins nantis¹⁶⁰. En remplissant la faille idéologique ayant succédé aux années de réformes¹⁶¹, elle ajoute au contenu de la légitimité du pouvoir. La prégnance de cette théorie va de pair avec la prise en compte des déplacés internes. Le concept a été endossé 2003, puis enchâssé dans la Constitution du Parti en octobre 2007. Incidemment, le gouvernement accorde à ce concept clé, compris comme l'extension du socialisme aux caractéristiques chinoises, une grande importance.

En résumé, en Chine, un ensemble de concepts et d'idées laissent croire qu'un déplacé

155 *Ibid.*

156 Toutefois, la rhétorique de l'harmonie est une arme à double tranchant. Rappelons que la rhétorique *hexie shehui* justifie également des mesures de répression, surtout au niveau local.

157 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 à la p 119.

158 *Ibid.*

159 *Ibid.*

160 République populaire de Chine, CAE, *La Chine et son développement pacifique*, (Livre Blanc) 2011, en ligne : Ministère des Affaires étrangères <<http://www.fmprc.gov.cn/fra/ziliao/topics/bps/t862178.htm>> [RPC, *La Chine et son développement pacifique*].

161 Hu Jintao avance « that China would put greater emphasis on addressing issues affecting people's livelihood, overcoming imbalances in development, and resolving key problems that have occurred in the course of development. » Xinhua News, « China embraces new scientific development concept », 22 Avril 2006, en ligne : People's Daily Online <http://english.people.com.cn/200604/22/eng20060422_260256.html>.

interne pauvre et précarisé remet en cause le système, sa légitimité et son fonctionnement. Le discours sur le droit au développement représente une quête de légitimité qui répond quasi explicitement à la remise en cause que représentent les oubliés, assimilables à l'*Homo Sacer*, comme se le représente le Parti même.

1.2.2 Modèles de développement : internaliser les risques inhérents

Dans cette section, nous traiterons du développement, de ses coûts et de son lien avec les déplacements forcés de populations. Un bref survol historique sera suivi de l'identification des types de projets de développement causant ces déplacements.

Depuis la révolution industrielle, les économistes se questionnent sur les racines de la croissance¹⁶², mais sauf exceptions¹⁶³ il faut attendre en 1942 pour que Joseph Schumpeter l'aborde directement. En cherchant les causes de la croissance, les économistes élaborent des théories selon lesquelles les vecteurs de développement seraient par exemple le progrès industriel, la modernisation, l'investissement, bref tous des facteurs stimulant la croissance.

In the 1950s and 1960s, it may be said that the dominant view in development was informed by modernization theory, which put crudely, saw development as transforming traditional, simple, Third World societies into modern, complex, Westernized ones. Seen in this light, large-scale, capital-intensive development projects accelerated the pace toward a brighter and better future. If people were uprooted along the way, that was deemed a necessary evil or even an actual good, since it made them more susceptible to change.¹⁶⁴

En 1972, un coup d'alerte est sonné par un rapport historique intitulé « Halte à la croissance » du Club de Rome qui « [...] soulignait pour la première fois les menaces que font peser la croissance et son usage immodéré des ressources naturelles sur la planète¹⁶⁵. » Jusque-là les économistes s'étaient questionnés sur l'existence et les causes de la croissance, mais jamais sur ses conséquences. En effet, « l'idée que la croissance puisse abîmer les hommes n'a jamais effleuré les économistes¹⁶⁶. »

Près de deux cents ans auront été nécessaires pour constater que le développement et la

162 Denis Clerc, « Les racines de la croissance » *Alternatives économiques* Hors-série :53 (3e trimestre 2002) à la p 12 [Clerc, « Les racines de la croissance »].

163 Jean-Baptiste Say dans un traité d'économie politique y consacre un chapitre en 1803, David Ricardo ferait une brève allusion à la croissance. *Ibid.*

164 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 10.

165 Marc Chevallier, « La croissance durable » *Alternatives économiques* Hors-série :53 (3e trimestre 2002) à la p 48 [Chevallier, « La croissance durable »].

166 Clerc, « Les racines de la croissance », *supra* note 162 à la p 14.

surconsommation engendrent des destructions innommables et des répercussions humaines atroces, inégalement partagées par l'humanité. Entre 1990 et 1995, la consommation globale d'eau a été multipliée par six et à ce rythme, en 2025, 3.5 milliards de personnes vivront avec le risque de pénurie¹⁶⁷. La déforestation se poursuit à hauteur de 130 000 km² par année. La consommation de carburant fossile augmente comme la surpêche industrielle et la pollution des écosystèmes marins qui perdent leur capacité productive, alors que 20 % des 100 000 espèces des poissons d'eau douce ont déjà disparu ou sont menacés¹⁶⁸. Bref, une grave crise a commencé avec la révolution industrielle.

Les projets de développement en soi et leurs conséquences environnementales, à court et long terme, causent des déplacements de populations. La surconcentration urbaine ou la construction de barrages peuvent entraîner des problèmes microclimatiques et relatif aux ressources, par exemple en menant à la disparition de la faune locale ou en entraînant l'érosion des sols voir même une désertification à plus grande échelle. De plus, l'épuisement des sources d'eau potable entraîne non seulement un stress hydrique et social immédiat sur les personnes concernées, mais peut à moyen terme devenir la source de conflits violent pour le contrôle et l'accès aux ressources¹⁶⁹, entraînant à leur tour des migrations forcées. Une géopolitique de l'or bleu se met en place parallèlement à l'économie politique des changements climatiques. La raréfaction des ressources fossiles compte également au nombre des enjeux de pouvoir. Finalement, des populations choisiront le déplacement ou y seront contraintes afin d'obtenir l'accès aux services et aux ressources dont elles ont besoin. Cette solution, de gré ou de force, pourrait être imposée par les événements ou une puissance dirigeante.

Le développement, la croissance et l'accumulation de richesse comportent un coût humain et environnemental rarement calculé dans le cadre des projets de développement et des équations de rendement économique. En fait, c'est l'externalisation des coûts de production et de consommation qui leur sont associés qui accroissent la pauvreté et les clivages sociaux. Lorsque ce coût « non assumé » du développement est directement reporté sur un segment particulier du spectre démographique, les conséquences n'en sont que plus

167 Chevallier, « La croissance durable », *supra* note 165 à la p 48.

168 *Ibid* à la p 49.

169 Frédéric Lasserre, « L'eau entre guerre et paix - Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation », Barah Mikail, dir, Dossier : L'or bleu, un nouveau enjeu géopolitique? (2006) n° 66, La Revue internationale et stratégique 105 aux pp 105-118.

importantes. D'ailleurs, c'est généralement les plus pauvres et marginalisés qui portent disproportionnellement ce fardeau¹⁷⁰. La consommation individuelle semble insignifiante à la vue de la taille du système, mais c'est la somme des actions individuelles qui supporte, crée et reproduit ce modèle néfaste de développement. Celui-ci, principalement perçu d'un angle économique et dont la croissance est l'objectif, ignore ses dimensions sociales, sociétales, spirituelles, éthiques, environnementales et culturelles.

Même si de nouveaux modèles de développement émergent ou sont formulés au grés des tendances (environnement et droits humains), ils ne remettent que rarement en cause la croissance, mère de progrès, mais de multiples souffrances. La croissance demeure le *leitmotiv* de l'économie bien que les deux premiers principes de la thermodynamique devraient l'interdire¹⁷¹. En effet, un modèle linéaire d'augmentation de consommation, de production et de mise au rebus ne peut être viable dans un monde fini aux ressources limitées. Au cœur de ce débat se retrouve la manière de concevoir et de calculer l'économie, ses objectifs et la définition même du rendement et du progrès. Développement et croissance durable sont des termes devenus incontournables, mais qui tardent à connaître une application concrète¹⁷². Ainsi, « le problème essentiel n'est plus de savoir pourquoi la croissance économique existe, mais comment il est possible de la maîtriser » tout en ouvrant une conception plus large du développement. S'extirper d'un paradigme ayant porté au pouvoir les puissances d'aujourd'hui requerrait qu'elles renoncent au moins en partie à ce mode de fonctionnement.

Le rapport Bruntland, publié en 1987 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* de l'ONU, a popularisé le concept de développement durable comme « un mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Si le cadre normatif semble avoir légèrement évolué, les modes de développement préexistant persistent. En effet, le concept de développement durable confrontait à l'origine directement le modèle capitaliste

170 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 à la p 10.

171 Georgescu-Roegen N, *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press, Mass, 1971; Passet R, « La thermodynamique d'un monde vivant : des structures dissipatives à l'économie » *Futuribles*, décembre, 1980 aux pp 2-25; Vivien F-D, *Sadi Carnot Economiste, enquête sur un paradigme perdu : économie-thermodynamique-écologie*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Paris, 1991.

172 Chevallier, « La croissance durable », *supra* note 165 à la p 48.

expansionniste établi. Toutefois, le développement durable existe aujourd'hui sous une version largement diluée qui a plutôt pour effet, sous forme d'exercice de relations publiques, de conforter le capitalisme¹⁷³. L'affrontement entre les modèles de développement se déroule sur plusieurs scènes dont celle du système des Nations Unies. Si l'ONU tend vers une responsabilisation plus grande vis-à-vis du développement, certains États influents et leurs industriels entendent bien agir dans une logique de maximisation du profit. Quoi qu'il en soit, le Sommet de la Terre 2012¹⁷⁴, Rio+20, aborda l'économie verte et la lutte à la pauvreté en tentant de créer un cadre institutionnel¹⁷⁵. Sans présager d'un effet « Sommet du millénaire pour le développement », soit plusieurs engagements non respectés, l'urgence de la situation mondiale incitera peut-être à l'action et à un dépassement éventuel des paradigmes de développement actuels.

Paradoxalement, c'est par le développement que la réponse est cherchée à plusieurs de ces problèmes de développement. Afin que cette stratégie puisse se révéler efficace, encore faudrait-il que le développement s'appuie sur un modèle ne répétant pas les erreurs du passé. Autrement, le point de rupture ne sera que reporté à plus tard. Au nom du développement ou dans le but de corriger les situations problématiques précédemment évoquées, différents projets de développement sont mis en oeuvre. Ceux-ci sont regroupés en sept catégories¹⁷⁶ : (1) approvisionnement en eau (barrage, réservoir, irrigation), (2) infrastructure urbaine, (3) transport (routes, autoroute, canaux et chemin de fer), (4) énergie (projet minier, centrale, prospection et exploitation pétrolière et gazière, pipeline, barrages), (5) expansion agricole, (6) parcs et forêts protégés, (7) les schémas de redistribution de population.

À titre d'exemple, les données de la Banque mondiale permettent de déterminer que dans le début de la décennie 1990, la construction de 300 barrages de 15 mètres ou plus par année a déplacé 4 millions de personnes. Les infrastructures urbaines et pour le transport 6 millions. En une décennie, 80 à 90 millions de personnes ont été déplacées dans seulement deux secteurs de développement. Selon la Banque, l'industrialisation, l'électrification et

173 Annie Rochette, « Rape of the World: An Ecofeminist Critique of Sustainable Development » (2002) 51 UNB LJ145 aux pp 156-160.

174 Tenu du 4 au 6 juin 2012.

175 « Institutionnal framework », en ligne : Sommet de la Terre <<http://www.earthsummit2012.org/>> et <<http://www.uncsd2012.org/rio20/>>.

176 Robinson, *Risks and Rights*, supra note 9 à la p 11; Michael Cernea, « Why Economic Analysis is Essential to Resettlement: A Sociologist's View », in *The Economics of Involuntary Resettlement: Questions and Challenges*, Washington, World Bank, 1999.

l'urbanisation en cours auront pour effet d'accroître le nombre de programmes causant des déplacements dans les 10 prochaines années : « Population displacement by development programs is now a worldwide problem, of a magnitude previously unsuspected¹⁷⁷. »

1.2.3 Déplacés du développement : le coût du progrès

Dans la présente section, nous traiterons des enjeux de protections par rapport aux risques auxquels sont soumis les déplacés. L'ensemble de la littérature sur les PDI détaille de nombreuses caractéristiques¹⁷⁸, risques et conséquences associés au déplacement involontaire ou forcé et à l'appauvrissement potentiel qui s'en suit¹⁷⁹. Nous utiliserons le modèle élaboré par Michael Cernea le « *impoverishment risks and reconstruction (IRR)*¹⁸⁰ » qui synthétise les implications sociales et économiques du processus de déplacement et de réinstallation. Cette importante contribution fournit un modèle ayant une fonction de prédiction (avertissement et planification), de diagnostic (évaluation et explication), de résolution de problèmes (mesures de réinsertion) et une fonction de recherche (formulation d'hypothèse et modèle d'enquête de terrain sur une assise théorique solide)¹⁸¹. Le modèle fut, entre autres, mis à l'épreuve par Lakshman Mahapatra dans une étude sur les déplacements causés par le développement en Inde, estimé à hauteur de 25 millions de personnes pour la période de 1947 à 1997¹⁸². Il

177 Michael Cernea et T Allen, « Bridging the Research Divide: Studying Refugees and Development Oustees », in *In Search for Cool Ground: War, Flight & Homecoming in Northeast Africa*, UN Research Institute for Social Development (UNRISD), 1996, 293 à la p 300.

178 Voir, entre autres, les six facteurs particuliers du déplacement interne qui ont tendance à accroître les risques de protection dans *Manuel pour la protection des déplacés internes*, supra note 36 à la p 15; Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*, supra note 36 à la p 9.

179 Sept risques sont identifiés par : Michael Cernea, « Risks, Safeguards and Reconstruction: A Model for Population Displacement and Resettlement », in Michael Cernea et C McDowell, dir, *Risks and Reconstruction: Experiences of Resettlers and Refugees*, Washington, World Bank, 2000; Huit risques sont indentifiés dans cet autre ouvrage : Michael Cernea, *Public Policy Responses to Development-Induced Population Displacements*, Washington, World Bank Reprint Series, no479, 1996.

180 Michael M. Cernea, *Impoverishment Risks, Risk Management, and Reconstruction: A Model of Population Displacement and Resettlement*, UN Symposium on Hydropower and Sustainable Development, Beijing, 27 octobre 2004 [Cernea, *IRR*].

181 *Ibid.*

182 Lakshman K. Mahapatra, « Testing the Risks and Reconstruction Model on India's Resettlement Experiences », in *The Economics of Involuntary Resettlement: Questions and Challenges*, Washington DC, Banque mondiale, 1999; Balaji Pandey, *Depriving the underprivileged for development*, Orissa (Inde), Institute for Socio-Economic Development of Bhubaneswar, 1998.

conclut que l'expérience indienne « confirms empirically and theoretically the validity of the conceptual model of risk and reconstruction as an analytical, explanatory, and strategic tool¹⁸³. »

Le concept de risque implique la possibilité qu'une certaine ligne de conduite va déclencher des effets préjudiciables à venir, des pertes ou des destructions¹⁸⁴. Le modèle d'IRR implique huit risques interconnectés intrinsèques au déplacement : « (1) landlessness, (2) joblessness, (3) homelessness, (4) marginalization, (5) food insecurity, (6) increased morbidity and mortality, (7) loss of access to commun property and services, (8) social disarticulation¹⁸⁵. » En résumé, le déplacement implique un risque à long terme de devenir plus pauvre et plus vulnérable. Cette liste est reprise et complétée par W. Courtland Robinson¹⁸⁶ qui y ajoute deux éléments de Robert Muggah et Theodore Downing, soit (9) la perte d'accès aux services publics et communautaires, ainsi que (10) la perte ou l'abus de droits humains. Les services publics étaient déjà compris au point sept (7) de M. Cernea, mais aux fins de notre propre analyse, nous le traiterons séparément comme le fait Courtland Robinson, puisqu'il en résulte de régimes de droits relativement différents. Un texte antérieur détache aussi (11) la perte d'accès à l'éducation¹⁸⁷, mais nous incluerons celui-ci parmi les services publics.

Cernea ajoute deux autres éléments à cet ensemble. Premièrement, les « risk differential intensities », qui implique que ces risques soient encore plus dommageables et d'intensité plus élevée pour des populations ou des tranches de population déjà particulièrement plus vulnérables, comme les enfants, les minorités ou les femmes. Ces propos sont d'ailleurs soutenus par la Commission mondiale sur les barrages :

Evidence suggests that for a vast majority of the indigenous/tribal peoples displaced by big projects, the experience has been extremely negative in cultural, economic, and health terms. The outcomes have included assetlessness, unemployment, debt-bondage, hunger, and cultural disintegration. For both indigenous and non-indigenous communities, studies show that displacement

183 *Ibid.*

184 Anthony Gibbens, *Consequence of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990 à la p 35.

185 *La dimension humaine dans les projets de développement – Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala, 1999 à la p 218; M. Cernea, *IRR*, *supra* note 180.

186 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9; Robinson, « Minimizing Development-Induced Displacement », *supra* note 8.

187 Robinson, « Minimizing Development-Induced Displacement », *supra* note 8.

has disproportionately impacted on women and children¹⁸⁸.

L'interconnexion et l'interrelation de ces risques, qui ne surviennent pas individuellement, mais pratiquement simultanément augmentent d'autant la précarité des personnes en causes. La survenance simultanée de tous ces risques, imposés malgré le choix des personnes concernées induit un véritable état de crise¹⁸⁹. Deuxièmement, M. Cernea identifie que les risques auxquels sont exposées les populations d'accueil des déplacés sont évidemment en substance ou en intensité moindres, mais tout autant liés aux résultats et au risque d'appauvrissement¹⁹⁰. Il serait donc nécessaire d'établir un plan d'accueil, d'intégration, d'emploi et de financement à la hauteur des besoins. Par rapport à la simultanéité des risques, nous ajouterions un élément. Le concept d'intersectionnalité¹⁹¹, selon lequel deux facteurs de discrimination, ou le cas échéant deux risques, ne font pas seulement que s'additionner, mais se multiplient et créent une tierce situation, serait pertinent à considérer pour bien rendre compte de l'étendue des défis.

À chacun des risques identifiés correspondent des droits contenus dans l'ensemble des instruments juridiques internationaux contraignants et dans la *soft law*. Aux fins de notre étude qui porte sur le contexte chinois, nous utiliserons le *PIDESC* auquel la RPC est liée puisqu'elle l'a ratifié en 2001¹⁹² afin d'illustrer le lien entre risques encourus et droits humains. Rendons crédit à Micheal M. Cernea dont nous reprendrons essentiellement les réflexions relatives à la description des risques.

Tableau des risques et droits relatifs en fonction du *PIDESC*

Risques	Droit en cause
(1) Perte de terre	Droit à la subsistance : un peuple ne peut être privé de ses

188 Leopoldo Jose Bartolome et al., *Displacement, Resettlement, Rehabilitation, Reparation, and Development*, WCD Thematic Review Social Issues I.3, Cape Town, World Commission on Dams (WCD), 2000, en ligne : <<http://siteresources.worldbank.org/INTINVRES/Resources/DisplaceResettleRehabilitationReparationDevFinal13main.pdf>> [Jose Bartolome et al., *Displacement, Resettlement, Rehabilitation*].

189 M. Cernea, *IRR*, *supra* note 180 à la p 24.

190 *Ibid* à la p 25.

191 Kimberlé Crenshaw, « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », (2005) n°39 *Cahiers du genre*; publication originale : Kimberlé Crenshaw, « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », (1991) 43 : 6 *Stanford Law Review* 1241.

192 *PIDESC*, *supra* note 118, (le pacte est entré en vigueur le 3 janvier 1976, mais fut signé par la RPC le 27 octobre 1997, puis ratifié le 27 mars 2001).

	moyens de subsistances (Article 1(2))
<ul style="list-style-type: none"> - Retire la principale fondation du système de production, des activités commerciales et de la subsistance (perte du capital naturel et construit par l'Homme) - Principale forme de décapitalisation et paupérisation des déplacés 	
(2) Perte d'emploi	Droit au travail (Article 6)
<ul style="list-style-type: none"> - Risque élevé en milieu rural et urbain (entreprise, service, agriculture) - Perdre longtemps après la délocalisation - Projets de développement n'absorbent que temporairement la perte d'emplois (qui sont de courte durée qui s'effritent vers la fin) et affectent l'environnement et les emplois relatifs (barrage versus pêche) 	
(3) Perte de logement	Droit à un logement suffisant (Article 11(1))
<ul style="list-style-type: none"> - Itinérance et détérioration des conditions de logement - Privation et aliénation due à la perte des habitations des membres de la famille et d'espaces culturels de groupe - Camps temporaires deviennent parfois permanents, cristallisant la situation de précarité - Impacts culturels et émotionnels, perte d'espace et de repères (multidimensionnels) - Accroît la vulnérabilité et affecte la santé (itinérance, conditions de vie dans les camps et bidonvilles) 	
(4) Marginalisation	Droit à la non-discrimination (Article 2(2)), droit à l'égalité femme-homme (Article 3), droit de ne pas être privé de ses moyens de subsistance (Article 1(2))
<ul style="list-style-type: none"> - Pertes de pouvoir économique et de capacité (relatives au statut précédent) - Incapacité à utiliser les habiletés précédemment acquises au nouvel emplacement - Perte de capital humain : rendu inactif, désuet ou perdu - Marginalisation sociale et psychologique : perte du statut social et de la confiance en la société, sens profond d'injustice et vulnérabilité accrue - La coercition liée au déplacement et à la victimisation des déplacés induisent une dépréciation de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. - Les déplacés sont perçus comme un stigmat social dégradant - Marginalisation économique précédant le projet : fin des investissements vers les endroits condamnés à fermer 	
(5) Insécurité alimentaire	Droit à l'alimentation (Article 11(1) et (2))
<ul style="list-style-type: none"> - Élévation du risque temporaire ou chronique de malnutrition et de sous-alimentation nuisant à la croissance et au travail 	
(6) Accroissement de la morbidité et de la mortalité	Droit à la santé (Article 12)
<ul style="list-style-type: none"> - Déplacements massifs entraînent de graves déclin des niveaux de santé - Stress social et traumatismes psychologiques - Épidémies (parasitaires et maladie à transmission vectorielle : schistosomiase et paludisme) 	

<ul style="list-style-type: none"> - Insalubrité de l'eau et systèmes d'égoûts improvisés : élévation des risques de diarrhée chronique, dysenterie, etc. - Les nourrissons, enfants et personnes âgées sont particulièrement touchés 	
(7) Perte de l'accès aux ressources collectives	Droit de ne pas être privé de ses moyens de subsistance (Article 1(2))
<ul style="list-style-type: none"> - Détérioration significative des niveaux de revenus et de subsistance particulièrement pour les personnes pauvres sans terre ou sans propriété qui perdent l'accès aux actifs qui appartenaient à la collectivité (pâturage, forêts, terres, plans d'eau, cimetière, carrières, etc.) - Généralement pas compensées par les gouvernements 	
(8) Désarticulation et désintégration sociale	Protection de la famille (Article 10 et 11) et le droit de participer à la vie culturelle (Article 15)
<ul style="list-style-type: none"> - Le déplacement disperse, brise, éclate et fragmente les communautés - Démantelement des modes d'organisation sociales, des liens interpersonnels, des liens de parenté, des relations clients-commerçants - Effacement des associations formelles et informelles, des services autogérés par le morcellement de leurs membres - « Life-sustaining informal networks of reciprocal help, local voluntary associations, and self-organized mutual service are disrupted. This is a net loss of valuable "social capital," that compounds the loss of natural, physical, and human capital¹⁹³ ». - « Traditional management systems tend to lose their leaders. The coerced abandonment of symbolic markers (such as ancestral shrines and graves) or of spatial contexts (such as mountains and rivers considered holy, or sacred trails) cuts off some of the physical and psychological linkages with the past and saps at the roots of the peoples' cultural identity¹⁹⁴. » - Capital social généralement ni perçu ni compensé par les programmes causant ces pertes et les conséquences sur le long terme 	
(9) Perte d'accès aux services publics	Droit à la santé (Article 12) et le droit à l'éducation (Article 13)
<ul style="list-style-type: none"> - Perte d'accès à l'éducation et au système de santé - Handicape une ou plusieurs générations et se traduit sur le long terme par une marginalisation sociale et économique 	

(10) La perte ou abus de droits humains entre autant dans les causes que les conséquences du déplacement. En fait, l'abus de droits humains et la perte qui s'ensuit sont la translittération juridique des phénomènes sociaux et économiques mentionnés et observés. Soit des droits auront été violés pour permettre à ces risques de prendre forme, soit leur matérialisation entraînera des violations. Le déplacement forcé pose le risque de vider les

193 Michael M. Cernea, *Impoverishment Risks, Risk Management, and Reconstruction: A Model of Population Displacement and Resettlement*, Washington DC, 2004 à la p 23.

194 *Ibid.*

individus de leur personnalité juridique et de leur possibilité de recours. Nous en revenons à trois constats : le premier de Micheal Cernea pour qui « The result is a crisis », le deuxième de Hannah Arendt selon lequel c'est le droit d'avoir des droits qui est finalement en cause, et le troisième, de notre part, selon lequel le système en entier entre en crise et risque sa légitimité du fait du déplacement forcé. Tout se jouera finalement sur la manière de l'État de gérer ce déplacement.

En conclusion, l'appauvrissement et l'accroissement de la vulnérabilité sont présentés comme les deux facteurs clés de l'ensemble des conséquences du déplacement. Les risques ayant été identifiés par le modèle d'IRR, nous pouvons clairement affirmer que le développement pose un risque direct quant à la subsistance. Ainsi, la dynamique juridique fondamentale sous-jacente qui émerge est la dualité entre le droit au développement et le droit à la subsistance que nous explorerons plus en profondeur dans les prochains chapitres.

CHAPITRE II

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE PERSONNES DÉPLACÉES EN CHINE : LE DÉVELOPPEMENT

Ce deuxième chapitre contient les éléments statistiques et factuels sur les facteurs de déplacement ciblés pour notre étude. À partir des sept catégories évoquées au précédent chapitre, nous avons sélectionné celles qui en contexte chinois semblaient les plus pertinentes pour rendre compte tout à la fois de la spécificité du déplacement causé par le développement et de l'étendue de la problématique. Au delà de ces catégories, nous distinguons trois niveaux de relations entre le développement et le déplacement. Chacun de ces niveaux comporte différents impacts et implications, dont un engagement variable des acteurs en cause et plus particulièrement de l'État et de ses paliers gouvernementaux. La prise en compte de cette division et du rôle des acteurs concernés permettra d'orienter la recherche de solutions et les recours envisageables, étape prévue au quatrième chapitre. Le premier niveau de relation lie le déplacement comme conséquence diffuse et indirecte du développement. Le second niveau implique que le déplacement en soit la conséquence directe et explicite. Le troisième niveau inverse la relation de causalité en impliquant que le déplacement soit plutôt le moyen de développement. Après avoir dressé un portrait global des migrations internes à la Chine relative au développement dans une première section (2.1), notre chapitre comportera trois autres sections, se croisant avec les niveaux de relation identités. Ainsi, la seconde section porte sur l'urbanisation et l'industrialisation qui induisent des déplacements généralement de manière plus ou moins directe (2.2). La troisième se rapporte aux méga projets de développement, construction de barrages et d'aqueducs géants qui sont reconnus comme impliquant directement et explicitement le déplacement de populations, par exemple celles localisées dans les futurs bassins (2.3). La quatrième porte sur le plan de déplacement de 3 millions de résidents de la province du Shaanxi ayant pour but officiel la réduction de la pauvreté et le développement (2.4).

2.1 La Chine, un État mouvementé

Dans la présente section, nous dressons un portrait global des migrations liées au développement en RPC, que celles-ci soit directes, indirectes ou en soit le moyen. Les nombreux cas de figure impliquent un amalgame de migrations involontaires, forcées, librement consenties, par choix éclairé ou non, ou encore contraintes par des changements structurels. Il s'agit de fournir une impression dynamique des migrations internes. D'abord, quelques données sur les migrations dans le cadre de projets de développement seront présentées. Ensuite il sera question des migrations induites par le développement au sens large ainsi que de quelques indicateurs socio-économiques.

Depuis les années 1990, près de 10 millions de personnes auraient été déplacées par année par des projets de développement d'infrastructures à travers le monde¹⁹⁵. En comparaison, durant les cinquante dernières années en Chine, 40 millions de personnes, dont 13,6 millions dans les années 1990, ont été déplacées par des projets de développement¹⁹⁶. Depuis les 40 dernières années, le gouvernement chinois aurait déplacé près de 800 000 personnes par année aux fins de développement : barrages, aqueducs, réseau électrique, infrastructures routières et ferroviaires, zones industrielles et commerciales, etc. Les motifs de déplacements sont nombreux et les réactions particulièrement vives : 180 000 serait le nombre estimé de manifestations tenues par année dans l'ensemble de la Chine¹⁹⁷. L'enjeu de déplacement gagne en importance alors que la Chine doit encore étendre son réseau hydroélectrique. En effet, elle doit satisfaire à la demande énergétique montante et conserver son rythme de croissance économique, notamment pour créer des emplois aux travailleurs migrants, les *mingong* qui arrivent massivement dans les centres urbains et répondre aux exigences populaires.

Le développement et plus particulièrement les inégalités du développement sont directement au cœur de ces mouvements migratoires. L'inégalité globale du revenu en Chine peut se décomposer en trois éléments : « l'inégalité à l'intérieur des zones urbaines, l'inégalité

195 Cernea, « Risks, Safeguards and Reconstruction », *supra* note 9.

196 Shi Guoqing and Chen Shaojun, *China Resettlement Policies and Practices*, Nanjing, National Research Center for Resettlement, en ligne : <www.chinaresettlement.com>.

197 Kathleen E. McLaughlin, « China's Biggest Relocation Project Yet » *China Digital Times* (29 août 2011) à la p 1, en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2011/08/chinas-biggest-relocation-project-yet-2/>> [McLaughlin, « China's Biggest Relocation »].

à l'intérieur des zones rurales et l'inégalité entre les zones urbaines et rurales¹⁹⁸. » Le dernier élément domine les deux premiers¹⁹⁹ puisqu'il compte pour plus de la moitié de l'inégalité globale. Le ratio du revenu urbain moyen sur le revenu rural moyen par habitant fluctue de 2,50 à 2,90²⁰⁰. La question des sources de déplacements ouvre ainsi sur le coût social du développement économique fulgurant du pays et l'inéluctabilité de la génération de déplacés dans un tel contexte. En effet, « les migrations interprovinciales en Chine sont essentiellement motivées par les disparités socio-économiques induites par la stratégie de développement déséquilibré adoptée par les autorités²⁰¹. »

La forte pression démographique sur les terres arables maintient le revenu rural bas et incite les agriculteurs à chercher des emplois autre part²⁰². Parallèlement, plus le développement s'accroît, plus la superficie de terre cultivée s'amenuise contribuant à la pression susmentionnée et créant un cercle vicieux. En plus de cette perte quantitative, une diminution qualitative s'opère puisque les riches terres des deltas sont urbanisées, alors que de nouvelles terres moins productives sont défrichées en Mongolie intérieure et dans le Heilongjiang²⁰³.

Les *mingong*, ces paysans-ouvriers, quittent la campagne pour le milieu urbain dans l'espoir de meilleures perspectives d'emploi et d'un revenu plus élevé²⁰⁴. Le dynamisme économique et l'accès au marché et aux consommateurs qu'offrent certaines régions détermineront la demande adressée aux entreprises et leur besoin de main-d'œuvre. Les migrants privilégieront donc des destinations en fonction de ces critères. À titre d'exemple,

198 Nong Zhu et Sandra Poncet, « La dynamique migratoire des ruraux vers les villes » (2005) 91 Perspectives chinoises, en ligne : <<http://perspectiveschinoises.revues.org/913>> [Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes »].

199 Banque mondiale, *Sharing Rising Incomes - Disparities in China*, Washington, The World Bank Group, 1997.

200 Yaohui Zhao, « Labor Migration and Earnings Differences: The Case of Rural China » (1999) 47 : 4 Economic Development and Cultural Change aux pp 767-782.

201 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 13.

202 *Ibid* au para 14.

203 Julien Allaire, *Réformes foncières et émergence du localisme: l'incontrôlable urbanisation des terres arables en Chine*, 2005 à la p 13, en ligne : <<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00096011/en/>> [Allaire, *Réformes foncières*].

204 Poncet fait référence aux théories d'économie classique pour appuyer ces dires : W. Arthur Lewis, « Economic Development with Unlimited Supply of Labour » (1945) 47 : 3 The Manchester School of Economic and Social Studies 139 aux pp 139-191; Michael P Todaro, « A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries » (1969) 59 : 1 American Economic Review 138 aux pp 138-148.

les Zones économiques spéciales (Shantou, Shenzhen, Xiamen, Zhuhai), de par leurs mesures favorables aux investissements directs étrangers et leur accès central au marché, impliquent des secteurs intensifs en main d'œuvre et représentent des pôles d'attraction. De manière générale, la réussite des politiques d'ouverture, le développement économique rapide et les investissements directs étrangers massifs sont trois forces identifiées par Sandra Poncet et Nong Zhu comme incitant à la migration. En résumé, plus un marché est central, plus les perspectives d'emploi et de rémunération lui conféreront une force d'attraction puissante. Ces migrations massives, qui répondent donc à des forces centripètes, exercent à leur tour une pression sur les agglomérations chinoises qui doivent adapter leurs infrastructures déjà saturées et ainsi se livrer à une urbanisation et une industrialisation croissante.

Ainsi, depuis 1980, la liberté croissante des individus et les déséquilibres régionaux (zone rurale et urbaine, zone côtière et intérieure) ont mené à des mouvements massifs en direction des villes, brisant progressivement les contraintes sur la migration²⁰⁵. Ces migrations sont plus fortes entre les provinces voisines que lointaines. Cela traduit un effet de proximité²⁰⁶ causé par la corrélation positive entre l'éloignement et la hausse des coûts de la migration, le manque d'informations disponibles pour les migrants²⁰⁷ et la détérioration du réseau de contacts et de soutiens²⁰⁸. En bref, les coûts psychologiques (séparation) et financiers (frais de voyage, de téléphone, et surcoûts de logement, de santé, d'éducation, etc.)²⁰⁹ augmentent avec la distance²¹⁰. Les principaux flux interprovinciaux de migration rurale-urbaine sur les périodes de 1985-1990 et 1990-1995 sont représentés par les graphiques en Annexe A et totaliseraient pour la seconde période près de 133 millions d'individus. Toutefois, les migrations intraprovinciales sont bien supérieures aux migrations interprovinciales²¹¹ du fait de leurs surcoûts. Cette situation confirmerait que « les réseaux, les institutions et les valeurs communes qui facilitent les flux de personnes (ou les flux de

205 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 13.

206 *Ibid* au para 32.

207 *Ibid* au para 33.

208 Sandra Poncet, « La dynamique des migrations intérieures en Chine. Frontières et forces centripètes » (2004) 55 : 3 *Revue économique* 623 aux pp 623-632.

209 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 32.

210 Ces coûts seraient néanmoins plus bas pour ceux qui s'installent au sein de communautés issues des migrations antérieures d'amis ou de membres de leur famille, voir *ibid*, au para 33.

211 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 34.

marchandises) sont au moins en partie déterminés par les frontières²¹² » internes.

Pour illustrer et contextualiser le développement de la Chine, utilisons quelques indicateurs économiques, démographiques et environnementaux :

Cinq indicateurs sociaux et économiques pour la RPC (1975-2005)

	Empreinte écologique totale (hectares par habitant)	Indice de développement humain	Population urbaine (en %)	Population totale (en milliard)	Produit intérieur brut (US\$ constant, en milliards)
2005	2,1	0,777	40	1,310	1889
2000	1,7	0,732	36	1,270	1198
1995	1,5	0,691	31	1,210	792
1990	1,4	0,634	27	1,150	444
1985	1,3	0,595	23	1,060	304
1980	1,2	0,559	20	0,983	182
1975	1,1	0,530	17	0,915	133

Aux fins de comparaison, mentionnons l'Inde en 2005 dont l'empreinte écologique totale était de 0,89, et un IDH de 0,619. Les États-Unis se situeraient avec une empreinte écologique de 9,4 et 0,955 pour l'IDH à pareille date²¹³. Bien que tous les indicateurs du tableau témoignent d'une augmentation constante du développement économique, c'est celui relatif au pourcentage de la population en milieu urbain qui représente le plus efficacement la rapide urbanisation de la Chine.

Quoi qu'il en soit, ce phénomène migratoire massif dû au développement masque et complexifie les relations sociales en jeu, leur étude et les dynamiques migratoires à plus basse échelle. Ajoutons-leur toutes les causes de migrations extérieures au développement²¹⁴ et nous obtenons un portrait migratoire dont la complexité ouvre de nombreuses possibilités de recherche. En résumé, la RPC est un État plutôt mouvementé que ce soit sur le plan économique ou social. En plaçant notre loupe sur la Chine, nous avons *de facto* répondu à l'un des deux critères de la définition d'une PDI, soit interne à la Chine. Le second critère, la notion de contrainte, sera étudié et précisé à travers le reste du chapitre. Les conséquences profondes du développement seront sondées à travers les trois sections suivantes où nous aborderons consécutivement les migrations liées à l'urbanisation et à l'industrialisation, celles ayant trait aux mégaprojets de développement et celles ayant pour objectif même le développement.

212 *Ibid.*

213 Données tirées du « Trendanalyser » de Global Footprint Network, en ligne : Global Footprint Network <<http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/trendalyzer/>>.

214 Par exemple, en cas de désastres naturels : celui du Sichuan aura déplacé 5 millions de personnes.

2.2 L'urbanisation et l'industrialisation : les zones grises du développement

À l'aide des données de la précédente section, nous sommes à même de saisir l'importance des migrations associées à l'urbanisation et à l'industrialisation. Toutefois, nous devons déterminer lesquels parmi ces millions de migrants peuvent être considérés comme PDI. Cette section débute par une brève présentation d'enjeux liés à l'urbanisation et l'industrialisation²¹⁵. Ensuite, nous détaillerons les phénomènes migratoires liés à ces projets ainsi que leurs principales caractéristiques.

L'urbanisation des terres arables est l'une des pommes de discorde entre les gouvernements locaux et le pouvoir central²¹⁶. En effet, ce dernier surveille les terres d'un usage non agricole puisqu'il doit se concentrer sur la pérennité de la sécurité et de la souveraineté alimentaire de la Chine qui possède 7 % des terres arables du monde pour 20 % de la population mondiale²¹⁷. Inversement, les administrations locales pensent plutôt à leurs objectifs locaux de performance, à leur progression économique au sein de la RPC²¹⁸ et à la satisfaction immédiate des revendications de nature économique de la population. Or, « la réquisition de terrains agricoles et la reconversion en terrains commerciaux représentent 25 à 30 % des revenus des municipalités²¹⁹ » et même jusqu'à 70 %²²⁰. En effet, les terres ayant un potentiel d'urbanisation représentent une importante source de financement ainsi que l'espace nécessaire à l'expansion de l'activité des villes. Conséquemment, que ce soit pour réduire la densité de population dans les centres-ville²²¹, désengorger les zones résidentielles, accueillir les migrants économiques, implanter de nouvelles activités économiques et subventionner les infrastructures répondant aux besoins de la population²²², les villes ont urbanisé d'importantes superficies. Comme nous le rappellent les formules de Gonzet utilisées par Sandra Poncet et vues à la précédente section, plus une ville offre d'opportunités d'emploi, plus elle est susceptible d'attirer des migrants. Plus l'accaparement de terre s'accroît, plus les paysans

215 À cette étape nous nous contentons de faire état des causes migratoires et de l'échelle de l'urbanisation. Au prochain chapitre, les modalités de transfert de terres, de droits d'usage, de versement de compensation et de l'encadrement juridique seront abordées spécifiquement.

216 Allaire, *Réformes foncières*, *supra* note 203 à la p 10.

217 *Ibid* à la p 13.

218 *Ibid* à la p 10 et 16.

219 *Ibid* à la p 11.

220 *Ibid*.

221 *Ibid* à la p 13.

222 *Ibid* à la p 16.

tirant leur revenu de la terre sont eux-mêmes appelés à migrer autre part pour se trouver un emploi. La transformation des activités économiques d'un village qui change de statut pour une ville implique le même type de phénomènes migratoires, attractif et répulsif. Notons que pour la période 1986 à 1996, 27 villes se seraient étendues en moyenne de 50 %, dans un écart variant de 25 à 75 %²²³. Cet accaparement de terre opère à travers quatre marchés : le marché primaire de la réquisition des terres rurales, le marché secondaire de la concession des droits d'usage du sol urbain, le marché tertiaire d'échange des droits d'usage du sol urbain et le marché noir²²⁴.

Les chiffres présentés à la précédente section illustrent l'opération de ces changements. Toutefois, nous sommes aux prises avec l'imprécision qualitative des motifs migratoires relatifs à ces données. Ainsi, à défaut de compter avec exactitude la quantité de PDI générée par l'industrialisation et l'urbanisation, nous pouvons relater l'existence de ces situations et leurs conséquences migratoires potentielles. En fait, les projets d'urbanisation et de développement industriel engendrent des changements économiques et sociaux structurels qui conduisent à un double effet migratoire : attractif et répulsif.

L'effet attractif se fait sentir pour des personnes de l'extérieur en quête d'un milieu potentiellement plus prospère que le leur ou offrant le type d'emploi recherché. C'est par exemple le cas des *mingong*, mentionné à la première section. Cependant, même par choix et dans l'espoir d'améliorer leur niveau de vie, des migrants peuvent aboutir en fin de parcours sans emploi dans des zones surpeuplées, insalubres et propices à la marginalisation tant sociale qu'économique. Bien qu'il soit difficile de diagnostiquer le critère de contrainte nécessaire à la définition d'une PDI, ces migrants n'en sont pas moins des victimes du développement.

Un effet répulsif existe également pour les personnes qui ne trouvent plus leur compte et qui ont de la difficulté à s'adapter au milieu transformé ou en cours de transformation par l'industrialisation et l'urbanisation. Cet effet migratoire est particulièrement diffus et l'élément de « contrainte » de la définition d'une PDI n'est, une fois encore, pas nécessairement satisfait. Toutefois, certains projets spécifiques, telle la construction d'autoroutes, de voies ferrées ou de zones commerciales ou industrielles, à la manière des mégaprojets de développement, prévoient explicitement l'éviction des personnes vivant sur les futurs sites de

223 *Ibid* à la p 12.

224 *Ibid* aux pp 5-6 et 8.

construction ou le non-renouvellement, malgré leur volonté de l'usage du sol urbain. Le cas échéant, il convient d'établir que ces individus correspondent à la définition d'une PDI et sont des déplacés « directs » du développement. Les individus vivant à la limite extérieure de ces zones subiront également les effets de ce développement : perte potentielle de clients, changement dans la nature de l'économie, pollutions, etc. À défaut de pouvoir être catégorisés comme PDI, sans avis d'éviction ou visite inopinée des autorités, ces déplacés « indirects » du développement en paient tout de même les frais. En somme, l'urbanisation et l'industrialisation se situent dans une zone grise entre le premier et le second niveau de relation établi à l'introduction du chapitre, puisque les migrants seront soit directement ou indirectement affectés par le développement.

La caractéristique principale de cette catégorie de projets est d'être soumise à la multiplicité des paradigmes locaux de développement. Même sous l'impulsion d'une directive centrale, le contrôle effectif et la mise en oeuvre des projets et l'atteinte des objectifs de développement retombent entre les mains des autorités locales²²⁵. L'industrialisation et l'urbanisation sont donc des causes de déplacement complexes car empreintes de localisme : culture et protectionnisme local, adaptation et interprétation locale des normes juridiques de l'État central ou des législations des paliers supérieurs à l'emplacement de mise en oeuvre, etc. De nombreux facteurs entrent alors en ligne de compte et la recherche des fondements juridiques et extrajuridiques de tels projets doit se faire à de multiples échelons. Nous approfondirons ces éléments de réflexion et cette recherche au prochain chapitre (sur l'ordre juridique interne), car nombre de transformations du système juridique ont présidé à la création de ces situations.

En résumé, ces projets de développement, bien que visibles par imagerie satellite dans le cas de l'étalement urbain, ne sont pas aussi marquant pour le public que les mégas projets développement, mais génèrent autant de déplacements sinon davantage. Toutefois, tous ces déplacements ne peuvent être considérés comme forcés. Ainsi, le critère de contrainte de la définition d'une PDI ne s'applique pas en toutes situations et serait même particulièrement difficile à déterminer pour plusieurs d'entre elles. La contrainte économique, le facteur de pauvreté, le manque de possibilités au sein d'un milieu, la dégradation de l'environnement par

225 *Ibid* à la p 10.

les polluants, le stress hydrique, social ou l'angoisse économique ne se matérialisent pas en des indicateurs numériques pour lesquels un niveau précis impliquerait irrémédiablement la contrainte. Au contraire, la contrainte est un sentiment soumis à la subjectivité que les sciences économiques, sur lesquels se basent ces approches de développement, ne prennent essentiellement pas en compte, oubliant *de facto* l'apport des autres sciences humaines et sociales. Force est de constater que le développement induit tout de même des déplacements de gré ou de force et que certains individus seront des victimes du développement plutôt que des bénéficiaires.

2.3 Mégaprojets, mégadéplacements : les réservoirs

Cette section se rapporte aux mégaprojets de développement. Ceux-ci correspondent au second niveau de relation entre le développement et le déplacement puisqu'ils impliquent explicitement et directement le déplacement des populations se trouvant sur les lieux des futures constructions. Sans refaire l'historique complète des barrages en Chine, il importe de soulever les tangentes et les faits marquants de ces projets qui se distinguent des autres principalement de par leur taille. Nous traiterons des déplacés des réservoirs, en abordant consécutivement quelques statistiques globales, le barrage Trois-Gorges et l'aqueduc géant du projet de transfert d'eau sud-nord.

Selon les conclusions d'une étude de plusieurs années, menée par la Commission mondiale sur les barrages (CMB ou WCD), « impoverishment and disempowerment have been the rule rather than the exception with respect to resettled people around the world²²⁶. » La Commission estime également entre 40 et 80 millions le nombre de personnes déplacées par des barrages de par le monde, alors que seulement vers la fin des années 1980 en Chine, près de 10 millions de personnes pouvaient compter parmi des « reservoir settlers », les déplacés des réservoirs²²⁷. Toutefois, ces nombres ne comprennent pas les millions d'autres personnes vivant en amont ou en aval des barrages qui ont subi, selon les termes de la WCD, « livelihood displacement²²⁸ » soit un déplacement de leurs moyens de subsistance. Fin 1990, une étude mesurant l'effet des déplacements par les barrages en Chine affirme que le

226 Jose Bartolome et al., *Displacement, Resettlement, Rehabilitation*, supra note 188.

227 Robinson, *Risks and Rights*, supra note 9 à la p 15.

228 World Commission on Dams, *Dams and Development: a new framework for decision making*, 2000 à la p 104 en ligne : <<http://www.unep.org/dams/WCD/>>.

tiers des déplacés auraient rétabli leur niveau de vie à des standards satisfaisants, le second tiers s'en tiendrait qu'à des activités de subsistance, alors que le troisième tiers serait embourbé dans la pauvreté²²⁹. Selon la Banque mondiale, 60 % des déplacés de certaines régions de la Chine vivraient sous le seuil de la pauvreté et nombreux dépendraient du gouvernement pour les rations alimentaires²³⁰.

Un rapport de 1993-1994 indiquait une tendance du gouvernement chinois à sous-estimer les fonds nécessaires au déplacement et son hésitation générale à payer les pleins coûts²³¹. Toutefois, le gouvernement reconnaissait lui-même à l'époque que 46 % des personnes relocalisées sur l'ensemble du territoire n'avaient pas encore été réinstallées convenablement et étaient à haut risque²³². En 1996, le Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale rapporte toutefois deux exemples de succès probant. En effet, les déplacés du barrage Shuikou dans le Fujian et du barrage Yantan dans le Guangxi, respectivement 80 000 et 43 200 personnes, bénéficieraient de meilleurs emplois qu'avant le déplacement et du plus haut taux de compensations de tous les projets, soit 50 000 *yuan* par personne. Le barrage de Xiaolangdi, 180 000 personnes, serait aussi cité en exemple pour les mêmes motifs et les efforts déployés par le gouvernement chinois : création d'industries et d'emplois, irrigation intensive pour permettre les cultures de rentes, formation professionnelle et technique, congé de taxe, nouvelles habitations, etc²³³. De plus, ce dernier projet a été supervisé par une commission nationale et internationale indépendante. Malgré certaines difficultés étant apparues sur le long terme et des retombées moins intéressantes que prévues, ces projets représentaient pour la Banque mondiale des modèles de l'utilisation du déplacement comme opportunité et levier de développement²³⁴. D'abord présenté pour avoir les meilleurs politiques parmi les pays en développement quant aux déplacements de population, durant les années 1980 et 1990, le portrait s'est progressivement noirci. En plus

229 Ministry of Water Resources Resettlement Office, *Selected essays on reservoir resettlement and poverty alleviation* (1988), à la p 142, en ligne : <<http://www.mwr.gov.cn/english/>>.

230 Martin Stein, « The Three Gorges: the unexamined toll of development-induced displacement » Janvier-Avril : 1 Forced Migration Review 7 à la p 7.

231 Voir Box 2: The World Bank on Resettlement in China, dans International Rivers Network, *Human Rights Dammed Off at Three Gorges: An Investigation of Resettlement and Human Rights Problems in the Three Gorges Dam Project*, Berkley, 2003, 29 à la p 5 [IRN, *Human Rights Dammed Off*].

232 *Ibid.*

233 *Ibid.*

234 *Ibid.*

des manifestations et recours collectifs, plusieurs communautés déplacées par des barrages depuis la création de la RPC protesteraient silencieusement par rapport à leur paupérisation²³⁵. Un Panel d'inspection indépendant de la Banque mondiale révélait incidemment que la Banque aurait renoncé à ces propres normes et principes lorsqu'elle travaillait en Chine²³⁶.

Cinq principaux problèmes relatifs aux déplacements dans le cadre de la construction de barrages émergent du tableau global selon la WCD : (1) l'information est incomplète ou inadéquate sur le projet, la nature et la taille du déplacement, de la réinstallation et de la reconstruction; (2) les déplacés ne jouent pas de rôle dans le développement et élaboration des plans; (3) le processus de relocalisation est souvent traumatisant, involontaire et prolongé; (4) les indemnisations inadéquatement évaluées et surveillées; et (5) les nouveaux sites sont en proie à des infrastructures de piètre qualité et des relations problématiques avec les communautés hôtes²³⁷. En effet, l'exemple du barrage des Trois-Gorges et de l'Aqueduc géant sud-nord permet un éclairage de ces cinq éléments.

Le projet des Trois-Gorges²³⁸ fut controversé dès ses débuts et les critiques²³⁹ fusèrent

235 Particulièrement à Dongpinghu dans le Shandong (278 000 personnes), Xianjiang dans le Zhejiang (306 000), Sanmenxia dans le Henan et le Shaanxi (319 000), Jinzhai dans le Anhui (100 000), Xinfeng dans le Guangdong (293 000) et Dangjiangkou dans le Hubei (383 000) : Stein, « The Three Gorges: the unexamined toll of development-induced displacement », *supra* note 230 à la p 8; Peter Lee, « China's sorrow, China's embarrassment : The great relocation that failed » *Asia Times Online* n° 1, en ligne : <<http://atimes.com/atimes/China/LJ13Ad02.html>>.

236 IRN, *Human Rights Damned Off*, *supra* note 231 à la p 6.

237 Jose Bartolome et al., *Displacement, Resettlement, Rehabilitation*, *supra* note 188 à la p iii.

238 Devant réduire la dépendance au charbon et devenir le centre d'expansion de la capacité énergétique de la Chine, le projet devait également, selon les arguments en sa faveur, contrôler les flots du Yangtze, réduire les risques d'inondation durant la mousson, etc. R. Fuggle et W.T. Smith (Hydrosult Canada Inc. et Agrodev Canada Inc.), *Large Dams in Water and Energy Resource Development in the People's Republic of China (PRC). Annex 2: The Three Gorges Project on the Yangtze River. A Working Paper prepared for the World Commission on Dams*, 2000.

239 Des préoccupations sont soulevées quant à la faisabilité technique, aux impacts environnementaux, à la destruction de patrimoine culturel et sites archéologiques, au manque de transparence, à l'absence de mécanisme indépendant de plainte, au déplacement d'autant de personne sans leur participation dans les processus de décision, aux compensations souvent inadéquates ou perçue comme des leurres, au processus de déplacement qui fut conduit dans une atmosphère de secret et d'intimidation et à un usage excessif de la force à l'endroit des protestataires, ce qui aurait transformé le projet en un instrument de répression et d'abus de droits humains, voir Human Rights Watch Asia, *The Three Gorges Dam in China: Forced Resettlement, Suppression of Dissident and Labor Rights Concerns*, New York, Human Rights Watch, 1995; Grainne Ryder, dir, *Damming the Three Gorges—What Dam Builders Don't Want You to Know—A Critique of the Three Gorges Water Control Project Feasibility Study*, Ontario, Probe

de toute part également durant et après la réalisation du projet. D'abord refusé par le Conseil des Affaires d'État en 1989²⁴⁰, le projet passa à l'Assemblée populaire nationale en 1992 après de multiples tractations politiques et une fine majorité alors que plusieurs réformateurs d'avant plan se montraient préoccupés et sceptiques. Selon ce qui est perçu du cercle politique fermé de la Chine, le projet serait davantage le reflet d'une vieille garde bureaucratique tentant de conserver le centralisme de l'État sur le secteur énergétique²⁴¹. Considérés par les uns comme le coût inévitable du développement pour la Chine, d'autres études démontraient l'existence de solutions plus efficaces et aux impacts négatifs et aux coûts moindres. Finalement, démarré en 1994 et complété en 2009 pour un coût total de 25 milliards de \$US, le barrage des Trois-Gorges a inondé plus de 1000km² de terre, déplaçant 1,2 million de personnes²⁴². Jugeant les plans de déplacement insatisfaisant²⁴³, la Banque mondiale, qui avait aidé la Chine à préparer l'étude de faisabilité, refusa de financer le projet²⁴⁴.

Au départ le gouvernement central devait contrôler le moindre détail du plan. Puis en 1998, davantage de latitude fut donnée aux individus sur le choix de la relocalisation. Ensuite, en 1999, sous l'impulsion du Premier Ministre Zhu Rongji, le Conseil des Affaires d'État fit une refonte des politiques du projet et fixa les délocalisations²⁴⁵ tout en transférant

International, 1993.

240 Initialement refusé suite à la présentation du livre de Dai Qing « Yangtze! Yangtze! » soulevant des préoccupations relatives aux impacts économiques, sociaux, environnementaux et au contrôle des flots.

241 IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 7.

242 Réparties en 17 villes, 109 bourgs : Stein, « The Three Gorges: the unexamined toll of development-induced displacement », *supra* note 230 à la p 7.

243 40 milliards de yuan était prévu pour le déplacement, alors que des études estimaient un minimum de 195 milliard : Samuel Wang, « Migration for Flood Control » (1996) n° 3 *China Strategic Review*; Sur la Banque mondiale, voir : Jiahua Pan, « Environmental Costs and Social Implications of Reservoir Flooding: The Case of the Resettlement Program as Part of the Three Gorges Dam Project in China » (1995) Beijing, Chinese Academy of Social Sciences à la p 9.

244 Cependant, à travers leurs agences de crédits, les gouvernements d'Allemagne, de Suède, du Brésil de Suisse et du Canada financèrent le projet pour 1.4 milliard de \$US, alors que les Banques Morgan Stanley, Merrill Lynch, JP Morgan, Deutsche Bank et Barclays Capital ont fourni près de 2 milliards à la Banque chinoise de développement. Voir : IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 2.

245 Les résidents ruraux de la zone du réservoir de Chongqing (71 129 personnes) devaient être déplacés dans 11 autres provinces de l'est, soit celles bénéficiant de l'électricité du barrage. De plus, 30 000 personnes devaient être déplacées autour de Chongqing et 25 000 hors des environs du barrage dans la province de Hubei. Le million restant devrait être relocalisé dans la région des Trois Gorges, mais plus en hauteur. Voir : Martin Fackler, « China Speed Up Resettlement », *Associated Press*, 20 janvier 2002, en ligne : <http://www.ourmidland.com/import/article_33be7d26-21c4-5dc8-8cdd-88c13273d66f.html?mode=story>.

aux autorités locales la prise en charge des déplacements. Or, contrairement aux règlements chinois, aucune étude de faisabilité n'a été commandée pour être terminée avant la fin de la mise en œuvre de ces politiques²⁴⁶.

Également, les performances des bureaux locaux de réinstallation varient considérablement d'un endroit à l'autre²⁴⁷. Même guidés par la régulation centrale, les gouvernements des préfectures et districts sont libres de formuler leurs propres régulations sur tous les aspects²⁴⁸. Par exemple, dans certains villages les déplacés ont dû reconstruire eux-mêmes leur habitation alors que pour d'autres, elles leur ont été fournies en plus d'une terre. C'est le gouvernement local qui détaille les règles en matière de compensation, de forêt, de puits, etc. Or, même au sein d'un district, ces règles varient comme les gouvernements des cantons ont également la capacité d'en émettre²⁴⁹. Un changement structurel atteint également les déplacés du projet. En effet, la transition vers l'économie de marché et la modernisation aura ouvert et transféré au secteur privé un certain nombre de responsabilités. Également, cette transition a mené à l'élimination des ressources de l'État jusque-là disponibles pour les victimes des projets de développement, notamment via les compensations et sous la forme de terres ou d'emplois qui auraient dû être disponibles dans le cadre d'une économie centrale planifiée. Ainsi, les déplacés « are being dispossessed of their lands, homes, and livelihoods for a white elephant of central planning, without being offered the benefits of the system for which it claims to stand²⁵⁰. »

La corruption et les détournements de fonds se sont avérés être des obstacles majeurs²⁵¹ au bon déroulement du projet et au traitement équitable des déplacés. Ainsi, seulement en 1998, 12 % du budget total alloué aux relocalisations a été détourné et utilisé de manière inappropriée ou illégale. Les constructions « tofu²⁵² » de mauvaise qualité, en bambou plutôt qu'en acier, choquèrent Zhu Ronji qui fit conduire une enquête menant à la punition d'une centaine d'administrateurs et même à l'exécution de l'un d'eux. Afin de réduire la corruption, les autorités ont invité des experts extérieurs à réviser les procédures et la qualité des

246 IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 10.

247 *Ibid.*

248 *Ibid.*

249 *Ibid.*

250 *Ibid* à la p 2.

251 Voir Chapitre IV « Corruption and Embezzlement » dans *Ibid* à la p 13.

252 *Ibid.*

constructions, mais pas les déplacements, alors qu'elles admettent qu'il s'agit de la partie la plus difficile du projet²⁵³.

L'augmentation de la pauvreté chez une majorité de déplacés ruraux reste préoccupante comme le chômage chronique en milieu urbain²⁵⁴ et les promesses non tenues quant aux compensations, aux emplois²⁵⁵ et aux terres (généralement de qualité ou de superficie inférieure²⁵⁶). Bien que les familles pouvaient généralement envoyer un membre visiter leur destination (hors-province) avant de prendre une décision finale, des communautés ont été dispersées, d'autres maintenues et plusieurs d'entre elles ont émis des plaintes à cause de heurts violents avec les communautés d'accueil qui les perçoivent comme des menaces²⁵⁷. Aujourd'hui, une importante quantité de migrants revient dans leur ancien district et canton. Cet effet de retour implique que les ressources allouées à la relocalisation auront été perdues et que les mesures d'insertions se seront avérées inefficaces.

Plus récemment, un second projet d'une ampleur comparable fait les manchettes. En effet, la désertification accélérée et la pression démographique sur les grandes agglomérations posent de sérieux problèmes d'accès à l'eau auxquels devrait²⁵⁸ pouvoir pallier la construction d'un aqueduc géant en trois axes. Une ligne orientale de 885 *miles* de long reliant Hangzhou et Beijing et suivant le Grand Canal fut entreprise en 2002 et devrait être prête pour 2013. La ligne du milieu, débutée en 2003 et prévue pour 2014²⁵⁹, totaliserait 766 *miles* et pourrait même être prolongée. La ligne occidentale, toujours à l'état de plan, amènerait de l'eau du plateau tibétain. Cependant, le dépassement des coûts remet en question sa construction et jette un doute sur la capacité d'assurer un suivi durable auprès des populations qui seront

253 *Ibid* à la p 12.

254 Dans les zones urbaines de réinstallation certaines des entreprises d'État fonctionnent à perte ou ont fait faillite. En attendant que les nouvelles infrastructures de transport bénéficient aux régions en attirant les investissements, le sous-emploi persiste

255 Par exemple, plusieurs industries engagèrent quelques milliers de paysans qui furent mis à la porte aussitôt les délais obligatoires passés.

256 Des impacts environnementaux imprévus ont d'ailleurs forcé la reforestation de terres devant être allouées pour l'agriculture à quelque 125 000 paysans. IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 12.

257 *Ibid* à la p 10.

258 Selon les autorités, l'aqueduc est une solution, toutefois des observateurs étrangers ne croient pas qu'il s'agisse d'une *solution* viable et durable, voir Barbara Demick, « China moving heaven and Earth to bring water to Beijing », *Los Angeles Times*, 29 septembre 2010, en ligne : <<http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fg-china-water-20100929,0,6630844,print.story>>.

259 Voir en Annexe D une fiche de l'histoire du projet.

réinstallées. Afin de fournir annuellement les 14,1 milliards de mètres cubes d'eau au nord de la Chine par écoulement naturel via la ligne du centre, le niveau du réservoir de Danjiangkou dans le Hubei doit être élevé de 14,6 mètres et forcera le déplacement de 330 000 personnes²⁶⁰ en trois ans, dont 100 000 au sein de leur municipalité et 230 000 hors de celles-ci. La moyenne annuelle des déplacements est établie à 110 000 personnes, donc 200 par jour. L'intensité du déplacement annuel est identique à celle du projet du Barrage des Trois-Gorges, duquel le gouvernement s'inspire pour établir les politiques du projet²⁶¹ et contourner les erreurs du passé. Afin d'éviter les protestations associées aux précédents projets, le gouvernement aurait augmenté les compensations et construit de nouveaux villages en entier munis de cliniques, d'écoles, de magasin général et de centre communautaire²⁶². Les déplacés bénéficieraient d'un soutien à la réinsertion, par exemple les 1600 personnes relocalisées en août 2010 ont été formées pour cultiver les nouvelles terres plus sèches que les précédentes. La culture cède néanmoins le pas au développement puisqu'il leur a également été enseigné un changement de diète, passant de nouilles à l'utilisation du riz, plus populaire dans cette partie du Henan²⁶³.

L'auteur d'un rapport comparant les politiques de réinstallation entre les deux projets en conclut que, malgré certains problèmes évidents, les principales lacunes des Trois-Gorges ont été prises en considération²⁶⁴. Ainsi, plutôt d'une migration forcée, sans préavis, le gouvernement a recours aux compensations et à une stratégie de persuasion²⁶⁵. Les documents²⁶⁶ relatifs aux projets présentent des politiques beaucoup plus détaillées et

260 Demick, « China moving heaven and Earth », *supra* note 258.

261 La similarité de la structure économique et culturelle des deux provinces, respectivement Hubei et Chongqing pour l'aqueduc et le barrage, permet ce rapprochement selon les autorités : International Rivers Network IRN, *Resettlement in Action: An Eyewitness Report from the Middle Route of China's South-North Water Transfer Project*, Berkley, 2010, 13 à la p 5 [IRN, *An Eyewitness Report*].

262 Demick, « China moving heaven and Earth », *supra* note 258.

263 *Ibid.*

264 IRN, *An Eyewitness Report*, *supra* note 261 à la p 5.

265 La transformation dans les années 1990 d'une économie planifiée à une économie de marché implique également une transition de méthodes, comme celle effectuée durant le cours même du projet du barrage des Trois-Gorges.

266 « Announcement by the Resettlement Bureau of Hubei Province on the Compensation Standards for Out-of-Municipality Resettlement in the Trial Phase in the Reservoir Area of the Middle Route of South-North Water Transfer Project (2010/6) » et le « Implementation Methods of Out-of-Municipality Resettlement for Agricultural People in the Reservoir Area of the Middle Route of South-North Water Transfer Project », rapporté par IRN, *An Eyewitness Report*, *supra* note 261

complètes que les précédentes²⁶⁷. À titre d'exemple, tous les migrants doivent recevoir 1,5 μ de terre arable en compensation directe de la terre. Ce type de transaction « *land-for-land* » est généralement considéré préférable aux compensations monétaires pour les ruraux²⁶⁸. Le budget des mesures postréinstallation a passé de 7 500 à 32 000 RMB, ce qui est malgré l'inflation 2,3 fois supérieur au taux des Trois Gorges. Également, une subvention de 600 RMB par année²⁶⁹ pour 20 ans pour tous les déplacés des moyens ou grands projets sera accordée²⁷⁰ ainsi qu'une assistance spéciale additionnelle pour la construction d'infrastructures²⁷¹. Finalement, les déplacés pourraient être les premiers à bénéficier des pensions de vieillesse, alors que le système est encore à l'essai dans le reste de la Chine. Cette pension et la formation gratuite d'un an pour trouver un emploi hors du secteur agricole forment un filet de sûreté²⁷².

Une campagne à l'essai dans la ville de Danjiangkou « 1000 Teams for Villagers, 10 000 Staff to Families » envoya 2000 employés de différents paliers gouvernementaux dans les 6000 familles affectées pour expliquer les politiques, résoudre les conflits et faciliter les versements des compensations tout en assistant à la réinstallation²⁷³. L'appréciation de cette initiative mena à l'élargissement du programme. De plus, la municipalité de Danjiangkou précise que ces employés ne sont pas autorisés à migrer tant que les familles dont ils sont responsables n'ont pas accepté le déplacement²⁷⁴. Cette mesure de coercition sociale altère et redirige les foyers de tensions sociales.

Quant aux personnes réinstallées, elles sont encouragées à élire des représentants pour

à l p 6.

267 Sur les compensations et les mesures : IRN, *An Eyewitness Report*, supra note 261 à la p 5 et 6.

268 *Ibid* à la p 6.

269 Le salaire moyen, d'un fermier est de 4 868 RMB et dans certaines provinces, beaucoup plus bas : *Ibid* à la p 7.

270 Selon le document « Opinions about Improving Post-resettlement Assistance Policies for Medium and Large Reservoirs (2006/17) » du CAE et le *Regulation on Resettlement and Land Compensation for the Construction of Large- and Medium-Scale Hydropower Projects* (State Council Order 471), cité par : *Resettlement in Action: An Eyewitness Report from the Middle Route of China's South-North Water Transfer Project*, Berkley, 2010, 13 à la p 7.

271 *Ibid*.

272 *Ibid*.

273 *Ibid*.

274 Il existe des exemples très problématiques de l'utilisation des proches dans ce système de responsabilité collective, voir : Anne S Y Cheung, « Public Opinion Supervision: A Case Study of Media Freedom in China » (2007) 20 : 2 Colum J Asian L 357 aux pp 371-372 [Cheung, « Public Opinion Supervision »].

former des comités de réinstallation locaux qui participent à la mise en œuvre des politiques, aux vérifications du versement des compensations, à la résolution de conflit, à la supervision des constructions des nouvelles maisons, à la négociation de leur coût avec les contracteurs, et autres tâches. L'auteur du rapport indique qu'en entrevue un membre d'un comité a confié s'être rendu sur les lieux de construction aux frais du gouvernement, pour négocier avec les contracteurs le prix des habitations. Comme le déplacement se déroule au sein de la province, les autorités éviteraient le phénomène de « retour » sur de longues distances contrairement à l'expérience des Trois Gorges. En contrepartie, il émerge un risque d'aggravation potentielle des tensions sociales au sein d'une province rurale déjà densément peuplée et en manque de terres²⁷⁵, augmentant du coup les risques écologiques. Malgré ces avancements, des lacunes apparaissent. Le manque de participation préalable à l'établissement des politiques et l'absence d'un choix de relocalisation, bien que simplifiant la gestion d'un projet d'une telle envergure, nient aux migrants la capacité de choisir leur futur²⁷⁶. Le quota maximal de 1,5 μ et l'éloignement de plusieurs nouveaux sites des grandes villes et des principaux axes routiers handicapent le développement et les moyens de subsistance. Quant à la limite du budget, établie à 25 milliards RMB²⁷⁷, elle compromettrait potentiellement l'atteinte de ses objectifs. En effet, du total moyen (75 8000 RMB), 28 600 seront utilisés pour le redémarrage agricole, dont 23 000 pour l'achat du 1,5 μ de terre auprès du gouvernement local, ce qui ne laissera qu'une mince part pour la relance de la production et le réemploi²⁷⁸. Or, bien que les pertes matérielles des migrants soient compensées, les habiletés en lien avec l'ancien milieu et leurs réseaux sociaux sont généralement perdues, rendues inutiles ou interrompues par le changement de milieu causé par la délocalisation²⁷⁹. Malgré les promesses d'une formation propre au réemploi, un capital et des ressources sociales importantes sont nécessaires à ces personnes pour s'adapter à leur nouvelle vie et acquérir des habiletés permettant de s'installer durablement²⁸⁰. Autrement, ces difficultés et les moyens de subsistance limités inciteront les migrants à se déplacer de nouveau pour trouver des emplois en ville ou revenir près de leur

275 IRN, *An Eyewitness Report*, *supra* note 261 à la p 1, 11 et 13.

276 *Ibid* à la p 9.

277 Jugée suffisante par le projet.

278 IRN, *An Eyewitness Report*, *supra* note 261 à la p 10.

279 Par exemple, l'aquaculture et les orangeries ne seront possibles dans les nouvelles localités.

280 Selon l'auteur du rapport, les mesures post-réinstallation seraient donc l'une des clés pour garantir le succès du projet.

ancien lieu de résidence, ce qui représenterait une perte importante des ressources consacrées au projet. Malgré le changement apparent de stratégie entre les projets du barrage et de l'aqueduc, les personnes situées dans la zone du réservoir sont des PDI du fait qu'ils n'auront pas, à terme, le choix de quitter. Nous devons toutefois noter une amélioration relative des conditions de déplacement et de réinstallation.

Avec plus de 25 800 « larges » barrages en Chine, soit plus que n'importe quel autre État, il serait ambitieux de généraliser les constatations relatives aux Trois-Gorges et au projet de la route du centre. Ceux-ci fournissent toutefois un portrait de l'étendue du spectre des possibilités. Il serait également difficile de généraliser à tous les projets de moindre échelle ces expériences puisqu'il s'agit de mégaprojets, de « projets d'État », soit gouvernementaux et politiques. Dans ces cas, les politiques de déplacement et les compensations sont unilatéralement décidées par le gouvernement provincial et approuvées par le Conseil des Affaires d'État avant les débuts du projet. De ceci, résulte un manque général de participation dans le processus décisionnel relatif aux politiques de déplacement qui se révèlent être un sujet politiquement sensible. Les mégaprojets sont pilotés par une instance qui coordonne l'ensemble des efforts ou en approuve le projet, mais l'application retombe entre les mains des autorités locales, augmentant les disparités et multipliant les cas de figures quant à l'interprétation des politiques centrales, aux résultats locaux et au traitement des déplacés. Inversement,

hundreds of small and medium-sized hydropower projects are currently developed in China by developers which have applied for carbon credits under the Clean Development Mechanism. These projects are of a commercial nature and generally cause resettlement on a much smaller scale. As a result, the compensation methods and resettlement standards can be more flexible, and dam affected people can sometimes negotiate with the project developers²⁸¹.

Si certains entrepreneurs semblent avoir compris l'importance de la participation de la population locale dans le succès des projets²⁸², la « flexibilité des standards » peut également exprimer l'opposé. Il semblerait que tous projets confondus, les personnes touchées peuvent faire l'expérience de migrations forcées et des conflits sociaux qui leur sont associés.

281 IRN, *An Eyewitness Report*, *supra* note 261 à la p 12.

282 Chaochua Zhang, « Resettlement Practices: Experiences at Xiaolangdi and Nam Theun II » (2012) 18 : 1 Hydro Review, en ligne : <<http://www.hydroworld.com/index/display/article-display/7330736673/articles/hydro-review-worldwide/Volume-18/Issue-1/Articles/Asia/Resettlement-Practices-Experiences-at-Xiaolangdi-and-Nam-Theun-II.html>>.

Également, de manière générale, la paupérisation aurait été jusqu'à maintenant le lot des personnes déplacées par les barrages en Chine. Les déplacements dans le cadre des mégaprojets nous laissent perplexes, car le bilan est mitigé et les perspectives futures incertaines. Des exemples tant de succès que d'échecs retentissants se mêlent au total des projets et parfois même au sein d'un seul. Rappelons néanmoins que lorsque menés à bien, des avantages indéniables peuvent être tirés des projets qui deviennent alors des opportunités de développement tant économique que social. Malgré le tollé que suscitent ces mégaprojets, soulignons les plans du gouvernement chinois d'étendre la construction d'infrastructures hydroélectriques pour doubler la capacité énergétique afin d'atteindre 250 000 MW pour 2020²⁸³. La construction de telles infrastructures, visant à réduire la dépendance aux carburants fossiles, implique un important potentiel de déplacements.

Concernant les déplacés des réservoirs, il apparaît évident que ceux-ci appartiennent à la catégorie des PDI du fait de la nature involontaire de leur déplacement. Quant aux migrants qui ont subi un déplacement de leurs moyens de subsistance, nous aurions tendance à croire qu'ils peuvent également compter en partie ou totalement parmi les PDI. Toutefois, le degré de contrainte peut difficilement être évalué à l'instar des migrations en lien avec l'urbanisation et l'industrialisation au sens large. Néanmoins, les migrants n'auront pas choisi les circonstances menant à leur déplacement et nous pouvons nous questionner sur la part de libre-arbitre quant au « choix » de la migration lorsque les moyens de subsistance des personnes en causes disparaissent ou sont déplacés totalement ou en partie.

2.4 Le déplacement comme voie du développement : le cas du Shaanxi

Le troisième niveau de relation est la stratégie du développement par le déplacement. Le projet de la province montagneuse du Shaanxi, le plus vaste déplacement de population jamais envisagé en Chine depuis 1949, s'inscrit dans cette veine : déplacer 3 millions de personnes afin de réduire la pauvreté et les risques associés aux désastres naturels²⁸⁴. Après une description du projet, nous aborderons les principaux acteurs en cause et leurs motivations, après quoi nous terminerons sur les promesses, difficultés et défis envisageables

283 « China : International Rivers », en ligne : International Rivers <<http://www.internationalrivers.org/en/china>>.

284 Will Clem, « Shaanxi plans to relocate 3m rural residents », *South China Morning Post*, Shanghai, 8 décembre 2010.

relatifs au projet et à ces impacts.

Le projet s'échelonnant sur une période de 10 ans impliquerait le défi logistique de déplacer 300 000 personnes par année, soit presque 2 à 3 fois plus que les déplacements causés par le Barrage des Trois-Gorges. Plus particulièrement 2,45 millions de personnes seraient délocalisées de 28 localités des centres du Sud, Ankang, Hanzhong et Shangluo, selon le *Framework Plan for the Relocation and Resettlement of Residents in Southern Shaanxi Province (2011-2020)*. Également, 392 000 personnes des montagnes Baiyu, au nord de la province, sont ciblées²⁸⁵.

Ces régions hébergeraient certaines des communautés parmi les plus pauvres de Chine qui vivent présentement sur des terres montagneuses stériles et géologiquement instables, propices aux glissements de terrain, aux coulées de boue et aux tremblements de terre. Au Nord de la province, c'est plus particulièrement la sécheresse²⁸⁶ et surtout l'extrême pauvreté qui seraient les principales motivations du projet. Malgré les puits, réservoirs, caves à eaux et autres initiatives gouvernementales depuis les années 1980, la situation ne s'est pas résolue. Au Sud, autant les hauteurs que les vallées qui composent avec le risque supplémentaire d'inondation, sont menacées²⁸⁷. En effet, de 2001 à 2010, selon le *Shaanxi Province Department of Land and Ressources*, plus de 2 000 désastres géologiques ont eut lieu, faisant plus de 590 victimes et créant des dommages pour 46 milliards de yuans. De plus, les autorités calculent que seulement durant 2010, plus de 1 000 désastres se seraient produits, soit 10 fois plus que les années précédentes. Les pertes humaines et économiques associées à ces désastres sont considérables et certaines communautés vivraient dans la crainte constante des glissements de terrain²⁸⁸. Malgré les programmes nationaux de conservation de l'eau et

285 « 8 districts, 90 towns » des villes de Yulin et Yan'an : Cao Yin, « Project to relocate 392,000 people in Shaanxi », *China Daily*, 29 mars 2011, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-03/29/content_12240901.htm>.

286 Dans les pires situations relatives, les villageois ne peuvent prendre qu'une douche par année : « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas » *Global Times* (13 mai 2011).

287 Les vallées sont à haut risque d'inondation : la sédimentation et les glissements de terrain successifs auront eu pour effet de soulever le lit rivières, augmentant d'autant les risques d'inondation. Les pratiques agricoles prédatrices, la déforestation massive et le surpâturage ont détruit la végétation locale. L'industrie aurifère et les infrastructures routières et industrielles ont accéléré l'érosion des sols et l'envasement des rivières augmentant la fréquence des désastres.

288 Par exemple, au village de Laohu du département de Lueyang, les habitants prennent des tours de garde durant les pluies fortes pour sonner le gong d'évacuation en cas de glissements de terrain ou de coulée de boue : « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

des sols depuis 1989, la détérioration s'est poursuivie²⁸⁹. À titre d'exemple, les localités des environs de la ville de Qinba, au sud, sont en proie à des inondations majeures tous les 3,5 ans²⁹⁰. La ville fut durement touchée suite au tremblement de terre de 2008 du Wenchuan et continue de subir des inondations et des glissements de terrain annuels, selon un membre du bureau de secours aux sinistrés, relevant du *Civil Affairs Bureau of Hangzhong*.

Le manque de géologues et de ressources financières rend difficile l'évaluation et la prévention des risques et plusieurs communautés se retrouvent en situations particulièrement précaires. Parfois, même les terrains les plus sûrs d'une zone sont en réalité hautement à risque. Par exemple, 80% du territoire affecté par le glissement de terrain du 18 juillet 2010 du village de Qiyan de Ankang n'était pas balisé pour la protection et encore moins surveillé²⁹¹. Les habitants s'étaient construits sur l'emplacement le plus plat et considéré comme le plus sécuritaire, mais cela n'aura pas empêché son pire désastre en 200 ans. Quant à la ville de Ankang elle-même, les secteurs qui ne sont pas menacés par les glissements de terrain le sont par les inondations comme celle de 1983 qui a entraîné 900 décès²⁹².

Le manque de capacité opérationnelle pour répondre en cas de désastre majeur fait de la relocalisation de masse le seul moyen efficace pour pallier à ces dangers selon les autorités²⁹³. Un porte-parole de la région de Hangzhong affirme que de petites communautés accessibles uniquement par des kilomètres de sentiers de terre vivent isolées en montagne avec des installations très rudimentaires. Pour ce porte-parole, la relocalisation serait la manière la plus efficace d'améliorer leur subsistance²⁹⁴. De plus, les récentes inondations de 2010 dans la province et le tremblement de terre du Sichuan en 2008 causant une centaine de décès dans le sud du Shaanxi ont augmenté le sentiment d'urgence relatif à la mise en place un plan de relocalisation²⁹⁵. En effet, le nombre de zones à risque a passé de 229 à 630 dans le département de Lueyang et davantage de communautés demandent à être déplacées selon Ma Peijun, à la tête du *Geological Environment Monitoring Station at Lueyang County's*

289 Zheng Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *English Caixin*, 24 juin 2011 à la p 3, en ligne : <<http://english.caing.com/2011-06-24/100272827.html>>.

290 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

291 Meng Dengke, « Moving the Masses » *Southern Weekend* (31 janvier 2011) à la p 1.

292 *Ibid* à la p 2.

293 Clem, « Shaanxi plans », *supra* note 284.

294 *Ibid*.

295 *Ibid*.

*Department of Land and Resources*²⁹⁶. Ainsi, un document affiché au *Bureau provincial du Shaanxi pour la réduction de la pauvreté et le développement* en août 2010, cite les pertes humaines causées par les pluies abondantes²⁹⁷ comme motivation pour le projet de relocaliser les personnes des régions montagneuses du sud. Zhao Fasuo²⁹⁸ estime que la décision a également été aidée par la tendance accrue du gouvernement central à blâmer les autorités locales pour les catastrophes des dernières années²⁹⁹. Finalement, l'amélioration des finances provinciales et nationales rend désormais le projet plausible³⁰⁰.

Sur une période de 10 ans, l'industrialisation, l'urbanisation et la modernisation agricole auraient un coût total estimé de 115,94 à 123 milliards de yuans (17,84 à 18,94 milliards de dollars US), selon le *People's Daily*³⁰¹. Les principaux metteurs en scène de la relocalisation sont les paliers de gouvernementaux locaux, régionaux et provinciaux, mais les entreprises d'État sont également mises à contribution. Pour lever les fonds nécessaires et superviser la gestion du projet, le gouvernement provincial du Shaanxi a créé la *Southern Shaanxi Migration and Settlement Engineering Co Ltd* le 6 mai 2010³⁰², avec un capital de départ de 3 milliards de yuans provenant des deux actionnaires : le Bureau provincial des finances et la *Shaanxi Non-ferrous Metals Holding Group Co (SNMHG)*³⁰³. Un total de 6 milliards³⁰⁴ aurait été levé pour débiter la première phase du projet et les relocalisations de l'année 2011 qui se sont effectués dans la région de la ville de Qinba. De plus, *Shenhua Group*, le producteur de charbon le plus important en Chine, devait aider le gouvernement provincial à lever 2,2 milliards de yuans pour la relocalisation de Baiyu en 2011, dans le nord de la province³⁰⁵. Si certains voient une démonstration de responsabilité sociale des entreprises, d'autres croient que ces dernières auraient conclu des accords avec le gouvernement pour l'accès aux

296 Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289 à la p 2.

297 Trois incidents causant chacun plus d'une vingtaine de morts.

298 À la tête de l'Institut géologique de Chang'an University et de l'équipe provinciale d'intervention en cas de catastrophe.

299 Dengke, « Moving the Masses », *supra* note 291.

300 *Ibid.*

301 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286; Qihui Gao, « Massive resettlement launched in NW China » *China Daily* (27 mai 2011), en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-05/27/content_12593802.htm>.

302 Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289.

303 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

304 Un milliard provient du bureau provincial et deux milliards de la société minière, les trois milliards restant de prêts bancaires.

305 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

ressources de charbon, d'or, de fer ou de gaz dont la province recèlerait en abondance³⁰⁶. Le total de la valeur des ressources de ces deux régions s'élèverait à 42 billions de yuans, soit un tiers du total national, selon le site web du gouvernement provincial³⁰⁷. Celui-ci nie toutefois échanger ces ressources pour du financement³⁰⁸. « An Shanxi government official responsible for poverty alleviation projects told Caixin that in this case, SNMHG's primary objective as a state-owned enterprise is not to reap big profits, but to contribute to the larger social good³⁰⁹. » Quoi qu'il en soit, la participation des entreprises contribue à soulager les habitants du lourd fardeau de la relocalisation, mais jusqu'à quel point? En effet, pour les 77,22 milliards nécessaires à la construction des habitations dans les nouveaux emplacements du Sud, 71,59 milliards devront être levés par les résidents eux-mêmes³¹⁰. Pour résoudre ce problème, les administrateurs du projet et le gouverneur de la province, Zhao Zhengyong, plaident publiquement à la réduction de la charge qui incombe aux familles des migrants et ceci, en tentant de lever des fonds par différents canaux, dont obtenir de l'aide du gouvernement central³¹¹.

D'autres motivations au projet, extérieures aux objectifs officiels du projet, entreraient en jeu. En effet, une certaine proportion des personnes visées par le plan auraient de toute façon dû être déplacées par l'arrivée de l'aqueduc géant et la construction d'autoroutes et voies ferrées qui traverseront bientôt la région. De plus, le projet de diversion de cours d'eau sud-nord doit détourner la rivière Han, un affluent important du fleuve Yangtze pour approvisionner le Nord. Ce dernier projet implique également l'assainissement des cours d'eau concernés. Or, cet objectif va de pair avec, comme ce qui est prévu dans le plan du Shaanxi, le déplacement des fermiers des berges de ces cours d'eau, l'encouragement à leur migration vers des milieux urbains et à prendre des emplois dans les nouvelles industries ou l'incitation à opter pour des pratiques agricoles biologiques³¹². Quant aux infrastructures de transports, elles sont censées conduire vers une amélioration des conditions économiques de la région. En fait, ce point de vue est conséquent avec l'idée selon laquelle plusieurs

306 *Ibid.*

307 The People's Government of Shaanxi Province, *Advantageous ressources*, en ligne : Government of Shaanxi <<http://english.shaanxi.gov.cn/list/aboutshaanx/resources/1/cateinfoAboutsx.html>>.

308 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

309 *Ibid* à la p 2.

310 Gao, « Massive resettlement launched in NW China », *supra* note 301.

311 Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289.

312 E. McLaughlin, « China's Biggest Relocation », *supra* note 197 à la p 3.

industries plus productives, mais éloignées du réseau de transport soient déficitaires du fait de cet éloignement contrairement à des industries périurbaines moins productives qui fleurissent grâce à la proximité des accès au réseau de transport³¹³. Quoi que puissent en être les gains, pour les résidents qui n'auront pas choisi le déplacement volontaire et qui se trouveront également sur la route des nouvelles infrastructures, leur situation sera comme celles évoquées en lien avec l'urbanisation et les mégas-projets.

Pour le gouverneur de la province du Shaanxi, Zhao Zhengyong, l'objectif du déplacement est clair : « The goal of the project is to improve people's livelihood. Those migrants will live in a safer and more convenient environment. The government will not force any one of them to move³¹⁴. » Premièrement, quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement ne forcerait personne à migrer, nous croyons que celle-ci doit être comprise au sens strict et dans le cadre du projet seulement. D'abord, les conditions économiques déjà difficiles pourraient se détériorer davantage avec le départ d'une certaine proportion de la communauté, exerçant donc une pression supplémentaire sur les personnes ayant choisi de rester. Ensuite, d'autres motifs d'ordre ponctuel, dans un cadre différent que celui du projet (désastres ou constructions d'infrastructures, comme mentionné précédemment), pourraient éventuellement être invoqués pour déloger les personnes récalcitrantes. Deuxièmement, le gouvernement prend le pari que les conditions des nouvelles communautés soient suffisamment attrayantes pour allicier les résidents et les inciter à migrer. À titre d'exemple, Gao Xueping, un résident de Baiyu hésitant déclare à un journaliste : « I have lived here for more than 50 years. But if I stay, my children will be bound to poverty like me³¹⁵. »

Les migrants ruraux pourront choisir de vivre dans des villages, des villes ou des zones industrielles, rapporte l'agence de presse Xinhua³¹⁶, et auront également le choix de trouver par eux-mêmes une nouvelle habitation. De plus, de nouveaux villages seront construits et d'autres changeront de statuts en s'agrandissant. Le plan prévoit que les conditions géologiques et hydrologiques des nouvelles habitations soient supérieures. Le plan promet également de fournir des terrains pour le développement et l'agriculture, des infrastructures pour le transport de biens ainsi que celles de bases pour l'eau, l'électricité et l'accès au

313 Allaire, *Réformes foncières*, *supra* note 203 à la p 2.

314 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

315 *Ibid.*

316 *Ibid.*

téléphone. Afin d'encourager les résidents à quitter de plein gré, le portrait d'une vie nouvelle et attrayante est dépeint :

The relocation will mean that every administrative village will have a clinic, while educational facilities will be provided for children of compulsory school age. We will aim to provide employment or technical training for at least one member of every household and every relocation area will have television and telephone connections³¹⁷.

Le gouvernement provincial, qui affirme vouloir innover dans la « gestion sociale³¹⁸ », poursuit donc une stratégie de persuasion, voire même de séduction. Ainsi, un document du gouvernement provincial relate les bienfaits de la migration, antérieur au mégaprojet du Shaanxi, pour les habitants du village de Zhijie qui auraient passé d'une grande pauvreté à une économie désormais dynamique comportant des activités et une industrie multisectorielles dans les pommes et les produits du maïs, en plus de l'industrie artisanale basée sur les lanternes et tissus traditionnels. Le document relate que les villageois affirment « that migration for them not only changed their living conditions but also advanced their ideas³¹⁹. » Une stratégie de développement économique similaire compte être déployée par le gouvernement dans le cadre du projet provincial. Les migrants seront entraînés pour apprendre des aptitudes utiles à leur subsistance et chaque village aura un ou deux produits piliers selon le rapport du projet³²⁰. À cet effet, le *Report on the Work of Shaanxi Provincial Government* afin d'améliorer la condition des fermiers promulgue un changement de cap de « one-village-one-variety » à « one-county-one-industry ». À cet égard, nous soutenons que les déplacements massifs prévus au Shaanxi doivent se lire en corrélation avec le plan quinquennal 2011-2015 où des objectifs clairs en matière de réduction de la pauvreté sont fixés : doubler le revenu moyen des ruraux afin de réduire l'écart avec le reste de la Chine et augmenter le revenu des urbains afin qu'il rejoigne la moyenne nationale ou lui soit supérieur. En toutes lettres : « We will follow the guideline of building small towns and developing

317 Dengke, « Moving the Masses », *supra* note 291.

318 Gouvernement de la Province du Shaanxi, « II. Overall strategy and targets of the 12th Five-Year Plan », *2011 Government Work Report of Shaanxi Province*, 17 janvier 2011, au para 7, en ligne : Government of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/articleInFocus/infocus/201102/28397_1.html>.

319 Gouvernement de la Province du Shaanxi, *Shaanxi: Eight Highlights of People's Livelihoods Improvement in 2011*, en ligne : The People's Government of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/articleInFocus/infocus/201201/29096_1.html>, [Gouvernement de la Province du Shaanxi, *Shaanxi: Eight Highlights*].

320 « Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas », *supra* note 286.

modern agriculture in poverty-relief relocation for disaster-prone areas to carry out collective relocation in the Qingling-Bashan and Baiyu mountains and hills along the Huanghe River involving 3 million people over the next ten years, promoting focus of poverty relief to shift from counties to villages. »

Malgré ces promesses louables, l'atteinte de l'objectif du projet reste conditionnelle aux modalités du déplacement et de réinsertion dans ce nouveau milieu. À ce propos, tant les experts que les représentants du gouvernement provincial sont quasi-unanimes : des défis considérables de fonds, de ressources, d'emploi et de territoires devront être résolus sans quoi le projet serait un coup d'épée dans l'eau. En effet, l'intégration des migrants dans leur nouveau milieu pose de lourdes difficultés même si le déplacement s'opère au sein d'une seule province³²¹. Le gouvernement doit pouvoir fournir des emplois, car la délocalisation implique un accès plus difficile aux anciennes terres arables, voire impossible, et il semble clair que dans certaines régions les migrants ne pourront obtenir de nouvelles terres arables. La perte des sources de revenu traditionnel jumelée à une hausse du coût de la vie représente un défi, comme celui de créer ou soutenir à long terme les moyens de subsistance des nouvelles communautés³²². De plus, une difficulté majeure subsiste : dénicher des terrains qui seront propices à l'installation de tous ces habitants. En réalité, peu de zones dans le Sud de la province, un territoire de la taille de la France, peuvent être considérées comme géologiquement stables et complètement sécuritaires selon Zhao Fasuo, à la tête de l'Institut géologique de Chang'an University et de l'équipe provinciale d'intervention en cas de catastrophe. Le risque qu'une communauté déplacée subisse un désastre naturel en son nouvel emplacement n'est pas écarté à l'instar du département de Ningquian de Hanzhong en 2008. La nouvelle localisation était légèrement plus sécuritaire que l'ancienne, mais pas suffisamment : « The county government didn't like it, but it was the only place they were able to find³²³. » Wang Fuxiang, directeur adjoint du Bureau des ressources foncières de Ankang résume : « At best, we're moving from somewhere that will see a disaster every 10

321 Selon Feng Zhiming, chercheur de l'Institute of Geographic Sciences and Natural Resources Research of Chinese Academy of Social Sciences de Beijing, cité dans : *Ibid*.

322 Selon Mao Yanlong, professeur au Chang'an University's Geological Institute et Han Yongfu, un administrateur au Lueyang County Soil and Water Conservation and Monitoring Station : Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289 (Le département de Lueyang : 80 000 personnes dans 3,5 km²).

323 Selon Zhao Fasuo : Dengke, « Moving the Masses », *supra* note 291.

years to somewhere that will see one every two or three decades³²⁴. » Bref, au mieux, il s'agit d'une diminution relative des risques. Les autorités de différents paliers semblent avoir connaissance des défis identifiés.

Une journaliste étrangère souligne que la peur, l'angoisse et l'incertitude touchent plusieurs communautés³²⁵. Le journal Caixin rapporte plutôt qu'une majorité des personnes interviewées accueille favorablement l'initiative du gouvernement de mettre en place un tel plan³²⁶. En somme, les avis sont partagés. Jusqu'à maintenant, les situations de déplacement dans le cadre du projet seraient pour le moins inégales. À titre d'exemple, la population du village enseveli de Qiyan a été relocalisée sur ses anciennes ruines, un village modèle avec des infrastructures neuves et bien aménagées. Inversement, la communauté de Pingchuan a été logée dans des blocs appartements de six étages et n'ont pas reçu les routes, les aménagements sanitaires et le centre communautaire promis. Cette différence de traitement est selon eux attribuable à leur réputation de « plaignards » auprès des autorités. Selon le plan, le gouvernement doit compenser les migrants à hauteur de 10-15 % du coût de leur nouvelle habitation et la balance serait un prêt à faible taux ou même sans intérêt. Toutefois, plusieurs villageois désormais endettés et sans terres ni compensations disent que malgré ces promesses, ils ne paient déjà que les intérêts sur leur nouvelle hypothèque³²⁷.

Malgré un endettement prévisible, si le plan suit la direction promise, un impact global positif serait envisageable sur l'ensemble des gains pour la province : meilleures conditions de vie, accès plus facile aux soins de santé et au système d'éducation, diversification économique et diminution des risques de désastres entraînant une réduction des coûts en pertes humaines et matérielles. Toutefois, le « miracle » pour les uns pourrait devenir « mirage » pour les autres. L'iniquité circonstancielle et situationnelle réelle de certaines communautés s'explique, entre autres, pour des motifs politiques et économiques propres aux régions ciblées et leur lien avec les pouvoirs provinciaux et centraux. Pour l'heure, le fait que le projet n'en soit qu'à son début et le manque de recul sur les événements ne permettent pas de déterminer le succès ou l'échec complet du projet. Toutefois, nos conclusions indiquent qu'à toutes mesures économiques et sociales se rattache un coût, et ce malgré que l'objectif

324 *Ibid.*

325 E. McLaughlin, « China's Biggest Relocation », *supra* note 197 à la p 1.

326 Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289.

327 E. McLaughlin, « China's Biggest Relocation », *supra* note 197 à la p 2.

même de cette mesure soit le développement économique et social. L'étendue de ce coût se calcul inversement proportionnellement en fonction des moyens pris et du détail des attentions qui seront portées aux facteurs individuels et collectifs spécifiques tant sociaux, environnementaux, politiques, économiques que psychologiques. Autant de spécificités impliquent qu'un plan de l'envergure de celui de la province du Shaanxi comporte de nombreux défis pour devenir un succès.

En résumé des trois dernières sections du chapitre, en contexte chinois, il y a une corrélation directe entre l'implication de l'État et la prise en compte du déplacement. Cette affirmation bien qu'évidente est nécessaire pour cibler le régime juridique applicable, ce que nous verrons au prochain chapitre, et entrevoir les voies de recours, abordées au dernier chapitre. Même si, dans le futur, la structure et la gestion de tels projets venaient à changer, il importe de clairement identifier l'instance qui élabore, met en œuvre, supervise et rend compte des relocalisations. Il importe également de discerner l'étendue socio-économique et culturelle des impacts du développement conjointement au déplacement. Sonder le niveau d'interaction entre ces deux éléments et l'identifier, c'est adopter une méthode de prise en compte des acteurs, des besoins des déplacés et des conséquences potentielles.

CHAPITRE III

ENJEUX JURIDIQUES EN CONTEXTE CHINOIS

L'objectif de ce chapitre est de présenter les enjeux juridiques du contexte chinois en lien avec le phénomène des migrations internes et du développement.

Nous sommes face à un système qui utilise tour à tour différents aspects du droit pour se légitimer et se redéfinir. Ainsi, tantôt le droit sert de justification pour déloger des personnes en situations dites précaires, tantôt ce même droit peut limiter et poser des conditions aux projets de développement comportant le déplacement d'une population. Le droit revêt donc différents masques tant avant, pendant qu'après le déplacement. Ainsi, il se lie au contexte générateur des migrations, à l'encadrement de celles-ci aussi bien qu'aux conditions de réinstallation postdéplacement.

Le chapitre se divise en deux parties. La première pose les bases de l'ordre juridique interne et du statut interne du migrant. Il s'agit d'une exploration de l'univers du droit chinois afin de comprendre les fondements des dynamiques abordés lors de la seconde partie. Cette dernière propose un point de vue sur le droit comme étant un facteur déclencheur et atténuateur du déplacement lié au développement, à travers tant le discours, que l'acte concret d'expropriation et les garanties juridiques associées à la protection de la propriété.

3.1 Instrument juridiques pertinents en droit chinois

Les juristes occidentaux, consommateurs ou observateurs du droit chinois doivent composer³²⁸ avec une donne, un état de fait, qui situe *la Chine au carrefour des traditions juridiques*³²⁹. Nous empruntons cette conception à Hélène Piquet pour contextualiser le droit chinois. En effet, son ouvrage présente l'intérêt particulier de proposer une perspective d'ouverture à une compréhension à la fois globale, historique et contemporaine des débats chez les juristes chinois³³⁰. Selon l'auteure, le droit chinois se lirait à travers la loupe des

328 Pour reprendre la suggestion de l'auteur.

329 Hélène Piquet, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

330 Leïla Choukroune, « Hélène Piquet, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 2005, 332 p. », (2007) 3 *Perspectives chinoises* au para 2, en ligne : <<http://perspectiveschinoises.revues.org/3403>>.

transferts de droit³³¹ et de la circulation des modèles juridiques. En effet, la Chine recourrait aux transferts de droit « sur une base volontaire et intensive pour fonder les réformes du droit en cours³³². » S'affrontent ainsi deux cultures juridiques, une de droit civil et une de *Common Law*, cherchant toutes les deux à assurer leur prédominance à travers les débats doctrinaux et comptant chacune leur « camp d'ardents partisans et de détracteurs. » Les emprunts sélectifs et consentis à ces deux cultures font de la Chine le théâtre d'une pièce engagée relative à l'importation normative et au marché concurrentiel de l'expertise. Pour Hélène Piquet, les motivations à la source des emprunts sont parfois distantes du souci de la cohérence du droit³³³.

L'image d'une Chine instrumentaliste qui trie et sélectionne que les normes utiles à son développement économique, sans être totalement erronée est bien plus complexe. En effet, nous pouvons distinguer « deux écoles doctrinales chinoises : l'une favorable à des transferts de droit pensés comme une forme d'internationalisation, l'autre opposée à une acculturation [qui serait] incapable de répondre aux besoins de la Chine³³⁴. » Le recours aux « paradigmes locaux » ou « ressources endogènes » (*bentuhua*) permet aux juristes chinois de répondre à la critique de l'occidentalisation de leur société. Soit en substitution et en opposition au transfert de droit, comme fondement des réformes juridiques. Soit en joignant au droit transféré des caractéristiques chinoises, comme adaptation de la règle étrangère en la rendant locale. Cette sorte de conciliation normative implique *de jure* une acceptation de la règle ou de l'institution transférée. Différentes écoles de pensées non formalisées s'opposent. L'une s'inspire de la Chine impériale et l'autre du monde rural actuel, de ses rites, coutumes ou du droit vivant. Chacune de ces voies fait face à de nombreux défis épistémologiques, eu égard aux préjugés, aux questions identitaires, au passé du pays, aux droits de certains groupes sociaux et à la cohérence de cette mosaïque du droit. Quant aux sources du *bentuhua*, au nombre desquelles

331 Hélène Piquet suggère l'utilisation de la définition suivante « l'entrée dans une société d'un droit ou de certaines règles juridiques qui ont été élaborées dans un milieu social différent et parfois à une époque déjà lointaine » tirée de Jean Gaudemet, *Sociologie historique du droit*, Paris, Presses universitaires de France, 2000 à la p 91.

332 Hélène Piquet, « La Chine à la croisée des traditions juridiques : Regards sur les transferts de droit et le droit chinois », (2006) 25 :2-3 *La réforme du droit et les transformations de la notion de la sécurité en Chine* numéro spécial de Politique et Sociétés 47 au para 42, en ligne : <<http://www.erudit.org/revue/ps/2006/v25/n2-3/015928ar.html>>.

333 *Ibid.*

334 Leïla Choukroune, « Hélène Piquet, *La Chine au carrefour des traditions juridiques* », *supra* note 330 au para 3.

nous pourrions compter le confucianisme dont la conception varie selon les époques et les lieux, elles resteraient donc à déterminer. En certains cas, nous assisterions même parfois à une réinvention de la tradition³³⁵, entre autres, basée sur une vision dichotomique Chine-Occident, voire même une vision scabreuse du passé. Le recours à la théorie des caractéristiques chinoises et du *bentuhua*, alloue à la Chine l'espace pour sinier ses emprunts en les adaptant au contexte local, générant une fresque singulière. Le système juridique qui en résulte rappelle et fait revivre selon l'auteure, le syncrétisme, trait culturel ancestral de la Chine qui « [...] est devenue un formidable lieu de rencontre de diverses traditions juridiques, comme jadis le fut la route de la soie pour les religions.³³⁶ »

Le portrait général étant brossé, nous aborderons pour la suite en première partie l'ordre juridique interne de la Chine, puis en seconde partie, un instrument de droit bien particulier, le *hukou*.

3.1.1 Désordre juridique interne

Le postulat de base de cette section comprend l'idée selon laquelle l'État chinois n'est pas monolithique, mais plutôt un État décentralisé, hétérogène et en développement, dont l'action des paliers administratifs locaux participe à la création d'un large spectre de possibilités tant en matière de développement et que de déplacement au regard du cadre juridique formel et du droit applicable aux déplacés. Après quelques remarques préliminaires sur le constitutionnalisme et la séparation des pouvoirs, nous explorerons l'ordre juridique interne de la Chine à l'aide de trois modèles explicatifs. D'abord, nous distinguerons les institutions formelles et réelles. Ensuite, nous traiterons du système d'évaluation des cadres, pilier de la plus grande bureaucratie du monde. Puis, nous aborderons le phénomène du protectionnisme local.

D'emblée, le modèle constitutionnaliste, doté d'une hiérarchie juridique stricte au sommet de laquelle se retrouve la Constitution, ne s'applique pas au contexte chinois. En effet, les dispositions de la Constitution doivent être mises en œuvre par des législations pour acquérir force de loi³³⁷. Ainsi, la Constitution se révèle être davantage un outil interprétatif

335 Hélène Piquet, « Du mauvais usage de la tradition reconstituée : la médiation extrajudiciaire en Chine » (2012) 30 Windsor Y B Access Just 255.

336 Hélène Piquet, « La Chine à la croisée des traditions juridiques », *supra* note 332 à la p 68.

337 Et ce, malgré le dernier paragraphe du préambule de la Constitution qui lui confère le statut de « norme suprême »; deux documents de la Cour Suprême sont à considérer : *The Reply of the*

des normes législatives. Nous pourrions comparer la Constitution chinoise et son effet à un traité international ratifié par un État dualiste qui doit mettre en œuvre la convention par une ou plusieurs lois afin de prendre effet. De plus, le Parti ne reconnaît pas la séparation des pouvoirs³³⁸ entre le judiciaire, l'exécutif et le législatif. Ceci induit dès lors une distinction fondamentale avec l'ordre juridique tel que conçu en Occident. L'absence de séparation des pouvoirs implique, dans le cas de la Chine, que l'ordre juridique interne, non proprement distinctif et exclusif au judiciaire³³⁹, repose sur un ensemble varié de composants de l'État et donc sur le concours du pouvoir administratif.

À présent, abordons le premier modèle explicatif : la distinction entre les institutions réelles et formelles dans l'organisation du système juridicopolitique de la Chine selon Jean-Pierre Cabestan³⁴⁰. L'auteur permet de dresser un organigramme relativement complexe des structures décisionnelles et de leur rôle respectif. En fait, aux structures officielles, dites formelles, l'auteur replace le rôle d'instances parallèles, dites réelles, particulièrement influentes. Il importe d'être conscient de cette structure afin de peser adéquatement le rôle des instances que nous identifierons au cours de notre étude et impliquées à un échelon ou un autre avec la problématique du déplacement interne. De manière générale, nous retiendrons pour la présente étude les trois éléments suivants.

D'abord, la longue tradition bureaucratique de la Chine et la destruction des organisations du Parti durant la Révolution culturelle (1966-1976) confèrent à

Supreme People's Court on the Inappropriateness to Render Criminal Punishment by Invoking the Constitution as an Applicable Law, (30 juillet 1955) en ligne : <<http://vip.chinalawinfo.com/newlaw2002/SLC/slc.asp?db=ch&gid=92>>, en réponse à la Xinjiang Higher Court; *The Decision of the Supreme People's Court on Repealing Certain Judicial Interpretations Issued Prior to End of 2007 (the 7th batch)*, 8 décembre 2008, <http://www.chinacourt.org/flwk/shpw.php?file_id=132344>, sur la décision *Qi Yuling v. Chen Xiaogui, et al.*; voir Zou Keyuan, « International Law in the Chinese Domestic Contexte » (2010) 44 Val U L Rev 935 à la p 954.

338 Jianfu Chen, *Chinese Law: Context and Transformation*, Leiden, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2008 à la p 679.

339 Quatre niveaux de cours : la Cour Suprême, les hautes cours provinciales (31), les cours intermédiaires au niveau des préfectures (389), les cours primaires à l'échelon des county (3067). Les justiciables n'ont possibilité que de faire appel une fois : « A two-level trial system is applied in Chinese courts », notons également que les juges sont nommés par l'administration du même échelon hiérarchique. Voir : Zou Keyuan, « International Law in the Chinese Domestic Contexte » (2010) 44 Val U L Rev 935 à la p 951.

340 Jean-Pierre Cabestan, « Les systèmes politiques du monde chinois », in *Nouvelle géopolitique de l'Asie*, Paris, Ellipse, 2005, 183 aux pp 183-206.

l'administration un rôle dominant³⁴¹ tant dans les processus de mise en œuvre des politiques que dans l'exercice des droits des justiciables et leurs voies de recours. À titre d'exemple, les Bureaux des lettres et visites permettent aux justiciables chinois de faire entendre leurs doléances et leurs plaintes par rapport à la gestion locale de leur communauté, et ce, sans intenter un recours judiciaire. Ensuite, quant aux organes centraux de l'État, de manière constitutionnelle et formelle, c'est le Conseil des affaires d'État, exécutif de l'organe suprême du pouvoir d'État³⁴² (Assemblée populaire nationale, APN) qui cumule tous les pouvoirs d'un gouvernement : « pouvoir réglementaire, pouvoir de soumettre des projets de loi à l'APN et le pouvoir hiérarchique sur les commissions et ministères centraux [...] [et] les départements administratifs locaux³⁴³ ». Ses pouvoirs réels diffèrent néanmoins. Par exemple, les activités de police et de justice sont coordonnées par la commission politique et judiciaire du Comité central du PC imputable devant le Bureau politique et son Comité permanent plutôt qu'au gouvernement. L'éducation et la culture, formellement du ressort du CAE, sont dirigées par le Département de propagande du CC. Quant aux ministères responsables de l'économie, des finances, des affaires sociales et sanitaires, sans être totalement indépendants, sont des développements propres du CAE. Finalement,

si à l'échelon provincial, une certaine répartition des tâches, similaire à celle observée au centre, reste en place, plus on descend la hiérarchie administrative, plus l'imbrication entre les services du comité du Parti et ceux du gouvernement local est grande, plus la distinction entre le Parti et l'État perd de son sens³⁴⁴.

De ceci découle la nécessité de considérer le rôle de l'administration et du Parti comme acteurs centraux. Rappelons le cas du village de Zhijie³⁴⁵ du Shaanxi où le Secrétaire du Parti de l'échelon municipal avait joué un rôle central dans le déplacement. La distinction institutionnelle, réelle et formelle, se prolonge également à travers les processus juridiques et administratifs, dont la section 2.2. du présent chapitre est truffée d'exemples concrets. En effet, les migrants peuvent être confrontés à une kyrielle d'organismes et de processus particuliers que nous identifierons dans les sections à venir et au prochain chapitre.

341 *Ibid*, 183 à la p 192.

342 Article 57 de la *Loi constitutionnelle de la République populaire de Chine*, entrée en vigueur le 4 décembre 1982 [Constitution].

343 Cabestan, « Les systèmes politiques du monde chinois », *supra* note 340, 183 à la p 192.

344 *Ibid*, 183 à la p 193.

345 Gouvernement de la Province du Shaanxi, *Shaanxi: Eight Highlights*, *supra* note 319.

Selon Carl F. Minzner³⁴⁶, nous devrions rejeter une conception monolithique du gouvernement chinois qui simplifierait abusivement les relations de pouvoir. Ceci tient, entre autres, au système d'évaluation des cadres, élément fondamental et incontournable du système juridique de la Chine. En bref, les cadres ont des objectifs de rendements précis et chiffrés en fonction desquels leur performance d'administrateur est périodiquement évaluée, influant sur leur salaire, leurs possibilités d'avancement et générant de substantifs bonus ou pénalités. Ces objectifs couvrent la croissance économique, le nombre d'accidents routiers, le taux de naissance, la diminution de la pauvreté, le maintien de la stabilité et de l'ordre social, etc³⁴⁷. Ce dernier critère, à son tour exprimé par un nombre autorisé de pétitions collectives et de protestations, est compris parmi les « priority targets with veto power³⁴⁸ » dont le dépassement impliquera immédiatement l'annulation de tous les gains associés aux objectifs atteints avec succès, comme les statistiques en matière d'éducation. Également, il importe de noter que ce système ne prend pas en compte les raisons de l'atteinte ou non des objectifs, mais uniquement le résultat final.

Or, les objectifs de rendement et surtout les moyens pris pour les atteindre peuvent parfois entrer en contradiction directe avec les législations de l'État central. Par exemple, deux directives de la Cour populaire suprême de 1998 posent des limites claires en matière de responsabilité judiciaire et interdisent les sanctions pour les décisions renversées du fait d'erreurs simples en droit³⁴⁹. Or, par le système d'évaluation, les juges sont notés en fonction de leur performance à fermer les dossiers et sont sanctionnés lorsqu'il y a appel ou renversement d'une décision³⁵⁰. Ainsi, un certain nombre de juges tenteront d'éviter les appels, même si le justiciable est dans son droit, et ce, à l'encontre des directives. Dans bien des cas, les cibles de ce système de responsabilités ont des répercussions bien plus sérieuses sur le comportement des cadres que le régime juridique formel. En fait, le système d'évaluation représente un incitatif direct alors que les législations centrales apparaissent comme plus diffuses, surtout dans le contexte d'un gouvernement décentralisé dont la mise en œuvre des directives repose essentiellement sur les échelons locaux.

346 Carl F. Minzner, « Riots and Cover-ups: Counterproductive Control of Local Agent in China » (2009) 31 U Pa J Int'l L 53.

347 *Ibid* à la p 69.

348 *Ibid*.

349 *Ibid* à la p 71.

350 Probablement afin de promouvoir la qualité dans le rendu des jugements.

Prenons un second exemple : le « *Letters and Visits Regulations* » national de 2005, exige des administrateurs d'accepter les pétitions des citoyens pour la réparation des torts tout en interdisant les représailles officielles contre les justiciables. Néanmoins, le système de responsabilité sanctionne sévèrement les cadres qui reçoivent trop de pétitions, puisque ceci impliquerait un climat de désordre social, nuisant à leur évaluation et mettant donc en péril leur salaire et leur emploi³⁵¹. En fait, les moyens pour atteindre les objectifs de rendement varient considérablement d'une localité à une autre. Ainsi, certaines administrations locales seront à l'écoute et proches de la population alors que d'autres, incapables de répondre à leurs besoins se tourneront vers des moyens de répression pour éviter que les doléances des justiciables ne soient entendues en de plus hauts lieux. C'est sur cette trame qu'intervient la dualité d'opposition entre le palier de gouvernement central et les paliers plus locaux dont les objectifs de rendement des cadres, selon Minzner, participent à l'exacerbation des tensions sociales que le gouvernement central cherche justement à éviter. Alors que certains luttent pour cacher et couvrir les problèmes de leur localité, d'autres tentent d'exorciser cette corruption pour apaiser les tensions sociales³⁵².

Cette conception multidimensionnelle de l'État chinois pousse inexorablement vers une analyse sociologique du droit. Cette dernière implique que le droit ne serait pas seulement l'émanation de l'État, mais plutôt d'un ensemble de rapports sociaux. Sous cette lorgnette, nous considérons l'État comme un complexe regroupement d'individus plutôt qu'une entité seule ayant une personnalité unitaire et indépendante. Minzner souligne à ce titre comment le justiciable chinois n'entre pas nécessairement que dans une relation d'opposition avec l'État. Effectivement, malgré une virulente opposition avec l'administration locale ou régionale, la relation avec le palier de gouvernement suivant pourrait être d'une tout autre nature³⁵³. Afin de régler ses difficultés, il est possible pour le justiciable chinois de tenter de recourir à de plus hautes instances au sein de l'État contre lequel il a pourtant un grief³⁵⁴. Nous traiterons d'ailleurs de cette éventualité dans le cadre du quatrième chapitre.

Notre troisième cadre de référence implique la décentralisation du pouvoir, véhiculée

351 Minzner, « Riots and Cover-ups: Counterproductive Control of Local Agent in China », *supra* note 346 à la p 108.

352 *Ibid.*

353 *Ibid.*

354 Kevin J O'Brien et Lianjiang Li, « Suing The Local State: Administrative Litigation In Rural China » (2004) 51 *The China Journal* 75 à la p 83, [O'Brien et Li, « Suing The Local State »].

par divers phénomènes abordés ci-dessous. Premièrement, deux techniques participent à la décentralisation de la production normative. D'abord, la technique dite de « légiférer la législation par délégation³⁵⁵ » permet au CAE de récupérer globalement et sans limites précises une partie du pouvoir législatif de l'APN et de son Comité permanent. Ensuite, « la technique dite de la distinction artificielle entre la législation et l'application des normes³⁵⁶ » permet aux localités (institution réelle) d'« adopter des textes normatifs pour mettre en oeuvre les lois nationales³⁵⁷. » Ainsi, « la production juridique locale a pris *de facto* une ampleur croissante, bien plus importante que dans nombre d'États à structure fédérale³⁵⁸. »

Deuxièmement, le protectionnisme local³⁵⁹, corollaire des enjeux locaux et des gens auxquels la cour locale est soumise brouille la hiérarchie des instances juridiques. Le protectionnisme local est la tendance d'un tribunal judiciaire d'un lieu donné à favoriser la partie qui se trouve sous sa compétence territoriale, y compris si elle est juridiquement dans son tort. Cette situation crée une distorsion du droit.

Parallèlement, les instances juridiques locales ont parfois beaucoup de difficulté à fonctionner à cause des multiples pressions auxquelles elles sont soumises de la part des cadres locaux, du Parti local, des citoyens, ou d'autres groupes d'intérêt. En effet, le Parti peut tenter d'influencer l'issue d'un jugement ou même empêcher la tenue d'une audience³⁶⁰, ceci à la faveur des cadres locaux ou de ce qui est perçu comme la volonté des autorités centrales.

En fait, c'est particulièrement le cas des projets de développement de grande échelle pour lesquels les cours éprouvent plusieurs difficultés à accepter les requêtes, compte tenu de leur nature politiquement sensible. Quant aux recours administratifs sous la *Administrative Litigation Law* de 1989, pierre angulaire du système judiciaire, comme le soulignent Kevin J. O'Brien et Lianjiang Li :

Party Committees may issue internal orders forbidding courts to accept suits

355 Bin Li, *Légitimité, légalité et effectivité : La protection de la propriété en Chine*, L'Harmattan., Paris, 2011 à la p 18, [Bin Li, *Légitimité, légalité et effectivité*].

356 *Ibid.*

357 *Ibid.*

358 Yves Dolais, « Regard extérieur sur la hiérarchie des normes en droit chinois », *Un nouveau regard sur le droit chinois*, Colloque du 30 mai 2007, Journée juridiques franco-chinoises 2007, Société de législation comparée, 2008, à la p 24. Cité par Bin Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 18.

359 Songyou Huang, « Some problems related to enforce the judgments of courts in China » (2008) 3 : 2 *Front Law China* 149 à la p 151.

360 O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 aux pp 81-83.

concerning sensitive matters. As a result, in some locations « the people's court simply doesn't have the nerve to accept cases related to « hot issues » such as [...] land expropriation and illegal demolition of homes. » Even when such prohibitions do not exist, a local court will often consult the Party Committee and government at the same level before it accepts litigation on a hot button issue.

D'autres recherches confirmeraient cette situation : « [the] World Bank found that virtually all legal channels for appeal are cut off in state-mandated projects like dams³⁶¹. » Inversement, les citoyens peuvent exercer une pression sur le Parti de leur échelon local ou supérieur, afin que celui-ci intervienne auprès de la Cour pour obtenir un jugement favorable³⁶². Cette stratégie concorde avec la lutte contre la corruption que tente de mener le gouvernement central à l'endroit des administrations locales³⁶³.

Afin de contourner partiellement ce qui est perçu par plusieurs juristes comme un problème d'indépendance judiciaire, les cours locales se déclarent parfois incompétentes pour recevoir une requête et effectuent un transfert de juridiction, afin d'amener une cause à être entendue dans des sphères plus élevées qui pourraient se situer hors de l'interférence locale³⁶⁴.

Troisièmement, le phénomène du protectionnisme prend forme également hors des cours, à travers la « coalition pour la croissance locale » qualifiée par Julien Allaire de « localisme », généré selon lui par la décentralisation fiscale, la réforme des entreprises d'État et l'émergence de nouveaux secteurs économiques³⁶⁵. Désormais, se sont les gouvernements locaux qui sont responsables du développement, sous forme d'un transfert de compétence aux localités. En fait, le « localisme » entre également dans la pratique des administrations locales à divers degrés et pour de multiples raisons. Pensons notamment aux objectifs de rendements, aux incitatifs, nécessités et prérogatives en termes de développement local (initié par la législation et stimulé par le système d'évaluation des cadres). Également, les administrateurs entreront dans ce jeu afin de s'enrichir personnellement ou de favoriser un proche ou les individus ou les personnes morales sous leur juridiction, ou encore afin d'améliorer le statut de la région, etc. Allaire précise :

361 Stein, « The Three Gorges: the unexamined toll of development-induced displacement », *supra* note 230.

362 O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 à la p 83.

363 *Ibid* à la p 87.

364 *Ibid* à la p 86; Randall Peerenboom, *China's Long March toward Rule of Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 à la p 399.

365 Julien Allaire, « L'émergence chaotique du marché foncier en Chine » (2007) 125 *Études foncières* 30 à la p 8.

Ils monopolisent leurs relations et leurs canaux d'informations pour développer les entreprises locales : prêts financiers, fournitures de matériaux, etc. Les marchés publics représentent également une part importante de l'économie sur le marché local, à tel point qu'on pourrait considérer que le « localisme » correspond à la création de conglomérats parapublics³⁶⁶.

Cette dynamique s'inscrit dans une démarche relativement collective qui

correspond à des pratiques où des individus, des institutions ou des gouvernements agissent selon un modèle entrepreneurial au profit d'entreprises locales. [...] Ce type de pratique est relativement courante et tente de contrecarrer la libéralisation de l'économie chinoise qui ravagent les structures héritées de l'économie planifiée. Le marché foncier, à travers le marché noir, est alors un levier important pour favoriser certaines organisations par rapport à d'autres. Les gouvernements locaux sont donc très souvent complices de l'utilisation illégale de sol³⁶⁷.

Rappelons à notre tour le projet du barrage des Trois-Gorges, dans le cadre duquel les administrateurs locaux en auraient profité pour s'enrichir et utiliser les fonds de réinstallation des populations pour construire des hôtels, des routes et d'autres infrastructures sans lien avec le projet ou subventionner des entreprises avec lesquelles ils entretenaient des liens. Ainsi, seulement en 1998, 12 % du budget total alloué aux relocalisations a été détourné et utilisé de manière inappropriée ou illégale³⁶⁸, de quoi ulcérer le gouvernement central. Bref, peu importe les motifs, l'utilisation des fonds à d'autres usages que pour le déplacement est un élément récurrent³⁶⁹ de la gestion des projets de déplacement de population et nuit outrancièrement au rétablissement des déplacés.

Une quatrième dynamique participe également à la décentralisation du pouvoir. Il s'agit depuis 1980 de l'instauration d'élections dans les villages qui a pour effet trois types de situations. Premier cas : « le chef élu se trouve à être le responsable du Parti désigné par l'échelon administratif supérieur [...] ». Deuxième cas : un Secrétaire du Parti, oeil de la bureaucratie, cohabite avec un chef librement élu. Le cas échéant de nombreuses situations conflictuelles et d'interminables négociations en résulte. Troisième cas : « [des villages qui] ne possèdent plus de comités du PC et ont été chargés, en élisant un chef, de reconstituer une

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid* à la p 5.

³⁶⁸ IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 13.

³⁶⁹ En contexte chinois : IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231; Voir généralement, hors du contexte chinois, quelques exemples : « Mettre en lumière les personnes déplacées de l'intérieur : réussites et défis » (2007) Hors-série Revue Migrations Forcées; « Déplacement interne: dix ans de Principes directeurs » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées.

forme d'organisation locale³⁷⁰. » En bref, cette démocratisation justifie les fameux comités de villages élus dans certains projets de développement tels que vus au chapitre II.

En conclusion, une part importante du contexte de développement, dans le cadre duquel s'inscrivent les migrations est du ressort des administrations locales, du fait de leur capacité réglementaire et de la nature des phénomènes que nous avons abordés. Ainsi, le rôle dominant de l'administratif et du PCC, le système d'évaluation des cadres et le localisme forment une toile de fond bigarrée ouvrant sur un large spectre de possibilités quant aux situations rencontrées par les migrants, aux modes de gestion des projets de développement et potentiellement quant aux solutions envisageables. Tous ces éléments seront repris explicitement et implicitement à travers le chapitre courant et le suivant.

3.1.2 Statut interne du migrant, vecteur de précarité

En Chine, l'un des pivots centraux du cadre normatif associé aux migrations est le système du permis de résidence³⁷¹, le *hukou*. Cet instrument juridique est abordé par plusieurs sinologues et largement traité dans la littérature scientifique. Ayant pour objectif de réduire la mobilité et le désordre social engendrés par un exode rural massif, le *hukou* exerce une fonction de rétention³⁷² devant endiguer, réguler et contrôler les migrations en fixant la population soit en milieu rural soit en milieu urbain³⁷³. Cet enregistrement accorde des droits et privilèges en fonction de la zone pour laquelle il est valide, créant *de jure* deux classes de citoyens, les ruraux et les urbains. De ceci découle un régime juridique étroitement lié au lieu de résidence permanente légale particulièrement préjudiciable aux migrants (comptant pour 30 % de la main d'œuvre dans les villes aujourd'hui) se retrouvant là où leur *hukou* ne leur

370 Cabestan, « Les systèmes politiques du monde chinois », *supra* note 340, 183 à la p 201.

371 Certains le nomment « système d'enregistrement civil », « système d'enregistrement des ménages » Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Exposé Chine : Réforme du système d'enregistrement des ménages (Hukou) (1998-2004), février 2005, en ligne : [cisr.gc.ca <http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/Publications/PubIP_DL.aspx?id=200&pcid=295>](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/Publications/PubIP_DL.aspx?id=200&pcid=295).

372 Le *hukou* et ses autres fonctions, voir : Fei-Ling Wang, « Brewing Tensions While Maintaining Stabilities: The Dual Role of the Hukou System in Contemporary China » (2005) 29 : 4 Asian Perspective 85.

373 Ce qui fut affirmé en 1984, sur le fait que l'objectif n'est pas tant de limiter tout mouvement, mais surtout les changements de type de milieu, semble à ce jour encore valide : Sidney Goldstein et Alice Goldstein, « Population Movement, Labour Force Absorption and Urbanization in China » (1984) 476 *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 94.

confère pas les mêmes accès que les locaux, que ce soit, par exemple, en termes d'accès à l'eau, au transport, à l'énergie et aux services publics³⁷⁴. Le *hukou* est donc étroitement lié au statut interne du migrant. Le titre évocateur d'un article de Fei-Ling Wang, nous renseigne sur la double nature conflictuelle de ce système : « Brewing Tensions While Maintaining Stabilities ». D'une certaine manière, le *hukou* représenterait au sein de la Chine, entre ses régions et ses provinces, ce que le passeport et le visa sont sur le plan international, entre les États³⁷⁵.

Afin de saisir les implications de ce système, nous aborderons les points suivants. D'abord, nous traiterons des fondements juridiques du *hukou*. Ensuite, nous élaborerons sur les privilèges, droits et obligations qui découlent de la mise en œuvre de ce système. Nous terminerons en traitant des mutations contemporaines du *hukou* et de son lien avec les divers types de projets de développement.

C'est dans les années cinquante que le système contemporain de contrôles migratoires sera formellement mis en place en RPC³⁷⁶. En effet, le 9 janvier 1958, Mao Zedong promulgue *The Regulation on Hukou Registration of the People's Republic of China*. Puis, le 6 septembre 1985, Beijing adopte le *Regulation on Resident's Personal Identification Card in the People's Republic of China*. Bien que les bases légales du système de *hukou* reposent principalement sur ces deux règlements, plus de 600 documents émanant du Bureau des affaires d'État et de différents ministères furent publiés sous forme de règlements, décrets et directives en tout genre, entre 1985 et 2005. Ces derniers porteraient principalement sur les critères et mécanismes de contrôle des migrations internes et plus particulièrement sur la migration permanente avec transfert du *hukou* (*quianyi*)³⁷⁷. Avec l'autorisation du gouvernement central, les paliers provincial et municipal peuvent effectuer des changements marginaux et des modifications expérimentales dans leurs juridictions respectives, décentralisant *de jure* les sources normatives associées au permis.

374 Sriparna Pathak, « Hukou Reform: An Urgent Requirement in China » (2010) SSRN working Paper Series à la p 4, en ligne : <<http://search.proquest.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/docview/821919251/fulltext?source=fedsrch&accountid=14719>>.

375 Wing Chan Kam, *Cities with Invisible Walls*, Oxford University Press, Hong Kong, 1994.

376 Le contrôle migratoire connaît des précédents en Chine, remontant de la dynastie des Qin, troisième siècle avant l'ère chrétienne, à celle des Qing, de 1644-1911. Le *hukou* se met en place sensiblement à l'image de la *propiska* italienne et sous l'impulsion de la communisation, voir : Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 87.

377 *Ibid.*

L'administration du système réside entre les mains du Bureau de sécurité publique (BSP) et de ses bureaux locaux. Malgré l'absence du *hukou* de la Constitution et du projet de Code civil³⁷⁸, cela ne l'empêche pas d'être le système administratif, normatif et social de référence, façonnant et transcendant les classes et statuts sociaux, entre autres en matière de migration interne. Le système du *hukou* serait à ce point prégnant que certains croient même qu'il aurait affecté les gènes et la psyché des Chinois³⁷⁹.

D'entrée de jeu, le caractère obligatoire du permis exige l'enregistrement des citoyens comme résident permanent rural ou urbain auprès du BSP local. Sans permission officielle³⁸⁰, il n'est pas autorisé à émigrer de manière permanente de l'endroit enregistré ou d'obtenir une résidence légalement permanente autre part³⁸¹. Bien qu'il soit possible de demander un changement permanent de statut, les chances de succès sont relativement minces, surtout pour ceux désirant changer leur *hukou* de rural à urbain. Ceci tient aux raisons mêmes qui président à l'établissement et au maintien du *hukou* :

[d]'abord, les urbains ne veulent pas partager leur niveau de vie relativement élevé avec les ruraux. Ensuite, les infrastructures urbaines ne peuvent pas supporter un exode massif en provenance des campagnes. Enfin, les zones urbaines font également face à un chômage important dû aux réformes des entreprises d'État³⁸².

Conséquemment, pour les autorités des lieux de destination, davantage de migrants comporte un risque relatif à la sécurité et à la stabilité sociale, eu égard à l'aggravation des conditions d'emploi et de rémunération des travailleurs non qualifiés³⁸³. Déjà entre 1949 et 1980, alors que la croissance des villes ne reposait qu'à 20 % sur l'arrivée des ruraux, les services publics et les infrastructures semblaient saturés. Dès lors, la migration devient non seulement un facteur de croissance, mais un péril pour l'équilibre des villes, pour lequel le

378 En l'état actuel, le Code civil n'est pas promulgué et demeure un projet. Pour l'heure, servent donc de base de droit civil les Principes généraux de droits civils datant de 1986 : Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Principes généraux de droit civil*, APN, 2 avril 1986, en ligne : OMPI <http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=182628> [entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987].

379 Selon les études mentionnées dans : Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 116.

380 Le terme *liudong renkou* signifie « population flottante » et fait référence dans la littérature chinoise aux personnes qui se sont déplacées sans autorisation officielle et sans modification de leur *hukou*. Commission des recours des réfugiés, « La politique de contrôle des naissances », 27 janvier 2003 à la p 8 [Commission des recours des réfugiés].

381 Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 88.

382 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 16.

383 *Ibid.*

hukou apparaît comme rempart et garde fou. Dans le cas contraire, il devient éventuellement un facteur de discrimination quant à l'accès aux services publics pour les migrants du fait des limitations, droits et privilèges octroyés par le statut.

En effet, le *hukou* crée un statut et des classes de citoyens aux prérogatives et aux accès différents.

For the past 52 years, the system has served to segregate the rural and the urban populations, initially in geographical terms, but more fundamentally, in social, economic and political terms. It is the linchpin of China's divisive dualistic structure (*eryuan jiegou*), and the foundation for its two classes of citizenship³⁸⁴.

Le *hukou* crée un système juridique basé sur la communauté d'appartenance en attribuant des « community-based rights, opportunities, benefits and privileges³⁸⁵ » inaccessibles sans le *hukou* approprié. Par exemple³⁸⁶, les urbains ont accès en ville aux logements subventionnés, aux services publics³⁸⁷ gratuits de santé et d'éducation et à des rations alimentaires exclusives jusque dans les années quatre-vingt-dix. La détention d'un *hukou* en zone urbaine conditionne l'accès aux services urbains. Inversement les détenteurs de permis ruraux gagnent un accès à une terre agricole³⁸⁸. En bref, l'accès aux biens de consommation, aux offres d'emploi et à la protection sociale est inhérent au lieu légalement enregistré de résidence permanente³⁸⁹. Cette distinction de classe rend d'autant plus difficile l'intégration socioéconomique des migrants puisque leur *hukou* ne leur confère pas les mêmes accès que les locaux.

Ainsi, pour les migrants sans *hukou* valide pour l'endroit où ils se situent, l'accès aux soins médicaux, à l'éducation pour les enfants et à un logement décent demeure

384 Wing Chan Kam, « Making Real Hukou Reform in China » *East Asia Forum* (2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/03/03/making-real-hukou-reform-in-china/>>.

385 Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 88.

386 Pour le détail des accès et privilèges, voir notamment : Chun-Chun Au et Vernon Henderson, *How Migration Restrictions Limit Agglomeration and Productivity in China*, Working paper 8707, 2002 à la p 4.

387 Le privilège le plus important pour les détenteurs de *hukou* urbain serait le « Minimum Livelihood Guarantee Scheme » qui assure ses services également aux enfants, selon Pathak, « Hukou Reform: An Urgent Requirement in China », *supra* note 374 à la p 7.

388 L'incapacité pour les ruraux de vendre leur terre agricole les empêche d'obtenir les fonds suffisants pour acquérir une propriété en milieu périurbain (le milieu urbain trop cher dans tous les cas), en plus de freiner la consolidation des petites exploitations en des fermes plus efficaces, selon The Economist, « Migration in China: Invisible and Heavy Shackles », *The Economist*, Chongqing, 6 mai 2010, en ligne : <http://economist.com/PrinterFriendly.cfm?story_id=16058750>.

389 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 3.

problématique, voire impossible ou envisageable qu'à des prix prohibitifs. Les infrastructures urbaines lacunaires amplifient les problèmes sociaux. S'ajoutent également les problèmes récurrents et persistants d'intégration économique dans un milieu étranger, relayant généralement les migrants au secteur informel de l'économie ou aux emplois de dernier ordre, bas salariés et sans sécurité sociale. De nombreuses manifestations et plusieurs suicides témoigneraient de leurs conditions de vie et de travail difficiles : quotas de production élevés, faible salaire et temps de travail atteignant parfois douze heures par jours. Également, les migrants doivent parfois payer les taxes dans leur lieu de résidence permanent légal en plus des frais associés à leur statut de migrant dans les villes d'accueil³⁹⁰. Pour obtenir un permis légalisant la migration ou simplement le droit de travailler³⁹¹ d'autres frais doivent être couverts. Ces problèmes, visibles pour les *mingong*, sont parfois aussi rencontrés par les migrants partiellement pris en charge par l'État, comme ce fut évoqué pour le cas du barrage des Trois-Gorges.

L'insertion socioéconomique des individus dans leur milieu est déterminée par le *hukou* et certains auteurs affirment qu'il serait également l'une des principales sources d'iniquités rurale-urbaine en Chine³⁹². Cela lui conférerait donc paradoxalement un double rôle puisque selon Poncet et Nong, les iniquités régionales seraient elles-mêmes à la source des migrations. Le *hukou* qui se veut un outil de contrôle de la mobilité démographique serait responsable de l'aggravation des inégalités, et contribuerait donc indirectement aux mouvements imprévisibles des populations qu'il est censé prévenir. Du coup, l'effet est contraire à l'intention originelle du « législateur ».

Ceux qui entrent en violation du système de permis s'exposent à diverses sanctions : amendes, détention temporaire, rapatriement forcé et même poursuite au criminel avec sentences d'emprisonnement. En 2003, deux règlements assouplissent les sanctions³⁹³.

390 Les villes restreignent le type d'emplois disponibles pour les migrants, imposent des frais par exemple de lutte contre le crime, de construction et gestion urbaine, etc. *Ibid* aux para 5-6.

391 *Ibid* au para 6.

392 Zhiqiang Liu, « Institutional and Inequality : The hukou System in China » (2005) 33 : 1 *Journal of Comparative Economics* 133.

393 Après un incident de rapatriement forcé ayant mené à la mort d'un jeune migrant en 2003 et face au tollé qui s'en suivi, le Conseil des affaires d'État supprima le règlement du 12 mai 1982, *Measures of Detaining and Repatriating Floating and Begging People in the Cities*, CAE [référence complète manquante], en le remplaçant par Conseil des Affaires d'État, *Measures on Repatriation of Urban Homeless Beggars*, 18 juin 2003 par le CAE [entrée en vigueur le 1^{er} août 2003] et Conseil des Affaires d'État, *Measures on Managing and Assisting Urban Homeless*

Certaines villes, à l'instar de Beijing, ont même pris des décisions à l'effet desquelles les migrants sans *hukou* valide doivent être traités avec plus de soins, sans être automatiquement soumis aux sanctions susmentionnées à moins qu'ils soient devenus sans-abri, pauvres ou criminels³⁹⁴. Transmissible avant 1998 exclusivement par la mère, réputée être moins mobile que le père, une directive du ministère de la Sécurité publique suggère depuis lors, sous l'égide du regroupement familial, que l'enfant puisse hériter du *hukou* de son père. Toutefois, les villes retardent la mise en œuvre de cette politique, aujourd'hui encore soumise à plusieurs restrictions locales³⁹⁵.

Depuis 1984, il est possible d'obtenir un *hukou* temporaire, indispensable³⁹⁶ pour légaliser un séjour de plus d'un mois dans une localité différente du lieu permanent de résidence, particulièrement pour ceux en quête d'emplois. Ce permis formalise juridiquement une nouvelle classe de citoyen à statut temporaire dont la gestion était auparavant totalement informelle. L'instauration de ce système offre la possibilité de régulariser la situation de fait dans laquelle se retrouvaient les migrants sans *hukou* valide pour leur zone de travail. Malgré l'obtention d'un permis temporaire, les avantages socioéconomiques rattachés au *hukou* restent principalement liés au statut légal de la résidence permanente. Ainsi, en 1995, seulement 10 % des migrants auraient été en règle.

De 1980 à 2000³⁹⁷, une multitude de réformes et adaptations seront tentées, mais auront un impact relativement limité³⁹⁸. Idem à l'échelon local dont les adaptations dépassent le cadre du mémoire et se révèlent marginales ou parcellaires. Le système du *hukou* demeure la norme. Pour Fei-Ling, la fonction de contrôle migratoire du *hukou* s'inscrit dans la continuité des principes ayant jusque-là régulé les migrations internes³⁹⁹ et malgré la décentralisation du

Beggars without Income, 20 juin 2003 [entrée en vigueur le 1^{er} août 2003].

394 Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 97.

395 Chloé Froissart, *Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir*, Les études du CERI (Centre d'études et de recherche internationale – Sciences Po), n°149, septembre 2008 à la p 7.

396 Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 88.

397 *Ibid* aux pp 95-96 rapporte les sources suivantes à consulter en anglais sur les réformes de 1990-2000 : Kam Wing Chan et Li Zhang, « The Hukou System and Rural-Urban Migration » et le numéro spécial du Chinese Law and Government, Mai-Juin 2001.

398 Ainsi, sur les 26 millions de migrants au Guangdong, seulement 0.1 % seraient admissibles à ce transfert de *hukou* vu la rigueur d'évaluation des critères : Sherry Tao Kong, « China's migrant problem: the need for hukou reform » *East Asia Forum* (29 janvier 2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/01/29/chinas-migrant-problem-the-need-for-hukou-reform>>.

399 Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372 à la p 90.

contrôle qui s'accroît vers 2005, les réformes n'auraient pas véritablement atteint le point où elles affecteraient la fonction de contrôle sociopolitique du système⁴⁰⁰. Ainsi, le confirme l'incapacité de près de 100 millions de migrants de modifier leur *hukou*.

En fait, si la valeur juridiquement contraignante du *hukou* persiste, sa force de contrainte socioéconomique se réduit considérablement. Les modifications du contexte dans lequel s'insère le *hukou* constituent le véritable vecteur de changement : « [les] réformes économiques ont introduit des mécanismes de marché dans le processus de mobilité des travailleurs, ce qui a affaibli le système du *hukou* et stimulé les migrations⁴⁰¹. » Conséquemment, s'amorce dès les années quatre-vingt l'effritement du système de *hukou* alors que des dizaines de millions de migrants rejoignent les villes dans l'illégalité à la faveur des réformes économiques et sociales⁴⁰², lançant « l'une des plus importantes migrations mondiales jamais vues en temps de paix⁴⁰³. » De 1995 à 2000, plus de 122 millions⁴⁰⁴ d'individus auraient migré à l'intérieur de la Chine et la plus grande migration annuelle se serait produite en 1994, pour 17,4 millions de chinois⁴⁰⁵. Finalement, la population de migrants aurait atteint les 211 millions à la fin de 2009, selon le *National Population and Family Planning Commission of China*⁴⁰⁶. La répartition des migrations en fonction de pôles d'attraction révèle la caducité relative du système de *hukou*. Selon Poncet, « l'effet de ce système sur la migration est devenu très faible et de moins en moins de paysans [effectuant une migration] cherchent à convertir un *hukou* rural en un *hukou* urbain⁴⁰⁷. » Malgré la diminution de l'effet du *hukou* sur la migration globale, la lourde marginalisation engendrée par le statut n'est pas pour autant disparu comme le met en exergue la lettre de 12 532 parents au ministères de l'Éducation en 2010, dont 90 % détiennent un *hukou* rural⁴⁰⁸.

Le statut interne des migrants, accordé par leur *hukou*, entre en corrélation avec les

400 *Ibid* à la p 98.

401 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 38.

402 Voir l'encadré sur les réformes économiques et sociales en Annexe E.

403 Commission des recours des réfugiés, *supra* note 380 à la p 7.

404 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 20.

405 Wing Chan Kam et Hu Ying, « Urbanization in China in the 1990s : New Definition, Different Series, and Revised Trends » (2003) 3 : 2 *The China Review* 49.

406 Cité par Shan Huan, « 350m migrant workers by 2050, report says », *China Daily*, Beijing, 28 juin 2010, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-06/28/content_10026167.htm>.

407 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 15.

408 Jia Chen, « Migrant Families Complain About Educational Exclusion », *China Daily*, Beijing, 27 novembre 2010.

trois contextes de migrations identifiés au chapitre II, comme illustré par le schéma en Annexe F. Premièrement, les migrants issus du processus général d'urbanisation et d'industrialisation, hors projet spécifique, principalement les *mingongs*, se situent par défaut généralement hors programme. De ce fait, laissés à eux-mêmes, trois postures émergent : migrant illégal formant la vaste majorité, migrant avec permis temporaire ou résident ayant réussi à obtenir un permis permanent.

Deuxièmement, les migrants générés par les projets de développement se regroupent en deux catégories : les exclus, ignorés des gestionnaires du projets (les déplacés « indirects » ou dit « de subsistance ») et le cas échéant sans prise en charge et dans la même posture que les *mingongs*; les inclus, explicitement visés par le projet, par exemple la population localisée à l'emplacement d'un futur bassin. Suivant ce dernier cas, deux possibilités émergent, car l'identification d'une population affectée n'implique pas nécessairement la mise en place d'un programme particulier à leur égard et la prise en charge de leur statut. Inversement, la prise en charge des migrants via un programme de conversion de *hukou* amènera les migrants vers l'obtention d'un statut de résident permanent légal. Même si les grands projets impliquent généralement cette prise en charge, cela n'empêche pas la corruption ou toutes autres difficultés⁴⁰⁹ administratives éventuelles rendant l'obtention du *hukou* permanent ou d'un emploi difficile. Ainsi, mentionnons le retrait de l'État de l'attribution des emplois qui implique qu'un *hukou* approprié n'est pas nécessairement garant de prospérité. À ceci s'ajoutent les projets pilotés par le secteur privé avec toute la latitude d'aménagement que cela comporte.

Troisièmement, les déplacements aux fins le développement, du fait d'être public et de viser explicitement le développement du niveau de vie des personnes ciblées, comportent d'emblée, si la nouvelle localisation exige un statut différent, un plan de conversion automatique du *hukou*, des procédures accélérées, ou des mesures particulières d'intégration économiques. En bref, le déplacement s'accompagne généralement du *hukou* approprié. Bien que puissent survenir divers problèmes, comme ce fut abordé au chapitre II, les difficultés en lien avec le statut juridique accordé par le *hukou* sont *a priori* écartées. Compte tenu du particularisme local et du morcellement de la mise en oeuvre de ces plans, nous n'écarterons toutefois pas la possibilité que des migrants puissent se retrouver en situation d'illégalité

⁴⁰⁹ Nous renvoyons ici au chapitre II pour le détail des cas de figure et les difficultés générales rencontrées par les personnes en contexte de migration.

malgré l'existence d'un plan relatif au déplacement. Soulignons que pour les projets d'État, les personnes qui décideront de migrer par elles-mêmes peuvent se voir promettre une conversion de *hukou* ou des possibilités d'intégration dans des zones où celui-ci ne devrait pas poser de difficultés⁴¹⁰.

En conclusion, du fait de son imbrication serrée dans la société chinoise, le *hukou* constitue un outil de choix pour réformer l'économie et ses structures, gérer les migrations et l'urbanisation, promouvoir le développement économique et maintenir la stabilité sociale. Toutefois, certains considèrent qu'il risque de nuire à long terme au dynamisme économique et social de la Chine⁴¹¹, en plus d'être une source de mécontentement. Malgré les tentatives pour réduire l'effet des contraintes exercées par le *hukou*, l'exclusion envers les travailleurs migrants se poursuit⁴¹². Il serait aventureux de présager de l'avenir rapproché du *hukou*, car si certaines instances au sein même du gouvernement en réclament l'abolition, ou du moins d'importants changements⁴¹³, d'autres réaffirment sa nécessité au maintien de l'ordre social global en Chine. La population en état transitoire devrait, selon les estimations, s'élever à 350 millions vers 2050⁴¹⁴, relançant l'importance de s'intéresser de près aux normes qui encadreront ces migrations et accorderont des droits et privilèges à des catégories ou des classes particulières au sein de la population. En fait, les normes applicables aux migrants, de par la large proportion de la population chinoise qu'ils représentent, détermineront au moins en partie l'issue de la modernisation de la Chine et le type de société sur laquelle celle-ci se construira, soit par l'exclusion et la marginalisation ou par le progrès et l'intégration.

3.2 Déplacement forcé, une mesure fondée en droit

Les choix politiques de la Chine peuvent se lire à travers le spectre coloré de *Chine*

410 Voir par exemple certains des cas mentionnés dans le rapport : IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 12.

411 Jason Young, « China's Hukou System Impinges on Development and Civic Rights » *East Asia Form* (14 août 2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/08/14/chinas-hukou-system-impinges-on-development-and-civic-rights/>>.

412 Pathak, « Hukou Reform: An Urgent Requirement in China », *supra* note 374 à la p 2.

413 Perçu comme nécessaire vis-à-vis d'un système perçu comme archaïque et discriminatoire.

414 Sun Uking, « Special Coverage: China Population, large, Aging and Changing », *China Daily*, Beijing, 13 juillet 2010, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-07/13/content_10100966.htm>.

*brune ou Chine verte*⁴¹⁵ de Benoît Vermander sur les dilemmes de l'État-Parti. Selon l'auteur, ces dilemmes oscilleraient entre deux paradigmes. Le brun implique la croissance économique à tout prix pour lequel un contrôle social et politique accru est nécessaire afin de prévenir l'anarchie. Le paradigme vert implique plutôt la reconnaissance des dégâts à l'environnement auxquels il faut remédier pour conserver la stabilité sociale, entre autres grâce au développement scientifique et à l'intégration de la société civile. Ces deux scénarios impliquent à leur tour différentes approches relatives à la gestion des déplacés du développement et aux causes de ces déplacements, opposant chacune leur vision du droit. Comme instrument social, le droit peut servir et légitimer la répression ou inversement être un outil de protection, un levier d'ouverture et de démocratisation progressive.

Également, une dychotomie évidente apparaît entre droit économique et droit humain. C'est particulièrement applicable à un sujet tel que celui des déplacés du développement, dont l'illustration la plus claire est la dualité et la tension entre le droit au développement et le droit à la subsistance. Ces deux grands pôles normatifs autour desquels se structure la réflexion et le discours des autorités chinoise en matière de droit humain et économique servira de cadre théorique pour les deux prochaines sections où nous élaborerons sur cet effet de tension.

À la première section, nous explorerons les contours et détours du droit à la subsistance et au développement, ainsi que leur interaction avec le déplacement. À la seconde, nous aborderons le sujet des garanties judiciaires et de la légalité à travers les questions d'expropriation et de compensation à la base desquels se retrouve le droit de propriété, lui-même à l'intersection des droit humains et économiques⁴¹⁶.

3.2.1 Développement et subsistance : entre réalité discursive et factuelle

Comme vu au premier chapitre, le droit au développement fonde la légitimité du Parti puisque celui-ci se réclame de pouvoir et devoir assurer un développement économique soutenu⁴¹⁷, entre autres, afin de garantir le droit à la subsistance⁴¹⁸ du peuple chinois. Étant le

415 Benoît Vermander, *Chine brune ou Chine verte? Dilemmes de l'État-Parti*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2007 [Vermander, *Chine brune ou Chine verte?*].

416 Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 640.

417 Voir plus particulièrement les parties II et III de : RPC, *China's Population and Development*, *supra* note 146. Voir également les réflexions de Bell, Daniel, et Joseph Chan, « Arrêt sur les droits de l'homme en Chine » (2001) 3 : 3 Raisons politiques 87.

418 Énoncé dans : RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127.

fondement de l'ensemble de la réflexion du gouvernement en matière de droits humains, il importe de définir ces deux pôles normatifs et de comprendre de quelle manière ils interagissent, notamment par rapport à la situation des déplacés du développement.

Il existe en effet une tension, liée à la vision chinoise des droits de la personne, entre d'une part, le droit au développement auquel elle accorde une place prépondérante dans son discours officiel (*Livre blanc* de 1991⁴¹⁹) et, d'autre part, le droit à la subsistance, création chinoise, présentée comme le droit le plus important :

I. The Right to Subsistence--The Foremost Human Right The Chinese People
Long Fight for

It is a simple truth that, for any country or nation, the right to subsistence is the most important of all human rights, without which the other rights are out of the question⁴²⁰.

Cette tension dans le cas des déplacés s'articule comme suit. Les présumées PDI auront été créées en Chine au nom de divers impératifs du développement économique, *leitmotiv* du régime chinois depuis 1992. Cependant, les délocalisations auxquelles sont contraints les déplacés mettent en péril leur droit à la subsistance qui, bien que non intégré dans une loi chinoise, est un concept accepté tant par le régime que la population. Dans l'état actuel des choses, une vision très étroite du droit au développement, compris comme croissance économique, semble primer sur le respect du droit à la subsistance de la population chinoise. Pourtant, sur le plan du discours ces deux droits seraient complémentaires. Ainsi, il existerait un écart entre discours et réalité, se traduisant par différentes conceptions de la mise en oeuvre de ces droits que nous définirons tour à tour.

En nous basant essentiellement sur deux *Livres blancs*⁴²¹, reflet du discours officiel, nous contextualiserons puis détaillerons le contenu du droit à la subsistance. Le premier paragraphe du *Livre blanc* de 1991 fait appel à la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*⁴²² pour souligner l'importance du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne. Ensuite suit le discours d'une Chine communiste, ayant dû se libérer du capitalisme

419 *Ibid.*

420 *Ibid.*

421 Énoncé dans : RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127; République populaire de Chine, CAE, *China's Efforts and Achievements in Promoting the Rule of Law*, (Livre Blanc) 2008, Section III, « Legal System of Respecting and Safeguarding Human Rights », en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>> [PRC, *Rule of Law*].

422 Énoncé dans : RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127.

et de la domination étrangère, pour laquelle l'indépendance était la condition *sine qua non* à l'établissement du droit à la substance, ainsi que du droit fondamental à la vie et à la sécurité. Le texte évoque les humiliations et l'absence de dignité de la personne sous les régimes coloniaux, de même que les décès dus aux mauvais traitements et à l'épuisement. Ce serait là l'inverse de l'atteinte du droit à la subsistance. Ainsi, réitérées à nouveau, la préservation de l'indépendance nationale et de la souveraineté ainsi que la libération de la subjugation impérialiste sont, dès lors, les conditions les plus fondamentales pour la survie et le développement du peuple chinois. Malgré les avancées prodigieuses de la Chine, les auteurs du texte reconnaissent que la précarité du droit à la subsistance et des conditions économiques peuvent, en cas de désastres ou de troubles sociaux, être mises à rude épreuve et compromettre sa réalisation. De ceci découleraient le souhait et la demande fondamentale de la nation pour la stabilité sociale, tâche à accomplir de toute urgence et sur le long terme.

Il est précisé que « the problem of the people's right to subsistence can be truly solved only when their basic means of livelihood are guaranteed⁴²³. » À partir de ce point, le contenu du droit à la subsistance est dévoilé : le droit de manger à sa faim et d'être habillé chaudement. Ce serait là les demandes fondamentales du peuple et pour le gouvernement, une priorité « on top of the agenda ». De plus, à la section V, le droit au travail est reconnu comme condition essentielle du droit à la subsistance, inefficace sans garantie du premier, pour lequel l'accès à l'emploi en serait l'incarnation directe. Toujours selon les auteurs, « The Constitution and the law provide that citizens have the right to work, rest, receive vocational training and be paid for their labor and that they have the right to labor protection and social security⁴²⁴. » Finalement, l'alimentation, la santé, la mortalité infantile, l'emploi et l'espérance de vie sont présentés comme des critères d'évaluation de l'atteinte du droit à la subsistance, ce qui *de facto* en élargit sensiblement le contenu, ou du moins, tend vers la doctrine de l'interrelation des droits. D'ailleurs, les auteurs mentionnent qu'après avoir résolu les questions d'alimentation et d'habillement, il faudra sécuriser les moyens de subsistance afin que le droit à la subsistance du peuple ne puisse plus être menacé.

En résumé, le contenu du droit à la subsistance, sans être défini par un article précis, tend à garantir des standards minimums, mais s'avère avant tout un discours politique. Il est invoqué défensivement pour justifier et affirmer la souveraineté et la non-ingérence dans les

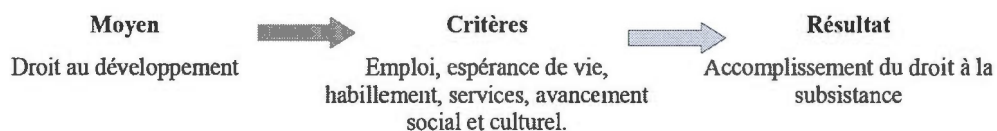
423 *Ibid.*

424 *Ibid.*

affaires internes d'un État et pour justifier le contrôle social. Les données relatives à l'indice de développement humain (IDH) peuvent être utilisées comme indicateur de l'accomplissement du droit, selon les propos retenus. Finalement, le droit à la subsistance serait intrinsèquement lié au droit au développement :

China's basic stand on the development of human rights is: placing top priority on people's rights to subsistence and development, making development the principal task, and promoting citizens' political, economic, social and cultural rights to achieve their all-round development⁴²⁵.

Même si plusieurs auteurs arguent la non-justiciabilité du droit au développement sur la scène internationale⁴²⁶, ce dernier trouve une application particulièrement concrète dans le contexte chinois. Tant le PCC que le gouvernement s'en réclament et en font un principe primordial d'action. D'ailleurs, dans son *Livre blanc* de 1991, la Chine rappelle son engagement et son soutien à la résolution de l'ancienne Commission des droits humains de l'ONU sur le droit au développement⁴²⁷. Soulignons que ce droit est intrinsèquement lié au Nouvel Ordre économique international que les pays occidentaux n'ont pas encore cautionné, malgré la pression des pays dits en développement, en quête d'une redéfinition des rapports économiques mondiaux⁴²⁸. La RPC utilise abondamment la notion de droit au développement, afin de légitimer le maintien au pouvoir du régime et comme principal moyen pour atteindre les autres droits, le plus central étant celui à la subsistance. La relation entre ces deux droits s'articule comme suit :



Sur le plan du discours, le droit au développement est utilisé comme complément sémantique du droit à la subsistance ou de l'expression « développement de moyens de subsistance⁴²⁹ », lié par une cooccurrence fréquente. Ils semblent quasi-permutables tant la

425 PRC, *Rule of Law*, *supra* note 421.

426 J-Maurice Arbour et Geneviève Parent, *Droit international public*, 5e éd., Cowansville (Qc), Éditions Yvon Blais, 2006, à la p 435.

427 Énoncé dans : Section X « Active Participation in International Human Rights Activities », RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127.

428 J-Maurice Arbour et Geneviève Parent, *supra* note 426 à la p 435.

429 Dans les rapports généraux sur les travaux du gouvernement du Shaanxi, le terme développement est souvent suivi de « improving people's livelihood », voir : H E Yuan Chunqing, Governor of Shaanxi Province, *Report on the Work of Shaanxi Provincial Government (2010)*, présenté à la troisième session du onzième Congrès populaire de la province du Shaanxi, 25 janvier 2010, en

logique discursive les présente comme inhérents l'un à l'autre. Tous deux considérés comme des objectifs et des piliers de légitimité, le droit au développement contient quant à lui une dimension davantage opératoire du fait d'être le « moyen » pour atteindre la subsistance, présenté quant à elle comme « résultat » souhaité. Bien qu'une étude plus approfondie serait nécessaire, il semblerait y avoir une tendance impliquant que le premier contiendrait une obligation de moyen et le second une obligation de résultat.

Au moment de sa mise en oeuvre, le droit au développement est néanmoins tributaire des différentes conceptions du développement qui peuvent parfois se contredire entre elles⁴³⁰ ou encore avec l'atteinte du droit à la subsistance. De ceci émerge une relation de tension entre ces deux droits. À travers une série d'exemples, illustrons ces différentes conceptions telles que présentées et utilisées par le régime.

La section III du *Livre blanc* de 2008 mentionne clairement « all-around development⁴³¹ », signifiant que le droit au développement ne se limiterait pas seulement à sa dimension économique. D'ailleurs, tout le principe du « développement scientifique⁴³² » annexe une dimension sociale et environnementale au droit au développement. Ce principe, réitéré par plusieurs instruments quasi juridiques, se combine à l'idée de développement durable, elle-même de plus en plus intégrée au discours du régime⁴³³. Le *Livre blanc* de 2000 sur la population et le développement de la Chine au XXI^e siècle précise :

China will persistently follow its sustainable development strategy, [...] and bring about a coordinated development between the population and the economy, society, resources and environment so as to realize national modernization and the all-round development of the people. With full realization of human rights as the basic objective, China will combine the universal principle of human rights with its national conditions, give top priority to the rights to subsistence and development [...]⁴³⁴.

ligne : The Government Website of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/channel/print.shtml?/aboutgov/govworkreport/201006/27254_1>, [H E Yuan].

430 Voir section 2.3 du Chapitre I sur les modèles de développement.

431 PRC, *Rule of Law*, *supra* note 421.

432 Voir le chapitre I et les ouvrages suivants sur la notion de développement scientifique : Vermander, *Chine brune ou Chine verte?*, *supra* note 415; Zengwei Yuan, Jun Bi, et Yuichi Moriguchi, « The Circular Economy: A New Development Strategy in China » (2006) 10 : 1-2 *Journal of Industrial Ecology* 4 aux pp 4-8.

433 Voir entre autres les questions d'investissement et les deux *Livres blancs* ci-après : RPC, *China's Population and Development*, *supra* note 146; PRC, *Rule of Law*, *supra* note 421; RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127.

434 RPC, *China's Population and Development*, *supra* note 146 au para 10.

Notons également que le droit au développement se situe à un carrefour polémique de vif intérêt, puisqu'il est à la fois un droit économique et un droit humain. Ces discours permettent d'affirmer qu'il existe une conception holistique d'un droit au développement de nature globale, allant de pair avec le droit à la subsistance tel que défini précédemment.

Une seconde conception plus limitée et de nature économique⁴³⁵ entre, dans les faits, en contradiction avec le droit à la subsistance. Le rapport de 2010 sur le travail du gouvernement provincial du Shaanxi permet d'entrevoir ces deux dimensions. Ce qui débute comme conception large du développement :

We must stick to the theme of pursuing scientific development and enriching the province and its people, speed up the transformation of the development mode, put safeguarding and improving people's livelihood as the first priority, address outstanding conflicts and problems⁴³⁶

se poursuit par un segment qui fait plutôt l'apologie des mégaprojets de développement, essentiellement vus dans leur dimension économique : « [...] concentrate our strength on some big and practical projects and ensure the sound and rapid economic development in a long term⁴³⁷. » Ce discours d'apparence contradictoire nous ramène à une conception étroite du développement, comme l'indique l'introduction du même rapport : « Industrial development was regarded as a top priority in economic growth⁴³⁸. »

Or, en l'absence de prise en compte du facteur humain, le développement économique et industriel tous azimuts, principalement conçu comme croissance économique, génère un nombre considérable d'exclus. C'est le cas des *mingong* pris dans l'étau de l'urbanisation et de l'industrialisation galopantes. L'exode rural, les expropriations urbaines et périurbaines, ainsi que les conditions difficiles de vie des travailleurs migrants et des « victimes » du développement sont des phénomènes largement connus et en fait, souvent tacitement acceptés, voire même officiellement légitimés et « nécessaires », au nom du développement national et de l'intérêt suprême de la nation. C'est l'opposition traditionnelle entre l'intérêt du groupe comme entité globale et des individus ou sous-groupe qui le composent.

En fait, la section III du *Livre blanc* de 1991 identifie les bénéficiaires du développement : « The Chinese government pays due attention to the protection and

435 Nous pourrions également faire allusion à la conception *thin* et *thick* de l'État de droit, respectivement une vision procédurale et substantielle.

436 H.E. Yuan, *supra* note 429.

437 *Ibid.*

438 *Ibid.*, section I, au para 1.

realization of the rights of the country, the various nationalities and private citizens to economic, cultural, social and political development⁴³⁹. » Lorsque dans le cadre d'un projet l'intérêt national est invoqué sous la forme du droit au développement de la nation, il y a hiérarchisation factuelle des intérêts, puisque les « victimes » de ce développement se retrouvent en réalité en opposition avec cette conception collective qui accepte tacitement ou non les dommages collatéraux du développement. Ceci révèle une remarquable similitude avec la conception du développement qui prévalait dans les années cinquante et soixante en Occident⁴⁴⁰ et qui subsiste encore aujourd'hui avec une nomenclature différente⁴⁴¹.

Au-delà du discours, trois facteurs permettent d'identifier que la conception dominante du développement est restreinte et essentiellement économique ou collective. Premièrement, l'absence de programme de déplacement ou de prise en compte des « victimes du développement » implique nécessairement que le facteur humain et particulier n'a pas été retenu ou qu'il fut considéré secondaire à un intérêt supérieur. Deuxièmement, le fait que tous les groupes de personnes affectées ne soient pas intégrés dans un plan implique également qu'une vision limitée des impacts du projet fut retenue. C'est le cas, par exemple, des déplacés de subsistance par rapport aux déplacés des réservoirs dans le cas des Trois-Gorges. Troisièmement, le constat de l'échec, même partiel, des plans et programmes de déplacement implique que les facteurs sociaux et environnementaux n'ont pas été suffisamment pris en compte ou évalués, et par conséquent, qu'une version essentiellement économique restreinte du développement fut mise en application. Or, ces trois scénarios et tous ces projets qui génèrent des « victimes du développement » sous forme de déplacés, opposent dans les faits le droit à la subsistance de ces gens, à la mise en oeuvre du droit au développement. Également, même si les meilleures intentions sont énoncées en termes de développement et de subsistance, si dans les faits il y a précarisation et paupérisation des populations touchées, il y a une opposition entre subsistance et développement, ainsi qu'entre les diverses conceptions du développement.

Les projets empruntent à ces différentes conceptions. Par exemple, lorsque nous traitons des phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation, peu importe le discours en

439 RPC, *Human Rights in China*, *supra* note 127, section III.

440 Rappelons le chapitre I, section 1.2.2. Les dommages causés par les mégaprojets, principal levier de développement, étaient considérés comme un mal nécessaire pour atteindre un meilleur futur.

441 Annie Rochette, *supra* note 173 aux pp 156-162.

amont, le factuel démontre une conception finalement limitée. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous regroupons ces projets en une seule catégorie au chapitre II.

Lorsque nous traitons des mégaprojets de développement impliquant des déplacements comme conséquences avouées, à l'instar des Trois-Gorges, le discours se scinde en deux volets. Le premier, se rapporte au projet de barrage lui-même et invoque l'intérêt national :

The water conservancy and hydro-power project we are building today on the Three gorges of the Yangtze River, the scale and overall benefits of which have no parallel in the world, will greatly promote the development of our national economy, and prove to be a lasting exploit in the service of the present and future generations⁴⁴².

Dès lors, une opposition apparaît entre le droit à la subsistance de la population affectée et leur droit au développement dans sa dimension collective.

Le second volet porte sur le plan de déplacement présenté comme une opportunité de développement et d'amélioration des conditions de subsistance et du droit à la subsistance, qui devient d'ailleurs une forme de condition du déplacement :

It is imperative to adhere to the policy of development-oriented resettlement of the people, redouble our efforts to afforest the reservoir area and especially the upper reaches of the Yangtze River, take comprehensive measures to constantly improve ecological environment and prevent soil erosion, for it is an important precondition for ensuring lasting peace and political stability as well as a sustainable development of the reservoir area and the entire Yangtze River Valley⁴⁴³.

Cette approche globale du développement, s'adressant particulièrement aux déplacés, est reprise par le responsable du projet des Trois-Gorges, en 1993 : « Our goal is to ensure that those resettled will have better working and living conditions. The compensation we are offering is much higher than their expected losses⁴⁴⁴. » Bien que le souci d'un développement intégré soit présenté, la constatation actuelle des difficultés encourues par les migrants démontre qu'un écart considérable s'est creusé entre le discours et les moyens qui furent déployés. Il y a donc opposition de fait entre développement et subsistance.

Quant aux projets de déplacement aux fins de développement comme celui du

442 Jiang Zemin, *Jiang Zemin's Speech Marking Yangtze-Damming for Three Gorges Project*, (8 novembre 1997), en ligne : Embassy of the People's Republic of China in the United States of America <<http://www.china-embassy.org/eng/zt/sxgc/t36514.htm>>.

443 *Ibid.*

444 Li Boning, Head of the Three Gorges Migration Office (1993) IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231.

Shaanxi⁴⁴⁵, le même discours est tenu : « This relocation project is for the benefit of the people [...] It aims to give people a safer and more convenient environment in which to live their lives⁴⁴⁶. » Les discours des deux programmes de déplacement se rapprochent, mais tendent *a priori*⁴⁴⁷ vers des résultats différents pour deux raisons. Premièrement, le programme de déplacement des Trois-Gorges reste soumis au projet du barrage dont il est la conséquence. Inversement, pour le Shaanxi, les résultats, en termes d'amélioration des moyens de subsistance de la population, seraient l'objectif même de toute l'opération. Deuxièmement, la différence de résultat envisageable tend à démontrer qu'en dépit d'un discours similaire, c'est la mise en oeuvre effective qui fera la différence, soit l'application que l'on fait du droit au développement et à la subsistance, leurs mesures de mise en oeuvre, les processus de vérification, la participation des personnes concernées et les ressources allouées au projet et utilisées à bon escient. Ainsi, malgré une union discursive des deux droits, il y a opposition dans la réalité.

La particularité du projet de déplacement aux fins de développement, c'est la juxtaposition des deux droits invoqués au nom des personnes à déplacer (ou qui se verront offrir l'opportunité d'être réinstallées ailleurs) qui légitime l'ensemble du projet et exclut en principe tout autre objectif.

En conclusion, il semble qu'une conception complémentaire de ces deux droits dans leur version ouverte et holistique soit davantage prometteuse pour les projets de développement impliquant des déplacements. Nous confirmons donc la corrélation selon laquelle plus le niveau d'intégration réciproque de ces deux droits est élevé et prend en considération les dimensions humaines du déplacement et du développement⁴⁴⁸, plus l'exclusion tend à diminuer et plus la prise en compte des déplacés s'opère de manière harmonieuse. Évidemment, encore faut-il que des ressources suffisantes soient déployées

445 Clem, « Shaanxi plans », *supra* note 284; Cui, « Unstable Ground, Unsettled People », *supra* note 289.

446 Zhao Zhengyong, gouverneur du Shaanxi, cité par E. McLaughlin, « China's Biggest Relocation », *supra* note 197.

447 Considérant le fait que le plan du Shaanxi est en cours et que les impacts et conséquences du projet seront véritablement connus sur le long terme plus tard.

448 Michael M. Cernea, *La dimension humaine dans les projets de développement: les variables sociologiques et culturelles*, Éditions Karthala, 1999.

pour leur mise en oeuvre. Néanmoins, les résultats de cette étude confirment les thèses⁴⁴⁹ qui soutiennent que les autorités ont généralement tendance à sous-estimer les coûts associés aux programmes de déplacement. Selon nous, cette tendance s'applique également à l'ensemble des coûts et impacts associés aux projets de développement, du fait d'une conception limitée à leur dimension économique excluant ainsi les facteurs sociaux, culturels et environnementaux en amont et en aval du projet.

3.2.2 Garanties juridiques : abstention de protection du judiciaire

Cette section porte sur le cadre de l'acte juridique même qui détermine la nature forcée et involontaire du déplacement, soit l'expropriation. En abordant les garanties judiciaires et le contrôle de la légalité des actes de l'administration, relatifs aux expropriations et aux compensations, nous touchons directement à de nombreuses dynamiques conflictuelles révélatrices des difficultés auxquelles sont confrontés les déplacés du développement. En effet, à l'instar du droit au développement et à la subsistance qui expriment un écart entre discours et pratique, les questions de propriété sont également la rencontre du droit économique et des droits humains. Bin Li, dont la thèse porte sur *La protection de la propriété en Chine*, se réfère aux normes contenues dans la Constitution et aux lois ainsi qu'aux conflits qui en résultent avec l'administration pour démontrer l'écart existant entre la proclamation et l'effectivité du droit dans le système juridique chinois⁴⁵⁰. Sans reprendre sa démonstration, nous ciblerons certains des lieux d'expression de cette dynamique qui posent problème particulièrement pour les justiciables chinois confrontés à l'expropriation. Il apparaît que les mécanismes de garanties judiciaires et du contrôle de la légalité des actes de l'administration illustrent l'ambiguïté du système juridique qui participe à la précarisation de la situation des justiciables appelés à devenir des déplacés internes. Autant le discours sur le développement et la subsistance peuvent légitimer et engendrer le déplacement forcé, autant les lacunes du système juridique relatives aux éléments susmentionnés laissent ces situations problématiques se perpétuer, parfois en les facilitant, d'autres fois en les atténuant. D'abord, nous examinerons le contexte d'adoption des normes relatives au droit de propriété et d'usage du sol rural et urbain. Ensuite, nous traiterons du nouveau règlement du CAE qui offre une

449 Voir Boîte 2: The World Bank on Resettlement in China, dans IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 5.

450 Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 216.

tentative de réponse à certains des défis en matière de protection de la propriété dans le contexte du développement fulgurant de la Chine. Nous terminerons sur les voies de recours des justiciables en matière d'expropriation et de compensation.

Le droit de propriété et le droit d'usage des sols urbains et ruraux peuvent être réquisitionnés ou transférés selon de nombreuses méthodes⁴⁵¹ posant, dans le cas d'expropriations, généralement un contexte de conflit et d'instabilité social comme les « négociations de délogement et de relogement satisfont rarement les populations touchées⁴⁵² ».

La quête de croissance économique et surtout de l'urbanisation a conduit à l'expropriation et à la réquisition des terres cultivables et de l'immobilier urbain en méconnaissant de manière flagrante les droits et intérêts légaux des propriétaires ou des titulaires du droit d'usages des terres⁴⁵³.

L'urbanisation et la croissance économique augmentent la fréquence et le risque d'expropriation et de déplacement forcé. À leur tour, ces facteurs génèrent mécontentements et instabilité sociale. De ce fait, les instances judiciaires et les juges, pris entre l'arbre et l'écorce, ont la lourde tâche de maintenir la stabilité sociale en conciliant les intérêts des citoyens, des gouvernements locaux et de l'élite entrepreneuriale⁴⁵⁴. L'identification des principales sources normatives internes en matière de propriété⁴⁵⁵ révèle trois facteurs problématiques : l'entreprise politique d'élaboration des lois, le rôle central de l'administration et la prédominance du facteur « local ».

Premièrement, l'image d'un droit instrumentalisé et politique est projetée par les institutions publiques. Les réformes initiées par le gouvernement de manière empirique sous

451 Voir les textes de Julien Allaire qui sont particulièrement complets pour détailler les différentes méthodes de transfert et de réquisition, de même que leurs problématiques respectives. Allaire, « L'émergence chaotique », *supra* note 365; Allaire, *Réformes foncières*, *supra* note 203.

452 « Elles sont parfois expulsées de force des centres-villes vers la périphérie. Ensuite la municipalité revend à prix d'or les droits d'usage du sol. » Allaire, « L'émergence chaotique », *supra* note 365.

453 Voir Bin Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 293 qui se rapporte au Reportage de l'Agence de presse Xinhua, « La Chine renforce l'administration des terres pour lutter contre le surchauffage économique », (15 août 2006) People Daily, en ligne : <<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/4702477.html>>.

454 *Ibid* aux pp 294-295.

455 « [...] les normes juridiques relatives à la propriété peuvent être dictées par les lois nationales adoptées par l'APN et son Comité permanent, les règlements administratifs adoptés par le CAE, les règlements locaux adoptés par les Assemblées populaires et leur comité permanent des provinces, des municipalités subordonnées directement à l'autorité centrale et des grandes

la forme de mesures et documents politiques⁴⁵⁶ normalisent, mettent en place, autorisent ou restreignent aux justiciables certaines pratiques. Seulement ensuite, le PCC et le gouvernement central (CAE) choisiront les aspects des réformes à intégrer dans les textes de loi, relayant « [...] la législation [à] un rôle secondaire en matière de droit de propriété⁴⁵⁷. »

Deuxièmement, la procédure d'expropriation étant quasi exclusivement administrative, c'est donc le contrôle de la légalité des actes de l'administration, via la mise en oeuvre des garanties juridiques qui détermine la protection de la propriété. Or, comme le note Bin Li, « [...] tous les actes de l'Administration ne sont pas soumis au contrôle judiciaire⁴⁵⁸. » En effet, la *Loi sur le contentieux administratif*⁴⁵⁹ exclut les actes administratifs abstraits de portée générale de la compétence judiciaire⁴⁶⁰, de même que les actes administratifs concrets prévus légalement comme définitifs⁴⁶¹. Du coup, la légalité et la constitutionnalité des règlements administratifs et de certains arrêtés se dérobent à l'autorité judiciaire et la distinction entre concret et abstrait sert d'échappatoire⁴⁶².

Le CAE joue un rôle particulièrement central et sa prééminence normative s'illustre en matière d'expropriation où ses règlements font généralement figure d'autorité. À titre d'exemple, le *Règlement d'administration sur la démolition des bâtiments dans des zones urbaines*⁴⁶³ s'appliqua jusqu'en 2011 en dépit de sa non-conformité avec la Constitution révisée de 2004 et la *Loi sur les droits réels*⁴⁶⁴ de 2007⁴⁶⁵. En fait, ce règlement ne pouvait être contesté devant les cours du fait des exclusions de la *Loi sur le contentieux administratif*.

viles. » *Ibid* à la p 18.

456 *Ibid* à la p 20 utilise l'exemple de Opinions sur la réforme des terres forestières de propriété collective, publiées le 8 juin 2008. .

457 *Ibid* à la p 21.

458 *Ibid* à la p 24 et à la p 304 de manière générale.

459 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur le contentieux administratif* ou *La loi sur la procédure administrative de la République populaire de Chine*, adoptée le 4 avril 1989 [entrée en vigueur 1^{er} octobre 1990].

460 Opposable aux actes administratifs concrets, voir article 12 paragraphe 2, *ibid*.

461 *Ibid* article 12 au para 4.

462 Robert Heuser, « Le rôle des tribunaux administratifs dans les litiges entre les citoyens et le gouvernement chinois » (2003) 78 *Perspective chinoise* au para 30.

463 Conseil des Affaires d'État, *Règlement d'administration sur la démolition des bâtiments dans des zones urbaines*, (1991 et modifié en 2001) [*Règlement sur la démolition*, remplacé en 2011 par un nouveau règlement].

464 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *La loi sur les droits réels de la République populaire de Chine*, 13 mars 2007 [*Loi sur les droits réels*].

465 Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 aux pp 18-19.

Ce serait d'ailleurs la raison pour laquelle ce cadre normatif fut adopté en tant que règlement⁴⁶⁶. Également, « L'effet de cette exclusion du contrôle judiciaire ne peut qu'être renforcé par le fait de déléguer le pouvoir législatif à l'autorité administrative⁴⁶⁷. » La place prédominante de l'administration et la coordination politicoadministrative des tribunaux, qui doivent « s'en tenir au sens politique correct⁴⁶⁸ », relèguent à un rôle de dernier ordre les organes judiciaires dans la mise en oeuvre des garanties juridiques du droit de propriété. Bien que des améliorations à ces garanties soient ponctuellement apportées, cette répartition du pouvoir représente pour Bin Li « une vraie menace pour la protection de la propriété⁴⁶⁹. »

Troisièmement, les règlements locaux pour mettre en oeuvre les lois nationales de même que les arrêtés adoptés par les différents paliers gouvernementaux complexifient et brouillent la hiérarchie des normes. Ces facteurs combinés à la production normative décentralisée génèrent ainsi des distorsions du droit et des incompatibilités récurrentes entre les règles du centre et des échelons sous-jacents⁴⁷⁰ auxquels la *Loi sur la législation de la République populaire de Chine*⁴⁷¹ et son mécanisme de contrôle de compatibilité ne semblent pouvoir pallier⁴⁷².

Les facteurs politique, administratif et local confrontent les justiciables chinois à trois problèmes de fond : l'inaccessibilité, l'imprécision⁴⁷³ et l'imprévisibilité relative du droit positif chinois en matière de propriété. En effet, contrairement aux documents du gouvernement central, l'accessibilité aux règlements locaux et aux arrêtés s'avèrent ardue

466 *Ibid* à la p 24.

467 *Ibid*.

468 Luo Shezhen cité par *Ibid* à la p 294.

469 *Ibid* à la p 293.

470 *Ibid* à la p 19.

471 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la législation de la République populaire de Chine*, 15 mars 2000, en ligne : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle <http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=200087> [entrée en vigueur le 1er juillet 2000].

472 Le mécanisme contrôle la compatibilité entre règlements et lois nationales et entre arrêtés locaux et règlements et lois. Voir les commentaires sur la loi dans : Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 aux pp 226 et suivantes, 242-243; Notons néanmoins les améliorations récentes : Christophe Bahuët, « Legal Harmonization: A Prerequisite for Consistency in Law and Governance », *International Workshop on Comparative Analysis on systems and Mechanisms to Ensure Legalization Harmization at Different Levels*, Huangshan, 22 mars 2012, en ligne : <<http://www.undp.org.cn/modules.php?op=modload&name=News&file=article&catid=25&topic=17&sid=44794&mode=thread&order=0&thold=0>>.

473 Voir l'explication relative au renouveau du droit d'usage du sol étatique : Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 22.

alors qu'ils ont pourtant une valeur particulièrement opérationnelle et donc utiles aux praticiens⁴⁷⁴. Quant aux deux autres problèmes, en plus des contradictions susmentionnées, certains textes sont délibérément laissés ambigus et d'autres se réfèrent aux « dispositifs de l'État » qui impliquent que la politique de l'État prévaut en absence de règle de droit⁴⁷⁵. L'ensemble de ces situations pousse à la fois les justiciables et le gouvernement à recourir plus souvent aux mesures administratives que judiciaires, conséquence directe de la faiblesse du système judiciaire.

« Ainsi face aux mécontentements des personnes victimes de l'abus d'expropriation des terres cultivables et de démolition des immeubles d'habitation dans les zones urbaines comme effets du développement du marché foncier durant ces dernières années », le CAE intervient sans retenue « en déployant des mesures disciplinaires visant à suspendre quasiment tous les projets d'expropriation déjà initiés et corriger les pratiques irrégulières⁴⁷⁶. » L'auteur nuance néanmoins les impacts de ces mesures :

Il est vrai que l'intervention de l'État central en dehors du droit formel se révèle efficace pour freiner brutalement les abus dont peuvent faire preuve les autorités locales, ce qui revient à défendre les droits des citoyens en matière de propriété et à maintenir la stabilité de l'ordre social, considérée comme l'une des priorités du gouvernement central. Mais des interventions de ce genre comportent un double risque étant donné qu'elles sont aveugles aux problèmes inhérents à l'élaboration de la loi — ce qui favorise la marginalisation de la fonction du droit formel —, mais aussi du fait qu'elles produisent uniquement des effets conjoncturels⁴⁷⁷.

De ce fait, les solutions durables sont écartées et l'ineffectivité du droit laisse se perpétrer un cycle de « transgression et répression⁴⁷⁸ ».

Dans l'objectif de répondre aux défis que pose ces situations, le CAE adopta en 2011 le *Regulations on the Expropriation of Houses on State-owned Land and Compensation Therefor*⁴⁷⁹ remplaçant l'ancien règlement largement critiqué qui faisait office de principale

474 Par exemple quant aux modalités de cession des droits d'usage du sol : *Ibid* à la p 21.

475 Voir commentaire de Bin Li sur l'article 153 de la loi sur les droits réels quant à la cessibilité du droit d'usage du sol : *Ibid* à la p 22.

476 *Ibid* à la p 19.

477 *Ibid*.

478 *Ibid*.

479 Après une première révision de l'ébauche en 2007 par le CAE, deux fois l'opinion publique fut sollicitée en 2010 afin de compléter la révision du règlement avant d'être adopté dans sa version finale en janvier 2011, voir Agence Xinhua, « House expropriation policy solicit suggestions », China Daily, Beijing, 15 décembre 2010, en ligne : <<http://www.chinadaily.com.cn/china/2010->

référence en matière d'expropriation. Traitons à présent des caractéristiques de ce nouvel outil. D'abord, le nouveau règlement abolit la prérogative du gouvernement au recours à la démolition forcée, mais l'exécution forcée par procédure judiciaire demeure à l'article 28 suivant l'ancienne pratique : « De manière générale, à la demande de l'organe gouvernemental chargé de l'administration de la démolition, les tribunaux et les cours populaires prennent l'ordonnance consistant à exécuter des démolitions en recourant à la force en vertu de la loi de procédure civile⁴⁸⁰. » Cette instrumentalisation du judiciaire par l'administration, qui renforce *de facto* la position de cette dernière et augmente le déséquilibre des forces, illustre les difficultés de la mise en place de l'État de droit.

Ensuite, analogue à l'idée générale du « legal empowerment of the poor », le règlement sous l'article 11 vise la participation du public. De plus, l'article 9 implique que toute construction menant à des expropriations devra être compatible avec les plans nationaux de développement économique et social, les plans de gestion des sol, les plans urbains et ruraux et les plans de projets spéciaux. Or, afin de contrôler l'abus d'expropriation, depuis janvier 2008, une nouvelle loi prévoit une phase préliminaire de concertation des populations concernées quant à l'élaboration des plans urbains et ruraux par les gouvernements locaux : « The plan of a village shall, before it is submitted for examination and approval, be presented to the meeting of villagers or of the villagers' representatives for discussion and consent⁴⁸¹. » Cette mesure va également dans le sens de la *Loi sur l'autorisation administrative*⁴⁸² qui pose le principe d'une audience publique préalable à l'adoption de toutes les autorisations ayant des incidences sur les droits et intérêts des citoyens. Le nouveau règlement opérationnaliserait donc ces autres normes, autrefois omis par sa version

12/15/content_11708646.htm>; Regulations on the Expropriation of Houses on State-owned Land and Compensation Therefor, décret no590 du Conseil des Affaires d'État du 21 janvier 2011, adopté par la 141^e session du CAE du 19 janvier 2011, entrée en vigueur le 21 janvier 2011 [*Regulation on the Expropriation*].

480 L'article 17 du *Règlement d'administration sur la démolition des bâtiments dans des zones urbaines* du CAE permettait également aux départements gouvernementaux de procéder à l'exécution de la décision de démolition par des mesures forcées, mais le CAE interdit l'exécution forcée d'office de la décision de démolition depuis 2004, voir Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 348 à la p 28.

481 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la planification urbaine et rurale*, 28 octobre 2007, articles 22 et 26, en ligne : <http://www.china.org.cn/china/Legislations/Form2001-2010/2011-02/11/content_21899292.htm>[entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008].

482 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur l'autorisation administrative*, 27 août 2003, art 47 [entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004].

précédente.

Désormais, une décision d'expropriation ne peut être mise en oeuvre qu'après avoir rempli les conditions suivantes : nécessité d'intérêt public, compatibilité avec les plans pertinents, élaboration des plans de compensation après avoir sollicité une audience publique, la production d'une étude d'impact et finalement, après avoir fourni la preuve aux organes de supervision que les compensations ont été pleinement versées. Pour chacune des étapes, de l'élaboration des plans jusqu'à leur mise en oeuvre, il est suggéré aux autorités des échelons supérieurs de superviser les échelons inférieurs (article 6 et 7).

La principale nouveauté consiste à poser des conditions à l'expropriation forcée. En effet, « l'intérêt public » est la seule justification à l'expropriation forcée et une définition est fournie à l'article 8 couvrant entre autres, la défense nationale, la construction d'infrastructures, la santé publique, la prévention ou la réduction des risques de catastrophes, la reconstruction de secteurs insalubres et non sécuritaires, la construction de logements sociaux, etc, ainsi que pour toute autre raison prévue par la loi ou par règlement administratif. Or, cette définition est si large qu'elle ouvre la porte à l'abus des administrations locales⁴⁸³.

L'établissement et le versement des indemnités sont une condition préalable à tout déplacement, même lors d'une exécution judiciairement forcée (article 27). Reste à voir si cette nouveauté sera mise en application, car déjà la décision de 2004 du CAÉ⁴⁸⁴, à l'effet de laquelle les agriculteurs doivent être indemnisés et réinstallés avant l'utilisation des terres par les gouvernements locaux, « ne semble pas systématiquement appliquée dans la pratique⁴⁸⁵. » En fait, « Il arrive souvent que les habitations aient déjà été démolies alors que le contentieux judiciaire relatif à l'indemnisation est encore en cours. D'où l'effet non suspensif du contentieux sur l'exécution de la décision de démolition édictée par l'autorité administrative⁴⁸⁶. » Le nouveau règlement précise l'effet suspensif du contentieux administratif, mais rien n'est mentionné quant aux mesures judiciaires éventuelles.

Ceci nous amène à aborder les recours envisageables par les justiciables. D'abord, un

483 Yan Jun et Chen Haiting, « Understanding the Regulations on Expropriation and Compensation of Housing on State-owned Land » *China Bulletin: King & Wood's Real Estate Group* (24 novembre 2011), en ligne : <<http://www.kingandwood.com/Bulletin/ChinaBulletinContent.aspx?id=6be56aaa-5530-4124-a562-668a505d301a>>.

484 Conseil des affaires d'État, Décision n° 2004 (28) du 21 octobre 2004.

485 Ambassade de France « L'expropriation », 27 mai 2009, en ligne : <http://www.ambafrance-cn.org/imprimer.html?id_article=7270&lang=fr&cs=print>.

486 Article 16, alinéa 2 et l'article 17 du *Règlement sur la démolition*, *supra* note 463.

propriétaire s'opposant à la valeur attribuée à sa propriété peut demander à l'institution d'évaluation foncière une réévaluation du prix. S'il s'oppose à ce résultat, il peut demander une seconde réévaluation auprès du comité d'experts en évaluation de biens immobiliers (article 19). De plus, le règlement précise qu'un propriétaire en désaccord avec une décision d'expropriation (article 14) ou insatisfait d'une décision de compensation (article 26) peut demander un réexamen administratif ou intenter un recours administratif. Les mesures judiciaires ne sont envisagées explicitement par le règlement que s'il y a manquement à un accord signé de compensation (article 25), soit sur l'exécution du « contrat » et non sur les termes de celui-ci. À l'instar de l'ancien règlement, un flou subsiste quant à savoir si la décision relative aux indemnités ou à l'exécution d'expropriation peut être soulevée devant une instance judiciaire.

Hors du règlement, deux lois offrent des possibilités de recours aux justiciables : la *Loi sur le contentieux administratif*⁴⁸⁷ et la *Loi sur la révision administrative*⁴⁸⁸. La première représente les bases d'une supervision de l'administratif par le judiciaire. Cependant, elle manque cruellement de dents quant à sa capacité de contraindre l'administration. En effet, « il est quasiment impossible pour les tribunaux d'ordonner la suspension des procédures d'expropriation et la rétrocession des biens expropriés⁴⁸⁹. » En matière d'expropriation en milieu rural, seuls les actes administratifs d'application de la décision d'expropriation, non pas la décision en elle-même, sont couverts par la loi. Un scénario similaire est observé en zone urbaine. En matière d'indemnisation elle était reinteinte par l'ancien règlement qui prévoyait l'arbitrage administratif entre expropriant et exproprié⁴⁹⁰. Selon l'avis d'interprétation judiciaire de la Cour populaire suprême⁴⁹¹, il s'agissait de l'étape préalable obligatoire au contentieux judiciaire qui ne servait qu'à contester le résultat d'arbitrage. Suivant une telle

487 *Loi sur le contentieux administratif*, *supra* note 459.

488 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la révision administrative de la République populaire de Chine*, 29 avril 1999, en ligne : <http://www.fdi.gov.cn/pub/FDI_EN/Laws/GeneralLawsandRegulations/BasicLaws/P020071129322512969305.pdf> [*Loi sur la révision administrative*, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999].

489 Pour des explications particulièrement, voir la note infrapaginale 80, dans : Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 27.

490 Bin Li, *Légitimité, légalité et effectivité : La protection de la propriété en Chine*, L'Harmattan., Paris, 2011 à la p 26 concernant le *Règlement d'administration sur la démolition des bâtiments dans des zones urbaines*, article 16, alinéa 1^{er}.

491 *Ibid*, Bin Li cite un avis d'interprétation judiciaire de la Cour populaire suprême : Wang Cailiang, Fangwu chaiqian yinan wenti jieda (Réponses aux questions difficiles relatives à l'expropriation des biens immobiliers dans les zones urbaines) pp 103-105.

démarche, les droits des expropriés étaient généralement lésés au profit de l'expropriant pour qui l'administration affiche souvent ouvertement sa partialité⁴⁹². Reste donc à voir l'interprétation qui sera faite dans le cadre du nouveau règlement.

Quoi qu'il en soit, selon Kevin J O'Brien et Li Liangjiang, la révision administrative se révélerait plus efficace que le contentieux administratif⁴⁹³. Celle-ci permet au justiciable⁴⁹⁴ de contester la légalité des actes d'un organe administratif en s'adressant à celui d'un échelon supérieur qui pourra modifier ou renverser l'acte administratif jugé inapproprié ou illégal (article 28). Ce recours, le plus utilisé pour contester les projets de démolition par les justiciables⁴⁹⁵, est une arme à double tranchant puisqu'il ouvre la porte à l'interventionnisme administratif venant du haut. Finalement, en l'absence d'un résultat satisfaisant et face à l'hermétisme du système, les justiciables se tournent régulièrement vers les pétitions (lettres et visites) et les activités de protestation (événement de masse). L'objectif est d'amener l'administration d'un échelon supérieur à celui auquel ils sont confrontés, le ministère compétent ou même le CAE, à se pencher sur leur situation et leur permettre d'obtenir une juste indemnisation⁴⁹⁶.

En conclusion, il apparaît que l'insuffisance du cadre législatif et la prédominance de l'administration, en l'absence de contrôle juridique effectif, soient à la base même de la situation générant les déplacements forcés et leur permettant de se perpétuer. Ainsi donc, nous en revenons à la thèse de cette deuxième partie de chapitre, selon laquelle le déplacement lié au développement est non seulement encadré par le droit, mais également fondé en droit et le résultat de ses carences.

492 *Ibid.*

493 O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 aux pp 85-90.

494 « Citizen, legal person or any other organization » selon la *Loi sur la révision administrative*, *supra* note 488, art 2.

495 Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 25.

496 Eva Pils, « Land disputes, rights assertion, and local unrest in China: a case from Sichuan » (2005) 1 Colum J Asian L 259 à la p 266.

CHAPITRE IV

ÉVALUATION CONSTRUCTIVE ET CRITIQUE DES MODÈLES

Notre quatrième chapitre se divise en deux parties. À la première, nous proposons de revenir sur la définition de personnes déplacées internes, éclairées par le contexte chinois des personnes déplacées en raison du développement. Cela implique un retour sur les instruments de *soft law* concernés afin d'y inclure plus particulièrement ce cas de figure. Par la suite, nous émettrons des constats relatifs au cadre théorique et analytique des études sur les PDI, tout en proposant l'ébauche d'un nouveau cadre conceptuel qui se veut complémentaire au travail déjà effectué par les experts sur le sujet.

En seconde partie, nous reprendrons le droit chinois sous l'angle des recours envisageables pour les justiciables. Puis, nous analyserons les stratégies de réponse disponibles pour les autorités afin de résoudre les tensions engendrées par le déplacement induit par le développement. Bien que les positions chinoises en matière de droits de la personne nourrissent d'abondantes critiques⁴⁹⁷, le régime chinois demeure préoccupé au premier chef par le maintien de la stabilité sociale⁴⁹⁸. Les mots d'ordre du régime, qui jouent un rôle décisif⁴⁹⁹ dans l'élaboration des politiques et des lois, offrent des possibilités en termes de légitimité d'un nouveau régime juridique.

Tout comme le font les juristes chinois et les défenseurs des droits en Chine, il s'agira pour la seconde partie du chapitre de démontrer que les intérêts des PDI coïncident avec ceux du PCC. C'est de cette manière que sont réalisées, par le travail des juristes chinois, les avancées en droit interne chinois⁵⁰⁰. Il s'agira donc de travailler comme ces juristes qui veillent à appuyer leurs idées et recommandations sur les mots d'ordre du PCC.

497 Voir notamment les positions de nombreuses organisations non gouvernementales tel : Human Rights Watch, « No One Has the Liberty to Refuse » (2007) 19 : 8 Human Rights Watch; et même les rapports d'agences d'État : Central Intelligence Agency, « China » (18 novembre 2010), en ligne : The World Factbook <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>>.

498 Lu, « State Channelling », *supra* note 149 à la p 549; Jiang Yu Wang, « China: Legal reform in an emerging socialist market economy », in *Law and Legal Institutions of Asia: Traditions, Adaptations and Innovations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 24 à la p 25, Wang, [« China: Legal Reform »].

499 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 aux pp 115-117.

500 Chen, *Chinese law*, *supra* note 338 aux pp 725-726.

4.1 Droit international en matière de déplacés internes

À la lumière des constats relatifs au contexte chinois, nous revenons sur le droit international en matière de déplacé interne. Sur cette base, la présente section comporte une évaluation constructive des dispositions normatives internationales et des modèles d'analyse.

D'abord, nous aborderons les particularités des déplacés du développement par rapport aux autres catégories de déplacés. Ensuite, il sera présenté une suggestion de modèle pour un cadre d'analyse global des catégories de migrants.

4.1.1 Déplacés du développements : particularités distinctes

Cette section vise à établir les particularités distinctes des déplacés du développement et à évaluer l'applicabilité du droit international pertinent en la matière, réflexion enrichie de l'étude du contexte chinois.

D'abord, nous aborderons trois particularités liées aux déplacés du développement. Ensuite, nous évaluerons la protection offerte par le droit international au regard de ces particularités. Finalement, nous établirons un constat quant au cadre conceptuel relatif aux PDI et aux déplacés du développement.

a) Particularités distinctes

Trois particularités propres aux déplacés du développement ressortent de l'étude. Premièrement, toutes les « victimes » du développement n'entrent pas nécessairement dans la définition de PDI au sens des *Principes directeurs*. En effet, il s'avère parfois difficile de déterminer la nature involontaire ou forcée du déplacement, par exemple dans les cas d'urbanisation et d'industrialisation. Inversement, les bouleversements économiques d'un milieu qui rendent une personne inapte à y poursuivre ses activités ne sont dans certains cas pas moins contraignants qu'une expropriation formelle. Par conséquent, les PDI parmi les « victimes » et les déplacés du développement appartiennent à une catégorie difficile à délimiter. Les victimes du développement exclues de la définition de PDI doivent retenir l'attention des autorités pour s'assurer de la protection de toutes les personnes précarisées et soumises à un risque de paupérisation.

Deuxièmement, bien que la notion de souveraineté ne fasse point consensus et soit l'une plus controversée du droit international⁵⁰¹, nul autre domaine ne relève plus de la souveraineté de l'État que sa capacité à déterminer ses politiques internes⁵⁰². Ainsi, nous pourrions avancer que le déplacé du développement est le plus interne de tous les déplacés internes, car les politiques de développement sont intimement liées aux prérogatives de souveraineté d'un État. C'est donc également la catégorie où l'intervention internationale est la moins susceptible de se produire. En effet, pour les déplacés environnementaux, l'État peut aisément demander l'aide des voisins et souvent ceux-ci peuvent lui en offrir⁵⁰³. Quant aux situations de conflits armés, si celles-ci sont considérées par la communauté internationale comme menaçant la stabilité régionale ou même mondiale. Ainsi, l'aide au déplacé se retire progressivement du contrôle exclusif de l'État, comme en témoigne l'intervention du HCR auprès des déplacés dans le monde entier, généralement pour causes de conflits armés ou de désastres environnementaux majeurs⁵⁰⁴.

Troisièmement, par le passé et souvent encore aujourd'hui, les déplacés du développement sont compris comme le coût inévitable et nécessaire du développement⁵⁰⁵. Il y a donc une certaine forme de déresponsabilisation ou de justification à tendance légitimatrice derrière leur situation. Ce discours se voit à travers l'application d'un paradigme de développement économique de conception limitée qui a pour effet direct la création de déplacés, comme mis en évidence au chapitre III. L'effet est encore plus direct que pour les déplacés environnementaux issus de catastrophes d'origines humaines, conséquences d'un modèle économique particulier. De ce fait, la situation des déplacés du développement est intrinsèquement liée au paradigme du développement dominant la scène internationale, de même qu'aux paradigmes locaux de développement et à l'application concrète qui en est faite par le droit. Il en découle une construction du déplacé, qui se reflète dans le discours et la

501 H Steinberger, « Sovereignty », dans R Bernhardt, dir, *Encyclopedia of Public International Law*, Amsterdam, Elsevier, vol 4, 2000 à la p 500.

502 En principe, la souveraineté est le droit exclusif d'exercer l'autorité politique sur une zone géographique donnée, pour davantage d'explications, voir : Salmon, *Dictionnaire de droit international public*, *supra* note 22, s v souveraineté.

503 Pensons aux cas d'Haïti, du Japon et des États-Unis évoqué en introduction de cette étude.

504 Voir les exemples données aux chapitres I, sections 1.2.

505 Voir les exemples de modèles de développement donnés au chapitre I, page 25 et chapitre III.

pratique juridique.

b) Évaluation de la protection et de sa mise en oeuvre

La première particularité confronte directement les limites des *Principes directeurs*. En effet, le principe 6, sur l'interdiction du déplacement arbitraire, s'applique aux déplacements qui « se produisent dans le contexte de projets de développement de vaste envergure qui ne sont pas justifiés par des considérations impérieuses liées à l'intérêt supérieur du public⁵⁰⁶ ». Or, les situations de développement sont de tailles variables. Le principe 7 (sécurité, alimentation et logement minimal, le déplacement seulement en dernier recours, etc) rattrape néanmoins la donne en fixant des critères à toutes les décisions de déplacement de population sans cette fois-ci mentionner la taille des projets. Les *Principes directeurs* encadrent ainsi théoriquement les décisions de déplacement, lorsqu'une personne ou un groupe est explicitement ciblé pour une expropriation formelle. De plus, à partir du moment où ces personnes deviendront des PDI, les principes un à quatre soutiennent des normes minimales de protection (les mêmes droits et libertés que les autres citoyens du pays et non-discrimination).

Or, nous avons établi au deuxième chapitre qu'un ensemble de projets peuvent générer des déplacés forcés sans avoir au préalable ciblé les individus affectés par les plans de développement ou sans que ces individus fassent l'objet d'une décision d'expropriation. Par exemple, une communauté peut être contrainte de se déplacer du fait de la disparition de ses moyens de subsistance ou de bouleversements environnementaux et économiques majeurs étant la conséquence du développement. Il s'agit, entre autres, du cas des « déplacés de subsistance » vivant en amont ou en aval d'un barrage, mais hors de la zone appelée à être submergée et souvent ignorés des plans de déplacement⁵⁰⁷. Incidemment, le principe 5 consacre le respect des obligations de droit international applicable à l'État, pour les autorités concernées, afin de prévenir et d'éviter « les situations de nature à entraîner des déplacements de personnes⁵⁰⁸. » Hormis ce principe, aucune autre disposition ne sert à interdire, prévenir ou atténuer le déplacement comme cela aurait été le cas si les personnes concernées avaient fait l'objet d'une décision particulière. Dans l'état actuel, l'absence d'encadrement normatif des

506 Principe 6, 2. c), *Principes directeurs*, *supra* note 58.

507 Comme souligné au chapitre II, section 1.1 et 1.2.

508 Principe 5, *Principes directeurs*, *supra* note 58.

pratiques de développement, au sens large, par les *Principes directeurs*, indique une lacune de ceux-ci eu égard au déplacement en situation de développement. En fait, il n'y a rien de tel qu'une obligation pour l'État ou les acteurs concernés dans tout projet de développement d'évaluer l'impact environnemental et humain à partir duquel un plan de gestion serait élaboré et offrirait donc aux *Principes directeurs* une chance de s'appliquer aux déplacements potentiels faisant ou non l'objet d'une décision. La protection *contre* le déplacement se limite donc aux normes de droit international déjà applicables à l'État.

Concrètement, les *Principes directeurs* opérationnalisent l'obligation de rechercher le consentement quant à la décision de déplacement (principe 7). Cette protection n'est que partielle. En effet, elle ne s'applique pas pour les situations de développement qui pourraient à terme créer des conditions affectant les gens et les contraignant à se déplacer, et ce, sans décision d'expropriation formelle. Or, le droit chinois offre une solution. En effet, la consultation et l'obtention du consentement du public obligatoires dans le cadre des plans de développement amènent, au moins sur le plan formel, une prise en compte du facteur humain et des déplacements potentiellement même causés *indirectement*. Tout projet serait donc assorti d'une étude d'impact ou d'un plan de développement ayant fait l'objet d'une concertation publique⁵⁰⁹, qu'il y ait ou non décision de déplacement. Ainsi, la difficulté de déterminer le critère involontaire ou forcé du déplacement nécessite, à l'image du droit chinois, des normes et un encadrement du développement plus général, allant au-delà de la prise de décision d'expropriation. Quoi qu'il en soit, les politiques de développement relèvent généralement de la souveraineté exclusive de l'État⁵¹⁰. Ceci renvoie donc à la deuxième particularité des PDI.

En effet, la place prédominante de la souveraineté entraîne la difficulté de l'application des standards internationaux à la situation interne des déplacés du développement en Chine. L'évaluation des protections offertes par le droit international est *de facto* limitée. Nous ne pouvons que témoigner des améliorations apportées aux régimes juridiques internes relatifs aux déplacés du développement en ne traçant que partiellement des liens avec les instruments internationaux de protection des droits humains.

D'abord, nous pouvons faire un rapprochement entre le droit chinois applicable aux

509 Comme vu au chapitre III, selon les *Regulations on the Expropriation*, *supra* note 479; et la *Loi sur la planification urbaine et rurale*, *supra* note 481.

510 Même si les risques liés à l'environnement ne connaissent pas de frontières.

déplacés et le droit international général en matière de droits humains. Bien que le débat sur l'universalisme ne soit pas réglé, les autorités établissent un lien entre le droit international des droits de la personne et les droits à la subsistance et au développement de conception chinoise, comme expliqué au chapitre précédent⁵¹¹. Il ne s'agit donc pas de deux sphères complètement isolées.

Ensuite, plus spécifiquement par rapport aux normes internationales relatives aux PDI, un certain nombre de correspondances apparaissent. Par exemple, tant les *Principes directeurs*, que le discours des autorités chinoises sur le déplacement comme levier de développement et le droit à la subsistance évoquent tous les trois la satisfaction de standards minimums, le maintien ou l'amélioration du niveau de vie des personnes concernées, la nécessité de compensations adéquates, etc. Cependant, selon les *Principes directeurs*, le déplacement forcé ne peut être conçu qu'en ultime recours en absence d'autres solutions dans l'élaboration d'un projet (principe 7.1). Or, une telle norme est absente du discours des autorités chinoises. Celles-ci posent plutôt des conditions au déplacement. Par exemple, le nouveau règlement sur l'expropriation priorise l'intérêt commun⁵¹². Également, la participation du public doit servir de balise pour éviter les abus. Les conditions assorties aux expropriations se rapprochent donc, sans toutes les atteindre, des éléments soulevés par les *Principes directeurs*, par exemple aux principes 6 et 7. Ceci démontre un objectif commun d'amélioration de la situation des déplacés.

De plus, le droit chinois offre une réponse de plus en plus complète aux « principaux défis⁵¹³ » rapportés par W Courtland Robinson qui prendraient la forme des droits suivant : « Right to Development and Self-Determination, Right to Participation, Right to Life and Livelihood, Rights of Vulnerable Groups, Right to Remedy⁵¹⁴ ». Le droit interne semble progresser vers une amélioration générale de la situation, mais dans l'état actuel, les *Principes directeurs* ne servent officiellement pas de repère ou d'objectif. Si les normes particulières diffèrent, l'orientation générale concorde avec l'établissement progressif de

511 Voir chapitre III, section 2.1.

512 Tel que défini à l'article 8 des *Regulations on the Expropriation*, *supra* note 479.

513 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 aux pp 14-15.

514 L'auteur se concentre principalement sur les barrages, mais les enjeux de droits humains soulevés s'appliquent également aux autres types de projets de développement. Voir : Balakrishnan Rajagopal, *Human Rights and Development*, World Commission on Dams, Thematic Review V.4, Working Paper, 2000.

standards analogues entre droit international et droit interne.

Une autre voie peut être juridiquement empruntée pour la protection des PDI. Cet accès est offert par la pénétration des normes issues de la *soft law* dans le cadre des projets de développement, entre autres, via les normes des institutions financières internationales, le droit international des investissements et la conditionnalité des prêts et des investissements. En effet, ceux-ci offrent une possibilité de moduler l'impact des projets de développement et le cas échéant d'influencer ou de déterminer les normes appliquées en matière de protection aux déplacés du développement. Le droit international des investissements se mêle de plus en plus aux droits humains⁵¹⁵ et pourrait offrir un terrain propice à la propagation de normes sur la gestion des projets de développement⁵¹⁶, du fait de l'incitatif économique. Incidemment, il semblerait que « [...] Chinese experts have closely studied the World Bank's regulations when drawing up their domestic regulations⁵¹⁷. » Néanmoins, il est difficile de déterminer la part d'influence des *Principes directeurs* et la transposition ou l'adaptation que ces normes subissent dans le processus de formation du droit⁵¹⁸. L'alignement avec les normes de la Banque Mondiale (BM) représente un incitatif économique qu'il ne faudrait pas surestimer. En effet, les autorités chinoises ont démontré qu'elles pouvaient se passer du soutien de la BM lorsque celle-ci refusa de financer le barrage des Trois-Gorges du fait des plans de déplacements jugés insatisfaisants. Également, il semblerait que la BM ait par le passé renoncé à appliquer ses propres normes pour certains projets en Chine⁵¹⁹. De plus, celle-ci se méfie de la conditionnalité liée à l'aide financière : « China is opposed to interfering in other countries' internal affairs on the pretext of human rights and has made unremitting efforts to eliminate various abnormal phenomena and strengthen international cooperation in the field of human rights⁵²⁰. »

515 *Human Rights in International Investment Law and Arbitration*, Oxford University Press., International Economic Law Series, 2009.

516 Par exemple, le gouvernement américain accordera son vote pour le financement des projets subventionnés par la Banque mondiale, entre autres, en vérifiant l'application de standards minimums contenu dans le *Ruggie Framework* (du nom du sénateur ayant proposé les normes), voir : John Ruggie, « Guiding principles on business and human rights: Implementing the United Nations "Protect, Respect and Remedy" Framework », dans *Report of the Special Representative of the Secretary General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises*, 21 mars 2011.

517 IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 4.

518 Surtout compte tenu de ce qui fut soulevé en introduction du chapitre III.

519 IRN, *Human Rights Dammed Off*, *supra* note 231 à la p 5.

520 Section « X. Active Participation in International Human Rights Activities » dans RPC, *Human*

Finalement, les parallèles entre le discours des autorités et l'influence du droit international doivent être relativisés. Comme nous l'avons vu, sur le plan national un écart existe entre discours et pratique. Ceci implique donc un écart tout aussi important entre les objectifs des *Principes directeurs* et des autres normes internationales et la situation des déplacés du développement en Chine.

La troisième particularité distincte des déplacés du développement tient au lien étroit que nous avons établi entre les paradigmes de développement locaux, national et international, leur mise en oeuvre par le droit et leur incidence directe sur ces personnes. Ce constat se complète par la thèse de Bin Li et la corrobore. En effet, comme Bin Li l'a démontré, le droit de propriété en droit interne chinois oscille entre droit humain et droit économique, et est influencé par le droit international économique et commercial de même que par le droit international des droits de la personne. La conception du développement retenue par les autorités lors de sa mise en application dans des projets concrets influence le traitement des justiciables appelés à devenir des déplacés internes. Par conséquent, un changement de paradigme dans la conception du développement appelle à un changement des situations génératrices de déplacés et au sort qui leur est réservé. Ainsi, le dialogue international sur les modèles de développement peut devenir l'un des pivots de l'amélioration de la situation des déplacés du développement. En ce sens, le forum mondial qu'incarne l'ONU et les divers sommets sur l'environnement représentent des vecteurs de changement. Un paradigme qui serait « le fruit d'une dialectique entre les modèles anthropocentriste et biocentriste⁵²¹ », selon ce qui est anticipé par François Roch, appellerait à une prise en compte intégrée du facteur humain et environnemental du développement. Le renforcement d'une réflexion communautaire mondiale sur la notion même de développement aurait donc le potentiel d'induire un changement positif relatif aux déplacements causés par le développement. Les paradigmes en cause, mûs par l'influence interne et internationale, sont susceptibles d'être réformés et d'entraîner une modification de la situation pour les déplacés du développement plus aisément que pour les autres catégories de déplacés. Ceci tient à l'impact direct des politiques de développement sur le traitement des déplacés issus de ce

Rights in China, supra note 127.

521 François Roch, *Vers un nouveau paradigme planétaire en matière de développement? Contribution à l'histoire du droit international et du développement*, Thèse de doctorat soutenue le 26 novembre 2011 à Paris 11 à la p 2 [non publiée] [Roch, *Vers un nouveau paradigme*].

dernier.

c) Constats relatifs au cadre juridique et conceptuel du déplacement

Au-delà des questions de l'ineffectivité du droit international confronté à la souveraineté des États, des lacunes conceptuelles apparaissent. D'abord, la multiplicité des catégories pose évidemment un défi sur le plan humain. Les *Principes directeurs* offrent un effort dans le sens d'un regroupement indistinct des causes pour mieux répondre à l'ensemble des situations génératrices de déplacés, toutefois comme le note Michael M Cernea :

Encore et toujours, nous sommes extrêmement gênés par une dichotomie majeure dans la recherche, qui catégorise les personnes déplacées en fonction des causes de leur déplacement : projet de développement, d'une part; conflits, d'autre part – deux groupes auxquels il faut, en réalité, ajouter encore les déplacements induits par les catastrophes naturelles⁵²².

Ensuite, nous constatons que la catégorisation et l'identification des projets de développement se font par secteur économique et reposent sur un cadre plus descriptif qu'analytique :

Causes or categories of development-induced displacement include the following: water supply (dams, reservoirs, irrigation); urban infrastructure; transportation (roads, highways, canals); energy (mining, power plants, oil exploration and extraction, pipelines); agricultural expansion; parks and forest reserves; and population redistribution schemes⁵²³.

Ce mode de classification et d'identification des projets de développement doit donc être transcendé. C'est la raison pour laquelle la classification au chapitre II implique plutôt un regroupement en fonction des caractéristiques relatives à la nature des projets soumise à l'étude. Ceux-ci furent identifiés en fonction du lien entre développement et déplacement : cause directe, cause indirecte et inversement de la relation de causalité. Il importait alors de cibler les bénéficiaires du développement, à la fois ceux identifiés par le discours sur le développement et ceux qui en bénéficient réellement. En fait, le cadre présenté comme un index descriptif (très pertinent pour connaître l'ampleur du phénomène), doit être remplacé par un cadre analytique ayant une portée sur le cadre d'analyse, le cadre théorique et la recherche de solutions.

522 Michael M Cernea, « Personnes déplacées par des projets de développement et par des conflits : combler l'écart présent dans la recherche » (2007) Hors-série Revue des migrations forcées 25 à la p 25.

523 Courtland Robinson se réfère à Cernea, « Why Economic Analysis is Essential to Resettlement: A Sociologist's View », *supra* note 176.

En conclusion, le droit international et ceux qui en font l'élaboration sont confrontés à des défis de taille, particulièrement eu égard à la situation des déplacés du développement. L'existence même de cette catégorie, bien que factuellement reconnue, pose la difficulté de l'intervention internationale. Ainsi, le droit ne peut agir essentiellement que dans ce qu'il a de plus diffus, soit sur la norme et le discours relatif à la norme, qui sera reprise et influencera les politiques et leur mise en application. Le discours sur le droit et la coordination d'efforts en ce sens trouve une résonnance et une importance particulière dans le cadre des situations que nous avons évoquées dans notre étude. L'ensemble des acteurs peut et doit être mobilisé pour obtenir un résultat probant.

4.1.2 Vers un cadre d'analyse global

Nous formulons dans la présente section une tentative d'ébauche d'un cadre d'analyse global pour l'ensemble des mouvements migratoires, au sein desquels s'inscrirait la catégorie des déplacés du développement. Cette approche recadre conceptuellement les déplacés du développement parmi les divers phénomènes migratoires, tout en intégrant les multiples catégories au sein d'une même conceptualisation générale. Il s'agit également de fournir un nouveau cadre conceptuel permettant à la fois de mettre en lien les diverses études sur les migrants, tout en offrant des balises pour de futurs travaux. Soulignons que la méthodologie de cette section est en opposition avec celle utilisée lors des autres sections. En fait, plutôt que d'utiliser un cadre théorique pour analyser une situation et ses données, nous avons inversement tenté de composer succinctement un cadre conceptuel⁵²⁴ à partir d'un regroupement de notions⁵²⁵. Premièrement, nous identifierons l'un des vides présents dans la recherche portant sur les migrations internes et internationales. Deuxièmement, nous développerons sur les éléments composant l'ébauche du nouveau cadre conceptuel.

Bien que les causes des déplacements puissent être mises en relation, le cadre

524 Pouvant éventuellement déboucher sur un cadre théorique propre.

525 Sans coller strictement à la méthodologie suggérée dans ces ouvrages portant sur la « théorie ancrée », nous nous en sommes inspiré afin de valider de notre démarche : Patricia Yancey Martin et Barry A Turner, « Grounded Theory and Organizational Research » (1986) 22 : 2 *The Journal of Applied Behavioral Science* 141; Gary Thomas et David James, « Reinventing grounded theory: some questions about theory, ground and discovery » (2006) 32 : 6 *British Educational Research Journal* 767.

conceptuel en droit fonde un système de catégories non équivalentes, comme constaté au premier chapitre. La définition du « déplacé interne » appelle néanmoins à transcender les motifs de déplacement, du moment où le déplacement est « forcé » et à « l'intérieur du pays ». Cependant, il existe une multitude de classifications (déplacés environnementaux, climatiques, écologiques, pour cause de conflits armés, etc.). Cette sous-catégorisation se justifie par la nécessité de répondre aux causes spécifiques de ces déplacements et à la réalité juridique des limites d'intervention (octroi de statut, souveraineté nationale, juridiction, etc.). Toutefois, cette approche participe à la fragmentation conceptuelle et organisationnelle des solutions et des études sur le sujet. Ainsi, au fur et à mesure que de nouvelles causes migratoires deviennent reconnues, les catégories se multiplient pour former une mosaïque asymétrique de termes et de notions non équivalentes. Le statut juridique, les droits, les besoins et les moyens d'intervention peuvent alors varier d'une catégorie à une autre. Par exemple, parmi les migrants internationaux, les réfugiés bénéficient d'un statut juridique particulier, à l'opposé des déplacés internes au regard des outils conventionnels de portée universelle⁵²⁶. Des écarts dans la recherche sont à combler⁵²⁷, au regard des catégories, du fait également de l'absence d'un cadre théorique permettant de mettre en relation les études, de relever les points communs entre les catégories de migrants, etc. Michael M. Cernea, ancien Conseiller principal en sociologie et pour les politiques sociales à la Banque mondiale, précise :

Il est parfaitement légitime qu'un chercheur souhaite se spécialiser, mais ce qui ne se justifie pas, c'est la séparation excessive ou le manque de communication interdisciplinaire. En créant des passerelles entre ces domaines encore distincts, on aurait tout à gagner : théoriquement, chaque 'famille' pourrait élargir et affiner ses conceptualisations en examinant les similarités et les différences entre les divers groupes de variables. Politiquement, il deviendrait plus facile, pour chaque groupe de chercheurs, d'influencer sensiblement l'opinion en se soutenant mutuellement dans les relations publiques et en opérant des synergies sur les recommandations opérationnelles à formuler.⁵²⁸

Le schéma suggéré, en Annexe G, et la réflexion sous-jacente à ce dernier permettent d'obtenir une perspective globale sur la situation des migrations internes et internationales,

526 Excepté la Convention de Kampala, pour l'Afrique, comme il ce fut abordé au chapitre I.

527 Michael Cernea, « Bridging the Research Divide: Studying Development Oustees », in *In Search of Cool Ground: War, Flight and Homecoming in Northeast Africa*, United Nations Research Institute for Social Development, Africa World Press et James Currey., London, 1996; M Cernea, « Comblent l'écart dans la recherche », *supra* note 10.

528 M Cernea, « Comblent l'écart dans la recherche », *supra* note 10 à la p 26.

tout en offrant un mode de catégorisation et un cadre holistique pour envisager des solutions pratiques selon les divers éléments contextuels. Cette mise en relation théorique en un tout cohérent des études et des catégories permet le dépassement partiel des limites conceptuelles formées et imposées par le droit international et la réalité de l'intervention.

Afin d'expliquer le cadre conceptuel, le schéma correspondant et leurs implications, nous nous référerons à un ensemble de concepts et notions. La première notion est celle d'interdépendance des facteurs.

a) Interrelation des causes migratoires

Comme en témoignent les divers exemples utilisés au cours des chapitres précédents, les migrations se regroupent autour de trois catégories causales interreliées, intrinsèques l'une à l'autre : celles de l'environnement physique, économique et sociopolitique. La recherche de solutions doit donc prendre appui sur ces divers axes, ce qui n'est possible qu'à partir du moment où nous les mettons en relation. Pour illustrer ce point, prenons deux cas en lien avec le sujet de notre étude.

Premièrement, soulignons qu'un projet de développement tel un barrage est à la fois un projet politique et économique dont les conséquences sont liées aux trois secteurs et à leurs enjeux spécifiques. Or, ignorer certains facteurs peut avoir des conséquences fâcheuses comme le démontre largement l'historique du cas des Trois Gorges, où des facteurs tant environnementaux, géologiques ou humains furent calculés incorrectement ou complètement ignorés. En effet, un nouveau déplacement devra avoir lieu à partir de certaines zones de réinstallation s'avérant aujourd'hui à haut risque géologique, conséquence directe du barrage⁵²⁹. Cette situation témoigne de la nécessité d'une prise en compte intégrée des facteurs relatifs au déplacement et à leur contexte.

Deuxièmement, un contexte de discrimination peut nuire à l'accès à la terre, au logement ou à un emploi décent, exerçant *de facto* une contrainte économique. Les tensions ayant conduit à ce contexte peuvent tout aussi bien être le fruit de la raréfaction des ressources naturelles ou, comme dans le cas du *hukou*, le fait d'un instrument juridique de

529 Bien que le problème fut soulevé à l'origine, il ne fut pas suffisamment considéré. Ainsi, 120 000 personnes devront à nouveau être démenagées du fait des risques géologiques associés à la montée et la baisse continue des eaux ayant affaibli la stabilité des berges, voir : China Digital Times « Thousands to Move, Again, from Three Gorges » China Digital Times (23 août 2010) en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2012/08/thousands-to-move-again-from-three-gorges/>>.

contrôle sociopolitique et économique. Ainsi, les trois secteurs du schéma en Annexe G sont en interaction continue, voire interdépendants, au sein de l'ensemble unique que forme le cercle. Il est à cet égard important de considérer les secteurs perméables les uns aux autres, sans frontières claires et perpétuellement en « mouvement ». Le schéma n'évoque donc pas une situation purement linéaire, mais bien cyclique. Les secteurs ne sont pas opposables et étanches, mais plutôt complémentaires et perméables. Cette interconnexion nécessite d'être prise en compte afin de cerner adéquatement chacune des situations génératrices de déplacement, leurs implications et donc l'étendue des droits potentiellement en jeu, et ce, au-delà des limites juridiques associées traditionnellement strictement à la catégorie de migrant en cause.

Ainsi, il s'avère possible de positionner toutes les catégories existantes à l'intérieur du schéma et ce dernier, à l'architecture ouverte, permet d'envisager d'autres situations de déplacement encore non répertoriées. L'un des objectifs de ce cadre d'analyse est de transcender et décloisonner les catégories reconnues, tout en permettant de comprendre le contexte dans lequel s'opèrent les différents types de migrations.

b) Critère de contrainte

L'élément commun de tous ces facteurs de migrations est le degré ou le niveau de contrainte ou l'incitatif qu'ils représentent. Ainsi, la seconde notion clé est celle de la « contrainte » (ou de l'incitatif) qui peut être de nature morale, physique, sociale, politique, économique, environnementale, etc. Comme l'avait compris Ibn Sina⁵³⁰, aucun corps ne se met en mouvement ou ne revient au repos par lui-même. Cette loi de l'inertie semble également correspondre au phénomène migratoire humain. *Ceteris paribus*, une contrainte ou un incitatif jouera le rôle de force extérieure engendrant ou motivant le mouvement. D'ailleurs, le concept de déplacé interne, dans sa définition, fait explicitement appel à cette notion de contrainte par la nature « involontaire » ou « forcée » de la migration. La somme des contraintes et incitatifs forme les « conditions du mouvement », autre notion d'importance. Ainsi, dans le cas de l'expropriation forcée, une contrainte absolue pourrait être mise en pratique, alors qu'une compensation adéquate et proportionnelle pourrait rendre les conditions de mouvement plus acceptables, bien entendu selon des critères et des impératifs précis. Par exemple, en contexte chinois, le respect du droit à la subsistance pourrait figurer

530 Médecin, savant et philosophe arabe, connu en Occident sous le nom d'Avicenne (980-1037).

comme condition. Par conséquent, bien que la contrainte physique soit le critère déterminant forçant la migration dans un cas d'expropriation forcée, il ne s'agit là que de l'une des conditions du mouvement. Particulièrement, dans le cadre d'une étude en droit, nous pouvons rattacher des éléments juridiques à la contrainte. Par exemple, un régime juridique et des dispositions législatives pourraient générer une contrainte (système du *hukou*), légaliser une contrainte (règlement en matière d'urbanisation et d'expropriation), l'encadrer ou bien l'atténuer et la contrebalancer (régime de compensation).

Quant aux incitatifs, ceux-ci peuvent atténuer la contrainte dans le cadre d'un projet. L'incitatif survient également hors projet, par exemple, dans le cas de l'attraction économique d'une région et de la promesse d'une vie meilleure. Nous connotons ainsi l'incitatif plus positivement que la contrainte afin de distinguer la carotte du bâton. Les incitatifs apparaissent comme des conditions positives encourageant les gens à se déplacer volontairement ou à rendre les conditions du déplacement plus acceptables et intéressantes. Ainsi, un incitatif pourrait encourager à migrer avant le début du projet en assouplissant un régime juridique (modalités de transfert du *hukou*) ou en prévoyant des régimes de compensation généreux, la possibilité d'améliorer ses conditions de vie, un degré de participation élevé dans la gestion du projet et des bénéfices à en tirer. Ces incitatifs positifs doivent toutefois être disponibles et accessibles pour l'ensemble des personnes affectées par le projet, et non seulement pour une quantité déterminée de personnes. De ceci découle la nécessité de prévoir des fonds suffisants et un mode de gestion du projet davantage inclusif. Par exemple, offrir le choix de la destination de relocalisation peut servir d'incitatif, mais afin de garantir un droit à l'égalité et à la non-discrimination, cette option doit également être offerte aux personnes qui seront contraintes à l'expropriation et non exclusivement comme un système de récompense pour ceux ayant fait le choix de quitter avant le début du projet.

Il importe également de mentionner que les conditions du mouvement se posent avant, durant et après celui-ci⁵³¹. L'analyse se découpe donc en trois temps, sur les éléments préalables ou contextuels ayant mené au déplacement, sur le cadre du déplacement et sur la réinstallation. Les aspects juridiques à étudier sont donc nombreux, par exemple : le droit ayant présidé au déplacement ou l'ayant justifié *a priori* ou *a posteriori*, le cadre juridique

531 Le Titre II contient les normes qui protègent contre le déplacement, le Titre III contient les principes relatifs à la protection au cours du déplacement et le Titre V comprend les principes relatifs au retour, à la réinstallation et à la réintégration, voir : *Principes directeurs*, *supra* note 58.

ayant favorisé ou mené à l'émergence des conditions du déplacement, les processus de consultation de la population, la participation du public dans l'élaboration des projets, le cadre juridique de la mise en place des projets, les normes encadrant les conditions du déplacement, les compensations, le contexte juridique favorisant la réinstallation des populations, les régimes particuliers postréinstallation, les conséquences sociales et juridiques subséquentes, etc.

c) Effet dynamique des facteurs

Le point central du schéma représente l'équilibre optimal des conditions de bien-être, de dignité et d'accomplissement des droits. À l'inverse, plus nous nous déplaçons vers l'extérieur du cercle, plus les facteurs sociopolitiques, environnementaux et économiques s'aggravent, augmentant le degré de contrainte. Ceux-ci croissent jusqu'à justifier le déplacement et à pousser l'individu (ou sa communauté) à sortir du milieu ne répondant plus à ses besoins. Ainsi, plusieurs facteurs de différentes intensités peuvent motiver ou même forcer le déplacement. Il ne s'agit toutefois pas toujours d'une relation de causalité directe, mais parfois d'une corrélation générale.

Une contrainte peut être la cause ou la conséquence de la remise en question des droits. À faible contrainte correspond faible atteinte et à forte contrainte correspond un risque plus élevé d'atteinte aux droits. Ainsi, plus la contrainte est élevée, plus la réalisation des besoins fondamentaux est remise en question, tout comme l'exercice des droits les plus fondamentaux, comme le droit à la vie, situés davantage à la périphérie du cercle. Une lecture large du droit à la vie induit le droit à la santé. Ce même droit est lui-même tributaire de données relatives à la sécurité ou à la santé physique et mentale, pouvant elles-mêmes être atteintes grâce à l'exercice d'autres droits comme l'éducation. Par conséquent, partir de l'extérieur du cercle vers l'intérieur implique une application plus détaillée des droits humains. Soulignons qu'il ne s'agit toutefois pas d'une manière de hiérarchiser les droits sur le plan normatif, mais au contraire de bien comprendre qu'ils sont interdépendants et indissociables pour l'atteinte optimale du bien-être et de la dignité. En somme, l'organisation conceptuelle que nous proposons est en fonction des besoins humains, des droits et de l'interdépendance et de l'indivisibilité de ceux-ci, telle que le soutiennent si ardemment la

doctrine⁵³² et le droit international conventionnel⁵³³.

La pauvreté structurelle ou des événements conjoncturels tels les mégas-projets de développement, l'urbanisation, l'industrialisation, les chantiers à grande échelle et les projets de même nature entrent dans une catégorie plus économique dont les tenants peuvent aussi être politiques. Ces regroupements reflètent des tendances, mais il est important de rappeler que ces secteurs apparents se transcendent mutuellement et forment un tout quasi indivisible.

Notre schématisation globale trouve un écho dans les propos de W. Courtland Robinson qui suggère également que :

In situating the concept of development-induced displacement within the global context of population movements, it may be useful, on the one hand, to view internal and international migration, voluntary and involuntary movement, negative "distress" migration and positive "livelihood" migration *as a continuum* with no single, clear line separating one type from the other. Migration may begin internally but eventually cross international boundaries just as international migration may one day cycle back home. Voluntary movement may contain elements of coercion just as involuntary movement is not without rational decision-making or strategic choice⁵³⁴. [Nos italiques]

Ce premier énoncé correspond exactement aux idées qui sous-tendent le portrait dressé par le schéma. Différences peuvent néanmoins être identifiées afin de distinguer et de différencier les situations, par exemple « between an oil-company executive who moves to take a management position overseas and the subsistence farmer who is moved from her land so the oil company can drill⁵³⁵. »

En effet, entre le premier et le second cas de figure, il existe bien sûr tout un éventail de situations plus ou moins contraignantes, mais comme le précise l'auteur « These points along the continuum, however, are not always self-evident nor simple to define⁵³⁶. » C'est là

532 Résolution 32/130 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 16 décembre 1977; Craig Scott, « The interdependence and permeability of human rights norms: towards a partial fusion of the International Covenants on Human Rights » (1989) 27 : 4 Osgoode Hall Law Journal; Marie-Joëlle Redor-Fichot, « Indivisibilité des droits de l'Homme », (2009) n°7 CRDF 75, en ligne : <<http://w3.unicaen.fr/puc/ecriture/revues/crdf/crdf7/crdf0707redor.pdf>>; Amnesty International, « Indivisibilité et interdépendance des droits de l'Homme », Londres, mars 1993, Document externe, Index AI : IOR 41/12/93.

533 Voir le préambule des deux pactes internationaux : PIDCP, *supra* note 83, 19 décembre 1966, 999 RTNU 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976); PIDESC, *supra* note 118, (entrée en vigueur : 3 janvier 1976).

534 Robinson, *Risks and Rights*, *supra* note 9 aux pp 3-4.

535 *Ibid.*

536 *Ibid* à la p 4.

où entrent en jeu la prise en compte du degré de contrainte comme objet d'étude, ainsi que plus généralement le seuil de tolérance et les aspirations de l'individu. Ceux-ci varient évidemment d'une personne à une autre pour des raisons autant culturelles, personnelles que sociales.

d) Seuil de tolérance et seuil de départ

De l'expulsion forcée à la légère contrainte économique, il existe une myriade de degrés d'intensité qui nous ramène au ressenti des individus. En fonction de son seuil de tolérance, l'individu chercherait par la migration à sortir du milieu ne répondant plus à ses besoins. Ainsi, une famille pourrait se déplacer pour un meilleur accès à l'éducation ou à cause d'une situation de grande insécurité physique. Toutefois, ce déplacement comporte aussi ses conséquences, c'est-à-dire un risque de compromettre d'autres besoins. C'est là où doivent être prises en compte les conditions du déplacement, comme facteur amplificateur ou atténuateur de la compromission des besoins et des droits. Ces conditions s'expriment parfois, comme le démontre notre étude, de manière formelle par le droit. Le seuil de tolérance de l'individu, au-delà duquel il y aura déplacement, est un facteur indéterminé qui varie, entre autres, en fonction de ses aspirations, de ses besoins et de données culturelles et socio-économiques. C'est la raison pour laquelle le schéma ne présente pas de gradation de contrainte, puisque toute contrainte aurait potentiellement un effet différent dans des milieux distincts et sur divers individus. En effet, comment détermine-t-on le niveau de contrainte tolérable ou acceptable sur le plan humain? À quel moment considère-t-on qu'une personne n'a plus le choix? Il s'agit de questionnements philosophiques aux conséquences pourtant bien pratiques. À cet égard, la *Convention relative au statut des réfugiés*⁵³⁷ se trouve à fixer ce « seuil » de tolérance (intolérance) de violence politique par l'octroi du statut en fonction de critères déterminés. Les politiques d'immigration des États accordent également le statut de réfugié aux individus qui remplissent un certain nombre de critères, dont certains sont particulièrement subjectifs et difficiles à déterminer⁵³⁸.

⁵³⁷ *Convention relative au statut de réfugié*, supra note 33.

⁵³⁸ Voir les effets du syndrome post-traumatique : S. Ringold, A. Burke, et R. M. Glass, « Refugee mental health » (2005) 294 : 5 *Journal of the American Medical Association* 646; François Crépeau, Delphine Nakache, « Controlling Irregular Migration in Canada - Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection » (2006) 12 : 1 *IRPP Choices* 3.

e) De l'*homo sacer* à l'*homo aedifica*

L'individu subissant les plus grandes contraintes, particulièrement s'il est déplacé de force, se situe complètement à la périphérie du cercle. Or, s'il y a un *homme nu*⁵³⁹ à cette limite extérieure, un être humain détruit représentant les pires conditions d'existence, nous pouvons déduire qu'il existe également un *homme construit* de réseaux sociaux, politique et construit sur le plan économique, matériel, normatif, spirituel et idéal. Cette vision ne se restreint donc pas qu'à la perspective contemporaine d'*homo economicus*. Elle est plus large et reconnaît l'être humain comme multidimensionnel, comme structuré et structurant. Cependant, la situation assimilable à celle de l'*homo sacer* est aussi le résultat de rapports sociaux, économiques, politiques, etc. En ce sens, tout être humain en tout temps et tout lieu est un construit. Par souci de différenciation, nous utilisons l'appellation d'*homo aedifica*, *homme construit*, pour tous les individus dont la situation est opposable à celle de l'*homo sacer*. Ce dernier représente l'extrême de « l'état d'être humain », entre autres, au regard de la compromission de ses besoins et de son statut. Ainsi, entre l'humain le plus dépourvu qui soit (à la périphérie du cercle) et celui dans les conditions optimales de bien-être, de dignité et d'accomplissement (au centre du cercle), il existe une myriade de situations dans lesquelles se retrouve l'*homo aedifica*.

Quelles que puissent être les conditions sociopolitiques, économiques et environnementales optimales, il est crucial de se rappeler que le modèle idéal de la construction de l'humain varie culturellement, tout comme le serait la hiérarchisation de ses besoins. Si une telle hiérarchisation devait être utilisée en conjonction avec le schéma, nous placerions les besoins plus fondamentaux vers l'extérieur du cercle alors que les besoins plus secondaires seraient vers l'intérieur, au centre. Ainsi, suivant la logique du schéma, une légère contrainte du milieu correspondrait à un effet mineur sur les besoins. À l'inverse, une contrainte majeure correspondrait à une atteinte tout aussi majeure aux besoins de base et aux droits fondamentaux correspondant, découlant d'un déplacement ou le causant.

Comme nous l'avons expliqué, plus la contrainte est élevée, plus le positionnement de l'individu se situe près de l'extérieur du cercle et plus ses besoins et ses droits sont remis en question. Il y a corrélation positive entre la contrainte et la distance par rapport au centre. Un état élevé de contrainte équivaut à une position proportionnellement plus éloignée du centre

⁵³⁹ La conception de l'*homo sacer*, comme exploré au Chapitre I, est empruntée à Agamben, *Homo Sacer I: Le pouvoir souverain et la vie nue*, supra note 132.

du cercle et vice versa. Nous pouvons aussi lire le schéma et l'effet de contrainte de manière dynamique, soit dans le changement même du niveau de contrainte. Ainsi, un mouvement progressif ou drastique d'éloignement du centre, par une dégradation progressive ou un événement soudain, représente la déconstruction tout aussi progressive ou drastique des structures dans lesquelles s'insère l'*homo aedifica* sur le plan social, économique, sécuritaire et environnemental.

Par conséquent, l'augmentation de la contrainte déconstruit l'*homme construit* et le pousse vers l'extérieur du cercle, vers un risque accru de déplacement. En soi, le déplacement également génère cette situation de déconstruction et plus particulièrement par une contrainte maximale, celle du déplacement forcé. Poussé vers cet extrême, soit l'extérieur du cercle, l'*homo aedifica* prend l'appellation d'*homo sacer*. Cette transformation est l'expression de la dysfonction du système et de ses contradictions pouvant potentiellement mener à sa ruine, car comme nous l'avons précédemment évoqué, l'individu complètement nu de par sa nature remet en cause le système.

En conclusion, une approche intégrée des causes du déplacement doit être retenue afin de leur répondre adéquatement, entre autres, à travers la recherche de solutions et par l'utilisation de ce cadre théorique. Ainsi, les axes du droit devant être abordés pour l'analyse contextuelle et le cadre juridique pertinent pour la recherche de solution devraient également correspondre aux sphères d'influence identifiée, pour une recherche complète et détaillée.

4.2. Chine : mutations et choix stratégiques

La première section de cette partie offre un portrait des voies de recours envisageables pour les justiciables chinois en situation de déplacement induit par le développement. La seconde section récupère ces stratégies en analysant les options dont disposent les autorités pour leur répondre.

Autant les justiciables que les autorités doivent composer avec de nouveaux acteurs de la scène politique, apparaissant tantôt comme alliés, tantôt comme adversaires. En effet, si autrefois, en Chine maoïste, il était impensable qu'une opposition locale puisse faire obstacle aux inéluctables projets de Beijing, particulièrement pour de géant projets comme celui des Trois-Gorges, aujourd'hui la situation serait différente selon Andrew C. Mertha, politologue

et auteur de *China's Water Warriors*⁵⁴⁰. Par exemple, les éditeurs et journalistes, tant des médias d'État que des médias indépendants, peuvent aujourd'hui servir de vecteur et catalyseur pour renverser des décisions prises à Beijing. L'auteur donne plusieurs exemples, dont le projet hydroélectrique Yangliuhu à Dujianyan, dans la province du Sichuan. Non seulement les journalistes impliqués ne furent pas emprisonnés, mais ceux-ci continuent de publier des articles sur le sujet et de commanditer des recherches critiques sur les mégaprojets⁵⁴¹. Partant de ce constat, il importe de cibler et comparer les stratégies et voies de recours disponibles pour les justiciables ainsi que les options dont disposent les autorités pour résoudre les conflits et ramener la société à un état d'harmonie.

Le fait que certains projets soient bloqués ou retardés et d'autres mis en oeuvre malgré les oppositions, peut s'expliquer par plusieurs hypothèses et arguments relatifs à l'organisation du système politique de la Chine et aux stratégies des protagonistes. Les choix et politiques des élites, les changements au sein de l'idéologie dominante du PCC ou les calculs coûts-bénéfices ne savent à eux seuls expliquer les changements et variations des résultats observés⁵⁴². De ce fait, Mertha suggère l'utilisation d'un modèle explicatif de politique publique dans un contexte de régime autoritaire, le « fragmented authoritarianism » (FA). Il ajoute à l'approche de l'autoritarisme fragmenté trois idées principales⁵⁴³ : l'importance du rôle des « entrepreneurs politiques », l'étude des cadres de références et idées au sein d'un groupe, et l'impact des coalitions et autres appuis à plus grande échelle. Ce faisant, il comble les lacunes du modèle du FA qui permet désormais d'inclure de nouveaux acteurs. De l'autoritarisme fragmenté découle un système duquel les politiques du centre

becomes increasingly malleable to the parochial organizational and political goals of the various agencies and regions charged with enforcing that policy. Policy outcomes result from incorporating the interests of the implementation agencies into the substance of the policy itself⁵⁴⁴.

Par conséquent, les résultats des politiques varient souvent considérablement par rapport aux objectifs initiaux des décideurs des hautes instances. En bref, « FA explains the

540 Andrew C. Mertha, *China's Water Warriors: Citizen Action and Policy Change*, Ithaca, Cornell University Press, 2008 à la p 2.

541 *Ibid.*

542 *Ibid* à la p 5.

543 *Ibid* à la p 6.

544 *Ibid* à la p 5.

policy process as being governed by incremental change via bureaucratic bargaining⁵⁴⁵. » Or, c'est la capacité des nouveaux acteurs d'avoir su comprendre et utiliser cette donne qui leur aurait permis de s'insérer dans le système dont ils étaient précédemment exclus :

officials only peripherally connected to the policy in question, the media, non-governmental organizations, and individual activists have successfully entered the political process precisely by adopting the strategies necessary to work within the structural and procedural constraints of the FA framework. The point of entry is the fragmentation and agency slack that results from institutions unable to adapt sufficiently to rapid socioeconomic change, aggressive lobbying of interest groups, or the changing expectations of the citizenry⁵⁴⁶.

Pour Mertha, ces fenêtres d'opportunité offrent un terreau fertile aux changements de politique si les conditions adéquates sont en place.

4.2.1 Avoir voix pour avoir droit, le droit pour donner voix

Au cours des précédents chapitres, nous avons abordé de nombreuses dispositions législatives et administratives permettant aux justiciables de recourir au droit ou leur allouant des espaces de recours extrajudiciaires, pour se protéger des impacts du développement.

Malgré ses lacunes, le droit chinois est loin d'être dépourvu de mécanismes ou d'alternatives pertinentes du point de vue des justiciables. En effet, toutes sortes de dispositions législatives périphériques au déplacement interne peuvent être utilisées par les justiciables pour faire obstacle à un projet, participer à des processus de consultation, voire même de consentement, ou encore faire intervenir d'autres acteurs qui auraient un poids pouvant faire basculer la balance en leur faveur. Au chapitre précédent, nous avons déjà couvert les procédures administratives relatives aux expropriations et aux compensations. Il importe d'ajouter les lois sur la protection environnementale ainsi que celles relatives aux reliques culturelles qui offrent également des pistes de solution.

En effet, les projets ayant pour conséquences ou objet le déplacement de population sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement, de par leur nature, et exigent donc

⁵⁴⁵ *Ibid.*

⁵⁴⁶ Andrew Mertha, « Society in the State: China's Nondemocratic Political Pluralization » dans Peter Hays et Stanley Rosen, dir, *State and Society in the 21st Century China: Crisis, Contention, and Legitimation*, Londres, Routledge, 2010 à la p 6, en ligne : Falcon Arts Cornell <http://falcon.arts.cornell.edu/am847/pdf/Microsoft%20Word%20-%20Society_in_the_State%5B1%5D.pdf>.

des études de faisabilité⁵⁴⁷. Par conséquent, le corpus législatif⁵⁴⁸ en matière environnementale a une incidence directe sur la tenu des projets de développement. À titre d'exemple, depuis septembre 2003, une loi⁵⁴⁹ relative aux pratiques de développement durable et à la prévention d'impacts environnementaux négatifs s'applique quant aux opérations de planification et de construction, par la production d'études d'impact environnemental (ÉIE). Cette loi fait également la promotion de la participation active des communautés dans la protection de l'environnement, la recherche, l'éducation et la sensibilisation aux questions

547 Deux sites web listent l'essentiel en matière d'étude de faisabilité relative aux normes de protection environnementale : China Water Risk, Index of Key Water and Related Laws, en ligne : <<http://chinawaterrisk.org/regulations/water-regulation/>> [China Water Risk]; Ministry of Environmental Protection, The People's Republic of China, Policies and Regulations, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/>. Voir généralement les sites : Ministry of Water ressources the People's Republic of China : <<http://www.mwr.gov.cn/english/>> ; Ministry of Environmental Protection, en ligne : <<http://english.mep.gov.cn/>>.

548 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Environmental Protection Law of the People's Republic of China*, 26 décembre 1989, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/laws/environmental_laws/200710/t20071009_109928.htm> [Loi sur la protection de l'environnement, entrée en vigueur à la date de promulgation]; Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on Water and Soil Conservation*, 29 juin 1991, entrée vigueur à la date de promulgation, en ligne : <<http://www.mwr.gov.cn/english/laws.html>>; Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *The Water Law of the People's Republic of China*, 29 août 2002, en ligne : <www.mwr.gov.cn/english/01.pdf> [entrée en vigueur le 1er octobre 2002];

State Environmental Protection Administration of China, *Interim Measures of public participation in EIA*, entrée en vigueur 2006; State Environmental Protection Administration of China, *Measures on Open Environmental Information (for Trial Implementation)*, 8 février 2007, en ligne : <http://www.epa.gov/ogc/china/open_environmental.pdf> [entrée en vigueur le 1er mai 2008]; Pour interprétation et analyse, voir : Timothy Riley et Cai Huiyan, « Unmasking Chinese business enterprises: using information disclosure laws to enhance public participation in corporate environmental decision making » (2009) 33 *Harvard Environmental Law Review* 177 aux pp 177-224, en ligne : <http://www.law.harvard.edu/students/orgs/elr/vol33_1/Riley%20&%20Cai%20Huiyan.pdf>; Ma Jun, « Your right to know: a historic moment, chinadialogue », (1er mai 2008) *China Dialogue*, en ligne : <<http://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/1962>>;

Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Water Pollution*, 11 mai 1984, modifiée en 1996, puis en 2008) [entrée en vigueur le 1er novembre 1984]; Pour une analyse en profondeur, voir : Jingyun Li et Jingjing Liu, *Quest for Clean Water: China's Newly Amended Water Pollution Control Law*, Jiangxi Normal University Law School and Vermont Law School's China Environmental Law Program; Voir également : Xiong Siangyang, *The Revision of Water Law of PRC. and the Efforts for Remedying the Dry-up Problems of Yellow River*, Department of Policy, Law and Regulations, Ministry of Water Resources of the PRC; Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on the Protection of Cultural Relics*, entrée en vigueur le 19 novembre 1982, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/laws/envir_elatedlaws/200710/t20071009_109913.htm>.

environnementales. De plus elle prévoit des sanctions monétaires pour les entreprises qui n'en respecteraient pas les conditions, ainsi que des sanctions disciplinaires à l'endroit des autorités qui lésinent sur sa mise en oeuvre. La loi exige une ÉIE pour les projets liés au développement industriel, à l'agriculture, à l'élevage, à la foresterie, aux ressources énergétiques, à la conservation de l'eau, aux communications, aux constructions urbaines, au tourisme et aux ressources naturelles. Tous ces types de projet peuvent se lier au déplacement. Toutefois, trois problèmes émergent selon certains⁵⁵⁰ : la mise en oeuvre est sporadique et parcimonieuse de la part des échelons administratifs locaux lorsque le projet jouit d'un fort support politique; les ÉIE suivent généralement en retard les études de faisabilité ce qui implique une diminution de la prise en compte des questions environnementales lors des choix de localisation pour un projet; malgré le fait que la loi possède des dispositions quant à la participation du public, celle-ci est généralement basse, réduisant le facteur légitimant des ÉIE. En 2006, de nouvelles mesures intérimaires relatives à la participation du public furent adoptées, mais subsistent des défis quant à leur mise en oeuvre⁵⁵¹. Quoi qu'il en soit, ces dispositions législatives permettent de faire intervenir de nouveaux acteurs pouvant avoir un intérêt à bloquer ou modifier les dispositions d'un projet de développement.

À partir du cadre juridique, des procédures administratives et de l'introduction de nouveaux acteurs sur la scène politique chinoise, trois voies de recours s'ouvrent aux justiciables. D'abord, il y a la voie formelle et juridique (a), ensuite les recours extrajuridiques (b), puis la combinaison de ces stratégies (c).

a) Formalisme juridique marginalisé

Le recours judiciaire offre l'avantage du formalisme de la décision, d'une reconnaissance publique des torts et participe à la mise en place de l'État de droit. En effet, le paradigme de « l'État de droit socialiste⁵⁵² », mot d'ordre du régime du milieu des années

549 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on Environmental Impact Assessments*, 28 octobre 2002, en ligne : China Water Risk <<http://chinawaterrisk.org/regulations/water-regulation/#boxI>>.

550 China Water Risk, *supra* note 547.

551 Voir généralement : Jesse L. Moorman et Zhang Ge, « Promoting and Strengthening Public Participation in China's Environmental Impact Assessment Process: Comparing China's EIA Law and US NEPA » (2006) 8 Vermont Journal of Environmental Law 278 aux pp 278-322.

552 En anglais, les travaux de Randall Peerenboom et Stanley B. Lubman; en français, les travaux de

quatre-vingt-dix, « a rallié un nombre important de juristes chinois, qui, tout en étant conscients des limites de la transposition de l'État de droit ou de la Rule of Law dans le contexte chinois, ont vu dans cet idéal proclamé une base à partir de laquelle travailler⁵⁵³. » Ces mots d'ordre façonnent et justifient les réformes juridiques⁵⁵⁴. Durant cette période, la qualité des jugements se serait substantiellement améliorée⁵⁵⁵ et le « PCC a lui-même encouragé les justiciables chinois à faire valoir leurs droits devant les tribunaux⁵⁵⁶. » Ainsi, 3 millions d'audiences furent enregistrées pour 1992, puis 5 millions en 1996⁵⁵⁷ et 8,1 millions pour 2006⁵⁵⁸. Malgré cette popularité croissante des cours auprès des justiciables, celles-ci incitent aujourd'hui continuellement au recours à la médiation⁵⁵⁹ afin de résoudre les conflits⁵⁶⁰. L'utilisation des cours est perçue comme un moyen de dernier recours⁵⁶¹, lorsque les autres voies ont échoué, ou afin de renforcer le rôle de la médiation⁵⁶².

Jean-Pierre Cabestan et Stephanie Balme.

553 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 255; Xianchu Zhang, « Civil Justice Reform with Political Agendas », in *The Development of the Chinese Legal System. Change and Challenges*, Londres, Routledge, 2011, 253 à la p 254.

554 Jianfu Chen illustre cette dynamique en employant des expressions comme « économie socialiste de marché » et « établir un État de droit socialiste », voir : Jianfu Chen, « The Transformation of Chinese Law: From Formal to Substantial » (2007) 37 : 2 HKLJ 689 aux pp 720-725; Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 255.

555 Benjamin L Liebman, « China's Courts: Restricted Reform » (2007) 21 Colum J Asian L 1 à la p 13, [Liebman, « China's Courts »].

556 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 255; Mary E Gallagher, « Mobilizing the Law in China: « Informed Disenchantment » and the Development of Legal Consciousness » (2006) 40 : 4 Law and Society Review 783 à la p 794; Zheng Yongnian, « Du gouvernement par la loi à l'État de droit? L'évolution de l'environnement juridique en Chine » (1999) 54 Perspectives Chinoises 31 à la p 40.

557 Peerenboom, *China's Long March toward Rule of Law*, *supra* note 364 à la p 7.

558 Liebman, « China's Courts », *supra* note 555 à la p 4.

559 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *The People's Mediation law of the People's Republic of China*, 28 août 2012, en ligne : lawinfochina.com <<http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=8266-&lib=law>> [Loi sur la médiation populaire de République populaire de Chine, entrée en vigueur le 1er janvier 2011]; Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Civil Procedure Law of the People's Republic of China*, (9 avril 1991, modifiée le 28 octobre 2007), en ligne : lawinfochina.com <<http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=6559&lib=law#>>, les articles visant la médiation sont au chapitre 8, aux pp 85 à 91 [Code de la procédure civile de la République populaire de Chine].

560 Voir généralement : Hélène Piquet, « Les réformes juridiques chinoises diluées dans l'harmonie » (2012) REDS (à paraître), [Piquet, « Les réformes diluées »]; Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335; Carl F Minzner, « China's Turn Against Law » (2011) 59 American Journal of Comparative Law 935, [Minzner, « China's Turn Against Law »].

561 Peerenboom, *China's Long March toward Rule of Law*, *supra* note 364 à la p 163.

562 Yungsuk Karen Yoo, « Tainted Milk: What Kind of Justice for The Victims' Families in China? » (2010) 33 Hastings Int'l & Comp L Rev 555 à la p 566, [Yoo, « Tainted Milk »].

En fait, un retour en force et contrainte de la médiation s'opère désormais par un changement drastrique du PCC : la substitution de « l'État de droit socialiste » par la « construction de la société harmonieuse ». Ce nouveau paradigme soutient la promotion de la médiation judiciaire et extrajudiciaire⁵⁶³ afin de réaliser l'idéal confucéen devenu slogan « of "a world without litigation" (*tianxia wusong*)⁵⁶⁴ ». L'introduction de cette rhétorique passe par une réinvention de la tradition⁵⁶⁵ et une essentialisation du justiciable chinois⁵⁶⁶ qui préférerait l'harmonie à une méthode conflictuelle de résolution des différends. Cependant, pour les autorités, « Il s'agit non pas de résoudre le conflit pour le mieux-être des parties, suivant une logique de médiation transformatrice par exemple, mais de le dissoudre purement et simplement⁵⁶⁷. » La stabilité sociale, fondement de la rhétorique de l'harmonie, obnubile le PCC et relègue l'accès à la justice à l'arrière plan de la médiation dont « [la] finalité de contrôle social débouche sur une logique d'harmonie imposée, contraire aux intérêts des parties à un conflit⁵⁶⁸. »

En plus de la marginalisation des cours dans ce contexte, les justiciables affrontent nombre d'obstacles dans leur tentative d'obtenir justice via les tribunaux⁵⁶⁹. Les fonctionnaires locaux font souvent tout en leur pouvoir pour éviter d'être poursuivis, incluant des pressions sur les tribunaux⁵⁷⁰. L'accès au texte de loi pose parfois problème, par exemple en l'absence de publication officielle dans certains cas⁵⁷¹. Néanmoins, les justiciables tenteront d'obtenir des recueils de lois en librairies ou de proches travaillant au gouvernement ou engageront des avocats pour les défendre⁵⁷². Ces avocats ne sont à leur tour pas à l'abri de pressions, de la part des fonctionnaires ou des cadres locaux, afin qu'ils refusent d'aider des villageois⁵⁷³. Les situations politiquement sensibles font souvent l'objet d'obstructions, ce qui est généralement

563 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 255.

564 Minzner, « China's Turn Against Law », *supra* note 560 à la p 950.

565 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335; Voir généralement : Piquet, « Les réformes diluées », *supra* note 560, le numéro de la revue Perspectives Chinoises (2007) 4 Perspectives Chinoises.

566 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 258.

567 Goh Bee Chen, *Law Without Lawyers, Justice Without Courts. On Traditional Chinese Mediation*, Aldershot (R-U), Ashgate, 2002 à la p 9.

568 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 279.

569 Comme ce fut abordé au cours des Chapitres II et III.

570 O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 aux pp 77-86.

571 *Ibid* à la p 79.

572 *Ibid* aux pp 76-78.

573 *Ibid* aux pp 77-86.

le cas des affaires ayant trait aux mégas infrastructures⁵⁷⁴. Finalement, lorsqu'il y aura décision, si favorable au justiciable, persistent encore des difficultés de mise en oeuvre. Le justiciable tentera souvent alors de faire appel en croyant pouvoir obtenir un jugement favorable par de plus hautes instances, hors de l'interférence locale⁵⁷⁵. En bref, l'accès à la justice par un recours efficace au système judiciaire pose des défis substantiels, surtout comme ce dernier tend à être marginalisé au profit de la médiation.

b) Recours extrajudiciaires : la justice plutôt que le droit

Ces conditions incitent les justiciables à recourir également aux rapports de force. En effet, tout le contexte détaillé par Mertha permet aux justiciables de faire jouer les instances les unes contre les autres et de recourir à des organismes gouvernementaux au sein même du gouvernement contre lequel ils ont un grief. L'objectif final étant d'obtenir un renversement de décision ou un appui qui permettra de redresser les torts, d'obtenir compensation ou souvent même simplement une reconnaissance des souffrances vécues. Mertha identifie à ce titre, précisément plusieurs acteurs qui peuvent se rallier aux justiciables chinois.

Premièrement, au sein du gouvernement, plusieurs instances peuvent s'opposer à certaines politiques gouvernementales de plein droit et du fait de leur mandat. Leur proactivité est stimulée par le contexte de rationalisation de la fonction publique qui élimine les instances jugées inutiles, inefficaces ou inactives qui en sont donc à légitimer leur existence⁵⁷⁶. Ainsi, les désastres et l'enjeu environnemental permet au Ministère de l'environnement⁵⁷⁷ et ses bureaux locaux de protection de l'environnement d'être plus agressifs dans la poursuite de leur mandat institutionnel. De manière analogue, le riche héritage culturel de la Chine confère un poids important aux fonctionnaires des bureaux des reliques culturelles, incorporées au sein du Ministère de la Culture, qui doivent veiller à la protection des reliques menacées par les projets de développement en tout genre. Pour ajouter à la complexité des relations interinstitutionnelles, les fonctionnaires des bureaux locaux du

574 *Ibid* à la p 81.

575 *Ibid* à la p 86.

576 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 à la p 8; Andrew Mertha, « Shifting Legal and Administrative Goalposts: Chinese Bureaucracies, Foreign Actors, and the Evolution of China's anti-Counterfeiting Regime », in *Engaging the Law in China: State, society, and Possibilities for Justice*, Stanford, Stanford University Press, 2005, 161 aux pp 161-192.

577 Le Ministère fut créé en 2008, remplaçant le *State Environmental Protection Administration*.

Patrimoine mondial ne relèvent pas tant du bureau de l'UNESCO à Beijing que des gouvernements locaux, ce qui rompt à nouveau avec l'idée de commande centrale s'opérationnalisant inexorablement en périphérie. Les organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement (GONGO's) prennent de plus en plus de place sur l'échiquier politique. Également, les fonctionnaires liés aux administrations relatives à la séismologie, à la construction et à la communication peuvent aussi s'opposer aux projets respectivement du fait des risques hydrologiques, de leur exclusion des contrats et des projets de routes ou d'autres infrastructures qui auraient pu être bâties dans les zones à inonder. Quant aux administrateurs locaux, s'ils sont les premiers à voir les bénéfices économiques des grands projets, licitement ou non, ils peuvent se révéler être de farouches opposants si les projets nuisent ou menacent le bien-être de leur collectivité, coupant les revenus associés au tourisme ou à d'autres projets d'infrastructures. Les justiciables peuvent ainsi parfois compter sur les oppositions centre-périphérie.

Deuxièmement, les médias ont un rôle et une visibilité accrue en Chine d'aujourd'hui. Bien que la marge d'action des médias ne doive pas être surestimée⁵⁷⁸, ceux-ci se révèlent de plus en plus être des agents de mobilisation, de changement et abordent des sujets autrefois tabous. Par exemple, il n'est plus rare de voir les médias traiter de déplacements forcés et de la question des terres⁵⁷⁹. Ainsi, l'histoire des relocalisations de Jiahe est devenue populaire au point où le site de presse recevait cinq millions de visites et 40 000 messages par jours, vers la mi-mai 2004⁵⁸⁰. L'histoire n'aurait pas connu au dénouement heureux pour les justiciables sans l'appui des médias⁵⁸¹. Cette capacité de mobilisation doit néanmoins être considérée dans le contexte d'insertion des médias dans la société chinoise.

Les journalistes procéderaient constamment à des évaluations de risques et tâteraient le terrain⁵⁸² avant de poursuivre par incursions successives, article par article, repoussant chaque

578 Cela n'empêche pas complètement la répression ou des retours en arrières momentanés et relativement graves, Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 359, [Cheung, « Public Opinion Supervision »].

579 Voir, entre autres, l'exemple de Wukan traité dans la prochaine section et publiquement ouvert pour discussion par le *Quotidien du Peuple*, journal officiel du PCC « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), en ligne : China Digital Times <<http://chinadigitaltimes.net/china/wukan/>>.

580 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 376.

581 *Ibid* à la p 379. L'histoire rapportée par Anne SY Cheung est néanmoins très nuancée quant aux succès et aux échecs des différentes opérations médiatiques. .

582 Voir l'exemple du journaliste de *Beijing Youth Daily*, présenté par Anne S Y Cheung : *Ibid* à la p

fois davantage la limite, testant la tolérance des autorités. Les journalistes chinois auraient développé l'art d'être toujours pile à la frontière de l'acceptable, mais vont se restreindre lorsqu'une ligne est tracée par l'intervention des agences plus officielles, comme *Xinhua News Agency*⁵⁸³.

En fait, si certains médias relèvent directement du PCC, les autres sont supervisés ou appartenant à des organes du Parti, des départements du gouvernement, des sous-unités de travail, des organisations semi-officielles comme l'association des femmes⁵⁸⁴, etc. Les villes et les provinces possèdent également leurs agences. Ainsi, à proprement parler il n'y a pas de média totalement indépendant⁵⁸⁵. L'affiliation au Parti offre davantage de pouvoir et d'accès, mais moins d'autonomie. Diamétralement à l'opposé, les communautés en ligne disposent de plus de liberté, mais sans bénéficier des ressources des médias d'État pour l'accès aux informations privilégiées⁵⁸⁶.

Également, depuis 1994, les autorités exigent des médias qu'ils puissent générer leurs propres revenus, entre autres par la publicité⁵⁸⁷. Ceci requiert un nombre important de lecteurs, attirés par les tabloïds, la presse à scandale et l'agressivité des médias⁵⁸⁸. De la nécessité d'être financièrement autosuffisant ont émergé toute sorte de structures : « city newspaper, evening papers, weekend editions, press conglomerates, joint-venture papers and a press system involving contract work⁵⁸⁹. »

La libéralisation de l'économie⁵⁹⁰ et l'introduction du capitalisme⁵⁹¹ signifient la

383.

583 *Ibid* à la p 380.

584 *Ibid* à la p 365.

585 *Ibid*.

586 *Ibid* à la p 381.

587 Acceptation de la publicité en 1979, décentralisation en 1983, autosuffisance en 1992-1994, voir : *Ibid* à la p 365; Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 à la p 10.

588 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 366; Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 à la p 10.

589 Les détenteurs de licences paient une somme fixe, suite à quoi ils obtiennent indépendance financière, éditoriale, etc., C'est le cas du *Beijing Youth Daily* sous la gouvernance du *Beijing Communist Youth League* qui fut sous-contraté à ses employés et bénéficie aujourd'hui d'une réputation de journal d'avant-garde libérale. Voir : Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 558 à la p 366, et note infrapaginale 49.

590 Hugo de Burgh, « Kings without Crown? The Re-Emergence of Investigative Journalism in China » (2003) 25 *Media, Culture & Soc'y* 801 à la p 802.

591 Yuezhi Zhao, « From Commercialization to Conglomeration: The Transformation of the Chinese Press within the Orbit of the Party State » (2000) 50 : 2 *J Communication* 3 aux pp 3-4.

montée du journalisme d'enquête. Celui-ci, élément contradictoire du régime autoritaire de la Chine⁵⁹², est connecté à la notion de « check and balance » du pouvoir⁵⁹³ et une forme de supervision menée par l'opinion publique⁵⁹⁴. Or, pour certains auteurs, l'opinion publique se définit non pas comme l'agrégation de l'opinion secrète des individus, mais plutôt « people recognizing a problem, producing conflicting ideas about what to do, considering those alternatives, and trying to resolve the matter by building a consensus for a line of action⁵⁹⁵ ». Cette opinion publique peut donc servir de mécanisme de supervision par le public.

Dans le contexte chinois et selon la version officielle de « supervision par l'opinion publique » le concept se référerait plutôt à la supervision exercée par les masses, à travers les médias, sous la direction du PCC, celui jouant le rôle principal⁵⁹⁶. De plus, le Parti refuse de considérer les médias comme des « watchdog », d'autant qu'il est interdit que ceux-ci se placent en confrontation directe avec le Parti⁵⁹⁷. Toutefois, l'indépendance et voire parfois la virulence croissante des médias n'en font pas pour autant des « lapdog »⁵⁹⁸. En effet, chaque nouvelle controverse offre un terrain de test et une possibilité de repousser un peu plus la limite de ce qui est accepté par les autorités⁵⁹⁹. Ainsi apparaît une version intermédiaire de « guard dog » qui assume une position conflictuelle, capable de sonner l'alarme sur certains enjeux, mais dans certaines conditions à la fois structurelles et ponctuelles⁶⁰⁰.

Par conséquent, tout en servant les intérêts du PCC⁶⁰¹, les médias représentent un mécanisme de supervision par l'opinion publique, exposant la corruption et des problèmes sociaux⁶⁰². « Rather than brainwashing people, the media is now assigned tasks to resolve social conflict, to promote Party legitimacy and to check rising corruption at the low levels of

592 Jingrong Tong, *Investigative Journalism in China: Journalism, Power, and Society*, New York, Continuum, 2011 à la p 5.

593 *Ibid* à la p 11.

594 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 358.

595 Daniel C Lynch, *After the Propaganda State: Media, Politics, and « Thought Work » in Reformed China*, Stanford, Stanford University Press, 1999 à la p 24.

596 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 359.

597 *Ibid* à la p 369, se réfère une publication en Chinois : Ren Tieying, « Treating Public Opinion Supervision Seriously and Correctly », dans *Study Handbook on the (Tentative) Regulation of Internal Supervision of the Chinese Communist Party*, 2004, à la p 268, 270-271 et 278.

598 *Ibid* à la p 359.

599 *Ibid* à la p 363.

600 *Ibid* à la p 360.

601 *Ibid* à la p 384.

602 *Ibid* à la p 362.

the government⁶⁰³. » Dans certains cas, le gouvernement incite même les médias à publiciser la corruption des cadres locaux afin d'assurer une forme de contrôle que le gouvernement lui-même n'est pas toujours en moyen d'assurer. D'ailleurs, il est avancé par certains auteurs que les fonctionnaires ne craignent pas tant la critique de leur supérieur ou les cours, qu'une exposition de leurs méfaits par les médias⁶⁰⁴. Révéler et résoudre les problèmes cède néanmoins le pas au mandat et à la priorité numéro un : aider au maintien de la stabilité sociale⁶⁰⁵. Quoi qu'il en soit, la supervision par l'opinion publique apparaît généralement comme positive dans la littérature, mais les médias minent l'indépendance des procédures judiciaires⁶⁰⁶.

Troisièmement, il existe aujourd'hui en Chine entre 1,5 et 2 millions⁶⁰⁷ d'organisations non gouvernementales (ONG) ou « organisations sociales »⁶⁰⁸ (OS). Celles-ci oeuvrent principalement à la prestation de services sociaux et à la représentation des intérêts de « certaines franges de la population auprès des instances du pouvoir et du processus de création de politiques publiques⁶⁰⁹. » Yiyi Lu, auteure majeure sur la question des ONG, avance que parmi ces ONG chinoises⁶¹⁰, la littérature distingue globalement deux types d'organisations. Les premières sont organisées et financées par le gouvernement, leurs employés sont généralement sur les listes de paie de celui-ci et les positions de direction occupées par des fonctionnaires gouvernementaux. Les secondes, organisations populaires,

603 *Ibid* à la p 367.

604 *Ibid* à la p 385; Judy Polumbaum, « The tribulations of China's Journalists after a Decade of Reform », in *Voices of China: The Interplay of Politics and Journalism*, New York, Guilford Publications, 1990, 33 à la p 59.

605 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 369.

606 *Ibid* à la p 361.

607 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 à la p 11.

608 Tony Saich, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », in *China's Deep Reform. Domestic Politics in Transition*, Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2006, 285 à la p 298.

609 Annie Billington, *L'impact des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants en Chine*, Mémoire de Maîtrise de science politiques, Université du Québec à Montréal, 2010 à la p 3.

610 La dénomination officielle est celle d'« organisation populaire » (*minjian zuzhi*) et apparaît en trois catégories : les organisations sociales (*shehui tuanti* ou *shetuan*), les unités privées non-entreprises (*minban jiejiquye danwei*) et les fondations (*jijinhui*). Elles sont définies par le Conseil d'État en tant que « non-profit organizations which are formed voluntarily by Chinese citizens in order to realise the shared objectives of their members and which carry out activities according to their charters », voir : Yiyi Lu, *Non-Governmental Organisations in China. The rise of Dependent Autonomy*, New York, Routledge, 2009 aux pp 2-3.

sont d'initiative citoyenne et ne reçoivent aucun financement gouvernemental. Tant les *top-down* GONGO que les ONG *down-top*⁶¹¹ dépendent en réalité du gouvernement pour l'accès au financement, à l'information et aux ressources, jonglant à la fois avec leurs réseaux de contacts et les sensibilités politiques⁶¹². Pour Mertha, l'une des caractéristiques principales des ONG chinoises est leur taux anormalement élevé de personnes, qui au sein du personnel et de la direction, ont reçu une formation de journaliste⁶¹³. Ceci a pour effet de resserrer les liens entre médias et ONG, accordant à ces dernières une importance croissante.

Les OS ont pu prendre essor particulièrement suite aux réformes économiques et à la reconnaissance de leur rôle utile par Jiang Zemin en 1997 lors du XVe congrès du PCC. Le désengagement de l'État des années de réformes a ouvert la porte aux OS qui se sont substituées à l'État, entre autres, pour la prestation de services sociaux. Également, ces OS bénéficient parfois d'expériences du gouvernement qui cherche à augmenter la qualité de la gouvernance, à pourvoir certains services sociaux, à réguler le marché ou encore à renforcer la mise en oeuvre des réglementations environnementales en confiant un rôle de surveillance à certains groupes⁶¹⁴. Pour les autorités, le rôle des OS apparaît comme utile, voire même nécessaire au maintien de la stabilité sociale⁶¹⁵. Malgré cela, le lien entretenu avec l'État reste ambiguë, particulièrement dans le cadre où ce dernier refuse leur autonomisation complète.

La réalité chinoise des ONG diverge donc quant à la conception occidentale qui insiste davantage sur la notion d'autonomie. En effet, en Occident, le terme « ONG » renvoie aux organisations à but non-lucratif, qui n'appartiennent ni au secteur de l'État, ni à celui du marché⁶¹⁶ et elles sont souvent associées à la vitalité de la société civile⁶¹⁷. Cette dernière notion doit toutefois être utilisée avec précaution dans le contexte chinois. Lu Yiyi, critique la notion de société civile sur les trois points suivant⁶¹⁸ résumés par Annie Billington :

(1) Ce cadre d'analyse implique un degré d'autonomie minimal des ONG par rapport à l'État, ce qui ne correspond aucunement à la réalité chinoise

611 Yiyi Lu, « NGOs in China: Development Dynamics and Challenges », in *China's Opening society. The non-state sector and governance*, New York, Routledge, 2008, 89 à la p 89.

612 *Ibid*, 89 à la p 93.

613 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 aux pp 11-12.

614 *Ibid* à la p 11.

615 Billington, *L'impact des organisations sociales*, *supra* note 609 à la p 3.

616 Macloed, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir, *Relations Internationales. Théories et concepts*. 2^e éd. Montréal: Athéna éditions, 2004, à la p 162.

617 *Ibid*.

618 Lu, *The rise of Dependent Autonomy*, *supra* note 610 à la p 12.

d'imbrication entre les OS et les pouvoirs gouvernementaux.

(2) Le symbole démocratique et d'émancipation politique associé à la notion de société civile ne cadre pas avec la trajectoire de développement des OS depuis les réformes sous Deng Xiaoping.

(3) En tant que concept, la « société civile » exige une distinction entre les concepts d'« État » et de « société » qui n'aide pas à l'analyse d'entités aux contours flous⁶¹⁹.

La charge normative associée aux concepts de société civile et d'ONG restreint leur utilisation en contexte chinois « puisqu'elle ne permet pas de saisir les rapports de force réels qui se déploient à l'intérieur de chacune des sphères (politique, économique et sociale) ainsi qu'entre les acteurs des différentes sphères⁶²⁰. » La diversité et la complexité des relations entre ces OS, l'État et le secteur privé, ou plus largement la diversité de la réalité sociale en Chine, dépassent ces contraintes conceptuelles. Lu Yiyi affirme que les termes de « société civile » et d'« ONG » sont de plus en plus utilisés par les chercheurs chinois⁶²¹ qui les appréhendent néanmoins à l'aide de paradigmes différents de la littérature occidentale⁶²².

L'analyse politique de la portée des organisations sociales ou populaires en Chine doit donc se faire en prenant en compte cette donne. Bref, cette kyrielle de nouveaux acteurs offrent tant aux gouvernements qu'aux déplacés, une nouvelle donne avec laquelle composer. De manière pratique, ceci débouche sur des recours particuliers.

Comme vu au chapitre précédent, les gens peuvent déposer des pétitions aux bureaux des lettres et visites. Cette méthode permet d'attirer l'attention des instances supérieures. Néanmoins, il arrive que des administrateurs corrompus bloquent l'accès aux bureaux ou empêchent les pétitions de parvenir en de plus au lieu en coupant les voies de communication ou empêche la diffusion de matériel juridique, tel des guides de pratiques ou recueils alors que ceux-ci viennent du gouvernement provincial⁶²³. Parfois, les autorités locales utilisent même les forces de police pour punir les individus qui tentent de diffuser du matériel

619 Billington, *L'impact des organisations sociales*, *supra* note 609 à la p 15.

620 Sylvie Paquerat, « Société civile, acteurs, espaces dans la globalisation : ce que nous apprend le débat mondial sur l'eau » (2009) 28 : 2 *Politique et Sociétés* 25 à la p 42.

621 Par exemple, voir : Ma Qiusa, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, New York, Routledge, 2006 à la p 16.

622 Deux contributions théoriques nouvelles : le concept de « société post-totalitaire » et l'idée de la dualité de la nature des ONG chinoises, voir : Lu, *The rise of Dependent Autonomy*, *supra* note 610 aux pp 136-137.

623 Voir les exemples donnés par O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 à la p 78.

juridique, provoquant l'ire de Beijing lorsque la situation en vient à être connue⁶²⁴. Les pétitions ont beau favoriser un interventionnisme accru des échelons administratifs supérieurs, elles n'en demeurent pas moins parfois efficaces et largement utilisées par les justiciables, ce qui se comprend compte tenu du poids de l'administration en Chine.

Les événements de masse, bien qu'ayant le potentiel d'attirer rapidement l'attention des autorités, peuvent également être perçus comme des perturbations à la stabilité sociale, que tentent de maintenir à tout prix les autorités centrales⁶²⁵. La réaction de celles-ci, soit la répression, soit l'écoute et la recherche de solution réelle, s'oriente en fonction de différents facteurs que Mertha met en lumière : l'opinion publique, la couverture médiatique, la capacité des acteurs à augmenter leur cercle d'alliés institutionnels, etc⁶²⁶. Évidemment, le résultat dépend également du paradigme de résolution du conflit dans lequel se situent les autorités.

Si ces recours peuvent s'avérer particulièrement efficaces dans certaines circonstances pour obtenir un résultat concret, ils participent néanmoins à la marginalisation de la fonction formelle du droit. C'est exactement le cas des interventions directes du CAE pour arrêter des projets de développement soulevant des tollés⁶²⁷. Le tort est redressé, mais le problème structurel ayant conduit à la situation persiste. Ceci pose problème particulièrement dans un système où l'État de droit⁶²⁸ est en processus de construction puisque se perpétue un cycle de transgression-répression.

c) Combinaison des moyens : voie de sortie

De ce fait émerge une troisième forme de tactique qui tend à combiner les deux stratégies précédentes, soit le recours juridique combiné aux recours extrajudiciaires. D'une part, l'utilisation des rapports de forces extrajudiciaires peut avoir pour but d'infléchir une décision du judiciaire, d'inciter un juge ou une cour à accepter une cause et même parfois d'influencer l'issue du jugement. Dans certaines circonstances, tous les moyens semblent appropriés du point de vue des protagonistes pour obtenir justice de la part des autorités

624 *Ibid.*

625 Lu, « State Channelling », *supra* note 149 à la p 549; Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 aux pp 116-117.

626 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 aux pp 4-18.

627 Comme vu au Chapitre II.

628 Wang, « China: Legal Reform », *supra* note 480, à la p 25.

compétentes⁶²⁹. D'autre part, les recours juridiques devant une cour peuvent servir, non pas pour le recours en soi et ses résultats juridiques possibles, mais plutôt comme objet servant à attirer l'attention, pour obtenir le support de l'opinion publique, un soutien extérieur ou pour légitimer la démarche de contestation extrajudiciaire. En bref, les poursuites « [...] particularly collective ones, are often preceded, accompanied or followed by non-judicial mass action, such as joint letter-writing, sending delegations to government compounds or media outlets, and group appeals to Party authorities or People's Congress⁶³⁰. »

Prenons par exemple le cas des recours collectifs. Le *Code de procédure civile de la République populaire de Chine*⁶³¹, aux articles 53, 54 et 55 de la Section 1 du Chapitre V sur les participants aux procédures, prévoit le cas de recours collectif. Cependant, les termes sont flous⁶³² et les administrations locales font tout pour les éviter⁶³³. Même si les recours collectifs sont particulièrement rares en Chine, surtout lorsque l'issue est favorable aux plaignants, cela n'empêche pas les justiciables de présenter des plaintes à la Cour populaire suprême de Chine⁶³⁴.

Il en va de même pour les litiges d'intérêt public (LIP) qui ne mènent généralement pas à des décisions favorables pour les demandeurs et sont même souvent immédiatement rejetées par le tribunal⁶³⁵. De nombreux demandeurs font l'exercice d'un LIP sachant pertinemment qu'une victoire juridique est peu probablement, mais que des gains peuvent être réalisés autre part. Par exemple, le recours aux LIP entraîne régulièrement des changements dans les politiques et les pratiques gouvernementales, contribue à responsabiliser le gouvernement, permet d'alerter le public sur des pratiques injustes et d'ouvrir un débat public

629 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 aux pp 85-87.

630 *Ibid* à la p 77.

631 Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Code de la procédure civile de la République populaire de Chine*, (9 avril 1991, modifiée le 28 octobre 2007), en ligne : lawinfochina.com <<http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=6559&lib=law#>>.

632 Traci Daffer, « I Am Fighting For the Right to Eat, and I Will Keep Fighting. The Truth is on Our Side: Class Action Litigation as a Means of Enacting Social Change in China » (2006) 75 UMKC L Rev 227 à la p 230.

633 Shambaugh, *China's Communist Party*, *supra* note 149 aux pp 79-81.

634 Voir par exemple les cas relatifs au lait contaminé des parents, de 213 enfants, qui présentèrent une plainte à la Cour populaire suprême de Chine. Contre toute attente, la Cour accepta le cas. Cette dernière tenterait toutefois de guider les avocats vers le plan de compensation déjà établi. En définitive, les résultats sont mitigés. Voir : Yoo, « Tainted Milk », *supra* note 562 à la p 560.

635 Yiyi Lu, *Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine*, Montréal, Droits et Démocratie, 2008 à la p 15, [Lu, *Les litiges d'intérêt*].

sur ces pratiques, permettent au public de mieux connaître ses droits et finalement incitent d'autres personnes à intenter des LIP aux tribunaux⁶³⁶. Également, le recours aux LIP favoriserait selon Yiyi Lu l'établissement de la primauté du droit en Chine, tout en menant à l'amélioration des procédures judiciaires existantes⁶³⁷. Un gain est néanmoins souvent envisageable sur le plan politique et l'objectif du demandeur atteint⁶³⁸. Il faut donc dissocier l'impact juridique et social, politique ou économique des LIP.

Dans une telle situation, le procès peut être vu comme la manière d'attirer l'attention sur une bataille extrajudicielle, de légitimer la démarche ou la contestation publique. Cette stratégie est aussi employée ailleurs dans le monde par les défenseurs des droits de la personne qui font appel aux instances internationales sachant qu'ils n'obtiendront pas une décision favorable avant plusieurs années. En quelque sorte, il s'agit d'un tremplin pour déployer d'autres stratégies, comme attirer l'attention des médias et du public. Ce jeu est d'autant plus emblématique en Chine dans le cadre d'une situation où l'on sait pertinemment qu'un procès ne peut aboutir ou même que les plaintes ne seront ni acceptées, ni entendues. Ainsi, les médias seraient pour certains auteurs « a key legal actor in the battle for access to justice⁶³⁹ ». En effet, des décisions peuvent être renversées et l'issue d'une lutte complètement modifiée grâce au soutien des médias et de l'opinion publique⁶⁴⁰. Attirer l'attention du public et le recours aux médias seraient un objectif et une stratégie fondamentales pour les justiciables particulièrement dans un contexte de rapport de force hautement asymétrique entre les demandeurs et les parties qui font l'objet de la poursuite⁶⁴¹.

Pour plusieurs LIP avec un soutien populaire suffisant, même une cause perdue engendre des changements dans les politiques et les pratiques⁶⁴². D'ailleurs, chacune de ses luttes amène les médias à tester la limite du contrôle étatique, tout comme les juristes et les

636 *Ibid* aux pp 15-17.

637 *Ibid* à la p 19.

638 *Ibid* à la p 15.

639 Neil J Diamant, Stanley Lubman, et Kevin J O'Brien, *Engaging the Law in China: State, Society and Possibilities for Justice*, Stanford, Stanford University Press, 2005 à la p 10; Voir également : Benjamin Liebman, « Watchdog or Demagogue? The Media in the Chinese Legal System » (2005) 105 Colum L Rev 1 à la p 1.

640 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 359.

641 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 21.

642 Même sans le moindre changement, comme l'opinion publique est dorénavant familiarisée avec le sujet, c'est un pas de plus dans la bonne direction selon Lu : *Ibid* à la p 22.

intellectuels le font⁶⁴³. Cheung soutient qu'il y a interdépendance complémentaire des médias et du droit⁶⁴⁴. Dans de nombreux cas, sans les médias, il est difficile de croire que les recours juridiques auraient pu complètement aboutir. Inversement, l'intervention seule des médias resterait insatisfaisante pour les justiciables⁶⁴⁵. Pour Cheung, dans le cas de Jiahe, évoqué précédemment, c'est le jeu combiné des professionnels du droit et des médias qui permit une restauration de l'équilibre social par le prisme du droit⁶⁴⁶.

Afin d'attirer l'attention du public et des médias, les justiciables organisent parfois des ateliers portant sur les causes en y invitant des professionnels du droit à se prononcer sur des points de droit. D'un côté les justiciables obtiennent de la publicité, de l'autre leurs positions se retrouvent étayées d'opinion d'experts⁶⁴⁷, à l'instar des stratégies des médias⁶⁴⁸. Cette visibilité et les opinions des juristes exercent une pression sur les cours. Les « poursuites à relais » (à répétition par une ou plusieurs personnes) sur un même point de droit ou les poursuites sur des questions connexes en appui à la cause principale, augmente également la pression sur les juges et défenseurs⁶⁴⁹. Même si utiliser le droit pour légitimer une bataille se déroulant sur une autre scène tend à laisser croire que les acteurs accordent une importance croissante au droit, soumettre le système juridique à des pressions extérieures pour obtenir un jugement favorable relève d'une logique utilitariste et maintient le système judiciaire hors d'un cadre d'indépendance⁶⁵⁰. Inversement, politiser une question juridique et tenter d'influer sur le cours du processus judiciaire par des moyens extrajudiciaires est également critiqué par plusieurs⁶⁵¹.

« Si la critique selon laquelle les personnes qui prétendent être intéressées à promouvoir la primauté du droit ne devraient pas avoir recours à des méthodes extrajudiciaires pour appuyer leurs démarches est valide à certains égards, elle ne tient cependant pas compte des déficiences du système judiciaire actuel⁶⁵². » En effet, il n'existe

643 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 363 et 378.

644 *Ibid* à la p 361.

645 *Ibid* à la p 379.

646 *Ibid*.

647 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 22.

648 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 373.

649 Voir les exemples fournis par Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 aux pp 22-23.

650 *Ibid* aux pp 27-28.

651 *Ibid* à la p 27.

652 *Ibid* à la p 28.

pas de réelle séparation des pouvoirs en Chine. De plus, les mérites juridiques d'une cause ne sont que l'un des facteurs avec lesquels les juges doivent conjuguer, incluant : maintenir la stabilité sociale, faciliter la mise en œuvre des politiques et soutenir les objectifs de développement économique⁶⁵³. De plus, en 1997 « [...] Xiao Yang, President of China's Supreme People's Court called upon all courts to put themselves under the scrutiny of the media⁶⁵⁴. »

La combinaison des moyens offre davantage de points d'attaque pour les justiciables. Dans une société où le droit n'est pas le seul moyen pour obtenir justice, il semble être à la faveur des justiciables d'explorer toutes les possibilités : « Dans ces circonstances, la politisation des questions juridiques pourrait être la méthode la plus efficace pour les militants ayant recours aux LIP d'atteindre leurs objectifs, même si, paradoxalement, l'objectif est la promotion de la règle de droit⁶⁵⁵. » Or, tant qu'il y aura manipulation du système judiciaire par les autorités, il est logique de penser que les justiciables souhaiteront pouvoir en faire autant.

Le succès de ces mesures dépendrait également de la capacité des acteurs à modifier le cadre de référence ou le « cadrage » de la situation⁶⁵⁶. Le cadre de référence d'un débat, d'un enjeu ou d'une idée s'exprime par les termes utilisés pour en débattre et s'y référer. Par ce choix de termes, de trame narrative et d'idées, il est possible de circonscrire un sujet à un cadre précis ou au contraire, d'aborder l'enjeu sous une dimension totalement nouvelle ou différente.

Par exemple, pour un cas de litige d'intérêt public, un justiciable peut avoir tout intérêt à présenter sa lutte comme portant sur le droit des consommateurs en s'appuyant sur le droit étatique, plutôt que d'amener la même situation sous l'angle de la démocratisation et de l'avancement de l'État de droit⁶⁵⁷. En effet, « Même les poursuites qui visent à défendre des

653 *Ibid.*

654 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 368; Yuezhi Zhao, « Watchdogs on Party Leashes? Contexts and implications of Investigative Journalism in Post-Deng China » (2000) 1 *Journalism Stud* 577 à la p 594.

655 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 28.

656 John A Noakes et Hank Johnson, « Frames of Protest: A Road Map to a Perspective », in *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*, Lanham (Maryland), Rowman and Littlefield, 2005 à la p 8; William A Gamson, « Political Discourse and Collective Action » (1988) 1 *International Journal of Social Movements, Conflict and Change* 219 à la p 244.

657 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 25.

droits constitutionnels ont tendance à porter sur des droits et des principes un peu moins névralgiques tels que la lutte à la discrimination et le droit à l'éducation, tout en évitant les droits politiques⁶⁵⁸. » En utilisant un cadre, soit un vocabulaire, des référents juridiques et des arguments propres par exemple au droit de la consommation, le justiciable s'assure que c'est dans ce cadre que la discussion se déroulera et ça n'empêche pas que le débat de fond puisse revêtir une importante signification politique⁶⁵⁹ en matière de démocratisation ou d'accès à la justice. De plus, il évitera d'être victime de répression pour avoir avancé des revendications de nature politique⁶⁶⁰. Cadrer l'enjeu de manière adéquate permettra tantôt d'obtenir du support, tant de se protéger : « Les militants ayant recours aux LIP insistent souvent pour dire qu'ils cherchent à favoriser le progrès en employant des moyens rationnels et des procédures judiciaires, et qu'ils sont des avocats et des juristes et non pas des révolutionnaires⁶⁶¹. » Ainsi, en modifiant le cadre de référence, il est possible de faire d'un enjeu local une question nationale ou même internationale, permettant d'aller chercher des alliés périphériques à la situation, d'obtenir une plus grande couverture médiatique et d'attirer les faveurs de l'opinion publique.

La capacité des protagonistes à coaliser les autres acteurs potentiels périphériques à la problématique et à faire changer le cadre de l'enjeu, de local à national, voire même international, est cruciale dans le système présent. Mertha explique que cadrer différemment la problématique offre souvent d'autres possibilités, puisqu'en changeant son spectre et le point de vue à partir duquel elle est considérée permettent l'implication et l'intervention d'autres acteurs potentiellement favorables⁶⁶², comme traité à la section sur les recours extrajudiciaires (b). Il arrive même, par exemple, qu'une problématique locale, mais recadrée dans son contexte global national ou international apporte plus d'attention et de sympathie potentielle et donc le poids de l'opinion publique et un renforcement de la cause, mais également des éléments d'autosuffisance, réalimentant le débat porté par de nouveaux acteurs⁶⁶³.

L'importance de la supervision interterritoriale vaut tant pour l'espace juridique que

658 *Ibid.*

659 *Ibid* à la p 26.

660 *Ibid* à la p 25.

661 *Ibid* à la p 27.

662 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540 à la p 18.

663 *Ibid* à la p 16.

médiatique. En effet, les médias locaux bénéficient de peu de pouvoir et peuvent se voir plus facilement censurés, à l'instar des juristes locaux, qui préfèrent ne pas se placer en confrontation directe avec un gouvernement oppressif local. Inversement, des groupes d'une région ou province extérieure peuvent plus facilement intervenir⁶⁶⁴.

En conclusion, peu importe la voie choisie, les justiciables ont souvent tout intérêt à se servir du discours officiel des autorités et du droit existant, cela conférant à leur demande une légitimité protectrice. Cela empêche les autorités d'agir à leur encontre sans se contredire. L'idée est d'amener les autorités à combler l'écart entre le discours et la réalité. C'est ici toute l'idée de « *rightful resistance* », la résistance fondée en droit, développée dans les travaux de Kevin O'Brien et Li Lianjiang⁶⁶⁵. Ces auteurs se placent du point de vue des justiciables chinois qui veillent à formuler leurs revendications en s'appuyant sur le droit existant. Cette « résistance légale » ou « résistance légitime », cette lutte, consiste donc à contraindre le pouvoir à réduire l'écart entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Pour Yiyi Lu, plus l'État de droit et la conscience des droits humains en Chine s'ancreront, plus les LIP et le militantisme juridique occuperont de l'espace et plus les questions délicates seront abordées⁶⁶⁶.

Les justiciables disposent de nombreuses voies de recours, possédant chacune leurs avantages et inconvénients. La place du droit comme outil de légitimité prend une place croissante. Le fait que les différents acteurs s'en servent à leurs propres fins tend à démontrer la malléabilité des concepts de droit. Ce-dernier doit alors être compris comme formant un discours. Ce discours et ses concepts peuvent alors être reçus, intériorisés, adaptés, transformés et réadaptés par les multiples acteurs qui entrent dans le cadre analytique de l'autoritarisme fragmenté mis à jour par Mertha. En effet, le droit est une manière d'exprimer et de cadrer un concept, une idée, des valeurs, des intérêts et des rapports de force. L'impératif de légitimité, tant des justiciables que du gouvernement, peut donc être conceptualisé et verbalisé via le droit. Dès lors, celui-ci devient un cadre pertinent pour la résolution de leurs problèmes.

664 Cheung, « Public Opinion Supervision », *supra* note 274 à la p 381.

665 Kevin J O'Brien et Li Lianjiang, *Rightful Resistance in Rural China*, New York, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 à la p 2.

666 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 29.

4.2.2 Options pour les autorités : le l'harmonie légitimée à l'harmonie légitime

Entre les diverses méthodes prises par les justiciables pour obtenir ce qu'ils conçoivent comme justice, les pressions des élites économiques, le protectionnisme local, les disparités du développement économique national et tous les autres éléments contextuels que nous avons abordés au cours des précédents chapitres, les autorités font face à des situations particulièrement complexes. À la lumière des stratégies employées par les justiciables chinois, les autorités disposent à leur tour de différentes options et de diverses manières de cadrer les problématiques pour les résoudre et ramener la société à son état d'harmonie.

Comme mentionné en introduction de chapitre, pour la présente section, il s'agira de travailler à l'instar des juristes chinois qui veillent à appuyer leurs idées et recommandations sur les mots d'ordre du PCC, procurant légitimité et protection.

Nous attribuons aux événements de Wukan une valeur exemplaire pour les options de gestion et de sortie de crise qui s'offrent aux autorités. Ainsi, à ce stade, il importe donc de revenir succinctement sur la situation de Wukan, village chinois de la province du Guangdong où se déroulèrent de septembre à décembre 2011 des protestations emblématiques relatives au développement, à l'accès à la terre et à la justice⁶⁶⁷. Les autorités locales s'accaparaient de la terre pour des développements commerciaux, problématique répandue dans l'ensemble de la Chine. Le feu prit aux poudres lorsque le représentant des villageois envoyé pour négocier avec les autorités locales fut battu à mort par des policiers. Le niveau de violence monta rapidement alors que les 20 000 citoyens étaient déjà excédés par la corruption locale. Finalement, le siège de Wukan se solda pacifiquement par la visite du gouverneur de la province, Wang Yang, qui remplaça les autorités corrompues et mit fin à l'accaparement des terres. Mettant l'intérêt du public en premier et résolvant les tensions, ses actions furent acclamées par la presse et l'aile plus libérale du Parti⁶⁶⁸. Wukan rejoignit l'un

667 L'évènement de Wukan a mis en exergue cinq enjeux clés : la terre et la propriété, les élections locales, la mise en oeuvre de la justice et du droit, le rôle des médias et les méthodes de résolution des conflits, voir : David Cohen, « What Wukan Really Meant », *The Diplomat*, 1 janvier 2012, en ligne : <<http://the-diplomat.com/2012/01/01/what-wukan-really-meant/?print=yes>>.

668 Voir Global Times, Beijing, 22 décembre 2011 et la réponse de Hu Deping, fils de l'ancien Secrétaire général du Parti Communiste Hu Yaobang : Hu Deping, « Hu Deping on Wukan and Land Rights », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 28 décembre 2011, à la p 1, en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2011/12/hu-deping-rural-land-does-not-belong-to-the-state/>> [Hu, « Wukan and Land Rights »].

des 80 000 à 100 000 incidents de masse annuels, selon les chiffres officiels de la Chine. Vu par la loupe de la doctrine de la société harmonieuse, dont le caractère central se rapporte au maintien de la stabilité sociale, ces incidents doivent être évités.

Plusieurs personnalités de la scène politique chinoise se sont penchées sur la situation et les leçons à en tirer, nous reprendrons pour l'essentiel les analyses particulièrement intéressantes produites par Wu Si⁶⁶⁹ et Wang Zhanyang⁶⁷⁰ sur les paradigmes de résolution et de sortie de crise.

Pour Wu Si, deux modes de pensées peuvent être observés suivant les événements de Wukan, auxquels correspondent deux modes de types de résolution. Le premier mode, axé sur la lutte des classes ou une approche hostile « nous contre eux », est basé sur un conflit à somme nulle, une logique « adversariale ». Wu Si affirme que cette situation se présente généralement lorsqu'un groupe extérieur en recherche de profit vient voler le « nous », engendrant immédiatement une vive opposition locale. Or, lorsqu'il y a apparence d'ingérence ou d'influence extérieure, la population locale monte aux barricades, ses défenses internes se lèvent et tous les moyens à sa disposition semblent valables pour contrer l'envahisseur⁶⁷¹. De l'extérieur, la situation à Wukan ressemblait à un conflit interne au village. Si l'un ou l'autre des groupes avaient utilisé des méthodes illégales pour exploiter le second, alors cela aurait été perçu comme un conflit entre criminels et victimes et aurait suivi la trajectoire : « filing lawsuits, going to court, making civil and criminal appeals, etc⁶⁷². » Toutefois, comme nous l'avons vu aux sections précédentes, les cours préfèrent ne pas accepter les litiges liés aux problématiques relatives à la terre et aux questions politiquement sensibles⁶⁷³. Sans recours juridiques fiables, les justiciables seront forcés d'adopter des stratégies différentes, ce qui

669 Wu Si, éditeur en chef du journal *Yanhuang Chunqiu* : Wu Si, « Wu Si on Wukan and Civil Rights », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 30 décembre 2011, en ligne : China Digital Times <<http://chinadigitaltimes.net/2011/12/wu-si-on-wukan-and-civil-rights/>> [Wu, « Wukan and Civil Rights »].

670 Wang Zhanyang directeur du département de sciences politiques à l'Institut central du socialisme : Wang Zhanyang, « Wang Zhanyang on Wukan and Village Autonomy », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 10 janvier 2012, en ligne : China Digital Times <<http://chinadigitaltimes.net/2012/01/wang-zhanyang-on-wukan-and-village-autonomy/>> [Wang, « Wukan and Village Autonomy »].

671 Wu, « Wukan and Civil Rights », *supra* note 669 à la p 2.

672 *Ibid.*

673 O'Brien et Li, « Suing The Local State », *supra* note 354 à la p 81.

incitera aux incidents de masse et fera courir un risque relatif à la stabilité sociale⁶⁷⁴. Ceci représente un problème pour le maintien de ceux qui sont au pouvoir et un risque pour les fondements du système politique. À ce moment, soit le gouvernement décide de tendre l'oreille et de résoudre pacifiquement la situation en accédant aux demandes des insurgés, soit il faut juguler expéditivement par la force tout risque de trouble social. Dans ce contexte, et particulièrement pour des crimes économiques, les criminels peuvent voir d'un bon oeil la mentalité « nous contre eux »⁶⁷⁵. Ils sont bien heureux de pouvoir placer leurs intérêts « within the frame of government interests and their hostile relations with villages within the frame of village-government conflicts »⁶⁷⁶. Cette situation place *de facto* les criminels économiques sous une protection relative de l'État. Or, cela nuit en réalité aux intérêts du gouvernement et au maintien de sa légitimité. Ce type de confrontation peut donc être favorable et même recherchée par les criminels économiques⁶⁷⁷ qui verront leurs positions renforcées par la répression gouvernementale à l'endroit de la population. Ainsi, ces criminels ne craignent pas de rechercher des confrontations avec la population sachant que tout trouble social sera éventuellement réprimé, le système leur garantissant d'une certaine manière une protection indirecte. L'impunité est un terreau fertile pour ce type d'abus et peut tendre à multiplier les possibilités de confrontations.

Un second mode de gestion de crise apparaît quant aux événements de Wukan. Un groupe de travail du comité provincial fut mis sur pied et put intervenir déclarant les demandes citoyennes comme « raisonnables »⁶⁷⁸. Or, pour Wu Si, définir ce qui est raisonnable peut évidemment prendre comme point de départ les droits civils, standard conventionnel pour une société vivant sous l'État de droit :

This is yours, this is not yours. If this is yours, then your rights must be respected. If you want more, then both sides can negotiate and let the law ultimately decide. If someone violates yours rights, or even breaks the law, then the violator will be penalized, and those who uphold rights will be supported⁶⁷⁹.

Ce raisonnement mène au « civil rights mode of thinking »⁶⁸⁰. Qu'il y ait ou non une

674 *Ibid* à la p 87.

675 Wu, « Wukan and Civil Rights », *supra* note 669 à la p 2.

676 *Ibid* à la p 3.

677 *Ibid*.

678 *Ibid*.

679 *Ibid*.

680 *Ibid* à la p 4.

dynamique d'opposition d'un groupe contre un autre, les conflits entre civils sur une question de profit n'auraient rien à faire avec l'intérêt direct du gouvernement, puisqu'il n'y a pas de « eux » gouvernement, et « nous » citoyens⁶⁸¹. Même si l'une des deux parties tente de s'arroger des prérogatives gouvernementales ou de se cadrer dans une position de pair avec les intérêts gouvernementaux, il s'agit d'un conflit entre civils. Par conséquent, si le conflit est pris d'une optique de droits civils, le gouvernement n'aurait pas à se sentir menacé ou contesté, puisqu'il s'agit d'un conflit extérieur à lui-même. En fait, l'optique de droits civils offre une neutralité et une légitimité plus grande au gouvernement. En effet, celui-ci n'est pas remis en cause par le conflit si ce dernier est perçu dans ce spectre de droits civils.

Non seulement le recours au droit permet au gouvernement d'assurer sa légitimité, car il se retire du conflit, mais cela empêche un débordement si le tout reste conforme au droit, du fait du sentiment de justice qui en découlera pour la population. Le gouvernement n'a qu'à décider en fonction du droit dont il s'est doté pour évaluer la situation. Si cette prise de décision se fait plutôt au sein d'un système judiciaire indépendant, et si la cour ne subit pas d'ingérence administrative, alors nous progressons vers un modèle de « constitutional government mode de thought⁶⁸². » Wu Si affirme que les résultats du groupe de travail tendent à démontrer que pour sortir d'une crise, il est préférable de recourir au droit. Cette suggestion trouve un écho favorable chez nombre d'auteurs tant chinois qu'occidentaux⁶⁸³. Plus le gouvernement recourrait au droit, plus les conflits auraient tendance à s'estomper.

Le groupe de travail provincial statue sur cinq principes primordiaux devant être respectés : « place importance of public will; put the masses first; people are foremost; have total transparency; and give primacy to the law⁶⁸⁴. » Or, plusieurs slogans du gouvernement peuvent servir de base idéologique solide à un régime de droit civil. En effet, les cinq principes identifiés par le groupe de travail provincial, qui mène au mode de pensée de droit civil, trouveraient selon Wu Si des fondements dans les slogans du PCC : « serve the people », « everything stems from the interest of the people, not some individual or small group », « seeking truth from facts »⁶⁸⁵. Or, la Constitution et les directives centrales soutiennent également la primauté du droit et la place prépondérante des intérêts des

681 *Ibid.*

682 *Ibid* à la p 5.

683 *Ibid.*

684 *Ibid.*

685 *Ibid.*

citoyens. Les concepts de « putting the people first » et du développement scientifique en sont des exemples. Wu Si argue que

Who, then, are the people? They are the citizens. To put « the people first » is really to put « civil rights first. » If civil rights are foremost, then a constitutional government will have a robust ideological basis. And it concides with what we have been advocating, rather than being something alien⁶⁸⁶.

Quant à la notion du développement scientifique, renouvelée à la suite du Congrès de 2012 et bientôt incorporée à la Constitution du PCC, elle implique de faire de la société un objet d'étude afin de déterminer ses règles. La prospérité économique recherchée par le développement scientifique, dans une société industrielle et commerciale, implique des droits économiques comme le rappelait Bin Li⁶⁸⁷. Le renforcement des droits politiques assure quant à lui une stabilité politique. Ainsi, les droits politiques et civils, comme les droits sociaux, économiques et culturels, seraient la clé de voute de la stabilité, de la prospérité et de l'harmonie. Si les projets de développement s'incorporaient dans un cadre juridique tel que décrit, il est clair que les perturbations sociales seraient non seulement moins présentes, mais n'antagoniseraient pas systématiquement le gouvernement. Cela aurait également l'avantage d'offrir un cadre de protection plus large aux oubliés des réformes, que le gouvernement affirme vouloir protéger⁶⁸⁸, ce qui inclut tous les déplacés du développement. Les explications de l'un des « militants » interviewés par Yiyi Lu⁶⁸⁹ complémentent cette vision. Il affirme que le gouvernement apprécie les citoyens comme lui qui recourent au système judiciaire plutôt que d'adopter à des méthodes violentes ou d'endurer passivement les abus, puis un jour d'exploser publiquement et violemment⁶⁹⁰. Dans cette optique, le recours aux LIP, objet de l'étude de Yiyi Lu, ou aux autres méthodes judiciaires par les citoyens serait à l'avantage du gouvernement.

En situation conflictuelle, soit le gouvernement peut faire usage de répression ou tente d'écouter et de résoudre le conflit, soit en se basant sur le droit, soit sur l'intervention politicoadministrative. En fait, le gouvernement est constamment confronté aux mêmes choix que les citoyens : recourir aux méthodes extrajudiciaires, au droit, ou une combinaison des moyens. L'incident de Wukan démontra un manque de confiance de la part de tous dans les

686 *Ibid.*

687 Li, *Légitimité, légalité et effectivité*, *supra* note 355 à la p 228.

688 RPC, *La Chine et son développement pacifique*, *supra* note 160.

689 Lu, *Les litiges d'intérêt*, *supra* note 635 à la p 30.

690 *Ibid.*

instances judiciaires, préférant le recours administratif. Or, il semble préférable pour le gouvernement que les justiciables utilisent le système de justice plutôt qu'ils prennent la rue. Pour ce faire, ceci implique un renforcement de ces institutions. Toutefois, il faut porter attention aux recours offerts. Par exemple, la médiation, nouvelle panacée du gouvernement⁶⁹¹, panse les problèmes parfois sans en régler les causes profondes⁶⁹². Ainsi, les incidents de masse ne seraient pas totalement prévenus par cette méthode d'accès à la justice.

En d'autres situations, il arrive que le gouvernement combine les méthodes, sous quel cas, par exemple à l'encontre d'une entreprise frauduleuse, il applique le *modus operandi* suivant : une faillite supervisée et pilotée par le gouvernement suivie par la mise en place d'un fond d'indemnisation aussi établi et géré par le gouvernement. Ensuite, des individus sont incriminés et jugés coupables au criminel. Finalement, les poursuites pour délits civils provenant de la population sont rejetées sur la base que les procédures publiques interdisent la possibilité de recours civils privés⁶⁹³. Le gouvernement a utilisé l'éventail des moyens légaux disponibles. De ce fait, il fournit en quelque sorte l'une des réponses à laquelle pouvaient s'attendre les plaignants⁶⁹⁴. Cependant, ces derniers ne sentent pas nécessairement que leur droit individuel de poursuivre au civil avait été respecté⁶⁹⁵. De plus, l'impression projetée par le gouvernement d'une attitude proactive est qualifiée par plusieurs plaignants d'opération de camouflage⁶⁹⁶, surtout ayant trait aux condamnations-chocs. Reste que, ces sanctions exemplaires servent de menace pour ceux qui ont l'audace de tremper dans la corruption.

L'exemple de Wukan offre un point de vue sur les paradigmes locaux de résolution des crises. L'accès à la justice pour les citoyens chinois pose un défi aux autorités quant au choix des moyens. Pour Wang Zhanyang, la question centrale de Wukan est celle de l'autonomie et de l'autodétermination des villages, ainsi que des élections locales⁶⁹⁷. À l'heure actuelle, les

691 Piquet, « Du mauvais usage », *supra* note 335 à la p 255.

692 Owen Fiss, « Against Settlement », (1984) Yale L J 1073; Laura Nader, « Controlling Processes in the Practice of Law : Hierarchy and Pacification in the Movement to Re-Reform Dispute Ideology », (1993) 9 Ohio St J on disp Resol 1; Marc Galanter, « Most Cases Settle : Judicial Promotion and Regulation of Settlements », (1994) 46 Stan L Rev 1339.

693 Yoo, « Tainted Milk », *supra* note 562 à la p 574.

694 *Ibid* à la p 575.

695 *Ibid*.

696 *Ibid* à la p 576.

697 Wang, « Wukan and Village Autonomy », *supra* note 670 au para 7.

villages ne seraient pas encore souverains, par contre les autorités et secrétaires locaux eux le seraient⁶⁹⁸. Par des mécanismes de corruption, ils exploiteraient les habitants et le manque de mécanismes de contrôle sur le pouvoir permet à ces situations de se multiplier. Ce n'est pas le village qui se dirige, mais les chefs locaux qui dirigent le village et ceci induit la situation suivante : les cadres des villages sont souverains, les villageois gouvernés⁶⁹⁹ dans une logique purement *top-down*. Or, ce qui a permis une sortie de crise fut la reconnaissance, par le Comité du Parti provincial, du Conseil de village démocratiquement élu comme légitime représentant de la population locale. Pour Wang Zhanyang, les contestations à Wukan et l'instauration d'une démocratie locale démontrent que le développement économique et social conduit inexorablement à une tendance historique vers la démocratisation⁷⁰⁰. Ce serait également là, pour lui, la nécessité d'un système devant régler pacifiquement les conflits⁷⁰¹. Selon Wang, le gouvernement ne devrait pas courir d'un incident à l'autre, mais instaurer des solutions systémiques qui viendront à bout de la corruption et des conflits locaux pour construire une véritable harmonie sociale : l'autonomie des villages⁷⁰². Il se réfère également aux propos de Deng Xiaoping pour appuyer ses dires. Pour ce dernier, le Parti « is a tool of the people to fulfill a special historical task at a special time in history. [...] To affirm this concept of the Party is to affirm that the Party does not have the right to go above the people; nor the right to favor, monopolize, or enforce commands; nor the right to domineer the people⁷⁰³ ». Également, « The core of the work of the Party is to support and guide the people so that each person can be the master of his destiny. The entire country is like this, and all levels of Party organization are like this⁷⁰⁴. » La reconnaissance de la légitimité du Conseil de village par les autorités provinciales soutient les propos de Deng Xiaoping. L'autonomie des villages apparaît ainsi comme source de légitimité. Finalement, pour Wang Zhanyang, la démocratisation des villages est le mécanisme de sécurité central devant assurer l'autonomie

698 *Ibid* au para 12.

699 *Ibid*.

700 *Ibid* au para 22.

701 *Ibid* section 3.

702 *Ibid*.

703 Deng Xiaoping, *Selected Works of Deng Xiaoping*, édité par People's Daily Online, 1938-1992 aux pp 217-218, en ligne : People's Daily Online <<http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>>.

704 Wang, « Wukan and Village Autonomy », *supra* note 670, se rapporte à *Chronicle of Deng Xiaoping*, Beijing, Central Literature Publishing House, 2009 à la p 685.

et l'autodétermination⁷⁰⁵. Ce serait là un moyen efficace de lutter contre la corruption et l'instabilité sociale résultant de l'exploitation des citoyens.

En conclusion, les autorités disposent de plusieurs moyens pour sortir des crises ponctuelles, mais persiste la difficulté systémique de l'établissement d'un équilibre à long terme. Le recours au droit comme système de résolution de conflits a l'avantage, lorsque laissé hors de l'ingérence politique, d'apparaître comme plus légitime. Ce facteur de légitimité lui confère *de facto*, une plus grande autorité et implique une meilleure acceptation de la population. Les *Livres blancs* font appel à des idées et positions qui semblent complémentaires et qui semblent favoriser cette option, du moins au sens des valeurs et des principes⁷⁰⁶. La Chine affronte des défis de taille et les choix stratégiques du gouvernement sont d'autant plus importants pour assurer l'accès à la justice, l'harmonie, le droit au développement et le droit à la subsistance du peuple chinois, si prisés par les autorités. Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, les recours hors du droit ne permettent pas à l'heure actuelle de résoudre les problèmes systémiques. Pourtant, les questions de développement et de droit de propriété sont, selon l'avis de Hu Deping⁷⁰⁷, les plus pressants à résoudre en Chine, car les plus porteuses de perturbations sociales. La réponse aurait donc probablement avantage à être de nature systémique et non ponctuelle⁷⁰⁸.

705 Wang, « Wukan and Village Autonomy », *supra* note 670 au para 35.

706 Voir le site d'accès aux *Livres blancs* en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.

707 Hu, « Wukan and Land Rights », *supra* note 668.

708 Wang, « Wukan and Village Autonomy », *supra* note 670 à la p 5.

CONCLUSION

Le Chine connaît un développement économique fulgurant depuis les réformes lancées en 1978. Ce développement s'accompagne toutefois de plusieurs défis dont l'ampleur est décuplée compte tenu de la taille de la population chinoise. Ainsi, la Chine est confrontée à un ensemble de problèmes économiques, sociaux et environnementaux.

Cet État constitue un terrain idéal pour de futures recherches du fait de la pluralité de ses régions et des modèles de développement qui y sont mis en pratique. Les nombreux projets annoncés en Chine seront autant de possibilités d'évaluer les modèles de développement et de tester les cadres conceptuels, théoriques, grilles d'analyses et de lectures. En bref, la Chine offre une variété de contextes et nombre de possibilités pouvant faire l'objet d'études de cas pour approfondir la compréhension des enjeux du déplacement causé par le développement. Bien que le chercheur puisse y trouver un terreau fertile pour ses études, l'accès à certaines données et la nature politique du développement et du déplacement en Chine peuvent constituer de sérieux obstacles à la recherche.

Quant aux objectifs mêmes de la présente étude, il fut déterminé qu'il existe bel et bien en RPC des personnes déplacées internes au sens du droit international. Il fut également déterminé qu'un ensemble d'autres personnes migrent pour des raisons liées au développement, sans strictement entrer dans le cadre de la définition d'une PDI. L'ensemble des migrations liées au développement révèle un enjeu complexe empreint de subjectivité où les différentes catégories, situations et personnes se retrouvent le long d'un continuum sans frontière clairement établie. Il est encore plus compliqué de déterminer quand et comment doit s'exercer la protection de l'État et de quel type de mécanisme il doit être question. La seule constante, c'est l'affrontement ou la complémentarité entre la capacité d'un individu de choisir son futur et la capacité de l'État d'agir pour le bien collectif.

En dépit d'un cadre juridique à appliquer, international et national, déterminer si un individu entre ou non dans une catégorie devant bénéficier de protection particulière comporte souvent une part d'analyse subjective et peut s'avérer parfois « injuste » lorsque confronté à la réalité humaine. Le sens du juste s'évalue difficilement à l'aide de catégories, boîtes étanches correspondant à des archétypes laissant pour compte des personnes, nouveaux exclus du système. Ainsi, même si des protections doivent être prévues pour des individus *a*

priori et *a posteriori* relativement au déplacement, il importe de construire un cadre plus global. Il ne s'agit pas seulement d'incorporer des processus de consultation et de consentement, mais également du choix même des modèles de développement et des valeurs et des priorités qui se retrouvent au centre de ceux-ci. Ces priorités doivent être identifiées et les moyens, par exemple pour assurer le développement, doivent correspondre à ces priorités. Afin de s'en assurer, il apparaît nécessaire de comprendre en profondeur les implications de chacun des moyens. Par exemple, le choix de la croissance économique, prise dans une optique néo-libérale, comme levier de développement implique diverses formes d'exclusion, dont celle des migrants du développement. Ainsi, soit il est possible d'agir auprès de ces personnes, par le truchement de divers systèmes juridiques, soit il est possible de reconcevoir et reconceptualiser ce qui est perçu comme le développement. Cette reconceptualisation des modèles de développement, anthropocentriques, économiques ou sociaux s'opère par un changement de paradigme de développement. Or, si nous sommes à la veille d'un changement mondial de paradigme du développement comme le soutient François Roch⁷⁰⁹, il importe plus que jamais d'approfondir la compréhension des divers modèles et de leurs implications.

L'étude du cas chinois nous apprend que le lien unissant développement et déplacement est, entre autres, de nature juridique. Nous pouvons à ce titre mentionner le *hukou* et les modalités de conversion applicables dans le cadre d'un projet de développement, qui se traduisent irrémédiablement par un changement de condition de vie des personnes amenées à être déplacées. L'encadrement juridique du développement, système de protection, obligation réglementaire d'études d'impacts et modalité des processus de consultation, pour ne nommer que ceux-ci, revêtent directement un impact sur le déplacement et surtout ses conditions. De manière générale, l'une des caractéristiques principales du déplacement du développement c'est d'être juridiquement encadré, d'être une construction et un discours juridique. Les modèles de développement, qui déterminent la place des déplacés, sont intégrés à ce discours.

Également, il apparaît que le déplacement lié au développement est « particulièrement juridique » ou le plus juridiquement et administrativement encadré. En effet, de nombreux paramètres du développement et du déplacement sont traités, encadrés ou couverts par le droit. Les régimes de propriété et de compensation, les permis de résidence, les droits d'usage

709 Roch, *Vers un nouveau paradigme*, *supra* note 521.

du sol, le droit de l'environnement et les droits politiques et civils entrent en ligne de compte à divers degrés. Le déplacement ou même le projet de développement dans son ensemble est mis en oeuvre juridiquement, contrairement par exemple au déplacement environnemental. De ce constat découle la capacité d'affecter la situation des déplacés via nombre de mesures législatives et réglementaires, ainsi que l'adoption juridique de modèles de développement. Ces mesures peuvent s'appliquer à la situation précédant le déplacement, à la manière dont il s'exécute et aux conditions de celui-ci, ainsi qu'à la situation postreinstallation. Conséquemment, le cas chinois démontre que, malgré les problèmes d'effectivité et d'égale application du droit, une modification du cadre juridique entraîne des répercussions sur les déplacés. La sphère du droit, bien que ne devant pas être traité indépendamment, se révèle donc un instrument pertinent pour améliorer la situation des déplacés. Tous ces facteurs accordent donc aux études en droit une place de choix pour aborder le sujet du déplacement lié au développement.

Finalement, l'étude du cas chinois révèle que la définition d'une PDI, en contexte de développement, est difficile à déterminer aux vues de la variété de situations et du facteur de subjectivité de la contrainte ou de la nature involontaire du déplacement. D'ailleurs, les quantités exactes de déplacés sont inconnues et ne peuvent, dans le cadre de cette étude, qu'être estimées. Si les nombres exacts étaient parfois manquants, les « grandes » tangentes et plusieurs corrélations furent néanmoins établies, menant tout de même à un approfondissement de la connaissance sur le sujet.

Ceci amène à aborder les limites et faiblesses de la recherche, les autres avenues envisageables et quelques recommandations. Concernant les données et les exemples utilisés, deux éléments peuvent être soulevés. D'abord, identifier les types de migrations devait avoir pour but de déterminer si les personnes concernées par chacun des cas de figure pouvaient ou non être considérées comme des personnes déplacées internes au sens du droit international. Tout comme les résultats de la recherche contenus dans *China's Water Warriors* de Andrew Mertha⁷¹⁰, les exemples utilisés furent essentiellement illustratifs et non représentatifs. En fait, l'objectif était de fournir une idée de l'étendue du spectre des possibilités et de leurs liens respectif avec le droit.

Ensuite, si un aperçu des mouvements migratoires dans leur globalité fut rendu par

710 Mertha, *China's Water Warriors*, *supra* note 540.

cette étude, les chiffres précis nécessaires à l'élaboration de solutions adaptées à la réalité sont manquants. Comme mentionné précédemment, l'accès à des données précises demeure un enjeu. Or, afin de trouver des solutions adéquates répondant aux types de défis, mais également à l'ampleur de ceux-ci, il faudrait une approche plus exhaustive et des résultats représentatifs des divers cas de figure. Ce serait là une piste pour de futures études dont l'objectif serait l'élaboration de solutions, de stratégies et leur mise en oeuvre. Pour ce faire, une étude de terrain serait requise et des masses de données nécessaires à l'élaboration d'un cadre d'intervention doté de moyens précis et adaptés à la réalité afin d'offrir une protection optimale aux déplacés et de fournir à l'étant un modèle d'intervention favorisant l'harmonie sociale.

Roberta Cohen et Michael M. Cernea suggèrent qu'il serait souhaitable de mettre en lien les recherches et les différentes catégories de migrations. En effet, il serait envisageable d'étendre la recherche aux autres types de situations, par exemple les migrations environnementales. Une approche plus globale ou mettant en lien les diverses catégories de migrants et de situations aurait pour objectifs de découvrir leurs points communs et leurs différences. Élargir le spectre d'analyse aurait donc potentiellement l'effet de diriger vers des solutions transcendant les catégories de migrants et ainsi de trouver des solutions systémiques. Les différences trouvées suite aux comparaisons permettraient également une adaptation des solutions tout en évitant un morcellement de la recherche.

Cohen et Cernea admettent qu'il est concevable que les chercheurs se spécialisent pour leurs études, comme ce fut le cas pour la présente recherche. Cependant, les deux chercheurs rappellent l'importance de lier entre eux les divers travaux. Afin de répondre à cette proposition, il fût introduit au dernier chapitre la conceptualisation générale du déplacement. Celle-ci implique que le développement comme le déplacement puissent s'envisager dans une optique globale, tant économique, culturelle, sociale, environnementale que juridique. En effet, il importe de travailler à l'aide d'un cadre d'analyse et d'action holistique afin de prendre en compte les multiples facettes du déplacement et de ses causes.

Quant à la catégorisation des projets mêmes, les envisager dans leur interaction avec le droit et les formes de déplacement⁷¹¹ ouvre à davantage de perspectives de recherche. D'ailleurs, les deux cadres analytiques développés dans cette étude, soit la catégorisation des

711 À l'instar du Chapitre II.

projets de développement par relation avec le déplacement et la conception globale des migrations, pourraient être utilisés pour d'autres recherches. Par exemple, il serait envisageable de les réappliquer à d'autres zones géographiques, tels l'Inde, le Brésil ou l'Afrique, ou des études de cas précises. Cela aurait pour but de tester la validité de ces modèles ou de s'en servir comme cadre théorique afin de mener vers d'autres résultats.

Les autorités chinoises sont très conscientes des problèmes auxquels est confrontée la Chine. Cependant, la structure du pouvoir chinois fait souvent obstacle à la mise en oeuvre de solutions à l'échelle locale. Dans un avenir rapproché, et en tenant compte du 18e Congrès du PCC tenu en novembre dernier, rien n'indique que cet obstacle disparaîtra. Une des conséquences en découlant est que les PDI générées en Chine par le développement économique continueront de constituer une réalité, aux contours variables, dans la prochaine décennie. Les récentes informations sur la gravité des problèmes environnementaux en Chine⁷¹² laissent présager que ceux-ci seront une cause majeure de création de PDI dans le pays. Les autorités chinoises, souvent à l'échelon local, nourrissent d'ambitieux projets de développement économique qui passent parfois, officiellement, par la relocalisation de millions de personnes. Cette dernière est souvent présentée comme constituant un progrès pour les personnes concernées, mais ce discours, comme nous l'avons vu, ne se vérifie pas toujours dans les faits. D'ailleurs, certains de ces projets sont également des facteurs aggravant de la présente situation environnementale. Inversement, d'autres projets tentent explicitement de répondre à ces défis environnementaux, mais ceci ne les exempte pas de générer à leur tour des migrations.

Tous les projets ne peuvent être abordés en bloc. La prise en compte des droits des PDI varie d'un cas à l'autre. De futures recherches sur le sujet devront nécessairement prendre en compte les très grandes disparités régionales de la Chine afin d'analyser, de manière plus précise, des projets spécifiques dans leurs contextes provinciaux respectifs. Enfin, l'accès à des informations fiables, tant pour les chercheurs chinois et occidentaux, continue de faire problème car les autorités sont promptes à censurer des nouvelles susceptibles, de leur point de vue, de porter atteinte à la stabilité sociale. Or, les problèmes environnementaux, de même que des critiques du mode de développement, entrent souvent dans cette catégorie. Il faut

712 Voir par exemple : Harold Thibault, « La Chine fait face à une désertification accélérée », *Le Monde*, 14 mai 2011; Plus généralement, pour l'actualité, voir : *China Digital Times*, en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/>>.

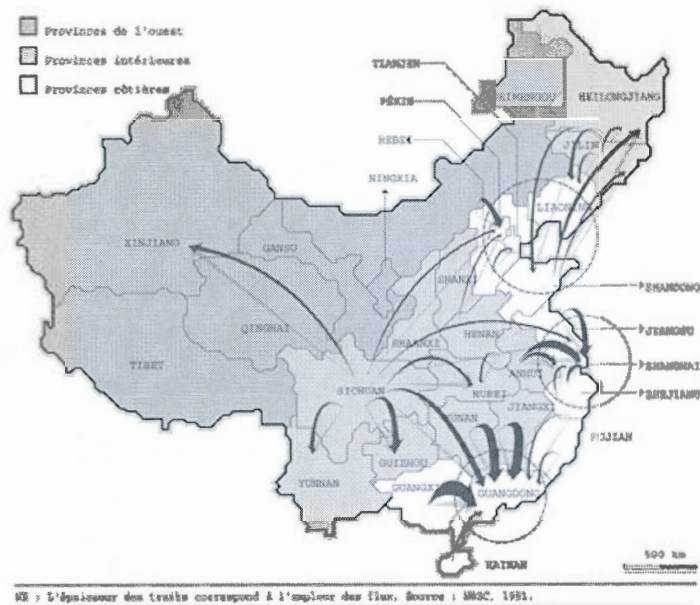
compter, et il s'agit là d'une variable aux dimensions inconnues, avec la société civile chinoise qui a de plus en plus conscience d'être titulaire de droits à défendre. Les nouveaux dirigeants chinois ont la possibilité de trouver des solutions soit en les imposant de manière autoritaire, suivant une perspective *top-down*, ou en tenant compte de la base, dans une perspective *bottom-up*. Le cas chinois appelle peut-être une combinaison de ces deux approches, car même la plus petite solution initiée par la base a besoin du concours des autorités locales pour être mise en oeuvre.

Avec les milliers de projets prévus, en Chine ou à travers le monde, le développement se poursuit inexorablement. Cependant, le modèle dont il sera issu déterminera si celui-ci engendrera un nombre croissant de déplacés et d'exclus ou visera l'inclusion. Or, comme l'indique le proverbe chinois, il vaut mieux construire un puits avant d'avoir soif. Il existe donc un intérêt et un enjeu tant pour la recherche que pour la sphère politique de se préoccuper des PDI. En effet, la légitimité du système est au coeur des enjeux relatifs aux personnes déplacées internes, qui encore à l'heure actuelle, bénéficient de très peu de protection internationale.

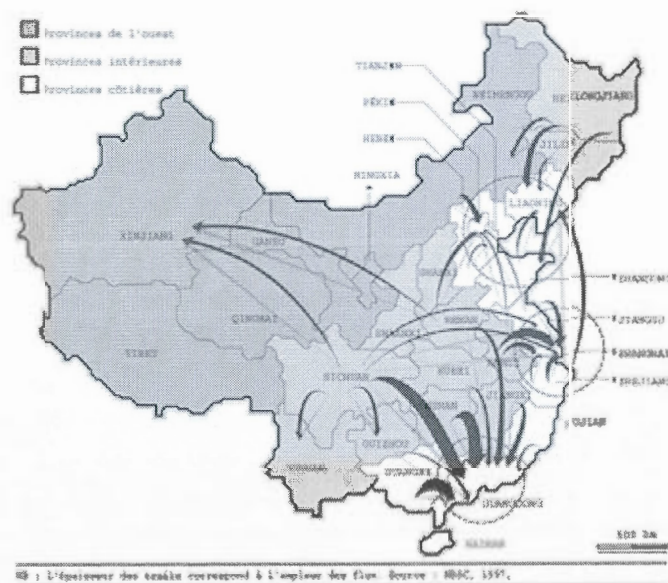
ANNEXE A

FLUX MIGRATOIRES INTERPROVINCIAUX

Flux interprovinciaux des zones rurales vers les villes, 1985-1990⁷¹³



Flux interprovinciaux des zones rurales vers les villes, 1990-1995

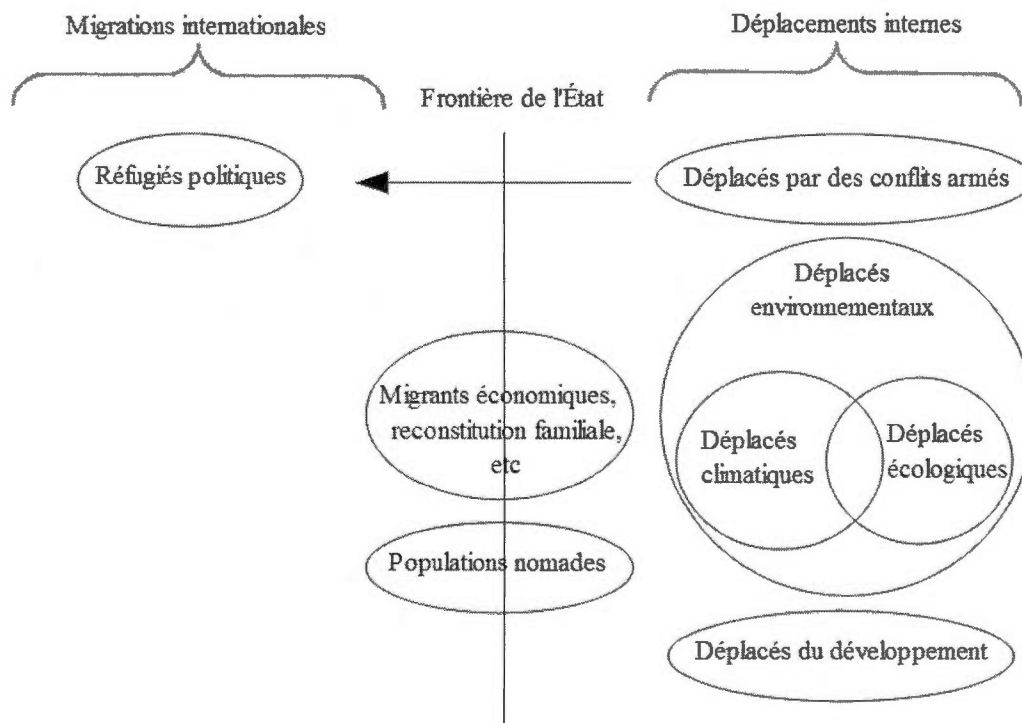


⁷¹³ Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 37.

ANNEXE B

CATÉGORIES MIGRATOIRES ASYMÉTRIQUES

Les multiples catégories de migrants internationaux et internes aux États.



ANNEXE C

CAUSES DES PERTES DE TERRES CULTIVÉES

Le tableau ci-bas représente les principales causes de pertes de terres cultivées pour les années 1987 à 1995 :

Causes de perte de terres cultivées (1987 – 1995)

Causes naturelles	17 %
Urbanisation et industrialisation	14 %
Construction rurale	3 %
Infrastructures agricoles	1 %
Reforestation et pâturages	33 %
Conversion en vergers	22 %
Conversion en réservoir d'eau	4 %
Autre	6 %

Source : V.Smil (1999)

ANNEXE D

FICHE HISTORIQUE DU PROJET D'AQUEDUC GÉANT

Le transfert d'eau est envisagé dès 1950, mais il fut ajouté à l'agenda dans la décennie 90. La priorité est accordée à la route du milieu du fait de la qualité de l'eau et de la capacité du réservoir en amont. Le gouvernement central étudie le plan en 1994 et le Ministère des Ressources en eau approuve l'étude de faisabilité rédigée par le *Yangtze River Water Resource Committee*. Le projet fut ensuite proposé au *National Planning Committee*. Début 2000, les préparations débutent avec pour objectif l'arrivée de l'eau en 2008 à Beijing. La première partie du projet pour la route du centre n'est toutefois pas été approuvé avant 2006 du fait de la complexité du projet et de la taille des relocalisations impliquées. Le Conseil des Affaires d'État approuve finalement en 2008 et repousse la date butoir en 2014.

ANNEXE E

HUKOU : RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Les incitatifs à la migration⁷¹⁴, les déséquilibres régionaux, le différentiel des salaires et des perspectives d'emplois, la création de pôle de richesse, la liberté croissante des individus⁷¹⁵, ainsi que l'ampleur des migrations et des mouvements spontanés suscitées par ces facteurs, limitent à leur tour la portée du *hukou* et enfoncent les barrières migratoires.

L'État s'est graduellement retiré de l'attribution des emplois et de la distribution des biens de consommation⁷¹⁶, réduisant, remplaçant ou même supprimant les avantages liés à la possession d'un *hukou* urbain⁷¹⁷. Également, le changement de paradigme en agriculture fin des années soixante-dix libère des travailleurs par le remplacement du système des communes populaires par celui des contrats de responsabilité (*chengbao zeren zhi*)⁷¹⁸. Ainsi, la libéralisation croissante, la commercialisation des logements urbains, le désengagement de l'État, les réformes en milieu agricole⁷¹⁹ et la forte demande de main d'œuvre générée par l'industrialisation offrent une possibilité plus réaliste aux migrants de s'installer en ville sans modifier leur *hukou*. Conséquemment, le coût d'option ou d'opportunité⁷²⁰ tend globalement à diminuer du fait des réformes économiques qui érodent le système de contrainte⁷²¹.

714 Afin de stimuler l'industrialisation dans les années quatre-vingt, des incitatifs furent offerts par certains paliers de gouvernement à de nombreux ménages qui répondirent massivement en rejoignant les villes.

715 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 13.

716 Sur la perte de contrainte via la fin des système de rationnement, voir : *Ibid* au para 15.

717 Voir généralement : Wang, « Brewing Tensions », *supra* note 372.

718 Zhu et Poncet, « La dynamique... vers les villes », *supra* note 198 au para 7 : « Ces contrats font des ménages agricoles les bénéficiaires de leur effort marginal, résolvant ainsi les problèmes récurrents de désinvestissement du travail associés aux règles de compensation égalitaire du système des communes populaires. Les travailleurs agricoles peuvent désormais jouir librement de leur temps et déterminer par eux-mêmes leurs tâches et leur mode d'exploitation. » Se réfèrent à Xin Meng, *Labor Market Reforms in China*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2000.

719 Sur les impacts du marché de l'alimentation ainsi que des libéralisations sur les migrations, voir : *Ibid* aux para 7-9.

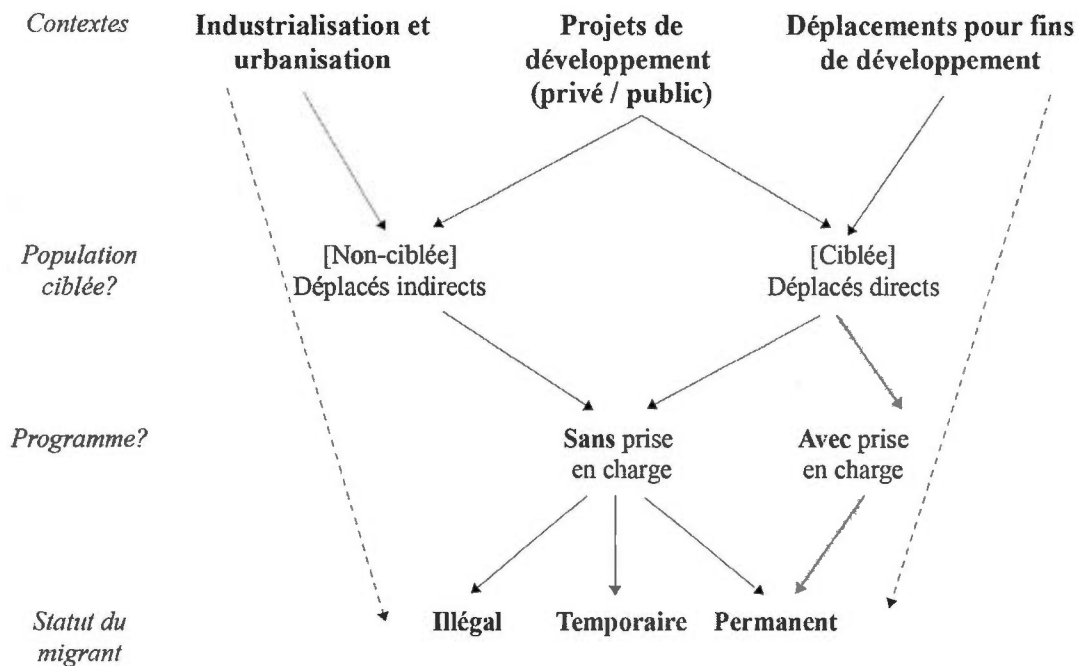
720 Voir Nong et Poncet sur le système point-travail (*gongfenzhi*) associant le revenu des paysans à leur participation au travail journalier de la ferme collective, en vigueur jusqu'au milieu des années quatre-vingt. *Ibid* au para 3.

721 Yves Blayo, *Des politiques démographiques en Chine*, Paris, Puf/Ined, 1997.

ANNEXE F

HUKOU ET STATUT DU MIGRANT

Attribution des statuts lié au *hukou* en fonctions des projets de développement par lesquels sont générés les déplacés du développement⁷²²

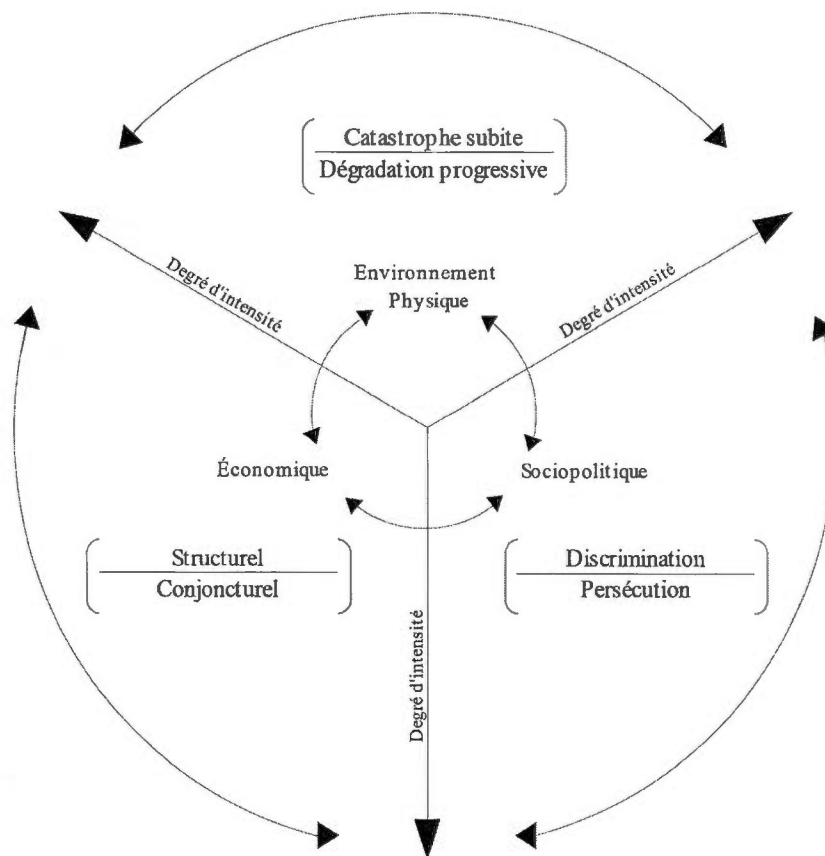


Légende : Les flèches en pointillées représentent les voies les plus empruntées.

⁷²² Les questions à se poser sont les suivantes : le contexte de développement et de déplacement s'inscrit-il dans le cadre d'un projet délimité et défini? Si oui, cible-t-il tous les individus affecté par le projet? Si oui, sont-ils pris en charge via un programme particulier? Si oui, alors l'obtention d'un statut permanent légal se verra facilité. Inversement, répondre non à l'une ou l'autre de ces questions mène à une absence de prise en charge et renvoie aux situations les plus précaires et difficiles.

ANNEXE G

VERS UN CADRE D'ANALYSE GLOBAL



BIBLIOGRAPHIE

Documents internationaux

Traité internationaux

Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, en ligne : Africa-Union <[http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/text/ Convention%20on%20éidps_Fr.pdf](http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/text/Convention%20on%20éidps_Fr.pdf)>.

Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, 1155 RTNU 331 (entrée en vigueur le 27 January 1980).

Convention relative au statut des réfugiés, 28 juillet 1951, 189 RTNU 137 (entrée en vigueur : 22 avril 1954) [*Convention relative au statut des réfugiés*].

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 19 décembre 1966, 999 RTNU 171, art 12(3) (entrée en vigueur : 23 mars 1976) [*PIDCP*].

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966, 993 RTNU 3, (entrée en vigueur le 3 janvier 1976), art 5 [*PIDESC*].

Statut de la Cour internationale de Justice, annexe de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, 26 juin 1945, 1 RTNU xvi..

Actes et rapports d'organisations internationales

« Institutional framework », en ligne : Sommet de la Terre <<http://www.earthsummit2012.org/>> et <<http://www.uncsd2012.org/rio20/>>.

« Le HCR pour un partage du fardeau que constituent les 43 millions de réfugiés », en ligne : Centre d'actualité de l'ONU <<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23290&Cr=r%C3%A9fugi%C3%A9s&Cr1=>>>.

Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la commission : droits de l'homme, exodes massifs et personnes déplacées, Doc off. CES NU, 54^e sess., Doc NU E/CN.4/1998/53/Add.1 (1998) au para 9.

Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la commission : droits de l'homme, exodes massifs et personnes déplacées, Doc off. CES NU, 54^e sess., Doc NU E/CN.4/1998/53/Add.1 (1998) au para 9.

Balakrishnan Rajagopal, *Human Rights and Development*, World Commission on Dams, Thematic Review V.4, Working Paper, 2000.

Banque mondiale, *Sharing Rising Incomes - Disparities in China*, Washington, The World Bank Group, 1997.

Brookings Institution-Université de Berne, *Faire face au problème du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays : cadre normatif précisant les responsabilités des États*, Projet sur le déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, (avril 2005), en ligne : Brookings Institution <http://www.brookings.edu/reports/2005/04_national_responsibility_framework.aspx>.

Cernea, Michael M. « Risks, Safeguards and Reconstruction: A Model for Population Displacement and Resettlement », in Michael Cernea et C McDowell, dir, *Risks and Reconstruction: Experiences of Resettlers and Refugees*, Washington, World Bank, 2000.

———, « Why Economic Analysis is Essential to Resettlement: A Sociologist's View », in Michael Cernea, dir, *The Economics of Involuntary Resettlement: Questions and Challenges*, Washington, World Bank, 1999.

———, *Impoverishment Risks, Risk Management, and Reconstruction: A Model of Population Displacement and Resettlement*, UN Symposium on Hydropower and Sustainable Development, Beijing, 27 octobre 2004.

———, *Impoverishment Risks, Risk Management, and Reconstruction: A Model of Population Displacement and Resettlement*, Washington, World Bank, 2004.

———, *Resettlement and Development: The Bankwide Review of Projects Involving Involuntary Resettlement, 1986-1993*, Washington, World Bank Environmental Department, 1996.

Cernea, Michael M et T Allen, « Bridging the Research Divide: Studying Refugees and Development Oustees », in *In Search for Cool Ground: War, Flight & Homecoming in Northeast Africa*, UN Research Institute for Social Development (UNRISD), 1996.

Commission du droit international, *La protection des personnes en cas de catastrophe*, Doc. off. AG NU, 2007, Doc. NU A/CN.4/590.

Conseil de l'Europe, Comité des Ministres, 961^e réunion, *Recommandation Rec(2006)6 du Comité des Ministres des États membres relative aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*, en ligne : Conseil de l'Europe <<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=987561&Site=CM&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75>>.

Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés, AG Rés 36/148, Doc. off. AG NU, 16 décembre 1981, Doc NU A/ et *Droits de l'homme et exodes massifs*, AG Rés 48/139, Doc off AG NU, 48^e sess, Doc NU A/48/632/Add.2 (20 décembre 1993).

Déclaration de Bangkok, Conférence régionale sur les droits de l'Homme, 29 mars au 2 avril 1993, retrouvée dans *Report of the Regional Meeting for Asia of the World Conference on Human Rights*, AG NU, doc off, A/CONF.157/ASRM/8 A/CONF.157/PC/59 en ligne : <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/9d23b88f115fb827802569030037ed44?Opendocument>>.

Déclaration universelle des droits de l'Homme, Rés AG 217(III), Doc off AG NU, 3ème sess, supp n° 13, Doc NU A/810 (1948) 71 au para 14(1).

Document final du Sommet mondial de 2005, Rés. AG 60/1, Doc off AG NU, 2005, Doc NU A/60/1 § 132.

Groupe sectoriel global chargé de la protection, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, Édition provisoire, Genève, 2008, à la p 15, en ligne : Refworld UNHCR <<http://www.unhcr.org/refworld/docid/489981d12.html>> [*Manuel pour la protection*].

Haut Commissariat pour les réfugiés. « Personnes déplacées internes » en ligne : UNHCR <<http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d3b0.html>>.

Inter-Agency Standing Committee, *Handbook for the Protection of Internally Displaced Persons*, Genève, 2010, à la p 9 en ligne : Refworld UNHCR <<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4790cb c02.html>> [Inter-Agency Standing Committee, *Handbook*].

Internal Displacement Monitoring Center, *Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010*, Genève, IDMC, 2011.

John Ruggie, « Guiding principles on business and human rights: Implementing the United Nations “Protect, Respect and Remedy” Framework », dans *Report of the Special Representative of the Secretary General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises*, 21 mars 2011.

Leopoldo Jose Bartolomé, Chris de Wet, Harsh Mander, et Vijay Kumar Nagraj, *Displacement, Resettlement, Rehabilitation, Reparation and Development*, WCD Thematic Review Social Issues I.3, Working Paper, Cape Town, World Commission on Dams, 2000.

Leopoldo Jose Bartolome, Chris de Wet, Harsh Mander, et Vijay Kumar Nagraj, *Displacement, Resettlement, Rehabilitation, Reparation, and Development*, WCD Thematic Review Social Issues I.3, Cape Town, World Commission on Dams (WCD), 2000, en ligne : <<http://siteresources.worldbank.org/INTINVRES/Resources/DisplaceResettleRehabilitationReparationDevFinal13main.pdf>>.

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Plén. AG 2956(XXVII), Doc. off. AG NU, 27° sess., supp. n° 12, Doc. NU A/8712 (1972), 72.

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Rés. AG 3454(XXX), Doc. off. AG NU, 30° sess., supp. n° 12, Doc. NU A/10012 (1975), 97.

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Doc. off. AG CES NU, 75^e sess., Doc. NU A/65/12 (2010).

Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York, « La responsabilité de protéger », en ligne : La France à l'ONU <<http://www.franceonu.org/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/etat-de-droit-droits-de-l-homme/la-responsabilite-de-proteger/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/etat-de-droit-droits-de-l-homme/la-responsabilite-de-proteger/article/la-responsabilite-de-proteger>>.

Rés AG 62/153, Doc off AG NU, 2005, Doc NU A/62/153 § 10.

Résolution 32/130 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 16 décembre 1977

World Commission on Dams, *Dams and Development: a new framework for decision making*, 2000 à la p 104 en ligne : <<http://www.unep.org/dams/WCD/>>.

Documents gouvernementaux

Ambassade de France « L'expropriation », 27 mai 2009, en ligne : <http://www.ambafrance-cn.org/imprimer.html?id_article=7270&lang=fr&cs=print>.

Central Intelligence Agency, « China » (18 novembre 2010), en ligne : The World Factbook <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>>.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Exposé Chine : Réforme du système d'enregistrement des ménages (Hukou) (1998-2004), février 2005, en ligne : cistr.gc.ca <http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/Publications/PubIP_DI.aspx?id=200&pcid=295>.

Commission des recours des réfugiés, « La politique de contrôle des naissances », 27 janvier 2003 à la p 8 [Commission des recours des réfugiés].

Conseil des affaires d'État, Décision n° 2004 (28) du 21 octobre 2004.

Cour populaire Suprême, *The Reply of the Supreme People's Court on the Inappropriateness to Render Criminal Punishment by Invoking the Constitution as an Applicable Law*, (30 juillet 1955) en ligne : <<http://vip.chinalawinfo.com/newlaw2002/SLC/slc.asp?db=ch&gid=92>>.

Gouvernement de la Province du Shaanxi, « II. Overall strategy and targets of the 12th Five-Year Plan », *2011 Government Work Report of Shaanxi Province*, 17 janvier 2011, au para 7, en ligne : Government of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/articleInFocus/infocus/201102/28397_1.html>.

Gouvernement de la Province du Shaanxi, *Shaanxi: Eight Highlights of People's Livelihoods Improvement in 2011*, en ligne : The People's Government of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/articleInFocus/infocus/201201/29096_1.html>, [Gouvernement de la Province du Shaanxi, *Shaanxi: Eight Highlights*].

- H E Yuan Chunqing, Governor of Shaanxi Province, *Report on the Work of Shaanxi Provincial Government (2010)*, présenté à la troisième session du onzième Congrès populaire de la province du Shaanxi, 25 janvier 2010, en ligne : The Government Website of Shaanxi Province <http://english.shaanxi.gov.cn/channel/print.shtml?/aboutgov/govworkreport/201006/27254_1>, [H E Yuan].
- Jiang Zemin, *Jiang Zemin's Speech Marking Yangtze-Damming for Three Gorges Project*, (8 novembre 1997), en ligne : Embassy of the People's Republic of China in the United States of America <<http://www.china-embassy.org/eng/zt/sxgc/t36514.htm>>.
- Ministry of Water Resources Resettlement Office, *Selected essays on reservoir resettlement and poverty alleviation* (1988), à la p 142, en ligne : <<http://www.mwr.gov.cn/english/>>.
- République populaire de Chine, CAE, *China's Efforts and Achievements in Promoting the Rule of Law*, (Livre Blanc) 2008, en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.
- République populaire de Chine, CAE, *China's Population and Development in the 21st Century*, (Livre Blanc) 2000, en ligne : China's Government's Official Web Portal <http://english.gov.cn/official/2005-07/27/content_17640.htm>.
- République populaire de Chine, CAE, *Environmental Protection in China (1996-2005)*, (Livre Blanc), 2006, en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.
- République populaire de Chine, CAE, *Human Rights in China*, (Livre Blanc) 1991, en ligne : Office d'information du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine <<http://www.china.org.cn/e-white/7/index.htm>>.
- République populaire de Chine, CAE, *La Chine et son développement pacifique*, (Livre Blanc) 2011, en ligne : Ministère des Affaires étrangères <<http://www.fmprc.gov.cn/fra/ziliao/topics/bps/t862178.htm>>.
- République populaire de Chine, CAE, *La défense nationale de la Chine*, (Livre Blanc) 2008, en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.
- Xiong Siangyang, *The Revision of Water Law of PRC. and the Efforts for Remedying the Dry-up Problems of Yellow River*, Department of Policy, Law and Regulations, Ministry of Water Resources of the PRC.

Législation

- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Civil Procedure Law of the People's Republic of China*, (9 avril 1991, modifiée le 28 octobre 2007), en ligne : lawinfochina.com <<http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=6559&lib=law#>>, les articles visant la médiation sont au chapitre 8, aux pp 85 à 91 [Loi sur la procédure civile de République populaire de Chine].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Code de la procédure civile de la République populaire de Chine*, (9 avril 1991, modifiée le 28 octobre 2007), en ligne : lawinfochina.com <<http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=6559&lib=law#>>.
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Environmental Protection Law of the People's Republic of China*, 26 décembre 1989, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/laws/environmental_laws/200710/t20071009_109928.htm> [Loi sur la protection de l'environnement, entrée en vigueur à la date de promulgation].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *La loi sur les droits réels de la République populaire de Chine*, 13 mars 2007 [Loi sur les droits réels].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on Environmental Impact Assessments*, 28 octobre 2002, en ligne : China Water Risk <<http://chinawaterrisk.org/regulations/water-regulation/#boxI>>.
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Water Pollution*, 11 mai 1984, modifiée en 1996, puis en 2008) [entrée en vigueur le 1er novembre 1984].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on the Protection of Cultural Relics*, entrée en vigueur le 19 novembre 1982, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/laws/envir_elatedlaws/200710/t20071009_109913.htm>.
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Law of the People's Republic of China on Water and Soil Conservation*, 29 juin 1991, entrée en vigueur à la date de promulgation, en ligne : <<http://www.mwr.gov.cn/english/laws.html>>.
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur l'autorisation administrative*, 27 août 2003 [entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la législation de la République populaire de Chine*, 15 mars 2000, en ligne : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle <http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=200087> [entrée en vigueur le 1er juillet 2000].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la planification urbaine et rurale*, 28 octobre 2007, en ligne : <http://www.china.org.cn/china/Legislations/Form2001-2010/2011-02/11/content_21899292.htm> [entrée en vigueur le 1er janvier 2008].

- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur la révision administrative de la République populaire de Chine*, 29 avril 1999, en ligne : <http://www.fdi.gov.cn/pub/FDI_EN/Laws/GeneralLawsandRegulations/BasicLaws/P020071129322512969305.pdf > [*Loi sur la révision administrative*, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Loi sur le contentieux administratif ou La loi sur la procédure administrative de la République populaire de Chine*, adoptée le 4 avril 1989 [entrée en vigueur 1^{er} octobre 1990].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *Principes généraux de droit civil*, APN, 2 avril 1986, en ligne : OMPI <http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=182628 > [entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *The People's Mediation law of the People's Republic of China*, 28 août 2012, en ligne : [lawinfochina.com <http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=8266-&lib=law>](http://www.law-info-china.com/display.a-s-p-x?id=8266-&lib=law) [*Loi sur la médiation populaire de République populaire de Chine*, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011].
- Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, *The Water Law of the People's Republic of China*, 29 août 2002, en ligne : <www.mwr.gov.cn/english/01.pdf> [entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2002].
- Conseil des Affaires d'État, *Measures on Managing and Assisting Urban Homeless Beggars without Income*, 20 juin 2003 [entrée en vigueur le 1^{er} août 2003].
- Conseil des Affaires d'État, *Measures on Repatriation of Urban Homeless Beggars*, 18 juin 2003 par le CAE [entrée en vigueur le 1^{er} août 2003].
- Conseil des Affaires d'État, *Règlement d'administration sur la démolition des bâtiments dans des zones urbaines*, (1991 et modifié en 2001) [*Règlement sur la démolition*, remplacé en 2011 par un nouveau règlement].
- Loi constitutionnelle de la République populaire de Chine*, entrée en vigueur le 4 décembre 1982 [Constitution].
- State Environmental Protection Administration of China, *Interim Measures of public participation in EIA*, entrée en vigueur 2006.
- State Environmental Protection Administration of China, *Measures on Open Environmental Information (for Trial Implementation)*, 8 février 2007, en ligne : <http://www.epa.gov/ogc/china/open_environmental.pdf > [entrée en vigueur le 1^{er} mai 2008].

Jurisprudence

Affaire des essais nucléaires (Australie c France), [1974] CIJ rec 253 [*Affaire des essais nucléaires (Australie c France)*].

The Decision of the Supreme People's Court on Repealing Certain Judicial Interpretations Issued Prior to End of 2007 (the 7th batch), 8 décembre 2008, <http://www.china-court.org/flwk/shp w.php?file_id=132344>.

Doctrine

Articles de périodiques

« Déplacement interne : dix ans de Principes directeurs » (2008) Numéro spécial, Revue des migrations forcées.

« Mettre en lumière les personnes déplacées de l'intérieur : réussites et défis » (2007) Hors-série Revue Migrations Forcées.

Annie Rochette, « Rape of the World: An Ecofeminist Critique of Sustainable Development » (2002) 51 UNB LJ145

Allaire, Julien, « L'émergence chaotique du marché foncier en Chine » (2007) 125 Études foncières 30.

Bell, Daniel, et Joseph Chan, « Arrêt sur les droits de l'homme en Chine » (2001) 3 : 3 Raisons politiques 87.

Burgh, Hugo de, « Kings without Crown? The Re-Emergence of Investigative Journalism in China » (2003) 25 Media, Culture & Soc'y 801.

Camp. A. Rougier, « La théorie de l'intervention d'humanité », (1910) XVII RG D I P 468 à la p 472.

Cernea, Michael M, « Personnes déplacées par des projets de développement et par des conflits : combler l'écart présent dans la recherche » (2007) Hors-série Revue des migrations forcées 25.

Chen, Jianfu, « The Transformation of Chinese Law: From Formal to Substantial » (2007) 37 : 2 HKLJ 689.

Cheung, Anne S Y, « Public Opinion Supervision: A Case Study of Media Freedom in China » (2007) 20 : 2 Colum J Asian L 357.

Cohen, Roberta, et Francis M. Deng, « Genèse et défis » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 4.

Cordula Droege, « Évolution de la protection juridique des PDI », (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 8.

- Cournil, Christel, « L'émergence d'un droit pour les personnes déplacées internes » (2009) 22 : 1 RQDI 1.
- Craig Scott, « The interdependence and permeability of human rights norms: towards a partial fusion of the International Covenants on Human Rights » (1989) 27 : 4 Osgoode Hall Law Journal.
- Daffer, Traci, « I Am Fighting For the Right to Eat, and I Will Keep Fighting. The Truth is on Our Side : Class Action Litigation as a Means of Enacting Social Change in China » (2006) 75 UMKC L Rev 227.
- Droege, Cordula, « Évolution de la protection juridique des PDI » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 8.
- Crépeau, François et Philippe Tremblay, « The Guiding Principles on Internal Displacement : A Double-Edged Sword », (2002) 15 Journal of Refugee Studies.
- Frédéric Lasserre, « L'eau entre guerre et paix - Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation », Barah Mikail, dir, Dossier : L'or bleu, un nouveau enjeu géopolitique? (2006) n° 66, La Revue internationale et stratégique 105.
- Gallagher, Mary E, « Mobilizing the Law in China: « Informed Disenchantment » and the Development of Legal Consciousness » (2006) 40 : 4 Law and Society Review 783.
- Gamson, William A, « Political Discourse and Collective Action » (1988) 1 International Journal of Social Movements, Conflict and Change 219.
- Giorgio Agamben sur « We Refugees » de Hannah Arendt, 1943, en ligne : Roundtable: Research Architecture <<http://roundtable.kein.org/node/399>>.
- Goldstein, Sidney, et Alice Goldstein, « Population Movement, Labour Force Absorption and Urbanization in China » (1984) 476 Annals of the American Academy of Political and Social Science 94.
- Heuser, Robert, « Le rôle des tribunaux administratifs dans les litiges entre les citoyens et le gouvernement chinois » (2003) 78 Perspective chinoise.
- Huang, Songyou, « Some problems related to enforce the judgments of courts in China » (2008) 3 : 2 Front Law China 149.
- Internal Displaced Monitoring Center, le Projet Brookings Bern sur le déplacement interne, et Ministère norvégien des Affaires étrangères, « Réussites, défis et recommandations » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 6.
- Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », (2005) mai-juin, n°88 *Perspectives chinoises* 28.
- Kälin, Walter, « L'avenir des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays » (2007) Numéro spécial Revue des migrations forcées 4.

- Kam, Wing Chan, et Hu Ying, « Urbanization in China in the 1990s : New Definition, Different Series, and Revised Trends » (2003) 3 : 2 *The China Review* 49.
- Kevin J Ayotte et Mary E Husain, « Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil » (2005) 17 :3 *NWSA Journal* 112 aux pp 112.
- Keyuan, Zou, « International Law in the Chinese Domestic Contexte » (2010) 44 *Val U L Rev* 935.
- Kimberlé Crenshaw, « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », (2005) n°39 *Cahiers du genre*; publication originale : Kimberlé Crenshaw, « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », (1991) 43 : 6 *Stanford Law Review* 1241.
- Laura Nader, « Controlling Processes in the Practice of Law : Hierarchy and Pacification in the Movement to Re-Reform Dispute Ideology », (1993) 9 *Ohio St J on disp Resol* 1.
- Lee, Luke T., « Internally Displaced Persons and Refugees: Toward a Legal Synthesis? » (1996) 9 : 1 *J Refugee Stud* 27.
- Leïla Choukroune, « Hélène Piquet, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 2005, 332 p. », (2007) 3 *Perspectives chinoises* au para 2, en ligne : <<http://perspectives.chinoises.revues.org/3403>>.
- Lewis, W. Arthur, « Economic Development with Unlimited Supply of Labour » (1945) 47 : 3 *The Manchester School of Economic and Social Studies* 139.
- Liebman, Benjamin L, « China's Courts: Restricted Reform » (2007) 21 *Colum J Asian L* 1.
- , « Watchdog or Demagogue? The Media in the Chinese Legal System » (2005) 105 *Colum L Rev* 1.
- Liu, Zhiquiang, « Institutionnal and Inequality: The hukou System in China » (2005) 33 : 1 *Journal of Comparative Economics* 133.
- Lu, Haitian, « State Channelling of Social Grievances: Theory and Evidence in China » (2011) 41 *Hong Kong Law Journal* 547.
- Marc Galanter, « Most Cases Settle : Judicial Promotion and Regulation of Settlements », (1994) 46 *Stan L Rev* 1339.
- Martin, Patricia Yancey, et Barry A Turner, « Grounded Theory and Organizational Research » (1986) 22 : 2 *The Journal of Applied Behavioral Science* 141.
- Meissner, Werner, « China's Search for Cultural and National Identity from the Nineteenth Century to the Present » (2006) 68 *China perspectives* 41-54.
- Minzner, Carl F, « China's Turn Against Law » (2011) 59 *American Journal of Comparative Law* 935.

- Minzner, Carl F., « Riots and Cover-ups: Counterproductive Control of Local Agent in China » (2009) 31 U Pa J Int'l L 53.
- Moberg, Kara K., « Extending Refugee Definitions to Cover Environmentally Displaced Persons Displaces Necessary Protection » (2009) 94 : 3 Iowa L Rev 1107.
- Mooney, Erin, « Les Principes directeurs et la responsabilité de protéger » (2008) Hors-série Revue des migrations forcées 11.
- Moorman, Jesse L, et Zhang Ge, « Promoting and Strengthening Public Participation in China's Environmental Impact Assessment Process: Comparing China's EIA Law and US NEPA » (2006) 8 Vermont Journal of Environmental Law 278.
- O'Brien, Kevin J, et Lianjiang Li, « Suing The Local State: Administrative Litigation In Rural China » (2004) 51 The China Journal 75.
- Owen Fiss, « Against Settlement », (1984) Yale L J 1073.
- Paquerat, Sylvie, « Société civile, acteurs, espaces dans la globalisation : ce que nous apprend le débat mondial sur l'eau » (2009) 28 : 2 Politique et Sociétés 25.
- Pathak, Sripama, « Hukou Reform: An Urgent Requirement in China » (2010) SSRN working Paper Series, en ligne : <<http://search.proquest.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/docview/821919251/fulltext?source=fedsrch&accountid=14719>>.
- Pils, Eva, « Land disputes, rights assertion, and local unrest in China: a case from Sichuan » (2005) 1 Colum J Asian L 259.
- Piquet, Hélène, « Du mauvais usage de la tradition reconstituée : la médiation extrajudiciaire en Chine » (2012) 30 Windsor Y B Access Just 255.
- , « Les réformes juridiques chinoises diluées dans l'harmonie » (2012) REDS (à paraître).
- Poncet, Sandra, « La dynamique des migrations intérieures en Chine. Frontières et forces centripètes » (2004) 55 : 3 Revue économique 623.
- Ringold, S., A. Burke, et R. M Glass, « Refugee mental health » (2005) 294 : 5 Journal of the American Medical Association 646.
- Ruddick, Elizabeth E, « The Continuing Constraint of Sovereignty: International Law, International Protection, and the Internally Displaced » (1997) 77 : 2 B U L Rev 429.
- Samuel Wang, « Migration for Flood Control » (1996) n° 3 *China Strategic Review*.
- Stein, Martin, « The Three Gorges: the unexamined toll of development-induced displacement » Janvier-Avril : 1 Forced Migration Review 7.
- Thomas, Gary, et David James, « Reinventing grounded theory: some questions about theory, ground and discovery » (2006) 32 : 6 British Educational Research Journal 767.

- Timothy Riley et Cai Huiyan, « Unmasking Chinese business enterprises: using information disclosure laws to enhance public participation in corporate environmental decision making » (2009) 33 *Harvard Environmental Law Review* 177 aux pp 177-224, en ligne : <http://www.law.harvard.edu/students/orgs/elr/vol33_1/Riley%20&%20Cai%20Huiyan.pdf>
- Todaro, Michael P, « A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries » (1969) 59 : 1 *American Economic Review* 138.
- Tremblay, Philippe, « La protection internationale des personnes déplacées: un authentique besoin de développement normatif? » (1998) 11 : 1 *RQDI* 353.
- Wang, Fei-Ling, « Brewing Tensions While Maintaining Stabilities: The Dual Role of te Hukou System in Contemporary China » (2005) 29 : 4 *Asian Perspective* 85.
- Yongnian, Zheng, « Du gouvernement par la loi à l'État de droit? L'évolution de l'environnement juridique en Chine » (1999) 54 *Perspectives Chinoises* 31.
- Yoo, Yungsuk Karen, « Tainted Milk: What Kind of Justice for The Victims' Families in China? » (2010) 33 *Hastings Int'l & Comp L Rev* 555.
- Yuan, Zengwei, Jun Bi, et Yuichi Moriguichi, « The Circular Economy: A New Development Strategy in China » (2006) 10 : 1-2 *Journal of Industrial Ecology* 4.
- Zhang, Chaochua, « Resettlement Practices: Experiences at Xiaolangdi and Nam Theun II » (2012) 18 : 1 *Hydro Review*, en ligne : <<http://www.hydroworld.com/index/display/article-display/7330736673/articles/hydro-review-worldwide/Volume-18/Issue-1/Articles/Asia/Resettlement-Practices-Experiences-at-Xiaolangdi-and-Nam-Theun-II.html>>.
- Zhao, Yaohui, « Labor Migration and Earnings Differences: The Case of Rural China » (1999) 47 : 4 *Economic Development and Cultural Change*.
- Zhao, Yuezhi, « From Commercialization to Conglomeration: The Transformation of the Chinese Press within the Orbit of the Party State » (2000) 50 : 2 *J Communication* 3.
- , « Watchdogs on Party Leashes? Contexts and implications of Investigative Journalism in Post-Deng China » (2000) 1 *Journalism Stud* 577.
- Zhu, Nong, et Sandra Poncet, « La dynamique migratoire des ruraux vers les villes » (2005) 91 *Perspectives chinoises*, en ligne : <<http://perspectiveschinoises.revues.org/913>>.
- Zou Keyuan, « International Law in the Chinese Domestic Contexte » (2010) 44 *Val U L Rev* 935.

Monographies

- Agamben, Giorgio, *Homo Sacer I: Le pouvoir souverain et la vie nue*, traduit par Raiola, Marilène, Paris, Le Seuil, 1997.
- Arendt, Hannah, « The Decline of the Nation-State and the End of the Rights of Man », in *The Origins of Totalitarianism: Imperialism*, 4e éd., New-York, Harcourt Brace & Co, 1973.
- C. Kang, David, *China Rising: Peace, Power, and Order in East Asia*, New-York, Columbia University Press, 2007.
- Cabestan, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine: Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, SciencesPo. Les Presses, 2010.
- Cernea, Michael M. dir, *La dimension humaine dans les projets de développement – Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala, 1999.
- Charles Zorgbibe, *Le droit d'ingérence*, Collection « Que sais-je ? », n°2916, Presse Universitaire de France, 1994.
- Chen, Goh Bee, *Law Without Lawyers, Justice Without Courts. On Traditional Chinese Mediation*, Aldershot (R-U), Ashgate, 2002.
- Chinese Law: Context and Transformation*, Leiden, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2008.
- Cournil, Christel, *Le statut interne de l'étranger et les normes supranationales*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- Deng, Francis M, et Roberta Cohen, *Masses in Flight: The Global Crisis of Internal Displacement*, Brookings Institution Press., Washington, 1998.
- Diamant, Neil J, Stanley Lubman, et Kevin J O'Brien, *Engaging the Law in China: State, Society and Possibilities for Justice*, Stanford, Stanford University Press, 2005.
- Douzinis, Costas, *Human Rights and Empire: The political philosophy of cosmopolitanism*, New-York, Routledge-Cavendish, 2007.
- Dupuy, Pierre-Marie, Ernst-Ulrich Petersmann, et Francesco Francioni, dir, *Human Rights in International Investment Law and Arbitration*, Oxford University Press., International Economic Law Series, 2009.
- Georgescu-Roegen N, *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press, Mass, 1971.
- Gibbens, Anthony, *Consequence of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990.
- Hear, Nicholas Van, *New Diasporas: The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*, Seattle, University of Washington Press, 1998.
- Howard, Michael, George Andreopoulos, et Mark Shulman, *The Laws of War: Constraints on*

- Warfare in the Western World*, New Haven, Yale University Press, 1994.
- Kam, Wing Chan, *Cities with Invisible Walls*, Oxford University Press., Hong Kong, 1994.
- Li, Bin, *Légitimité, légalité et effectivité : La protection de la propriété en Chine*, L'Harmattan., Paris, 2011.
- Lu, Yiyi, *Les litiges d'intérêt public et le militantisme politique en Chine*, Montréal, Droits et Démocratie, 2008.
- , *Non-Governmental Organisations in China. The rise of Dependent Autonomy*, New York, Routledge, 2009.
- Lynch, Daniel C, *After the Propaganda State: Media, Politics, and « Thought Work » in Reformed China*, Stanford, Stanford University Press, 1999.
- Mertha, Andrew C., *China's Water Warriors: Citizen Action and Policy Change*, Ithaca, Cornell University Press, 2008.
- Michael M Cernea, dir, *La dimension humaine dans les projets de développement – Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala, 1999 à la p 218.
- O'Brien, Kevin J, et Li Lianjiang, *Rightful Resistance in Rural China*, New York, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Passet R, « La thermodynamique d'un monde vivant : des structures dissipatives à l'économie » *Futuribles*, décembre, 1980.
- Peerenboom, Randall, *China's Long March toward Rule of Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- Piquet, Hélène, *La Chine au carrefour des traditions juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 2005.
- Qiusha, Ma, *Nongovernmental Organizations in Contemporary China*, New York, Routledge, 2006.
- Shambaugh, David L., *China's Communist Party: Atrophy and Adaptation*, Berkley, University of California Press, 2008.
- Shi Guoqing and Chen Shaojun, *China Resettlement Policies and Practices*, Nanjing, National Research Center for Resettlement, 1999, en ligne : <www.chinaresettlement.com>.
- Stephen Castles, Nicholas Van Hear, Jo Boyden, et al. *Developing DfID's Policy Approach to Refugees and Internally Displaced Persons*, vol 1, Oxford, Queen Elizabeth House, University of Oxford, 2005 à la p 77.
- Tong, Jingrong, *Investigative Journalism in China: Journalism, Power, and Society*, New York, Continuum, 2011.
- Vermader, Benoît, *Chine brune ou Chine verte? Dilemmes de l'État-Parti*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2007.

Weiss, Thomas George, et David A. Korn, *Internal Displacement: Conceptualization and its Consequences*, Londres, Routledge, Taylor & Francis, 2006.

Yves Blayo, *Des politiques démographiques en Chine*, Paris, Puf/Ined, 1997.

Chapitres d'ouvrages

Andrew Mertha, « Society in the State: China's Nondemocratic Political Pluralization » dans Peter Hays et Stanley Rosen, dir, *State and Society in the 21st Century China: Crisis, Contention, and Legitimation*, Londres, Routledge, 2010 à la p 6, en ligne : Falcon Arts Cornell <http://falcon.arts.cornell.edu/am847/pdf/Microsoft%20Word%20-%20Society_in_the_State%5B1%5D.pdf>.

Cabestan, Jean-Pierre, « Les systèmes politiques du monde chinois », in Guy Faure, dir, *Nouvelle géopolitique de l'Asie*, Paris, Ellipse, 2005.

Francis M. Deng, « Foreword » dans Susan Forbes Martin, dir, *Handbook for Applying the Guiding Principles on Internal Displacement*, New York, Brookings Institution Project on Internal Displacement and Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 1999.

Hannah Arendt, « The Decline of the Nation-State and the End of the Rights of Man » dans *The Origins of Totalitarianism : Imperialism*, Tome 2, Schocken Books, 1951.

K. Mahapatra, Lakshman, « Testing the Risks and Reconstruction Model on India's Resettlement Experiences », in Michael M. Cernea, dir, *The Economics of Involuntary Resettlement: Questions and Challenges*, Washington DC, Banque mondiale, 1999.

Lu, Yiyi, « NGOs in China: Development Dynamics and Challenges », in Zheng Yongnian, dir, *China's Opening society. The non-state sector and governance*, New York, Routledge, 2008.

Mertha, Andrew, « Shifting Legal and Administrative Goalposts: Chinese Bureaucracies, Foreign Actors, and the Evolution of China's anti-Counterfeiting Regime », in Neil J Diamant, Stanley B Lubman, et Kevin J O'Brien, dir, *Engaging the Law in China: State, society, and Possibilities for Justice*, Stanford, Stanford University Press, 2005.

Noakes, John A, et Hank Johnson, « Frames of Protest: A Road Map to a Perspective », in John A Noakes et Hank Johnson, dir, *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*, Lanham (Maryland), Rowman and Littlefield, 2005.

Onuma Yasuaki, « Toward an Intercivilizational Approach to Human Rights » dans Joanne R. Bauer et Daniel A. Bell, dir, *The East Asian Challenge of Human Rights*, Cambridge (R-U), Cambridge University Press, 1999, 103 aux pp 104-105.

Polumbaum, Judy, « The tribulations of China's Journalists after a Decade of Reform », in *Voices of China: The Interplay of Politics and Journalism*, New York, Guilford Publications, 1990.

- Saich, Tony, « Negotiating the State. The Development of Social Organizations in China », in Lowell Dittmer et Liu Guoli, dir, *China's Deep Reform. Domestic Politics in Transition*, Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2006.
- Wang, Jiang Yu, « China: Legal reform in an emerging socialist market economy », in E Ann Black et Gary F Bell, dir, *Law and Legal Institutions of Aisa: Traditions, Adaptations and Innovations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Zhang, Xianchu, « Civil Justice Reform with Political Agendas », in Yu Guanghua, dir, *The Development of the Chinese Legal System. Change and Challenges*, Londres, Routledge, 2011.

Mémoires et thèses

- Billington, Annie. *L'impact des organisations sociales de défense des droits des travailleurs migrants en Chine*, Mémoire de Maîtrise de science politiques, Université du Québec à Montréal, 2010.
- F-D, Vivien. *Sadi Carnot Economiste, enquête sur un paradigme perdu : économie-thermodynamique-écologie*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Paris, 1991.
- Redor-Fichot, Marie-Joëlle. « Indivisibilité des droits de l'Homme », (2009) n°7 CRDF 75, en ligne : <<http://w3.unicaen.fr/puc/ecrire/revues/crdf/crdf7/crdf0707redor.pdf>>.
- Roch, François. *Vers un nouveau paradigme planétaire en matière de développement? Contribution à l'histoire du droit international et du développement*, Thèse de doctorat soutenue le 26 novembre 2011 à Paris 11 à la p 2 [non publiée].

Ouvrages généraux

- Daillier, Patrick, Alain Pellet, Mathias Forteau, et Daniel Müller, *Droit international public*, 8e édition., LGDJ, 2009.
- H Steinberger, « Sovereignty », dans R Bernhardt, dir, *Encyclopedia of Public International Law*, Amsterdam, Elsevier, vol 4, 2000 à la p 500.
- J-Maurice Arbour et Geneviève Parent, *Droit international public*, 5e éd., Cowansville (Qc), Éditions Yvon Blais, 2006, à la p 435.
- Macloed, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir, *Relations Internationales. Théories et concepts*. 2^e éd. Montréal: Athéna éditions, 2004, à la p 162.
- Salmon, Jean J. A, dir, *Dictionnaire de droit international public*, Universités francophones, Bruxelles, Bruylant, 2001.

Rapports de recherche et actes de colloques

Allaire, Julien, *Réformes foncières et émergence du localisme: l'incontrôlable urbanisation des terres arables en Chine*, 2005, en ligne : <<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00096011/en/>>.

Amnesty International, « Indivisibilité et interdépendance des droits de l'Homme », Londres, mars 1993, Document externe, Index AI : IOR 41/12/93.

Bahuet, Christophe, « Legal Harmonization: A Prerequisite for Consistency in Law and Governance », *International Workshop on Comparative Analysis on systems and Mechanisms to Ensure Legalization Harmonization at Different Levels*, Huangshan, 22 mars 2012, en ligne : <<http://www.undp.org.cn/modules.php?op=modload&name=News&file=article&catid=25&topic=17&sid=44794&mode=thread&order=0&thold=0>>.

China Water Risk, Index of Key Water and Related Laws, en ligne : <<http://chinawaterrisk.org/regulations/water-regulation/>> [China Water Risk].

Chloé Froissart, *Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir*, Les études du CERI (Centre d'études et de recherche internationale – Sciences Po), n°149, septembre 2008 à la p 7.

Chun-Chun Au et Vernon Henderson, *How Migration Restrictions Limit Agglomeration and Productivity in China*, Working paper 8707, 2002.

Grainne Ryder, dir, *Damming the Three Gorges—What Dam Builders Don't Want You to Know—A Critique of the Three Gorges Water Control Project Feasibility Study*, Ontario, Probe International, 1993.

Human Rights Watch Asia, *The Three Gorges Dam in China: Forced Resettlement, Suppression of Dissident and Labor Rights Concerns*, New York, Human Rights Watch, 1995.

Human Rights Watch, « No One Has the Liberty to Refuse » (2007) 19 : 8 Human Rights Watch.

Internal Displacement Monitoring Center, *Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010*, Genève, IDMC.

International Rivers Network IRN, *Human Rights Dammed Off at Three Gorges: An Investigation of Resettlement and Human Rights Problems in the Three Gorges Dam Project*, Berkley, 2003, 29.

International Rivers Network IRN, *Resettlement in Action: An Eyewitness Report from the Middle Route of China's South-North Water Transfer Project*, Berkley, 2010, 13.

Jiahua Pan, « Environmental Costs and Social Implications of Reservoir Flooding: The Case of the Resettlement Program as Part of the Three Gorges Dam Project in China » (1995) Beijing, Chinese Academy of Social Sciences à la p 9.

Jingyun Li et Jingjing Liu, *Quest for Clean Water: China's Newly Amended Water Pollution Control Law*, Jiangxi Normal University Law School and Vermont Law School's China Environmental Law Program, China Water Risk, 2009.

Jun, Yan, et Chen Haiting, « Understanding the Regulations on Expropriation and Compensation of Housing on State-owned Land » *China Bulletin : King & Wood's Real Estate Group* (24 novembre 2011), en ligne : <<http://www.kingandwood.com/Bulletin/ChinaBulletinContent.aspx?id=6be56aaa-5530-4124-a562-668a505d301a>>.

Kälin, Walter, *Guiding Principles on Internal Displacement: Annotations*, n° 32, Studies in Transnational Legal Policy, Washington DC, American Society of International Law and the Brookings Project on Internal Displacement, 2000.

Liu, Amy, Bruce Katz, Matt Fellowes, et Mia Mabanta, « Housing Families Displaced by Katrina: A Review of the Federal Response to Date » (2005) The Brookings Institution: Metropolitan Policy Program.

Migration, Environment and Climate Change: assessing the evidence, Genève, OIM, 2009.

Oxfam International, « Document d'information d'Oxfam », octobre 2010, en ligne : Haïti Live <<http://fr.haiti-live.com/haiti/rapports-situation-haiti/oxfam-planter-maintenant.html>>.

Pandey, Balaji, *Depriving the underprivileged for development*, Orissa (Inde), Institute for Socio-Economic Development of Bhubaneswar, 1998.

Robinson, W. Courtland, *Risks and Rights: The Causes, Consequences, and Challenges of Development-Induced Displacement*, Washington DC, 2003, en ligne : <<http://www.adb.org/water/topics/dams/pdf/didreport.pdf>>.

Yves Dolais, « Regard extérieur sur la hiérarchie des normes en droit chinois », *Un nouveau regard sur le droit chinois*, Colloque du 30 mai 2007, Journée juridiques franco-chinoises 2007, Société de législation comparée, 2008.

Autres sources

Magazines, journaux et autres

« China: The debate over universal values » *The Economist* (30 septembre 2010), en ligne : <<http://www.economist.com/node/17150224/print>>.

« Shaanxi plans to move 2.7m to safer areas » *Global Times* (13 mai 2011).

AFP, « L'ONU demande une aide record de 2 milliards de dollars pour le Pakistan » *Le Monde* (17 septembre 2010), en ligne : <http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2010/09/17/l-onu-appelle-a-une-aide-record-de-2-milliards-de-dollars-pour-le-pakistan_1412791_3216.html>.

Agence Xinhua, « House expropriation policy solicit suggestions », *China Daily*, Beijing, 15 décembre 2010, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-12/15/content_11708646.htm>.

- Chen, Jia, « Migrant Families Complain About Educational Exclusion », *China Daily*, Beijing, 27 novembre 2010.
- Chevallier, Marc, « La croissance durable » *Alternatives économiques* Hors-série :53 (3e trimestre 2002).
- China Digital Times « Thousands to Move, Again, from Three Gorges » China Digital Times (23 août 2010) en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2012/08/thousands-to-move-again-from-three-gorges/>>.
- Chronicle of Deng Xiaoping*, Beijing, Central Literature Publishing House, 2009.
- Clem, Will, « Shaanxi plans to relocate 3m rural residents », *South China Morning Post*, Shanghai, 8 décembre 2010.
- Clerc, Denis, « Les racines de la croissance » *Alternatives économiques* Hors-série :53 (3e trimestre 2002).
- Cohen, David, « What Wukan Really Meant », *The Diplomat*, 1 janvier 2012, en ligne : <<http://the-diplomat.com/2012/01/01/what-wukan-really-meant/?print=yes>>.
- Cui, Zheng, « Unstable Ground, Unsettled People », *English Caixin*, 24 juin 2011, en ligne : <<http://english.caing.com/2011-06-24/100272827.html>>.
- Demick, Barbara, « China moving heaven and Earth to bring water to Beijing », *Los Angeles Times*, 29 septembre 2010, en ligne : <<http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fg-china-water-20100929,0,6630844,print.story>>.
- Deng Xiaoping, *Selected Works of Deng Xiaoping*, édité par People's Daily Online, 1938-1992 aux pp 217-218, en ligne : People's Daily Online <<http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>>.
- Dengke, Meng, « Moving the Masses » *Southern Weekend* (31 janvier 2011).
- E. McLaughlin, Kathleen, « China's Biggest Relocation Project Yet » *China Digital Times* (29 août 2011), en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2011/08/chinas-biggest-relocation-project-yet-2/>>.
- Fackler, Martin, « China Speed Up Resettlement », *Associated Press*, 20 janvier 2002, en ligne : <http://www.ourmidland.com/import/article_33be7_d26-21c4-5dc8-8cdd-88c13273d66f.html?mode=story>.
- Gao, Qihui, « Massive resettlement launched in NW China » *China Daily* (27 mai 2011), en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-05/27/content_12593802.htm>.
- Hu Deping, « Hu Deping on Wukan and Land Rights », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 28 décembre 2011, à la p 1, en ligne : <<http://chinadigitaltimes.net/2011/12/hu-deping-rural-land-does-not-belong-to-the-state/>>.

- Huan, Shan, « 350m migrant workers by 2050, report says », *China Daily*, Beijing, 28 juin 2010, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-06/28/content_10026167.htm>.
- Kam, Wing Chan, « Making Real Hukou Reform in China » *East Asia Forum* (2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/03/03/making-real-hukou-reform-in-china/>>.
- Lee, Peter, « China's sorrow, China's embarrassment : The great relocation that failed » *Asia Times Online* n° 1, en ligne : <<http://atimes.com/atimes/China/LJ13Ad02.html>>.
- Ma Jun, « Your right to know: a historic moment, chinadialogue », (1er mai 2008) *China Dialogue*, en ligne : <<http://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/1962>>.
- Milton Friedman, « The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits », *The New York Times Magazine*, 13 septembre 1970.
- Quotidien du Peuple, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), en ligne : *China Digital Times* <<http://chinadigitaltimes.net/china/wukan/>>.
- Sachs, Jeffrey D., « Climate Change Refugees (Extended Version): As Global Warming Tightens the Availability of Water, Prepare for a Torrent of Forced Migration » *Scientific American* (juin 2007), en ligne : <<http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=climate-change-refugees>>.
- Sherbinin, Alex de, Koko Warner, et Charles Ehrhart, « Casualties of Climate Change: Sea-level Rises Could Displace Tens of Million » *Scientific American* (10 janvier 2011), en ligne : <<http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=casualties-of-climate-change>>.
- Tao Kong, Sherry, « China's migrant problem: the need for hukou reform » *East Asia Forum* (29 janvier 2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/01/29/chinas-migrant-problem-the-need-for-hukou-reform>>.
- The Economist, « Migration in China: Invisible and Heavy Shackles », *The Economist*, Chongqing, 6 mai 2010, en ligne : <http://economist.com/PrinterFriendly.cfm?story_id=16058750>.
- Thibault, Harold, « La Chine fait face à une désertification accélérée », *Le Monde*, 14 mai 2011.
- Uking, Sun, « Special Coverage: China Population, large, Aging and Changing », *China Daily*, Beijing, 13 juillet 2010, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-07/13/content_10100966.htm>.
- Wang Zhanyang, « Wang Zhanyang on Wukan and Village Autonomy », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 10 janvier 2012, en ligne : *China Digital Times* <<http://chinadigitaltimes.net/2012/01/wang-zhanyang-on-wukan-and-village-autonomy/>>.

- Wu Si, « Wu Si on Wukan and Civil Rights », Réponse sur le forum du People's Daily, « What Does « Wukan »'s Turn' Mean for Us? » (22 décembre 2011), 30 décembre 2011, en ligne : China Digital Times <<http://chinadigitaltimes.net/2011/12/wu-si-on-wukan-and-civil-rights/>>.
- Xinhua News, « China embraces new scientific development concept », 22 Avril 2006, en ligne : People's Daily Online <http://english.people.com.cn/200604/22/eng20060422_260256.html>.
- Yin, Cao, « Project to relocate 392,000 people in Shaanxi », *China Daily*, 29 mars 2011, en ligne : <http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-03/29/content_12240901.htm>.
- Young, Jason, « China's Hukou System Impinges on Development and Civic Rights » *East Asia Form* (14 août 2010), en ligne : <<http://www.eastasiaforum.org/2010/08/14/chinas-hukou-system-impinges-on-development-and-civic-rights/>>.

Sites Internet

- « China: International Rivers » , en ligne : International Rivers <<http://www.internationalrivers.org/en/china>>.
- « Trendanalyser » de Global Footprint Network, en ligne : Global Footprint Network <<http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/trendalyzer/>>.
- Brookings « Quality. Independance. Impact. », en ligne : <<http://www.brookings.edu>>.
- Internal Displacement Monitoring Center, « IDP World Map » (2013), en ligne : IDMC <<http://www.internal-displacement.org/>>.
- Livres blancs* en ligne : pkulaw <<http://en.pkulaw.cn/Search/SearchRef.aspx?Flag=1>>.
- Ministry of Environmental Protection, en ligne : <<http://english.mep.gov.cn/>>.
- Ministry of Environmental Protection, The People's Republic of China, *Policies and Regulations*, en ligne : <http://english.mep.gov.cn/Policies_Regulations/>.
- Ministry of Water ressources of the People's Republic of China : <<http://www.mwr.gov.cn/english/>>.
- Robinson, W. Courtland, « Minimizing Development-Induced Displacement » (janvier 2004), en ligne : Migration Information Source <<http://www.migrationinformation.org/feature/display.cfm?ID=194>>.
- The People's Government of Shaanxi Province, *Advantageous ressources*, en ligne : Government of Shaanxi <<http://english.shaanxi.gov.cn/list/aboutshaanx/resources/1/cateinfoAboutsx.html>>.